



Assemblée générale

Distr. générale
17 juin 2016
Français
Original : anglais

Soixante et onzième session
Point 113 b) de la liste préliminaire*
**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres élections**

Élection des membres de la Commission du droit international

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	3
II. Notices biographiques des candidats	4
Koffi Kumelio A. Afande (Togo)	4
Ebenezer Appreku (Ghana)	13
Carlos J. Argüello Gómez (Nicaragua)	18
Bogdan Aurescu (Roumanie)	20
Carmelo Eduardo Borrego Pérez (République bolivarienne du Venezuela)	33
Chester W. Brown (Australie)	45
Yacouba Cissé (Côte d'Ivoire)	56
Gélin Imanès Collot (Haïti)	61
Concepción Escobar Hernández (Espagne)	66
Mathias Forteau (France)	76
Juan Manuel Gómez-Robledo (Mexique)	86
Abdelrazeg El-Murtadi Suleiman Gouider (Libye)	95
Claudio Grossman Guiloff (Chili)	101
Révérien Habarugira (Burundi)	104
Hussein A. Hassouna (Égypte)	110
Mahmoud Daifallah Hmoud (Jordanie)	118

* A/71/50.



Huang Huikang (Chine)	123
Charles C. Jalloh (Sierra Leone)	130
Marcelo Gustavo Kohen (Argentine)	149
Roman Anatolyevitch Kolodkin (Fédération de Russie)	161
Ahmed Laraba (Algérie)	167
Marja Lehto (Finlande)	170
Tiyanjana Maluwa (Malawi)	178
Rahmat Mohamad (Malaisie)	184
Djamchid Momtaz (République islamique d'Iran)	194
Shinya Murase (Japon)	208
Sean David Murphy (États-Unis d'Amérique)	212
Simon William M'viboudoulou (Congo)	226
Nguyen Hong Thao (Viet Nam)	230
Georg Nolte (Allemagne)	240
Nilüfer Oral (Turquie)	242
Hassan Ouazzani Chahdi (Maroc)	252
Ki Gab Park (République de Corée)	257
Chris Maina Peter (République-Unie de Tanzanie)	269
Ernest Petrič (Slovénie)	272
Aniruddha Rajput (Inde)	276
August Reinisch (Autriche)	282
Juan José Ruda Santolaria (Pérou)	287
Gilberto Vergne Saboia (Brésil)	294
Pavel Šturma (République tchèque)	296
Patrícia Galvão Teles (Portugal)	300
Dire D. Tladi (Afrique du Sud)	309
Muaz Ahmed Tungo (Soudan)	315
Emmanuel Ugirashebuja (Rwanda)	325
Eduardo Valencia-Ospina (Colombie)	327
Marcelo Vázquez-Bermúdez (Équateur)	338
S. Amos Wako (Kenya)	345
Nugroho Wisnumurti (Indonésie)	348
Michael Wood (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	353

I. Introduction

1. Dans une note verbale en date du 5 octobre 2015 adressée aux représentants permanents des États Membres auprès de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général a invité les gouvernements à lui communiquer les noms des candidats qu'ils avaient l'intention de présenter en vue de l'élection des membres de la Commission du droit international pour le prochain mandat de cinq ans, qui commence le 1^{er} janvier 2017, ainsi que les curriculum vitæ de ces candidats.
2. Les noms des personnes dont la candidature avait été présentée au 1^{er} juin 2016, en application de l'article 5 du statut de la Commission, figurent dans le document A/71/90.
3. Les notices biographiques des candidats communiquées par les gouvernements sont reproduites à la section II ci-après.

II. Notices biographiques des candidats

Koffi Kumelio A. Afande (Togo)

[Original : anglais et français]

Juge/juriste (justice pénale internationale, droit pénal comparé et international, droit international des droits de l'homme, droit international humanitaire, criminologie et état de droit) – diplomate (coopération internationale) – conciliateur/arbitre (droit commercial international) – Administrateur de Chambres et procédures judiciaires (chambre de première instance et chambre d'appel) – Administrateur des ressources humaines (exécution de budgets)

Portrait de carrière professionnelle

Juge/juriste, avec 24 ans d'expérience professionnelle; extrêmement compétent dans la pratique judiciaire et l'analyse de questions juridiques complexes à implications internationales; habile dans l'art de la facilitation, la médiation, la conciliation et l'arbitrage; expérimenté en réformes juridiques et institutionnelles, talentueux en gestion de projets; ressources humaines et budgets; expert en administration et analyse systémique; adepte de renouvellement de politiques et d'idées; excellent dans la motivation d'équipes, expérimenté en création de réseaux socioprofessionnels; en communication et relations interpersonnelles en milieu professionnel, multiculturel et de diversité de genre.

Objectif : visite de courtoisie

Principales aptitudes, expertise et réalisations

Expérience en justice pénale internationale/internationalisée, justice pénale nationale et pratique judiciaire

- **Siéger au sein de collèges de juges d'appel dans des procès pénaux devant les Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et pour le Rwanda (TPIR) :** J'ai rendu des décisions et ordonnances sur nombre d'appels interlocutoires, émis des opinions séparées et dissidentes, siégé en audiences publiques ou à huis-clos, pris part aux délibérations concernant des arrêts et verdicts dans des appels au fond interjetés par les parties contre des décisions, ordonnances et jugements des chambres de première instance et assumé les fonctions de juge de permanence en charge des urgences juridiques et judiciaires.
- **Participer au jugement d'affaires criminelles nationales et internationales :** J'ai présidé des audiences, analysé des témoignages et écritures des parties, examiné des conclusions factuelles/juridiques des chambres, rédigé des décisions/ordonnances, fourni des avis juridiques concernant des questions cruciales pour les procès.
- **Rédiger des écritures :** J'ai rédigé et introduit des requêtes/pétitions devant des chambres.
- **Administrer les procès et les chambres :** J'ai coordonné la procédure judiciaire en première instance et en appel, conservé les éléments de preuve et pièces à conviction, supervisé le maintien des archives judiciaires

électroniques et en papier, participé à des audiences de confirmation d'actes d'accusation et de comparution initiale, fait des médiations entre parties, assuré l'extraction des détenus en vue de comparution en audience.

- **Assurer l'exécution des décisions des chambres** : J'ai exécuté avec succès plusieurs mandats d'arrêt, ordonnances de transfert d'accusés/de suspects, ordonnances d'exécution de peine, décisions de transfert/protection de témoins.
- **Participer à la rédaction des dispositions juridiques** : J'ai rédigé des propositions d'amendements des statuts et des règlements de procédure et de preuve, des directives au greffe de juridictions *ad hoc* et contribué à la rédaction du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI).

Expérience en matière d'arbitrage, de médiation et de conciliation aux plans national et international

- **Siéger seul ou au sein de commissions ou d'instances dans le cadre de facilitations, de médiations, de conciliations ou d'arbitrages** : J'ai siégé seul ou en collège ou jury et contribué avec succès à la médiation, la conciliation et l'arbitrage dans des litiges entre individus, entre États et citoyens ainsi qu'entre institutions nationales, étatiques ou organisations internationales.
- **Amener les parties à conclure un règlement à l'amiable de litiges** : J'ai réussi, dans plusieurs situations, à convertir des parties antagonistes dans des différends en protagonistes résolus à la solution et les mener à arriver à des solutions ou règlements négociés consensuels, amiables et durables de leur différend.

Expérience en recherches et conseils juridiques

- **Conduire des recherches et analyses juridiques** : J'ai contribué à résoudre des problèmes complexes avec des implications internationales en droits de l'homme, justice pénale internationale, droits de l'homme, etc.
- **Fournir des avis juridiques** : J'ai rédigé des avis de consultance pour des juges, avocats et procureurs nationaux et internationaux, gouvernements et ONG, en droit pénal comparé et international et procédure pénale comparée et internationale, droit international des droits de l'homme, droit international humanitaire, droit international des réfugiés.
- **Fournir des avis sur les pratiques judiciaires** : J'ai fourni des avis d'experts aux juridictions internationales, y compris la CPI, et aux juridictions nationales sur l'expérience et la pratique judiciaires des juridictions *ad hoc*.
- **Fournir des avis sur le pluralisme juridique** : J'ai intensivement travaillé sur les conflits de normes, les changements inconstitutionnels de régime, la gestion de la diversité des régulations en matière de réformes constitutionnelles, l'importance du pluralisme juridique dans l'élaboration du droit international des droits de l'homme, entre autres, et donné des conseils à ce sujet.

Expérience en matière d'état de droit et de démocratie

- **Contribuer au renforcement de capacités** : J'ai formé des magistrats, avocats et autres agents d'application de la loi de plusieurs pays à l'application d'instruments juridiques dans les systèmes juridiques et judiciaires nationaux et participé à la rédaction d'un manuel sur la prohibition de la torture à leur usage.
- **Participer aux réformes juridiques** : J'ai rédigé et édité des projets de loi pour des organes législatifs, contribué aux réformes de la justice ordinaire et à la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle.
- **Plaider pour les droits de l'homme** : J'ai siégé dans des jurys internationaux de promotion et de protection des droits de l'homme, avisé des individus/institutions sur des plaintes devant des organes conventionnels et des institutions nationales de défense des droits de l'homme sur les détentions illégales/arbitraires, la prohibition de la torture, le droit à un procès équitable, etc.

Expérience en diplomatie et relations internationales

- **Participer à des négociations internationales** : J'ai, en tant qu'expert ou chef de délégation, facilité des accords décisifs ou des consensus propices à l'adoption de résolutions, de déclarations, de protocole d'accords, etc.
- **Participer à des discussions de haut niveau** : J'ai contribué à des solutions lors de réunions de chefs d'État et de gouvernement, de ministres, d'ambassadeurs et de hauts représentants d'institutions internationales.
- **Coordonner la coopération juridique et judiciaire** : J'ai négocié avec succès la coopération pour l'exécution des mandats d'arrêt, le transfert d'accusés et d'éléments de preuves, l'exécution des peines, etc.

*Expérience académique (justice pénale nationale et internationale/
internationalisée, droits de l'homme, droit, criminologie)*

- **Promouvoir la justice pénale internationale** : J'ai pris part à des programmes de sensibilisation dans le cadre de cours et de séminaires dans des universités et des instituts de recherche, et lors de conférences, etc.
- **Dispenser des enseignements magistraux** : J'ai donné des cours et des conférences, fait des interventions lors de séminaires/ateliers en confrontant théories et pratiques dans les problématiques d'analyse et les solutions.
- **Participer à l'évaluation de travaux académiques** : J'ai siégé dans des jurys d'examen, encadré/dirigé des travaux de recherches, évalué des mémoires de master et des thèses de doctorat, etc.
- **Diriger des départements de recherche** : Sous ma direction, des entités ont conclu plusieurs projets de recherches théoriques et empiriques de comparaison sur des questions de concepts et de pratique et réussi à corriger des idées reçues sur des questions comme le rôle du droit pénal dans le traitement des crimes d'État.

- **Faire des publications** : J'ai publié sur plusieurs thématiques d'actualité et controverses, en sortant des sentiers battus pour confronter les dogmes à la réalité et j'ai remporté des prix académiques internationaux.

*Expérience en communication et relations internationales
en milieu multiculturel et de diversité de genre*

- **Promouvoir le respect des diversités** : J'ai créé des réseaux de haut niveau, basés sur l'équilibre de culture et de genre, en matières académique, politique, judiciaire, etc., et permis de réaliser des projets, de mettre en place une coopération internationale et d'obtenir des accords mutuels, voire à l'amiable entre parties en procès.
- **Rédiger et réviser les rédactions d'autrui** : J'ai pu assurer que les publications, avis juridiques, cours, rapports, et travaux de consultance soient compréhensibles et compris des destinataires concernés et des lecteurs.
- **Plaider pour le respect de la diversité** : J'ai organisé et dirigé des ateliers, conférences, séminaires, tables rondes, etc., sur la diversité et le dialogue des cultures.

*Expérience en matière de supervision de personnel et de rendement
basée sur les résultats et le bien-être personnel*

- **Planifier les ressources humaines et préparer des budgets axés sur les résultats** : J'ai conçu des méthodes qui ont accéléré les recrutements et favorisé l'exécution des tâches à coûts réduits, dans les délais requis.
- **Superviser et guider les rendements des employés** : J'ai promu une politique de délégation de fonctions et réglé avec succès des problèmes de rendement et de performance des fonctionnaires/employés.
- **Régler des problèmes complexes de gestion de la performance** : J'ai gagné la confiance de mes superviseurs hiérarchiques qui m'ont confié des responsabilités de gestion de la performance à des niveaux supérieurs.

*Expérience en matière d'administration sur la base d'améliorations
systémiques et anticipation sur les dysfonctionnements structurels*

- **Coordonner des entités souvent de large effectif** : J'ai réussi en temps record à identifier des dysfonctionnements structurels, à adopter des mesures correctrices et à redynamiser l'efficacité des équipes.
- **Promouvoir l'esprit d'équipe** : J'ai contribué à instaurer de solides relations de travail et à créer des réseaux opérationnels au sein des bureaux et avec des partenaires extérieurs.
- **Coordonner les relations extérieures et la coopération** : J'ai réussi à renforcer les relations avec les représentations diplomatiques, gouvernements, juridictions internationales (pénales ou non), autorités judiciaires nationales, organisations non gouvernementales et autres institutions internationales, y compris de l'Organisation des Nations Unies.

Historique et chronologie de la carrière professionnelle

Depuis nov. 2013	Juge permanent à la Chambre d'appel des Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et pour le Rwanda (TPIR), avec rang de Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies, élu par l'Assemblée générale des Nations Unies
Janv. 2012-nov. 2013	Ministre conseiller à la Mission permanente du Togo auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (États-Unis), chef de l'Unité des avis juridiques, conseiller juridique en chef, coordonnateur politique adjoint
Déc. 2004-jan. 2012	Juriste/Chambre d'appel du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), La Haye (Pays-Bas)
Juin 2001-déc. 2004	Juriste/Chef, Unité des procédures judiciaires du TPIR, Arusha (République-Unie de Tanzanie)
Sept. 2000-déc. 2001	Juriste/Coordonnateur, Chambre de première instance du TPIR, Arusha (République-Unie de Tanzanie)
Oct. 1996-sept. 2000	Juriste, criminologue/Chef, Département du droit pénal africain de l'Institut Max Planck de droit pénal international comparé, Fribourg-en-Brisgau (Allemagne)
Nov. 1992-sept. 1996	Juriste, criminologue/Chercheur et conseiller, Département du droit pénal africain de l'Institut Max Planck de droit pénal international comparé, Fribourg-en-Brisgau (Allemagne)

Diplômes, prix, certificats et formation

Diplômes académiques et universitaires

1996	Doctorat en droit pénal et sciences criminelles, mention « très honorable et félicitations du jury », Université des sciences sociales de Toulouse I, Toulouse (France)
2010	Master II, droit international européen, droits fondamentaux, Université de Nantes (France)
1989	Master II (diplôme d'Études Approfondies/ DEA), droit pénal et sciences criminelles, Université des sciences sociales Toulouse I, Toulouse (France)
1987	Maîtrise en droit, carrières judiciaires, Université du Bénin, Lomé
1986	Licence en droit, carrières judiciaires, Université du Bénin, Lomé

Prix académiques et universitaires

- Prix quinquennal « Denis Carrol 1998-2003 » de la Société internationale de criminologie, récompensant la thèse de doctorat estimée avoir bouleversé les idées reçues dans les domaines de recherches concernés.
- Prix « Mention d'honneur de la Médaille Fernand Boulan 1998-2000 » de l'Association internationale des criminologues de langue française

Certificats et autres formations

- Gestion et supervision d'équipes (certificat)
- Budgétisation axée sur les résultats (certificat)
- Négociation collaborative (certificat)
- Bases de données juridiques en ligne (certificat)
- Développement de l'esprit d'équipe (certificat)
- Gestion de changements structurels et de contingences (formation)

Qualité de membre d'institutions professionnelles

- Arbitre et conciliateur près la Cour permanente d'arbitrage, La Haye (Pays-Bas).
- Membre fondateur du Groupe Experts amis de l'UCAO-UUT (Université catholique de l'Afrique de l'Ouest-Unité universitaire du Togo)
- Membre de l'Association pour la prévention de la torture
- Membre de la Fondation africaine de droit international
- Comité de lecture de la Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique
- Professeur-invité d'universités et d'écoles de magistrats (Allemagne, Suisse, Madagascar, Mali, etc.)
- Membre du jury international pour les droits de l'homme et des peuples, au Mali et en Afrique (1998-1999)
- Membre de l'Association internationale de droit pénal
- Membre de la Gesellschaft für Afrikanisches Recht (Association du droit africain)

Connaissances linguistiques

- Français : Courant/langue maternelle
- Anglais : Courant
- Allemand : Courant
- Ouatchi/Ewhe/Mina : Langues maternelles

Autres aptitudes

- **Préserver la confidentialité** : J'ai conçu et surveillé des politiques ainsi que des bases de données qui ont aidé à empêcher ou restreindre l'accès aux documents et informations confidentiels ou sensibles.
- **Faire usage de la technologie** : J'utilise toujours mes connaissances informatiques (pack Microsoft Office) et les bases de données juridiques (TRIM, etc.) dans mon travail.
- **Promouvoir le développement de carrière** : J'ai conçu et exécuté des plans de formation et de renforcement de capacité, qui ont contribué au développement de carrières, y compris la promotion de personnel.

Sélection – publications, articles, livres, cours, travaux de recherche, etc.

- *La définition, la portée et l'application de la compétence universelle* (The definition, scope and application of universal jurisdiction), documents du Séminaire sur la compétence universelle, Lomé, février 2016.
- *Les défis de la gestion de la diversité des peuples et des États-nations : le Conseil de sécurité des Nations Unies en équilibre instable (The Challenges in Managing the Diversity of Peoples and Nation-States: The Security Council of the United Nations in an unstable balance)*, in *Refonder la légitimité de l'État : Quand les expériences et les pratiques parlent*, vol. 1, Paris, édition Karthala, 2015.
- *The Rights for Defence and the International Cooperation before the International Criminal Court (Les droits de la défense et la coopération internationale devant la Cour pénale internationale)*, à paraître.
- *The Prosecution of « African Cases » of International Crimes in National and International Justice Systems: The Challenges for African Countries (La poursuite des « affaires africaines » de crimes internationaux dans les systèmes nationaux et internationaux de justice : les défis pour les pays africains)*, à paraître.
- *Attempt of mediation between ICC and Sub-Saharan African Countries for a Mutual Domestication of International Criminal Law and Justice (Essai de médiation entre la CPI et les pays africains subsahariens pour une mutuelle domestication du droit pénal international et de la justice pénale internationale)*, à paraître.
- Les Commissions internationales d'enquête en vue de l'établissement des faits en matière de justice pénale internationale ou les « antichambres de mise en accusation » (*International Fact-Finding and Investigation Commissions or the « Ante-Chambers of indictment » in International Criminal Justice*), in *Annuaire africain de droit international*, vol. 17, éditions Martinus Nijhoff, 2012.
- Les enjeux du pluralisme juridique dans le processus d'élaboration du droit international des droits de l'homme, in *Chroniques de l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG)*, Paris, éditions Charles Léopold Mayer, 2011.

- L'interdiction absolue de la torture en droit international et sa mise en œuvre dans l'administration de la justice, Séminaire de formation à l'École nationale de la magistrature et des greffes (ENMG, Antananarivo) de Madagascar, mai 2011.
- Les droits humains dans l'administration de la justice : prohibition et prévention de la torture, cours donné à l'École nationale de la magistrature et des greffes (ENMG, Antananarivo) de Madagascar, octobre 2010.
- *Continuing or Recommencing Hearings in Cases before the ICTR with an Incomplete Bench – Comparison with ICTY, SCSL and ICC* (Continuation ou recommencement des audiences devant le TPIR par des Chambres dans une composition incomplète – Comparaison avec le Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et la Cour pénale internationale), in *Protection Humanity, Essays in International Law and Policy in Honour of Navanethem Pillay*, éditions Martinus Nijhoff, octobre 2010.
- La protection des droits de l'homme par les instruments internationaux en matière de justice pénale, juin 2010.
- L'interdiction absolue de la torture et ses conséquences procédurales régionales et universelles, mars 2010.
- La symétrie entre le PIDCP et le PIDESC suite à l'adoption le 10 décembre 2008 du Protocole facultatif se rapportant au PIDESC, janvier 2010.
- *Referral of Cases from International Jurisdictions to States – Human Rights as Gravity Centre of Criminal Law and Justice Systems* (Transfert d'affaires des juridictions internationales aux États – Les droits de l'homme comme centre de gravité du droit pénal et des systèmes de justice), novembre 2009.
- *International Criminal Law and Human Rights* (Droit pénal international et droits de l'homme), août 2009.
- *General Principles of International Criminal Law* (Les principes généraux du droit pénal international), août 2009.
- *Internationale strafrechtliche Untersuchungskommissionen oder die « Vorkammer der Anklage » aus der Praxis der Vergangenheitsaufarbeitung, in « Aufarbeitung der Diktatur – Diktat der Aufarbeitung? »*, Wallstein Verlag, mars 2009.
- Réflexions sur la poursuite et les sanctions pénales en droit international humanitaire en matière de crimes commis par les agents de maintien de la paix, CICR, octobre 2008.
La légitimité et l'efficacité des sanctions pénales dans les pays de l'Afrique subsaharienne – un cas de pluralisme juridico-socioculturel, in *Revue internationale de criminologie et de police technique et scientifique* n° 4, juillet-septembre 2007.
- La coopération entre le Tribunal pénal international pour le Rwanda et les États en matière d'exécution de mandats d'arrêt, cours/conférence 2002-2003.

- *Strafrecht in Reaktion auf Systemunrecht in Mali* (Le droit pénal en réaction aux crimes commis par l'État en République du Mali), Fribourg-en-Brisgau (Allemagne), éditions « Iuscrim », octobre 2002, 141 pages.
- Les sanctions pénales en Afrique : entre traditions et modernité, in « Zwischen Mediation und Lebenslang » (Entre médiation et perpétuité), Zurich (Suisse), Verlag Rüegger, octobre 2002.
- *Die Einstellung der AfrikanerInnen gegenüber dem Recht europäischen Ursprungs : Krise oder neue Identität?* (L'attitude des Africains et Africaines envers le droit d'origine européenne : crise ou nouvelle identité?), in « Europas langer Schatten – Afrikanische Identitäten zwischen Selbst- und Fremdbestimmung », Brandes & Apsel Verlag, 2000.
- *Le jeune Togolais de la rue : au carrefour du droit et du non-droit*, in « Law in Africa », Revue de la *Gesellschaft für Afrikanisches Recht* (Association du droit africain), livre n° 1, 1998; p. 87 à 113.
- La procédure devant la CPI et sa conformité avec les systèmes juridiques des pays africains subsahariens, rapport pour l'Organisation des Nations Unies, juin 1997.
- *Jeune délinquant et jeune marginal au Togo; aperçus de comparaison Allemagne-France*; 307 pages, Fribourg-en-Brisgau (Allemagne), éditions Iuscrim; décembre 1997.
- Le pardon du juge répressif ou les alternatives à la poursuite et à la peine, Aperçus de comparaison Togo, France et Allemagne, octobre 1995.
- Les confrontations devant le juge d'instruction en droit français, Université des sciences sociales (faculté de droit pénal et sciences criminelles), Toulouse (France), 1987/1988.
- *L'agrément d'une société en commandite simple en droit togolais*, Mémoire de maîtrise en droit/carrières judiciaires, Lomé, 1986/1987.

Ebenezer Appreku (Ghana)

[Original : anglais]

Position actuelle : Représentant permanent adjoint du Ghana à Genève et membre et Vice-Président par intérim de la Commission de l'Union africaine sur le droit international

Informations personnelles

Nom complet : (M.) Appreku Ebenezer

Sexe : masculin

Date de naissance : 17 mai 1961

Situation matrimoniale : marié

Nationalité : ghanéenne

Formation et qualifications professionnelles

1990/91 (2 décembre) : Master (affaires internationales) Legon Centre for International Affairs and Diplomacy (LECIAD); (Université du Ghana).

1985/87 (17 septembre) : Avocat et avoué auprès de la Cour suprême du Ghana; (Diplôme d'études universitaires du troisième cycle de qualification professionnelle pour l'exercice de la profession d'avocat); Ghana School of Law (École de droit du Ghana).

1987 (2 octobre) : Inscrit sur la liste des avocats de la République du Ghana.

1981/85 : Licence en droit (avec mention), Université du Ghana, Legon.

Autres expériences académiques

Programme de bourses de l'UNITAR/ONU pour les universitaires invités en droit international et droits de l'homme à Columbia University Law School, dirigé par le Pr. Lori Damrosch et le Pr. Olivier de Schutter respectivement, au printemps 2008.

Diplôme de troisième cycle en diplomatie du développement (DSE, Berlin, 1994).

Associations professionnelles et expériences professionnelles majeures

Membre de l'Ordre des avocats ghanéens depuis 1987.

Membre de l'Association de fonctionnaires du Ghana depuis 1989.

Membre de l'American Society of International Law depuis 2004.

Membre et Vice-Président par intérim de la Commission de l'Union africaine sur le droit international (CUADI) depuis 2010; élu en 2009 pour un mandat de cinq ans et réélu en janvier 2015.

2015 : Président du quatrième Forum de la CUADI sur le droit international et le droit de l'Union africaine, Le Caire, du 19 au 20 octobre 2015.

2015 : Membre de la délégation de deux membres de la CUADI ayant procédé à un échange de vues avec la Commission du droit international à sa soixante-septième session qui s'est tenue à Genève en juillet 2015, au titre du point de l'ordre du jour de l'International Longevity Centre (ILC) intitulé « Coopération avec d'autres organes ».

2015 : Maître de conférence invité à la conférence organisée sur le thème de la Commission du droit international de l'Union africaine, du droit de l'Union africaine et du rôle de l'Afrique dans la promotion du droit international à l'intention des étudiants de troisième cycle du LECIAD et du cours de droit international de la School of Law, Conférence de Legon présidée par la directrice du LECIAD, Pr. Henrietta Mensah-Bonsu et le maître de conférences de droit international, Yaw Benneh, respectivement, février 2015.

Représentant permanent adjoint et conseiller juridique de la Mission permanente du Ghana auprès de l'Office des Nations Unies à Genève aux soixante-cinquième, soixante-sixième et soixante-septième sessions de la Commission du droit international, tenues à Genève en 2013, 2014 et 2015.

2013 : Représentant permanent adjoint de la délégation ghanéenne auprès des Offices des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève et à Vienne depuis juin 2013.

De 2011 à 2013 : Conseiller juridique (Directeur des affaires juridiques) du Ministère des affaires étrangères de la République du Ghana; 2002-2003 Conseiller juridique (Directeur par intérim des affaires juridiques) du Ministère des affaires étrangères de la République du Ghana. Depuis 1989, je présente un certain nombre d'opinions juridiques au Ministère des affaires étrangères et d'autres organismes étatiques au Ghana et aux missions diplomatiques à l'étranger, principalement dans le domaine du droit international.

Comandataire du Ghana et avocat de la défense, affaire de « l'ARA Libertad » (*Argentine c. Ghana*, Tribunal international du droit de la mer, affaire n° 20) au Tribunal international du droit de la mer et arbitrage à la Cour permanente d'arbitrage, La Haye, 2013.

Membre (2011-juin 2013) du Comité technique de la Commission frontalière ghanéenne responsable des négociations sur la question des frontières maritimes entre le Ghana et la Côte d'Ivoire et de la présentation du Ghana à la Commission des limites du plateau continental.

2007-2011 : Délégué du Ghana à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies. Représentant suppléant du Ghana au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (2007).

2007-2011 : J'ai participé en tant que conseiller juridique de la Mission permanente du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York en qualité de conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères du Ghana aux soixante-deuxième, soixante-troisième, soixante-quatrième, soixante-cinquième et soixante-sixième sessions de la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale tenue à New York, qui a examiné au titre du point 81 de l'ordre du jour les rapports de la Commission du droit international sur les travaux des cinquante-neuvième, soixantième, soixante et unième, soixante-deuxième et soixante-troisième sessions de la CDI tenues à Genève [voir les documents officiels de l'Assemblée générale sur les réunions de la Sixième Commission (juridique) entre 2007 et 2011, y compris les documents A/64/10 et A/64/283 sur les travaux de sa soixante et unième session (2009)].

En 2010 : Choisi par mes pairs comme coordonnateur du Groupe africain d'experts juridiques à New York en 2010. Diverses déclarations établies pour le Groupe des

États d'Afrique prononcées par le Président du Groupe à New York au cours des séances de la Sixième Commission sur les différents points de l'ordre du jour, notamment le point 83 (L'état de droit aux niveaux national et international). J'ai personnellement donné lecture de la déclaration du Groupe sur le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international (voir *Documents officiels de l'Assemblée générale*, document A/C.6/65/SR.18 du 7 décembre 2010, compte rendu analytique de la 18^e séance de la Sixième Commission, tenue le vendredi 22 octobre 2010 à 10 heures).

En 2009 et 2010 : J'ai présidé le Comité consultatif du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [voir document des Nations Unies A/64/495 du 20 décembre 2009 ainsi que *Documents officiels de l'Assemblée générale*, document A/C.6/65/SR.18 du 7 décembre 2010, compte rendu analytique de la 18^e séance de la Sixième Commission, tenue le vendredi 22 octobre 2010 (point 80 de l'ordre du jour)].

2009 : J'ai contribué à la rédaction de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international et j'ai présenté la résolution au nom du Bureau de la Sixième Commission [voir *Documents officiels de l'Assemblée générale*, document A/C.6/64/SR.25, sur les travaux de la 25^e séance de la Sixième Commission, tenue le 12 novembre 2009 (point 80 de l'ordre du jour)].

2010 : J'ai contribué à la rédaction de la résolution 65/33 de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2010 qui a établi, pour la première fois, un groupe de travail de la Sixième Commission (juridique) qui, en 2011, a commencé à examiner la question de la portée et de l'application du principe de compétence universelle, sujet inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale à l'initiative de l'Union africaine.

2009/2011 : Invité en tant qu'intervenant par l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO) et le Secrétariat de l'ONU pendant les trois manifestations parallèles de la semaine du droit international et des réunions informelles des conseillers juridiques des ministères des affaires étrangères, entre 2009 et 2011, pour traiter des thèmes tels que le trentième anniversaire de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et le trentième anniversaire de la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends internationaux. Parmi les autres intervenants figuraient l'Ambassadeur, Représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, l'ancienne Secrétaire générale adjointe aux affaires juridiques et Conseillère juridique de l'ONU, M^{me} Patricia O'Brien, et le représentant de l'AALCO à New York, M. Roy Lee.

Depuis 2010 : Membre pionnier, Commission de l'Union africaine sur le droit international (CUADI), Rapporteur spécial de la CUADI sur la révision des traités de l'OUA/UA; j'ai contribué aux délibérations et à la rédaction de divers avis juridiques demandés par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine; Rapporteur spécial de la CUADI sur les travaux de recherche en vue de la publication de la première édition du *Digest of African State Practice in International Law* de la CUADI.

2000 : Reconnu pour l'exposé que j'ai fait à une commission parlementaire conjointe sur des questions constitutionnelles, juridiques, législatives et relatives aux affaires étrangères, au sujet de la nécessité pour le Ghana de devenir partie aux six principaux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, à savoir le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte autorisant les plaintes individuelles, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (voir le Rapport officiel des débats parlementaires (Hansard) (4^e série, vol. 25, n° 48, coll. 3934) du 28 juillet 2000).

Documents, recherche et centres d'intérêt

2015 : En tant que Rapporteur spécial de la Commission de l'Union africaine sur le droit international concernant la révision ou l'examen des traités de l'OUA/UA, j'ai soumis des mémorandums et des rapports pour examen et adoption par la CUADI et les principaux organes de l'Union africaine.

2015 : En tant que Rapporteur spécial de la Commission de l'Union africaine sur le droit international (CUADI) sur les travaux de recherche en vue de la publication du Digest of African States Practice in International Law de la CUADI, j'ai soumis des mémorandums et des rapports pour examen par la CUADI et les organes principaux de l'Union africaine et les États membres de l'Union africaine.

2013 : J'ai présenté, à la demande du Président de la CUADI, un mémorandum à soumettre à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples dans l'affaire de la demande d'avis consultatif par le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant relatif au statut du Comité africain devant la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (demande n° 002/2013).

2012 : Coordonnateur pour l'avis juridique présenté par la CUADI au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine sur l'effet juridique des résolutions 1970 (2011) et 1971 (2011) du Conseil de sécurité de l'ONU autorisant le Conseil à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils en Libye et à imposer des sanctions ainsi qu'une zone d'exclusion aérienne en Libye.

J'ai présenté, en ma qualité de Rapporteur du Groupe de travail de la CUADI, le premier projet de règlement intérieur provisoire de la CUADI qu'elle a adopté et approuvé comme base de la version finale du règlement intérieur adopté par le Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur la justice et les affaires juridiques en octobre 2015 en vue de son approbation par l'Assemblée de l'Union africaine en janvier 2016 (voir la première édition de l'*Annuaire 2013* de la CUADI, p. 21).

1991 : *Lome IV: A Case Study in North-South Negotiations* (thèse interdisciplinaire non publiée de maîtrise chevauchant le droit international conventionnel, le commerce international et la politique internationale) disponible à la bibliothèque Balme de l'Université du Ghana, Legon).

1985-1994 : Contribution à l'étude qui a abouti à la publication des deux volumes du rapport sur le projet de recherche des traités du Ghana, couvrant la période allant de la pré-indépendance à 1990, reconnue dans le rapport de l'Enquêteur principal,

Pr. G. K. A. Ofori-Amaah. J'ai également reçu une lettre de félicitations de M. Obed Y Asamoah, alors Ministre des affaires étrangères du Ghana, pour cette contribution. J'ai par la suite facilité la numérisation des deux volumes du rapport disponibles actuellement à la médiathèque de droit international de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de la contribution du Ghana aux travaux de la Division de la codification de l'ONU.

Articles du bulletin d'information du Ministère des affaires étrangères intitulés « The Effect of Unification on Ghana's Treaty Relations with Reunited Germany » 1989/90 et « The Passport as an Instrument of Foreign Policy: The Case of the Ghanaian Passport in South Africa » 1988/89.

Valeurs, points forts et loisirs

Intégrité, honnêteté, modestie, passion pour le travail, compassion, bonne gestion du temps et ponctualité; compétences multiculturelles ou interculturelles, propreté, discipline et diligence, volontariat en matière de développement communautaire, recherche et analyse

Musique (tous genres), marche, tennis de table, football et boxe, awélé (jeu de société traditionnel ghanéen)

Compétences en informatique : notions d'informatique et aptitudes en dactylographie

Compétences linguistiques

Excellente maîtrise de l'anglais (écrit et parlé); langue officielle et d'enseignement au Ghana; bonne connaissance du français (écrit et parlé) et portugais de base.

Carlos J. Argüello Gómez (Nicaragua)

[Original : anglais/espagnol/français]

Carlos J. Argüello-Gómez est né en 1946 à Managua. Il est marié à Sherly Noguera Miranda et père de cinq enfants.

Enseignement supérieur

Doctorat en droit, Universidad Centroamericana (1970)

Compétences linguistiques

Espagnol (langue maternelle), anglais (bilingue), français (connaissance passive)

Distinctions

Médaille du mérite naval de la marine nicaraguayenne (2007)

Docteur *honoris causa*, Universidad Centroamericana (1970)

Grand-Croix de l'Armée nicaraguayenne (2013)

Médaille d'honneur de l'Assemblée nationale du Nicaragua (2013)

Président *pro tempore* de l'Institut hispano-luso-américain de droit international (2014-)

Service public et privé

Avocat dans un cabinet spécialisé dans le droit civil (1970-1979) et professeur de droit civil à l'Universidad Centroamericana (1974-1975)

Coordonnateur du Service juridique de la Junta de Reconstrucción Nacional (1979-1980). Durant cette période, la Junta a exercé les pouvoirs exécutif et législatif au Nicaragua.

Ministre d'État de la justice et Procureur général adjoint (1980-1982)

Ministre de la justice et Procureur général adjoint (1982-1983)

Ambassadeur du Nicaragua au Royaume des Pays-Bas (1983-1990)

Mandataire du Nicaragua devant la Cour internationale de Justice (1984-2009) dans les affaires suivantes :

- Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (*Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*) (1984-1991)
- Actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Costa Rica*) (1986-1987)
- Actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Honduras*) (1986-1992)
- Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras : intervention du Nicaragua) (1986-1992)
- Délimitation maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (*Nicaragua c. Honduras*) (1999-2007)

– Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (*Costa Rica c. Nicaragua*) (2005-2009)

– Différend territorial et maritime (*Nicaragua c. Colombie*) (2001-2012)

Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères du Nicaragua sur des questions de droit international, en particulier sur les questions de la souveraineté et du droit de la mer (1984-)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye depuis 1986

Ambassadeur du Nicaragua au Royaume des Pays-Bas (1993-1997)

Doyen de la faculté de droit de l'Universidad Centroamericana (1997-2000)

Professeur de droit international public à l'Universidad Centroamericana (1997-2000)

Ambassadeur du Nicaragua au Royaume des Pays-Bas (2000)

Représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) (2000)

Gouverneur suppléant pour le Fonds commun pour les produits de base (2003)

Mandataire du Nicaragua devant la Cour internationale de Justice (1984-2009) dans les affaires pendantes concernant :

– Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (*Costa Rica c. Nicaragua*) (2010-)

– La construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (*Nicaragua c. Costa Rica*) (2011-)

– La question de la délimitation du plateau continental entre le Nicaragua et la Colombie au-delà de 200 milles marins de la côte nicaraguayenne (*Nicaragua c. Colombie*) (2013-)

– Les violations présumées de droits souverains et d'espaces maritimes dans la mer des Caraïbes (*Nicaragua c. Colombie*) (2013-)

– Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes et l'océan Pacifique (*Costa Rica c. Nicaragua*) (2014-)

Doyen du corps diplomatique accrédité auprès du Royaume des Pays-Bas (2009-)

Ambassadeur non résident du Nicaragua au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2010-2014).

Bogdan Aurescu (Roumanie)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 22 février 2016, reçue de la Mission permanente de la Roumanie

M. Bogdan Aurescu est professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Bucarest. Doté d'une vaste expérience dans le droit international, il dispose d'un bagage universitaire et de connaissances pratiques en matière d'application du droit international qu'il a mises au service de sa carrière de diplomate chevronné, y compris d'ancien Ministre des affaires étrangères de la Roumanie.

Tout au long de ses 18 ans de carrière universitaire, le professeur Aurescu a enseigné le droit international public et diverses autres disciplines du droit international à la faculté de droit de l'Université de Bucarest et dans d'autres établissements d'enseignement supérieur prestigieux, tels que l'Académie diplomatique et l'Institut diplomatique roumain ainsi que l'École nationale d'études politiques et administratives. Professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Hambourg (Allemagne), il a été conférencier du Programme de séminaires des UniDem (universités pour la démocratie) organisé par la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) du Conseil de l'Europe, à Trieste.

Ayant obtenu, en 2003, son doctorat *summa cum laude* en sciences juridiques avec sa thèse sur le concept de souveraineté et la primauté du droit international, M. Aurescu a effectué, en 2011, un programme de recherche avancée postdoctoral, avec la mention « excellent », dans les domaines du droit international humanitaire, des droits de l'homme, des droits des réfugiés et du droit pénal, sur le thème intitulé « Evolutions in the Relation between State and Individual in the Field of International Law of Human Rights and of the International Protection of Persons belonging to National Minorities ».

Le professeur Aurescu est, depuis 2002, membre suppléant (expert juridique indépendant) de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise), du Conseil de l'Europe, s'agissant de la fonction de rapporteur ou de corapporteur pour 24 rapports, avis ou études de cet organe, portant sur divers sujets intéressant la communauté juridique internationale, dont la protection des personnes appartenant à des minorités et le respect des droits de l'homme dans les territoires occupés, la protection de la liberté de réunion, la question de la durée excessive des procédures judiciaires ou la question du contrôle démocratique des forces armées.

Diplomate de carrière chevronné, M. Aurescu a actuellement rang d'ambassadeur. Il a été le Ministre des affaires étrangères de la Roumanie (2014-2015) après avoir été Secrétaire d'État (Vice-Ministre) au Ministère roumain des affaires étrangères (2004-2005, 2009-2014).

M. Aurescu a activé les démarches en vue de l'acceptation par la Roumanie de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice, achevée en juin 2015 au cours de son mandat en tant que Ministre des affaires étrangères de la Roumanie, pays devenu le 72^e État à prendre une telle mesure. Il a également amorcé, en février 2015, la proposition visant à créer une cour internationale contre le

terrorisme, comme instrument de droit international pour prévenir, contrecarrer et punir le crime de terrorisme.

M. Aurescu a été mandataire de la Roumanie devant la Cour européenne des droits de l'homme (2003-2004) et devant la Cour internationale de Justice (2004-2009), coordonnant, notamment, les travaux de l'équipe représentant la Roumanie devant la CIJ dans l'affaire de la délimitation maritime dans la mer Noire (*Roumanie c. Ukraine*), réglée le 3 février 2009. Coordonnateur de l'équipe roumaine, il a également plaidé lors des audiences) devant la CIJ dans son avis consultatif sur la conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo.

Durant sa carrière diplomatique, entamée à la Direction du droit international et des traités (en 1996), le professeur Aurescu a occupé plusieurs postes au Ministère des affaires étrangères, qui l'ont activement associé au processus complexe de l'application du droit international, y compris ceux de Directeur adjoint (1999), puis Directeur de la Direction du droit international et des traités (2000-2001), Directeur général des affaires juridiques (2001-2003) – en tant que conseiller juridique du Ministère roumain des affaires étrangères. Entre 2000 et 2003, il a été chef de la délégation roumaine participant aux sessions de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe (CAHDI).

Le professeur Aurescu est président de la Section roumaine de l'Association de droit international (ADI) de Londres et président de la Section de droit international de l'Association roumaine pour le droit international et les relations internationales (depuis 2003). Il est également membre de la Cour permanente d'arbitrage (depuis 2002) et arbitre désigné par la Roumanie en vertu de l'article 2 de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (depuis 2009).

M. Aurescu est également rédacteur en chef du *Romanian Journal of International Law* (Bucarest), membre du Comité de rédaction du *Judicial Courier* (Bucarest), membre du Conseil scientifique du *Journal ACTA Universitatis Lucian Blaga* (Sibiu) et membre du Conseil scientifique du *Constitutional Law Review* (Bucarest).

Il est auteur, coauteur, éditeur ou coéditeur de 15 volumes dans le domaine du droit international, de 23 chapitres de volumes, de 16 études figurant dans des volumes relatifs à des conférences internationales et de plus de 130 articles, études, observations et critiques publiés dans des revues roumaines ou étrangères, telles que l'*Annuaire français de droit international* (CNRS Éditions), *The International Journal of Marine and Coastal Law* (Brill | Nijhoff Publishers), *Helsinki Monitor. Security and Human Rights* (Brill | Nijhoff Publishers), *European Yearbook of Minority Issues* (Brill | Nijhoff Publishers), *Chinese Journal of International Law* (Presses universitaires d'Oxford), *Revue hellénique de droit international* (publiée par l'Institut hellénique de droit international et étranger), ou *Romanian Journal of International Law*, Annales de l'Université de Bucarest – Law Series.

Informations personnelles

Né le 9 septembre 1973 à Bucarest

Citoyen roumain

Compétences linguistiques : anglais, français

Formation

Qualification juridique actuelle

2003 : Doctorat en droit, faculté de droit, Université de Bucarest, avec la mention « très bien » et « *summa cum laude* », intitulé de la thèse de doctorat : « The Concept of Sovereignty and the Primacy of International Law » (le concept de souveraineté et la primauté du droit international)

2011 : Programme de recherche avancée postdoctoral, école postdoctorale de droit, faculté de droit, Université de Bucarest, avec la mention « excellent », dans les domaines du droit international humanitaire, des droits de l'homme, des droits des réfugiés et du droit pénal, sujet intitulé « Evolutions in the Relation between State and Individual in the Field of International Law of Human Rights and of the International Protection of Persons belonging to National Minorities ».

Études universitaires supérieures et du troisième cycle

1996 : Faculté de droit, Université de Bucarest, « diplôme avec mérites », intitulé du mémoire universitaire : « The Relations between International Law and Domestic Law. The New Geometry of International Law » (Les relations entre le droit international et le droit national. La nouvelle forme du droit international)

1996 : Institut franco-roumain du droit des affaires et de la coopération internationale Nicolae Titulescu-Henri Capitant (Diplôme d'université de droit des affaires franco-roumain) à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et l'Université de Bucarest; Intitulé du mémoire de troisième cycle (en français) : « La capacité de la Communauté européenne pour conclure des traités internationaux »

1996 : Session de droit international public, Académie de droit international de La Haye

1998 : Faculté d'histoire, Université de Bucarest, intitulé du mémoire de troisième cycle : « The Regional Co-operation and the History of European Integration » (la coopération régionale et l'histoire de l'intégration européenne)

2000 : Collège de la défense nationale (Roumanie), intitulé du mémoire de troisième cycle : « The NATO Operations in Kosovo during the Former Yugoslavia Crisis and their Consequences on International Law » (les opérations de l'OTAN au Kosovo pendant la crise de l'ex-Yougoslavie et leurs conséquences sur le droit international)

2001 : Cours de troisième cycle, Département de formation de professeurs, faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Université de Bucarest

Contribution au droit international et aux relations internationales

Activités universitaires et de recherche

Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Bucarest (Département de droit public), après avoir commencé son activité d'enseignement en 1998 (assistant à l'université entre 2002 et 2004, professeur d'université entre 2004 et 2012, maître de conférences entre 2012 et 2015). Pr. Aurescu enseigne les matières ci-après : le droit international public, les organisations internationales et les relations internationales, les juridictions internationales et le droit international de la protection des minorités. Il a également enseigné, le long de sa carrière universitaire, le droit diplomatique et consulaire, le droit des traités et le droit des relations extérieures de l'Union européenne à la faculté de droit de l'Université de Bucarest et/ou d'autres institutions universitaires, telles que l'Académie diplomatique/Institut diplomatique roumain, l'École nationale d'études politiques et administratives, l'Université de Bucarest « Nicolae Titulescu ».

Membre du Sénat de l'Académie diplomatique du Ministère roumain des affaires étrangères (2002-2005)

Professeur invité (ERASMUS mobilité du personnel enseignant) à la faculté de droit de l'Université de Hambourg (Allemagne) (2006).

Conférencier du Programme de séminaires des UniDem (universités pour la démocratie) organisé par la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) du Conseil de l'Europe à Trieste dans les années 2005-2008 et 2010.

Chercheur associé aux Institutions de recherche et d'enseignement supérieur d'Europe centrale et de l'Europe du Sud-Est du Programme – Developments, Structures and Perspectives for their Integration into the European Higher Education and Research Area (Évolutions, structures et perspectives en vue de leur intégration dans l'espace européen d'enseignement supérieur et de recherche), de l'Université de Graz (Autriche, 2006)

Expert associé chargé de rédiger les recommandations du Haut-Commissaire pour les minorités nationales de l'OSCE concernant les minorités nationales dans les relations interethniques (les recommandations de Bolzano) (2008)

Membre de l'équipe d'experts de l'Académie roumaine chargée de la rédaction de l'Encyclopédie juridique roumaine, en ce qui concerne les termes de droit international (depuis 2008)

Directeur du projet de recherche « Identification of specific national remedies for the unduly length of judicial proceedings in Romania »/Le Programme « Ideas – Projects of Exploratory Research », le « National Plan II for Research, Development and Innovation 2007-2013 » (2009-2011)

Président de l'Institut diplomatique roumain du Ministère roumain des affaires étrangères (2014-2015)

Rédacteur en chef du **Romanian Journal of International Law** (C.H. Beck Publishing House, Bucarest, depuis 2003), membre du Comité de rédaction du **Judicial Courier** (Bucarest, depuis 2008), membre du Conseil scientifique du

Journal ACTA Universitatis Lucian Blaga (Sibiu, depuis 2013), membre du Conseil scientifique du Constitutional Law Review (Bucarest, depuis 2015).

Organes spécialisés et associations

Président de la **Section roumaine de l'Association de droit international** (ADI) de Londres (depuis 2003)

Président de la **Section de droit international de l'Association roumaine pour le droit international et les relations internationales** (depuis 2003); membre depuis 1996

Membre du Centre d'études euro-atlantiques de l'Université de Bucarest (1997)

Membre suppléant (expert juridique indépendant pour le compte de la Roumanie) de la **Commission européenne pour la démocratie par le droit** (Commission de Venise), du Conseil de l'Europe (depuis 2002, actuellement au quatrième mandat), s'agissant de la fonction de rapporteur ou de corapporteur pour 24 rapports, avis ou études de ce prestigieux organe :

- Avis sur le projet de loi sur les minorités nationales du Monténégro, 2004;
- Avis sur le projet de loi sur la restitution des biens et l'indemnisation sur le territoire géorgien à l'intention des victimes du conflit dans l'ancien district d'Ossétie du Sud, 2006;
- Rapport sur l'efficacité des recours internes à l'égard de la longueur excessive des procédures, 2006;
- Avis sur la loi de liberté de réunion de l'Azerbaïdjan, 2006;
- Étude sur la protection des non-ressortissants et des minorités, 2006;
- Deuxième avis sur la loi de liberté de réunion de l'Azerbaïdjan, 2006;
- Étude sur le contrôle démocratique des forces armées, 2008;
- Avis sur la loi géorgienne relative aux territoires occupés, 2009;
- Avis sur la loi kirghize relative à la liberté de réunion, 2009;
- Avis sur la loi bulgare relative à la liberté de réunion, 2009;
- Avis sur les amendements à la loi géorgienne relative à la liberté de réunion, 2009;
- Avis intérimaire sur les amendements à la loi géorgienne relative aux territoires occupés, 2009;
- Deuxième avis intérimaire sur les amendements à la loi géorgienne relative aux territoires occupés, 2009;
- Deuxième avis sur les amendements à la loi géorgienne relative à la liberté de réunion, 2010;
- Directives conjointes du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE et de la Commission de Venise sur le droit à la liberté de réunion, 2010;
- Avis sur la loi serbe relative à la liberté de réunion, 2010;

- Avis sur la loi serbe arménienne relative à la liberté de réunion, 2010;
- Deuxième avis sur la loi kirghize relative à la liberté de réunion, 2010;
- Avis définitif sur les amendements apportés à la loi géorgienne relative à la liberté de réunion, 2011;
- Avis sur la loi biélorussienne relative à la liberté de réunion, 2012;
- Troisième avis sur les amendements à la loi géorgienne relative aux territoires occupés, 2013;
- Avis (informel) sur la loi géorgienne relative à la langue de l'État, 2014;
- Avis sur les amendements à la loi sur les minorités nationales du Monténégro, 2015;
- Avis sur les amendements à la loi constitutionnelle sur la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie (mise en œuvre des constatations des organes internationaux sur la protection des droits de l'homme et des libertés), 2016

Président du Conseil scientifique de l'Association BISMUN (Bucarest International Student Model United Nations), actuellement nommée **Romanian UN Youth Association** (depuis 2010)

Membre (au nom de la Roumanie) du **Haut Conseil de l'Institut universitaire européen** de Florence (depuis 2010)

Coprésident honoraire du Conseil de direction de la Commission Fulbright roumano-américaine (2014-2015)

Activités arbitrales ou judiciaires

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye)

Arbitre désigné par la Roumanie en vertu de l'article 2 de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (depuis 2009)

Mandataire du Gouvernement roumain pour la Cour européenne des droits de l'homme (2003-2004)

Mandataire de la Roumanie devant la Cour internationale de Justice (2004-2009), dans l'affaire de la délimitation maritime dans la mer Noire (*Roumanie c. Ukraine*)

Coordonnateur de l'équipe juridique roumaine (2009); j'ai également plaidé lors des audiences) devant la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif sur la conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo.

Activités diplomatiques

Ministre roumain des affaires étrangères (2014-2015)

Secrétaire d'État aux affaires stratégiques (2009-2010, 2012-2014), Secrétaire d'État aux affaires européennes (2004-2005, 2010-2012) et Secrétaire d'État aux affaires mondiales, Ministère des affaires étrangères (2012)

Sous-Secrétaire d'État (Mandataire du Gouvernement pour la Cour européenne des droits de l'homme et Coordonnateur du Département général des affaires juridiques), Ministère des affaires étrangères (2003-2004)

Directeur général des affaires juridiques (et **conseiller juridique** du Ministère des affaires étrangères) (2001-2003)

Directeur, Direction du droit international et des traités, Ministère des affaires étrangères (2000-2001)

Directeur du Cabinet du Ministre, Ministère des affaires étrangères (1999-2000)

Représentant suppléant de la Roumanie à la Commission du Danube (Budapest) (depuis 2000)

Directeur adjoint de la Direction du droit international et des traités, Ministère des affaires étrangères (1999)

Conseiller du Ministre au Cabinet du Ministère des affaires étrangères (1998-1999)

Attaché, Département du droit international et des traités, Ministère des affaires étrangères (1997-1998)

Officier traitant, Département du droit international et des traités, Ministère des affaires étrangères (1996-1997)

Autres aspects pertinents de l'activité professionnelle

Membre/chef de délégations roumaines de négociations pour certains traités bilatéraux de bon voisinage (République de Moldova, Fédération de Russie, Macédoine – chef de délégation), sur le régime des frontières (Ukraine – chef adjoint et chef de la délégation), sur les questions de délimitation maritime (Ukraine – chef adjoint et chef de la délégation), sur les questions concernant les minorités (Hongrie), pour les documents et traités multilatéraux, dans le cadre d'organisations internationales (Organisation de coopération économique de la mer Noire, Commission du Danube, Commission internationale pour la protection du Danube)

Chef de la délégation roumaine participant aux sessions de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Comité des conseillers juridiques sur le droit international public du Conseil de l'Europe (CAHDI) (2000-2003)

Coordonnateur de l'équipe juridique roumaine pour la question de la loi sur les Hongrois vivant dans les pays voisins (2001-2003), et de l'équipe juridique pour la question ukrainienne du canal de Bystroe (2002-2004)

Coprésident (pour la Roumanie) des commissions mixtes roumaines et hongroises sur les relations étrangères et sur les minorités nationales (2004-2005, 2009-2014).

Coprésident (pour la Roumanie) du Groupe intergouvernemental conjoint roumain-serbe et du Comité conjoint roumain-serbe sur les minorités nationales (2004-2005, 2010-2014)

Coprésident (pour la Roumanie) du Comité conjoint germano-roumain sur les minorités nationales (2010-2012)

Signataire au nom de la Roumanie des protocoles 14 et 15 de la Convention européenne des droits de l'homme (2004 et 2013), ainsi que d'autres traités internationaux

Chef de la délégation roumaine à la Conférence de révision du Statut de Rome de Kampala (2010)

Chef de la délégation roumaine à la onzième Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (La Haye, 2012)

Chef de la délégation roumaine aux conférences du Conseil de l'Europe pour la réforme de la Cour européenne des droits de l'homme d'Interlaken (2010) et de Brighton (2012)

Négociateur en chef au nom de la Roumanie de l'Accord sur le déploiement du système de défense antimissile balistique des États-Unis en Roumanie, et de la Déclaration commune sur le partenariat stratégique pour le XXI^e siècle entre la Roumanie et les États-Unis, tous deux faits à Washington, le 13 septembre 2011 (2010-2011)

Ardent défenseur de l'acceptation par la Roumanie de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice, achevée en juin 2015 au cours de son mandat en tant que Ministre des affaires étrangères de la Roumanie, pays devenu le 72^e État à prendre une telle mesure

Amorce, en tant que Ministre des affaires étrangères de la Roumanie, en février 2015, de la proposition visant à créer une cour internationale contre le terrorisme, comme instrument de droit international pour prévenir, contrecarrer et punir les actes terroristes

Orateur principal/organisateur/participant à plus de 200 conférences, séminaires, tables rondes, ateliers et conférences sur des sujets liés au droit international et aux relations internationales en Roumanie et à l'étranger (à Chisinau, Balti, Mayence, Bratislava, Washington, Tbilissi, Bakou, Bruxelles, La Haye, Varsovie, Istanbul, Zagreb, Oslo, Tokyo, Belgrade, Berlin, Londres, Tunis, Vienne, Garmisch-Partenkirchen, Achgabat, Copenhague, Paris, Stockholm, Trieste, Cracovie, Genève, Kiev, Rome, Munich, Halifax, Ottawa, Lisbonne, Prague, Bled, Flensburg, Bolzano, Minsk, Pretoria, Xi'an, Graz, Hambourg, Toronto, Coimbra, Reykjavik, Athènes, Durham, San Remo)

Distinctions

Diplôme du mérite pour contribution remarquable à l'activité diplomatique roumaine (2002) et Diplôme d'excellence pour contribution remarquable à l'activité diplomatique roumaine et dans l'affaire de la délimitation maritime dans la Mer Noire (2009), conférés par le Ministre roumain des affaires étrangères.

Ordres nationaux du mérite : « Serviciul Credincios » promu au rang de « chevalier » (2002), « Mérite diplomatique » (« Meritul Diplomatic ») au rang de « chevalier » (2007), « Étoile de la Roumanie » (« Steaua României ») (2009), promu au rang de « chevalier », « Commandeur de l'Ordre du mérite de la République de Pologne » (2009), « Étoile de la Roumanie » (« Steaua României ») promu au rang d'officier » (2013), « Emblème d'honneur de la Force roumaine » (2013) et la « médaille d'or des forces armées polonaises » (2013).

Publications

Le professeur Aurescu est auteur, coauteur, éditeur ou coéditeur de 15 volumes dans le domaine du droit international, de 23 chapitres de volumes, de 16 études

figurant dans des volumes relatifs à des conférences internationales et de plus de 130 articles, études, observations et critiques publiés dans des revues roumaines ou étrangères, telles que l'*Annuaire français de droit international* (CNRS Éditions), *The International Journal of Marine and Coastal Law* (Brill | Nijhoff Publishers), *Helsinki Monitor. Security and Human Rights* (Brill | Nijhoff Publishers), *European Yearbook of Minority Issues* (Brill | Nijhoff Publishers), *Chinese Journal of International Law* (Presses universitaires d'Oxford), *Revue hellénique de droit international* (publiée par l'Institut hellénique de droit international et étranger), ou *Romanian Journal of International Law*, Annales de l'Université de Bucarest – Law Series.

Certaines des publications les plus pertinentes figurent dans l'annexe.

Annexe

Sélection de publications du professeur Bogdan Aurescu

Ouvrages

The New Sovereignty. Between Legal Reality and Political Necessity in the Contemporary International System, en roumain, C.H. Beck Publishing House, 2003

The System of International Jurisdictions, en roumain, C.H. Beck Publishing House, 1^{re} éd., 2005, 2^e éd., 2013

The Forestage and the Backstage of The Hague Trial, en roumain, Monitorul Oficial Publishing House, 2009

Public International Law. Syntheses (coauteur), en roumain, C.H. Beck Publishing House, 1^{re} éd., 1999, 8^e éd., 2015

Contemporary International Law (manuel, coauteur), en roumain, C.H. Beck Publishing House, 2000

Contemporary International Law. Essential Texts (co-auteur), en roumain, Universul Juridic Publishing House, 1^{re} éd., 2001, 2^e éd., 2007

Diplomatic and Consular Law. Syntheses for Examinations (co-auteur), en roumain, C.H. Beck Publishing House, 2002

Protecting Minorities in the Future Europe. Between Political Interest and International Law (coauteur), en roumain, Monitorul Oficial Publishing House, 2002

The Law 590/2003 on Treaties, commented (co-auteur), en roumain, Coresi Publishing House, 2004

Kin-State Involvement in Minority Protection. Lessons Learned (éditeur), en anglais, Monitorul Oficial Publishing House, 2005

The Maritime Delimitation in the Black Sea before ICJ. The Written and Oral Pleadings in the case Romania v. Ukraine (coéditeur), en roumain, Romanian Academy Publishing House, 2009

Actualité du droit des fleuves internationaux (coéditeur avec le Pr. A. Pellet, coauteur), en français, Romanian Association of International Law and International Relations & CEDIN, éditions Pedone, 2010

Identification of specific national remedies for the unduly length of judicial proceedings in Romania (éditeur, coauteur), en roumain, C.H. Beck Publishing House, 2011

Romania and the International Court of Justice (éditeur, coauteur), en anglais et en français, Hamangiu Publishing House, 2014

Political Parties – Key Factors in the Political Development of Democratic Societies (co-éditeur), en anglais, OSCE/BIDDH et la Commission de Venise, 2014

Chapitres, études, articles (publiés en anglais/français – sélection)

The Borders of Sovereignty: Whose Responsibility to protect national minorities?, chapitre du volume « Blood and Borders: The Responsibility to Protect and the Problem of the Kin-State », édité par W Kemp, V Popovski, R Thakur, UN University Press, Tokyo, juin 2011, p. 28 à 48

The « Kinterested » State and the HCNM Bolzano « Rules of Engagement », chapitre 4 du volume « National Minorities in Inter-State Relations », édité par F. Palermo et N. Sabanadze, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden, Boston, 2011, p. 63 à 77

L'efficacité des dispositions sur le règlement des différends dans les conventions environnementales. Étude de cas: le projet ukrainien du canal navigable « Bystroe » dans le delta du Danube, in vol. « Actualité du droit des fleuves internationaux », édité par B. Aureescu et A. Pellet, ADIRI & CEDIN, éditions Pedone, Paris, 2010, p. 265 à 283

Minorities in Europe: Recent Trends, in vol. « Multiculturalism and International Law. Essays in Honour of Edward McWhinney », édités par S. Yee et J.-Y. Morin, Martinus Nijhoff Publishers, Brill, 2008, p. 575 à 588

« *The Law on Romanians living Abroad* »: *comments and assessment in light of the Venice Commission's standards on kin-State involvement in minority protection*, in vol. « Liber Amicorum Antonio La Pergola », édité par S. Granata-Menghini et P. van Dijk, Istituto Poligrafico e Zecca Dello Stato, Libreria Dello Stato, 2008, p. 53 à 62; 2^e éd. – Juristförlaget i Lund, Lund, 2009, p. 61 à 71

The Romanian Legislation concerning the Protection of National Minorities by their kin-State, Colloque international sur la protection des minorités nationales par leur État-parent (juin 2002, Athènes), in vol. « La protection des minorités nationales par leur État-parent », éditions du Conseil de l'Europe, collection Science et technique de la démocratie n° 32, édité par la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) du Conseil de l'Europe, 2003, p. 175 à 193

Report on the Effectiveness of National Remedies in Respect of Excessive Length of Proceedings, in vol. « Can Excessive Length of Proceedings be Remedied? », Commission de Venise, collection Science et technique de la démocratie n° 44, éditions du Conseil de l'Europe, 2007, p. 11 à 64

Conclusions to the Preliminary Draft Report on National Remedies in Respect of the Excessive Length of Proceedings and Recommendations as to the Remedies to be used to obtain the Speeding-up of the Procedures, in vol. « Can Excessive Length of Proceedings be Remedied? », Commission de Venise, collection Science et technique de la démocratie n° 44, Éditions du Conseil de l'Europe, 2007, p. 363 à 367

The Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice – Advantages and Risks for a Possible Recognition by Romania. Lessons learned from the Maritime Delimitation in the Black Sea Case, in vol. « In Honorem Corneliu Bîrsan », édité par A. Almășan, Hamangiu Publishing House & The Law Review, 2013, p. 888 à 900

The Importance of The Hague Judgment in the Maritime Delimitation in the Black Sea for the Romanian Foreign Policy, in vol. « Romania and the International Court of Justice », édité par B. Aurescu, Hamangiu Publishing House, 2014, p. 23 à 30

The Strategic Partnership between Romania and the United States of America in the Context of the Current Dynamic of the Trans-Atlantic Partnership, in vol. « Democracy and Security in the 21st Century: Perspectives on a Changing World », édité par V. Naumescu, Cambridge Scholars Publishing, 2014, p. 458 à 467

The European and Euro-Atlantic Integration of Romania and the Bilateral Negotiations with Ukraine on the State Border and the Maritime Areas in the Black Sea, article paru dans *Euro-Atlantic Studies*, n° 5 (coauteur), 2002, p. 137 à 144

The 2006 Venice Commission Report on Non-citizens and Minority Rights. Presentation and Assessment, article in *Helsinki Monitor. Security and Human Rights* n° 2 (vol. 18), Martinus Nijhoff Publishers, 2007, p. 150 à 163

Le conflit libanais de 2006 – une analyse juridique à la lumière de tendances contemporaines en matière du recours à la force, article in *l'Annuaire français de droit international*, LII, 2006 (publié en 2007), p. 137 à 159

The « Concept of State National Policy » in the Republic of Moldova. The National Identity and the European Concept of Nation, article in *Annales de l'Université de Bucarest – Law Series* n° 1, 2007, p.135 à 151

The Ukrainian « Bystroe Canal » Project in the Danube Delta – a Challenge for the International Environmental Law as Applied by the Specialized International Organizations, article in *Annales de l'Université de Bucarest – Law Series* n° 4, octobre-décembre 2006, p. 7 à 24

Organizational and Procedural Aspects regarding the Institution of State Agent before ECHR and ICJ – Some Romanian Perspectives, article in *Chinese Journal of International Law*, vol. 6, n° 2, Presses universitaires d'Oxford, 2007, p. 363 à 377

Current Legal Developments. International Court of Justice, Case concerning Maritime Delimitation in the Black Sea (Romania v. Ukraine), article in *The International Journal of Marine and Coastal Law*, vol. 21, n° 4, décembre 2006, Martinus Nijhoff Publishers, p. 535 à 537

The Ukrainian « Bystroe Canal » Project in the Danube Delta – between Political Interest and International Environmental Law. The Report of the First Espoo Inquiry Commission, article in *Revue hellénique de droit international*, vol. 2, 2006, p. 397 à 421

Bilateral Agreements as a Means of Solving Minority Issues: The Case of the Hungarian Status Law, article in *European Yearbook of Minority Issues*, vol. 3, Martinus Nijhoff Publishers, Académie européenne, Bolzano, 2003-2004, p. 509 à 530

Cultural Nation versus Civic Nation: Which Concept for the Future Europe? A Critical Analysis of Recommendation No. 1735/2006 of the Parliamentary Assembly of the Council of Europe on « The Concept of “Nation” », article in *European Yearbook of Minority Issues*, vol. 5, Martinus Nijhoff Publishers, European Academy, Bolzano, 2005-2006, p. 147 à 159

Demetru Negulescu (1875-1950) – a Life Dedicated to International Law. The Contribution of Judge Demetru Negulescu to the Study of the Legal Nature of the Advisory Opinions of the Permanent Court of International Justice, article in Romanian Journal of International Law, n° 2, 2006, p. 213 à 217

Shaping Human Security. The Emergency Transit Centre in Timisoara – a model for creating humanitarian space, article in ACTR/WGR (HCR) Newsletter, publication n° 3, février 2010, p. 4 à 5

EU's Role in the Wider Black Sea Region, article in Turkish Policy Quarterly, Printemps 2011, vol. 10, n° 1, p. 35 à 45

The European Security Strategy Revised. The Romanian Perspective, article in Impact Strategic, n° 2 (43), 30 juin 2012, p. 17 à 20

Science, Technology and International Environmental Law, coauteur, article in « Acta Universitatis, Lucian Blaga » – Jurisprudentia n° 2, 2012, p. 203 à 209

The June 2012 Opinion of the Venice Commission of the Council of Europe on the Act on the Rights of Nationalities of Hungary. Presentation and Assessment, article in Lex ET Scientia International Journal n° 2, décembre 2012, p. 166 à 179

A Comparative Analysis of the 2011 Agreement between Romania and United States of America on the Deployment of the United States Ballistic Missile Defense System in Romania with the Agreements in the Same Field concluded by United States with Poland and the Czech Republic, article in Land Forces Academy Review n° 3 (67), vol. XVII, septembre 2012, p. 197 à 207

Romania's Possible Recognition of the Compulsory Jurisdiction of the International Court of Justice – a Cultural Approach Perspective, article in « Acta Universitatis, Lucian Blaga » – Jurisprudentia n° 2, 2013, p. 305 à 311

Establishing an International Court against Terrorism, coauteur, article in Constitutional Law Review n° 1, 2015, p. 105 à 116.

Carmelo E. Borrego Pérez (République bolivarienne du Venezuela)

[Original : anglais et espagnol]

Lieu et date de naissance: Caracas, le 16 juillet 1955

M. Carmelo Borrego est professeur de droit à l'Universidad Central de Venezuela

Formation

Licence :

- 1982 Universidad Central de Venezuela, avocat

Maîtrise et doctorat :

- 1987 Spécialité : droit pénal et criminologie, Universidad Central de Venezuela
- 2002 Suficiencia Investigadora (équivalent de la maîtrise), Université de Barcelone (Espagne)
Mention: notable
- 2005 Doctorat de droit, Université de Barcelone
Thèse sur la validité de la règle de droit pénal international
Mention: cum laude

Autres études :

- 1997 Cours de hautes études universitaires sur les problèmes actuels du droit pénal, Université de Salamanca (Espagne)
- 2015 Cours de formation intensive à la diplomatie, Instituto de Altos Estudios Diplomáticos Pedro Gual, Ministère du pouvoir populaire des affaires étrangères, Caracas

Connaissances linguistiques

Anglais (niveau avancé, études au Center for Multilingual Multicultural Studies, University of Central Florida (États-Unis d'Amérique), espagnol (langue maternelle), italien (niveau intermédiaire), portugais et français (connaissances élémentaires)

Postes de direction à l'Universidad Central de Venezuela (depuis 2001)

Doyen, Institut de science pénale (2007-2013)

Vice-Directeur, Institut de science pénale (2001-2007)

Président du Département de science pénale et criminologie, École de droit, faculté de droit (2006-2010)

Directeur de la chaire de droit de procédure pénale, École de droit, faculté de droit (2003-2012)

Membre du Comité universitaire de spécialisation en science pénale et criminologie, Centre de hautes études universitaires, faculté de droit et de science politique (depuis 2001)

Membre du Comité universitaire de spécialisation en droit de procédure, Centre de hautes études universitaires, faculté de droit et de science politique (depuis 2000)

Prix et distinctions académiques

Prix de la recherche 2010 (octobre-novembre), Gouvernement canadien : étude comparée Canada-Venezuela sur le contrôle international des drogues

Boursier de thèse à l'Universitat de Barcelona, Consejo de Desarrollo Científico, Universidad Central de Venezuela, Caracas (2000)

Stage de recherche scientifique

Chercheur à l'University of Central Florida (2014)

Autres activités universitaires ou administratives

Président du Centro de Estudios Jurídicos y Sociojurídicos, Sistemas Penales y Seguridad para los Derechos, Caracas (depuis 2014)

Carrière universitaire

Depuis 1987 Universidad Central de Venezuela : professeur de droit

Postes dans la recherche et l'enseignement:

1987-1996	Conférencier
1996-1998	Professeur-assistant
2000-2006	Professeur agrégé
2006-2010	Professeur associé
2010	Professeur (titulaire)

Domaines de spécialisation : Constitution, droits de l'homme et justice, mondialisation et répression pénale, droit international et conflits internationaux, droit pénal international et droit international humanitaire

Enseignement universitaire

Professeur de droit de procédure pénale à l'École de droit, Universidad Central de Venezuela

Professeur au centre de hautes études universitaires, faculté de droit et de science politique, Universidad Central de Venezuela

Domaines de spécialisation : Droit de la procédure, droits de l'homme et science pénale et criminologie

Doctorats

Droit international humanitaire

Droit international des droits de l'homme

Publications**Ouvrages**

- 2015 *Actividad judicial y las nulidades. El procedimiento penal ordinario*, Livrosca, Caracas
- 2014 *Sistema penal y acceso a la justicia*, deuxième édition, Consejo de Desarrollo Científico (en collaboration avec Elsie Rosales et Gilda Núñez)
- 2012 *Actividad judicial y las nulidades*, Livrosca, Caracas
- 2011 *Actividad procesal y el procedimiento a instancia del ofendido y por acusación privada*, Livrosca, Caracas
- 2010 *Garantías constitucionales y las pruebas penales*, Livrosca, Caracas
- 2006 *Validez de la norma penal de orden internacional, Especial referencia al Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional*, faculté de droit et de science politique, Universidad Central de Venezuela
- 2006 *Proceso penal ordinario, actos y nulidades procesales*, faculté de droit et de science politique, Universidad, Central de Venezuela
- 2001 *Constitución y proceso penal*, UCV/Livrosca, Caracas
- 1999 *Nuevo proceso penal: actos y nulidades procesales*, UCV/Livrosca, Caracas
- 1996 *Constitución, principios y garantías penales* (en collaboration avec C. S. Bello et Elsie Rosales), Universidad Central de Venezuela
- 1992 *Drogas y justicia penal (interpretación jurídica y realidad judicial)*, Livrosca, Caracas (en collaboration avec Elsie Rosales)

Chapitres d'ouvrages

- 1994 « Los derechos humanos y la reforma de la Ley Antidrogas », *La droga frente a la Ley: un nuevo enfoque*, Institut d'études juridiques de l'État de Lara, Barquisimeto
- 1998 « Las pruebas en el Código Orgánico Procesal Penal », Mc Graw Hill, Caracas
- 1997 « Reforma constitucional y estados de excepción », *Control social y justicia penal*, Centre d'enquêtes pénales et criminologiques, Universidad de los Andes, Mérida
- 2002 « Los principios penales y el delito: Contra la seguridad en el trabajo (artículo 316 Código Penal ley 10/95 española) », *Estudios de derecho penal económico*, Ed., Santiago Mir Puig, Juan Luis Modolell, José Ignacio Gallegos Soler et Carlos Simón Bello, Livrosca
- 2012 « La legalidad y los privilegios especiales funcionariales y el enjuiciamiento ante la Corte Penal Internacional », *La Corte Penal Internacional, una perspectiva latinoamericana*,

<https://www.upeace.org/okn/collection/cortepenala/la%20corte%20penal%20internacionaluna%20perspectiva%20latinoamericana.pdf>

Articles

- 1989 « Algunas consideraciones sobre la Ley Orgánica de Salvaguarda del Patrimonio Público y los derechos humanos », Institut d'études juridiques de l'État de Lara, Presses du Journal des tribunaux, Barquisimeto, p. 153 à 187
- 1991 « Síntesis del trabajo de investigación sobre la aplicación judicial de la Ley de Salvaguarda del Patrimonio Público », *Revista de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas*, n° 79. p. 341 à 353, Universidad Central de Venezuela, Caracas
- 1991 « La duración de los procesos en los delitos contra la cosa pública », *Revista de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas*, n° 82, p. 195 à 212, Universidad Central de Venezuela, Caracas
- 1991 « La valoración de la prueba en la Ley Orgánica de Salvaguarda del Patrimonio Público », *Revista de la Facultad de derecho de la Universidad Católica Andrés Bello*, n° 43, p. 45 à 57
- 1992 « Constitución y reforma penal » (en collaboration avec Elsie Rosales), *Revista de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas*, n° 85
- 1993 « La fase de instrucción del sumario en la Ley Orgánica de Salvaguarda », *Revista de la Fundación de la Procuraduría General de la República*, n° 8, p.273 à 292
- 1993 « La formulación legislativa de la Ley de Libertad bajo fianza », *Revista de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas*, n° 90, p. 191 à 203
- 1995 « Los sistemas de prueba y de valoración en la reforma a la Ley Antidrogas », *Revista de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas*, n° 94, Universidad Central de Venezuela
- 1995 « Problemas de la tipicidad en el proceso penal », *Revista de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas*, n° 97, Universidad Central de Venezuela
- 1995 Collaborations en matière de doctrine à la rédaction de l'« Enciclopedia Jurídica Opus », éd. Libra
- 1996 « Adquisición de la prueba en el proceso penal », in *Propuestas para la reforma del proceso penal venezolano*, Institut d'études juridiques de l'État de Lara, Barquisimeto
- 1997 « La historia y la reforma del proceso penal », *Revista de la Procuraduría General de la República*, n° 79, Caracas
- 1999 « Las nulidades en el proceso penal », *Libro homenaje a José Rafael Mendoza Troconis*, t. 2, Universidad Central de Venezuela
- 1999 « Algunas consideraciones sobre la teoría general del proceso », *Anuario 13-14, años 95-96*, Universidad Central de Venezuela

- 2001 « El Derecho Positivo Internacional del derecho de los detenidos », *Revista del Tribunal Supremo de Justicia*
- 2003 « Los derechos humanos en la Constitución de 1999 », chapitre de criminologie (éd. en hommage à Alessandro Baratta), Universidad del Zulia
- 2003 « Informe sobre las Reglas de Procedimiento y Prueba del Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional », Lextra, Universidad Central de Venezuela
- 2003 « Los derechos humanos en la perspectiva constitucional venezolana », chapitre de criminologie, éd. en hommage à Alessandro Baratta, Institut de criminologie Lolita Aniyar de Castro, Universidad del Zulia
- 2006 « Jurisdicción universal y la Corte Penal Internacional », chapitre de criminologie, Institut de criminologie Lolita Aniyar de Castro, Universidad del Zulia
- 2011 « Control penal antidrogas Canadá-Venezuela », *Annuaire de l'Institut de science pénale et de criminologie*, n° 20, Universidad Central de Venezuela, faculté de droit et de science politique

Décisions de justice

- 1995 Décision d'une juridiction supérieure portant abrogation de l'article 57 de la LOSEP pour violation de la Constitution et du droit pénal, *Annuaire de l'Institut de science pénale et de criminologie*, UCV n° 13-14, 1999
- 1995 Décision d'une juridiction supérieure ordonnant la poursuite de l'instruction dans un procès pour trafic de drogues motivée par l'absence de qualification objective et subjective du délit, *Annuaire de l'Institut de science pénale et de criminologie*, UCV, n° 13-14, 1999
- 1995 Décision d'une juridiction supérieure instaurant un recours en amparo contre une décision de justice outrepassant les compétences du tribunal en matière de lutte contre les drogues, *Annuaire de l'Institut de science pénale et de criminologie*, UCV, n° 13-14, 1999

Cours et conférences

- 1988 « Adquisición de la prueba en el proceso penal y derechos de los detenidos », Programme d'aide aux détenus vivant dans la pauvreté extrême, Mérida, novembre, Ministère de la justice - Universidad de los Andes - ILANUD- Nations Unies
- 1989 « La Ley Orgánica de Salvaguarda y los derechos humanos », V^{es} Journées vénézuéliennes de criminologie, avril, Institut d'études juridiques de l'État de Lara, Barquisimeto
- 1989 « La aplicación judicial de la LOSPP », Congrès international de sociologie du droit, juillet, International Sociological Association, Instituto Internacional de Estudios Avanzados (IDEA)
- 1989 « El sistema de valoración de la prueba en la Ley Orgánica de Salvaguarda del Patrimonio Público », cours sur les preuves pénales,

- Casa Rómulo Gallegos, octobre, Fundaius-Universidad Central de Venezuela
- 1990 « La instrucción del sumario en la Ley Orgánica de Salvaguarda del Patrimonio Público, cours sur les affaires inscrites au rôle, Parque Central, mars, Groupe d'études criminologiques, pénales et pénitentiaires
- 1990 « La aplicación judicial de la Ley Orgánica de Salvaguarda del Patrimonio Público, premier séminaire interne d'enquête, juillet, Institut de science pénale et de criminologie, Universidad Central de Venezuela
- 1991 « La valoración de la prueba en el juicio de salvaguarda », Journées de droit de procédure civile et pénale, Bureau du Procureur général de la République, avril, promotion d'avocats du 269^e anniversaire de l'Universidad Central de Venezuela
- 1991 « Delitos sobre drogas con especial referencia al comercio y a la tenencia », Journées consacrées à la loi organique de lutte contre les stupéfiants et les substances psychotropes, barreau de l'État de Falcón, conférence, août
- 1991 « El comercio de las sustancias estupefacientes y psicotrópicas », Journées consacrées à la loi organique de lutte contre les stupéfiants et les substances psychotropes, barreau de l'État de Lara, Institut d'études juridiques de l'État de Lara, conférence, novembre
- 1992 « El procedimiento en la LOSPP », Institut de pratique juridique, Caracas, avril, cours intensif
- 1992 « El procedimiento en el juicio de drogas », Institut de pratique juridique, siège de l'Institut, mai, cours intensif avec le Pr. Elsie Rosales
- 1992 « Curso intensivo sobre casación penal », Institut de pratique juridique, Caracas, juin, cours intensif
- 1992 « Los derechos humanos en la legislación especial sobre drogas », I^{es} Journées de droit pénal en matière de drogues, Association mondiale de jeunes juristes/barreau du District fédéral, conférence, novembre
- 1993 « Las pruebas y su valoración en la LOSEP », Journées consacrées à la loi organique de lutte contre les stupéfiants et les substances psychotropes, barreaux des États de Mérida et Lara, El Vigía, conférence, mars
- 1993 « La valoración de la prueba », *Pruebas en el proceso penal*, Institut de science pénale et de criminologie, Ateneo de Caracas, mai, conférence
- 1993 « La formulación legislativa de la Ley de Libertad Provisional bajo fianza », Universidad Central de Venezuela, faculté de droit et de science politique, cours consacré à la loi sur la liberté sous caution, Ateneo de Caracas, juillet
- 1993 « Derechos humanos y la Reforma de la Ley Antidrogas », premier séminaire de droit pénal en matière de drogues, Centro de Actualización Jurídico Económico José Agustín Méndez, Parque Central, novembre, conférence

- 1993 « Curso sobre la LOSEP, Parte sustantiva », Asociación de Defensores Públicos de Presos del Distrito Federal y Estado Miranda, siège de l'Association, Palais de justice, novembre (en collaboration avec Elsie Rosales)
- 1994 « Aspectos fundamentales de la reforma de la Ley Orgánica de Salvaguarda del Patrimonio Público », premier séminaire de procédure pénale, Centro de Actualización Jurídico Económico José Agustín Méndez, Parque Central, mars
- 1994 « Tráfico de drogas », Journées consacrées à la réforme de la loi organique de lutte contre les stupéfiants et les substances psychotropes, Institut d'études juridiques de l'État de Lara et barreau de l'État de Cojedes, Palais du Gouvernement, San Carlos, avril
- 1994 « Garantías penales, derechos humanos y estados de excepción », Journées consacrées à la réforme de la Constitution, Centro de Actualización Jurídico Económico José Agustín Méndez, Parque Central, Caracas, mai
- 1994 « La valoración probatoria en los delitos contra la cosa pública », cours sur la sauvegarde du patrimoine public, Ministère public, Institut de hautes études, auditoire du Ministère public, mai
- 1994 « Los sistemas de prueba y valoración », cours sur la réforme de la loi organique de lutte contre les stupéfiants et les substances psychotropes, Ministère public, Institut de hautes études, auditoire du Ministère public, mai-juin
- 1994 « Derechos humanos y la reforma a la LOSEP », séminaire national sur la problématique des drogues, Université de Carabobo, Institut d'enquêtes pénales et criminologiques, barreau de l'État de Carabobo, août, Valencia
- 1994 « Derechos humanos y reforma a la Ley Antidrogas », Institut d'études juridiques de l'État de Lara, Juges pour la démocratie, barreau de l'État de Lara, août, Barquisimeto
- 1995 Cours intensif sur la loi organique de lutte contre les stupéfiants et les substances psychotropes, Institut de hautes études des forces armées, Fuerte Tiuna, octobre
- 1995 « Jurisprudencia de la Corte Suprema de Justicia en la valoración probatoria en materia de drogas », Journées sur le droit de procédure pénale, Centro de Actualización Jurídico Económico José Agustín Méndez, Parque Central, août
- 1995 « Adquisición de la prueba en el proceso penal », séminaire international de droit de procédure pénale, Fondation Konrad Adenauer, Institut d'études juridiques de l'État de Lara et Comisión para la Reforma del Estado (COPRE), barreau de l'État de Lara, Barquisimeto, juillet
- 1996 « Propuestas para la reforma del proceso penal venezolano », séminaire destiné au barreau de l'État de Barinas et à la promotion de pénalistes et criminologues de l'Universidad Católica Andrés Bello, Guanare (État de Portuguesa), février

- 1996 « Propuestas para la reforma del proceso penal venezolano », séminaire au barreau de l'État de Mérida, février
- 1996 « El delito de comercio en la Ley Orgánica sobre Sustancias Estupefacientes y Psicotrópicas, "la Ley Antidrogas" », Centre de hautes études Sepúlveda-Fischer et associés, février
- 1996 « Administración de justicia en materia de drogas », Centre d'étudiants de l'École de droit, faculté de droit et de science politique, Universidad Central de Venezuela, février
- 1996 « Temas de la Reforma Procesal Penal »:
 9 mars : Valencia (État de Carabobo), barreau de l'État de Carabobo
 23 mars : Maracay (État d'Aragua), barreau de l'État d'Aragua
 11 mai : Puerto La Cruz (État d'Anzoátegui)
 29 mai : Conseil de la magistrature, École de la magistrature, Caracas
 12 avril : Association de professeurs de l'Universidad Central de Venezuela, Caracas
- 1998 « Derecho y proceso penal: una manera de hacer justicia o de crear injusticia », rencontres internationales de procureurs, Derecho y Sociedad, La Havane, Cuba, avril
- 1998 « Las pruebas y el proceso penal », séminaire d'enquête du CENIPEC, compte rendu de la conférence magistrale de la manifestation, Universidad de los Andes, Mérida, mai
- 1998 « Práctica del juicio oral simulado », Journées consacrées au jugement oral au Venezuela, faculté de droit et de science politique, Universidad Central de Venezuela
- 1998 « Derechos humanos y proceso penal », I^{es} Journées internationales de science pénale en hommage à Jorge Frías Caballero, Vice-Rectorat de l'Institut de science pénale-Centre de hautes études universitaires, Universidad Central de Venezuela, 23 et 24 novembre
- 1999 « La acción penal y los derechos humanos », I^{es} Journées consacrées au Code organique de procédure pénale, Vice-Rectorat de l'Institut de science pénale, Universidad Central de Venezuela, mai
- 2001 « Garantías constitucionales y el proceso penal », II^{es} Journées consacrées au Code organique de procédure pénale, Vice-Rectorat de l'Institut de science pénale, Universidad Central de Venezuela, février
- 2001 « Aspectos constitucionales y la legislación antidrogas », Journées consacrées à la prévention et au contrôle des drogues, Universidad de los Andes, Mérida, 26-28 avril
- 2001 « El principio de culpabilidad y su destino constitucional », Journées consacrées à la réforme du Code pénal, Institut de science pénale, Universidad Central de Venezuela
- 2001 « Reforma del COPP, debido proceso y garantías constitucionales », Réforme du Code organique de procédure pénale : bilan et perspectives,

- Institut de science pénale, faculté de droit et de science politique, Universidad Central de Venezuela, 5 octobre
- 2001 « Estatuto de Roma : reglas de procedimiento y prueba », Tribunal suprême de justice
- 2002 « Estado constitucional y proceso penal », Cour martiale de la République bolivarienne du Venezuela, 14 mai
- 2003 « Lineamientos de la reforma del Código penal », Journées de science pénale et de criminologie en hommage à Juan Manuel Mayorca, Universidad Central de Venezuela, 11 et 12 décembre
- 2005 « Presentación de la línea de investigación sobre jurisdicción internacional », II^{es} Journées du Département de science pénale et de criminologie, Universidad Central de Venezuela, 10 mars
- 2005 « La globalización y el derecho penal », séminaire organisé à l'Universidad Rey Juan Carlos, Madrid, 13 juillet
- 2005 « Universal Jurisdiction and the Rome Statute of the ICC », XV^e Congrès mondial de criminologie, Université de Philadelphie [Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique)]
- 2005 « Cooperación internacional en materia penal y afectación de garantías constitucionales », Congrès international sur les droits de l'homme, le système pénal et la participation des citoyens, conférence, Université de Nuevo León, Gouvernement de l'État de Nuevo León (Mexique)
- 2007 « Sistema de justicia y temas contemporáneos de delincuencia », conférence magistrale, Universidad Metropolitana, mai
- 2007 « Derecho penal versus justicia internacional », Congrès international de droit pénal, Universidad Católica Andrés Bello-Colegio de Abogados
- 2007 « La validez interamericana de la orden de detención: nuevas perspectivas de ejecución y entrega de detenidos », conférence donnée à l'occasion de la Réunion régionale pour l'Amérique latine de l'Association internationale des procureurs et poursuivants : expériences novatrices des ministères publics
- 2007 « Cooperación internacional en materia penal », séminaire de professeurs, Département de droit public de l'Universidad Rey Juan Carlos, Madrid
- 2007 « Justicia internacional y derecho penal », conférence magistrale, XIX^e Congrès latinoaméricain de droit pénal et de criminologie, Université de Loja (Équateur), octobre
- 2008 « Globalización del control penal y cooperación penal internacional », Universidad Nacional Autónoma de México, Quintana Roo, séminaire international de criminologie critique, juin
- 2008 « La situación actual de la política antidrogas en Venezuela, WOLA et Transnational Institute, réunion de haut niveau d'experts de politique régionale en matière de drogues, Cochabamba (Bolivie), août

- 2008 « Técnicas de investigación y litigación », Congrès international sur le jugement oral ou le visage humain de la justice, Gouvernement de l'État de Durango (Mexique), 1^{er}-5 décembre
- 2009 « Globalización del control penal y drogas », congrès de l'Association latino-américaine de sociologie (ALAS), Buenos Aires, 30 août-4 septembre
- 2010 « El estado actual del sistema penal en Venezuela », Département de criminologie, faculté de droit, Université de Málaga, Málaga (Espagne)
- 2011 « El secuestro internacional », Défense publique, Observatoire de la sécurité de la Province de Guayaquil (Équateur)
- 2012 « La cooperación judicial internacional », Université d'Antioquia, novembre
- 2014 « La actividad probatoria en el proceso », programme de spécialisation de procureurs, Bureau du Procureur général de la République, Venezuela, avril

Activités sur le plan international (2015-2016)

2015 :

Organisation des États américains, quinzième session ordinaire du Comité interaméricain contre le terrorisme. Washington, mars

Comité international de la Croix-Rouge, quatrième réunion d'États sur le renforcement du respect du droit international humanitaire, Genève, avril

Organisation des Nations Unies, vingt-quatrième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, Vienne, mai

Séminaire sur le conflit Bolivie-Chili, professeur Antonio Remiro Brotons, Universidad Autónoma de Madrid, octobre

Union des nations de l'Amérique du Sud, séminaire international sur les politiques en matière de drogues et la session extraordinaire de 2016 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida: convergences possibles, septembre

Cour pénale internationale, quatorzième session de l'Assemblée des États parties, La Haye, novembre

Cour pénale internationale, Enquêtes et poursuites pour crimes sexuels et sexistes: conversations avec le Bureau du procureur de la CPI, La Haye, novembre

Organisation des Nations Unies: Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 21), novembre-décembre

2016 :

Academia Nacional de la Historia de Quito et Ambassade de la République bolivarienne du Venezuela en Équateur, forum : « La Venezuela-David vs. el Goliath-Imperio Británico: historia del despojo de la Guayana Esequiba », conférence sur les aspects juridico-historiques de l'Accord de Genève de 1966, février

Organisation des Nations Unies, trente et unième session du Conseil des droits de l'homme, Genève, mars 2016

Organisation des Nations Unies, session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida, 19-21 avril

Expérience judiciaire

2000	Membre du jury pour le concours d'accès à la magistrature, Direction exécutive de la magistrature, Tribunal suprême de justice
1991/1999	Premier juge à la Cour d'appel de l'État de Vargas (Tribunal de deuxième instance en matière pénale), Circonscription judiciaire du District fédéral, Municipalité de Vargas
Août-septembre	Juge doyen suppléant, Tribunal de deuxième instance en matière pénale, Municipalité de Vargas
Août-septembre 1997	Juge doyen suppléant, Tribunal de deuxième instance en matière pénale, Municipalité de Vargas
Août-septembre 1995	Juge doyen suppléant, Tribunal de deuxième instance en matière pénale, Municipalité de Vargas
Juin 1995	Juge doyen suppléant, Tribunal de deuxième instance en matière pénale Municipalité de Vargas
Août-septembre 1994	Juge doyen suppléant, Tribunal de deuxième instance en matière pénale, Municipalité de Vargas
Août-septembre 1991	Juge doyen suppléant, Tribunal de deuxième instance en matière pénale, Circonscription judiciaire du District fédéral, Municipalité de Vargas
1983-1988	Juge-rapporteur, quatorzième Tribunal de première instance en matière pénale, Caracas
1987	Juge, quatorzième Tribunal de première instance en matière pénale
1988	Juge, dixième Tribunal de première instance en matière pénale, Caracas
1992	Juge, quarantième Tribunal de première instance en matière pénale du District fédéral et de l'État de Miranda
1993	Juge, quarantième Tribunal de première instance en matière pénale
1994	Juge, quarante-quatrième Tribunal de première instance en matière pénale, Caracas
1983	Juge assesseur, huitième Tribunal de première instance en matière civile, Caracas
1979-1980	Huissier de justice, seizième Tribunal de première instance en matière pénale de la Circonscription judiciaire du District fédéral et de l'État de Miranda, août-septembre
1980-1981	Greffier, seizième parquet de la République, 1979-1980

1981-1982 Greffier, quatorzième Tribunal de première instance en matière pénale, District fédéral et État de Miranda

Autres activités universitaires

Membre, Conseil arbitral, Universidad de los Andes, Centro de Investigaciones Penales y Criminológicas, faculté de droit et de science politique de l'Universidad de los Andes

Membre, Conseil consultatif de l'*Annuaire de science pénale* de l'Universidad Central de Venezuela

Membre, Conseil technique de l'Institut de science pénale de l'Universidad Central de Venezuela

Expérience professionnelle

Assemblée nationale : jurisconsulte (2001-2003)

Tribunal suprême de justice, Direction exécutive de la magistrature : membre du jury pour le concours d'accès à la magistrature (2000-2002)

Ministère du pouvoir populaire des affaires étrangères : conseiller en droit international (2005)

Bureau du procureur général de la République : conseiller en droit international (2005)

Bureau du défenseur du peuple : conseiller en droit des droits de l'homme (2007)

Poste actuellement occupé

Conseiller en droit international, droit international humanitaire et droit des droits de l'homme, Ministère du pouvoir populaire des affaires étrangères, Chancellerie (depuis 2015).

Chester W. Brown (Australie)

[Original : anglais]

Professeur Chester Brown**Nom :** Chester Wesley Brown**Date de naissance :** 2 août 1972**Nationalité :** Australien**Fonctions :** Professeur de droit international et d'arbitrage international à la faculté de droit de l'Université de Sydney

Avocat

7 Wentworth Selborne Chambers, Sydney

Associé étranger

Essex Court Chambers, Londres

Maxwell Chambers, Singapour

État civil : Marié, deux enfants**Notice biographique**

M. Brown est professeur de droit international et d'arbitrage international à la faculté de droit de l'Université de Sydney (Australie). Il est également avocat plaquant chez 7 Wentworth Selborne Chambers à Sydney et associé étranger chez Essex Court Chambers (Londres) et Maxwell Chambers (Singapour). Les domaines du droit international public dans lesquels il enseigne, mène des recherches et exerce son activité professionnelle sont notamment le règlement international des différends, l'arbitrage international, le droit international de l'investissement, l'immunité des États et l'immunité diplomatique, le droit des traités, le droit de la responsabilité des États, le droit international de l'environnement, le droit de la mer et le droit commercial international. M. Brown a étudié à l'Université de Melbourne, à l'Université d'Oxford et à l'Université de Cambridge, et parle allemand, anglais et français.

Depuis qu'il a rejoint la faculté de droit de l'Université de Sydney en qualité de Professeur associé en 2009, ses fonctions ont été les suivantes : doyen associé chargé des affaires internationales (2015-aujourd'hui), doyen associé chargé des étudiants internationaux (2013-2014), coordonnateur du programme de maîtrise en droit international (2009-aujourd'hui) et membre du Comité de gestion du Sydney Centre for International Law (2009-aujourd'hui).

Avant cela, M. Brown était conseiller juridique adjoint au Ministère britannique des affaires étrangères et du Commonwealth et, en cette qualité, a assisté aux réunions de la Sixième Commission lors de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale de l'ONU, du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public du Conseil de l'Europe et du COJUR de l'Union européenne. Préalablement à ce poste, il était collaborateur principal dans le Groupe de droit international et d'arbitrage international du cabinet d'avocats Clifford Chance LLP (Londres). M. Brown a été chercheur invité au British Institute of International and Comparative Law en 2006, universitaire invité à la Harvard Law School en 2011 et chercheur invité à l'Université de Cambridge dans le cadre du

programme Herbert Smith Freehills en 2013. Depuis 2011, il est professeur invité à l'Université d'Auckland (Nouvelle-Zélande) et est également consultant-chercheur au Centre for International Law de la National University of Singapore.

En tant que praticien du droit international public, M. Brown intervient actuellement en qualité de conseil dans plusieurs différends internationaux, notamment au nom du Gouvernement australien dans l'affaire de la plainte déposée par Philip Morris Asia Ltd au titre du traité bilatéral d'investissement entre l'Australie et Hong Kong. Il intervient également dans la procédure engagée par le Timor-Leste à l'encontre de l'Australie devant un tribunal arbitral ad hoc (arbitrage en vertu du Traité sur la mer de Timor). Récemment, il a conseillé le Gouvernement australien dans l'instance introduite devant la Cour internationale de Justice [Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (*Timor-Leste c. Australie*)], le Gouvernement iranien dans l'instance introduite devant le Tribunal des différends irano-américains (affaire A/15 (II:A), *Iran c. États-Unis*) et le Gouvernement indien dans l'affaire de la plainte déposée par White Industries Australia Ltd au titre du traité bilatéral d'investissement entre l'Australie et l'Inde. M. Brown a conseillé le Gouvernement sri-lankais sur des questions générales de droit international public, représenté le Gouvernement hongrois dans un litige porté devant le CIRDI et agit au nom du Gouvernement néo-zélandais dans le cadre de procédures internes. Il a également été nommé président d'un tribunal arbitral constitué au titre du Règlement du Centre d'arbitrage international de Singapour.

M. Brown est également l'auteur de l'ouvrage intitulé « A Common Law of International Adjudication » (OUP, 2007), étude majeure des procédures et des recours pouvant être engagés devant les cours et tribunaux internationaux, qui a été récompensé par le prestigieux Certificate of Merit de l'American Society of International Law et traduit en chinois (Law Press China, 2015). Il a été corédacteur de l'ouvrage intitulé « Evolution in Investment Treaty Law and Arbitration » (CUP, 2011), qui a été désigné « Livre de l'année 2011 » par OGEMID; coauteur de « The International Arbitration Act 1974: A Commentary » (Lexis-Nexis Australia, 2011, 2^e éd., 2015); rédacteur des « Commentaries on Selected Model Investment Treaties » (OUP, 2013); et auteur ou coauteur de plus de soixante articles de journaux, de chapitres d'ouvrages et de notes. Il est rédacteur associé (Notes) de l'*JCSID Review – Foreign Investment Law Journal*, et est le correspondant de l'*International Law Reports* en Australie et en Nouvelle-Zélande.

M. Brown est membre de l'Academic Council de l'Institute for Transnational Arbitration, membre du Kuala Lumpur Regional Centre for Arbitration et membre de l'Australian Centre for International Commercial Arbitration. Il est également membre de l'American Society of International Law, de la Société européenne de droit international, de l'Australian and New Zealand Society of International Law (où il assure la coprésidence de l'International Economic Law Interest Group), de l'Association de droit international et de l'Oxford-Australia Scholarship Committee.

Parcours professionnel

- 2013 à aujourd'hui : Professeur de droit international et d'arbitrage international, faculté de droit, Université de Sydney
- 2013 (juillet) : Chercheur invité dans le cadre du programme Herbert Smith Freehills, Université de Cambridge

- 2011 à aujourd'hui : Professeur invité, Université d'Auckland
- 2011 (janvier-février) : Universitaire invité, Harvard Law School
- 2011 à aujourd'hui : Avocat, 7 Wentworth Selborne Chambers, Sydney
- 2010 à aujourd'hui : Associé étranger, Maxwell Chambers, Singapour
- 2009 à aujourd'hui : Associé étranger, Essex Court Chambers, Londres
- 2009-2012 : Professeur associé, faculté de droit, Université de Sydney
- 2007-2009 : Conseiller juridique adjoint, Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, Londres
- 2006 : Chercheur invité au British Institute of International and Comparative Law, Londres
- 2005-2006 : Maître de conférences en droit international public (à temps partiel), faculté de droit du Queen Mary College de l'Université de Londres
- 2004-2007 : Collaborateur, puis collaborateur principal du Groupe du droit international et de l'arbitrage international de Clifford Chance LLP, Londres
- 2003-2004 : College supervisor en droit international public, Trinity Hall, Cambridge et Wolfson College, Cambridge
- 2002-2003 : Maître de conférences invité en droit international public (licence) et en règlement des différends internationaux (maîtrise) à la faculté de droit de l'Université de Cambridge
- 1999-2000 : Avocat stagiaire, Stephen Mallesons Jaques, Melbourne

Inscriptions aux barreaux

- Nouvelle-Galles du Sud (2010)
- Angleterre et Pays de Galles (2007) (membre non actif)
- Haute Cour d'Australie (2000)
- Victoria (2000)

Formation

- 2008 : Certificate in Law, War and Human Rights, London School of Economics
- 2001-2004 : Doctorat, St John's College, Université de Cambridge
- 2000-2001 : BCL (distinction), Magdalen College, Université d'Oxford
- 1992-1998 : BA (licence) avec mention très bien (en allemand et en français), Université de Melbourne
- 1992-1997 : LL.B. (licence) avec mention très bien, Université de Melbourne

Principales affaires suivies

- Conseil du Gouvernement australien dans l'arbitrage au titre du Traité sur la mer de Timor (*Timor-Leste c. Australie*) (tribunal arbitral ad hoc)

- Président du tribunal arbitral constitué au titre du Règlement d'arbitrage de 2013 du Centre d'arbitrage international de Singapour
- Conseil du Gouvernement australien dans l'arbitrage *Philip Morris Asia Ltd c. Commonwealth d'Australie* (Traité d'investissement bilatéral Australie – Hong Kong, CNUDCI)
- Conseil de Lighthouse Corporation Pty Ltd et de Lighthouse Corporation Ltd, IBC dans l'action engagée à l'encontre du Timor-Leste (CIRDI, affaire n° ARB/15/02)
- Conseil du Gouvernement néo-zélandais dans l'affaire opposant Neville James Gibson à l'Official Assignee of New Zealand & Ors (Cour fédérale d'Australie, NSD 186 de 2015)
- Conseil du Gouvernement australien sur les questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (*Timor-Leste c. Australie*); (Cour internationale de Justice)
- Conseil du Gouvernement iranien dans l'affaire *Iran c. États-Unis* (affaire n° A/15 (II:A), Tribunal des différends irano-américains)
- A conseillé une société d'Amérique du Nord dans l'introduction éventuelle d'une instance pour faire reconnaître et appliquer un jugement rendu à l'étranger
- A servi d'expert près les tribunaux sur des questions de droit australien lors d'une procédure engagée devant un tribunal chinois pour faire reconnaître et appliquer une sentence arbitrale
- Secrétaire du Président du Tribunal dans l'affaire *St Marys VCNA LLC c. Gouvernement canadien* (ALENA, CNUDCI)
- Assistant juridique du Tribunal dans l'affaire *Bosh International, Inc and B&P Ltd Foreign Investments Enterprise c. Ukraine* (CIRDI, affaire n° ARB/08/11)
- Conseil du Gouvernement indien dans l'affaire *White Industries Australia Ltd c. République de l'Inde* (Traité bilatéral d'investissement Australie – Inde, CNUDCI)
- Conseil du Gouvernement sri-lankais sur des questions de droit international public
- Assistant juridique au Comité d'annulation dans l'affaire *RSM Production Corporation c. Grenade* (CIRDI, affaire n° ARB/05/14)
- Agent adjoint du Royaume-Uni dans l'affaire *Ashok Sancheti c. Royaume-Uni* (Traité bilatéral d'investissement Royaume-Uni – Inde, CNUDCI)
- Représentant d'un investisseur britannique dans un différend avec le Kirghizistan [*Oxus Gold plc c. République kirghize* (Traité d'investissement bilatéral Royaume-Uni – Kirghizistan, CNUDCI)]
- Représentant d'un investisseur belge et de sa filiale locale dans un différend avec la Hongrie dans le cadre d'un traité bilatéral d'investissement et d'un traité sur la Charte de l'énergie [*Electrabel SA c. République de Hongrie* (CIRDI, affaire n° ARB/07/19)]

- Représentant du Gouvernement hongrois dans une procédure engagée au titre d'un traité bilatéral d'investissement dans le cadre de la Convention CIRDI [*ADC Affiliate Ltd and ADC & ADMC Management Ltd c. République de Hongrie* (CIRDI, affaire n° ARB/03/16)]

Affiliation à des associations professionnelles

- New South Wales Bar Association
- Australian Centre for International Commercial Arbitration
- Kuala Lumpur Regional Centre for Arbitration
- Academic Council de l'Institute for Transnational Arbitration
- Conseil international pour l'arbitrage commercial
- Chambre de commerce internationale (Australie)
- Australian and New Zealand Society of International Law
- American Society of International Law
- Société européenne de droit international
- Association de droit international
- Cambridge Commonwealth Society

Prix et récompenses

- « Book of the year 2011 » OGEMID, pour *Evolution in Investment Treaty Law and Arbitration*, CUP, 2011.
- American Society of International Law Certificate of Merit pour *A Common Law of International Adjudication*, OUP, 2007
- Cambridge Commonwealth Trust Bursary (2003)
- Bourse MacMahon en droit, St John's College, Cambridge (2003)
- Lauterpacht Fund Stipend, faculté de droit de l'Université de Cambridge (2003)
- Bourses d'études à l'étranger pour les étudiants en sciences humaines et sociales, Université de Cambridge (2003)
- Bourse Chevening Oxford-Australie (2000)
- Bourse Freshfields, Université d'Oxford (2000)
- Bourse en droit à la mémoire de Sir Robert Menzies (2000)

Publications

Ouvrages

- *The International Arbitration Act 1974: A Commentary*, [LexisNexis Australia, 2^e éd., 2015 (1^{re} éd, 2011)]; (en collaboration avec Malcolm Holmes QC)
- *Commentaries on Selected Model Investment Treaties*, OUP, 2013, (dir.)

- *Evolution in Investment Treaty Law and Arbitration*, CUP, 2011, (dirigé en collaboration avec Kate Miles)
- *A Common Law of International Adjudication*, OUP, 2007, paperback 2009, (traduit en chinois, Xiuli Han trans., Law Press China, 2015)

Articles de journaux, chapitres, notes

- *The Factory at Chorzów Case*, in C. Miles et E. Bjorge (dir.), *Landmark Cases in Public International Law*, Hart, à paraître
- « The End of the Affair? *Hulley Enterprises Ltd (Cyprus) v. Russian Federation; Yukos Universal Ltd (Isle of Man) v. Russian Federation; Veteran Petroleum Ltd (Cyprus) v. Russian Federation* », *Journal of World Investment and Trade*, vol.17, 2015, (à paraître)
- *National Report for Australia*, in G. Bermann (dir.), *Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards: Application of the New York Convention by National Courts*, Springer, 2015, (à paraître), (en collaboration avec Luke Nottage)
- « A Re-Run of Siemens, Wintershall and Hochtief on Most-Favoured-Nation Clauses: *Daimler Financial Services AG v Argentine Republic* », *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal*, vol. 30, 2015, p. 365 à 377 (en collaboration avec Sam Wordsworth QC)
- *The Development by States of Model Bilateral Investment Treaties*, in W. Shan et J. Su (dir.), *China and International Investment Law: Twenty Years of ICSID Membership*, Brill, 2015, p.116 à 140
- *The Evolution of the Regime of International Investment Agreements: History, Economics, and Politics*, in M. Bungenberg, J. Griebel, S. Hobe et A. Reinisch (dir.), *International Investment Law: A Handbook*, Nomos Verlagsgesellschaft, 2015, p. 153 à 185
- « Investor-State Arbitration: Getting More Bite out of your BIT », *Australian Mining and Petroleum Law Association Yearbook*, 2014, p. 204 à 220
- « Regional Economic Integration in Southeast Asia », *European Yearbook of International Economic Law*, vol. 4, 2013, p. 353 à 368 (en collaboration avec Ashique Rahman)
- *The Enforcement of Interim Measures Ordered by Tribunals and Emergency Arbitrators in International Arbitration*, in A. J. van den Berg (dir.), *Congrès international de l'arbitrage commercial (ICCA) n° 21*, 2013, p. 279 à 291
- « *The Tribunal Resolves the Dispute* »: *Summary of the Discussion*, in A. J. van den Berg (dir.), *Congrès international de l'arbitrage commercial (ICCA), n° 21*, 2013, p. 292 à 293 (en collaboration avec Audley Sheppard)
- *Inherent Powers in International Adjudication*, in C. Romano, K. Alter et Y. Shany (dir.), *The Oxford Handbook of International Adjudication*, OUP, 2014, p. 828 à 847
- *Resolving International Investment Disputes*, in N. Klein (dir.), *Litigating International Law Disputes: Weighing the Options*, CUP, 2014, p. 401 à 435

- *Part IV: State Immunity from Measures of Constraint in Connection with Proceedings before a Court*, in C. et R. O’Keefe (dir.), *The United Nations Convention on the Jurisdictional Immunities of States and their Property: A Commentary*, OUP, 2013, p. 287 à 292, (en collaboration avec Roger O’Keefe)
- *Article 18: State Immunity from Pre-Judgment Measures of Constraint*, in C. et R. O’Keefe (dir.), *The United Nations Convention on the Jurisdictional Immunities of States and their Property: A Commentary*, OUP, 2013, p. 293 à 307, (en collaboration avec Roger O’Keefe)
- *Article 19: State Immunity from Pre-Judgment Measures of Constraint*, in C. et R. O’Keefe (dir.), *The United Nations Convention on the Jurisdictional Immunities of States and their Property: A Commentary*, OUP, 2013, p. 308 à 327, (en collaboration avec Roger O’Keefe)
- *Article 21: State Immunity from Pre-Judgment Measures of Constraint*, in C. Tams et R. O’Keefe (dir.), *The United Nations Convention on the Jurisdictional Immunities of States and their Property: A Commentary*, OUP, 2013, p. 334 à 347, (en collaboration avec O’Keefe)
- *Introduction: The Development and Importance of the Model Bilateral Investment Treaty*, in C. Brown (dir.), *Commentaries on Selected Model Investment Treaties*, OUP, 2013, p. 1 à 13
- *United Kingdom*, in C. Brown (dir.), *Commentaries on Selected Model Investment Treaties*, OUP, 2013, p. 697 à 754, (en collaboration avec Audley Sheppard)
- *Article 59*, in A. Zimmermann, C. Tomuschat, K. Oellers-Frahm et C. Tams (dir.), *The Statute of the International Court of Justice: A Commentary*, OUP, 2^e éd., 2012, p. 1416 à 1446
- « The Secretary-General’s Power to Refuse to Register a Request for Arbitration under Article 36(3) of the ICSID Convention », *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal*, vol. 27, 2012, p. 172 à 191, (en collaboration avec Sergio Puig)
- « The Power of ICSID Tribunals to Dismiss Proceedings Summarily: An Analysis of Rule 41(5) of the ICSID Arbitration Rules », *Law and Practice of International Courts and Tribunals*, vol. 10, 2011, p. 227-259 (en collaboration avec Sergio Puig)
- *Introduction: Evolution in Investment Treaty Law and Arbitration*, in C. Brown et K. Miles (dir.), *Evolution in Investment Treaty Law and Arbitration*, CUP, 2011, p. 3 à 16, (en collaboration avec Kate Miles)
- *Bringing Sustainable Development Issues before Investment Treaty Tribunals*, in M. Gehring, M-C. Cordonnier-Seger et A. Newcombe (dir.), *Sustainable Development in World Investment Law*, Kluwer, 2011, p. 177 à 190
- « The Relevance of the Doctrine of Abuse of Process in International Adjudication », *Transnational Dispute Management*, vol. 7, 2010, consultable sur www.transnational-dispute-management.com
- « International, Mixed, and Private Disputes Arising under the Kyoto Protocol », *Journal of International Dispute Settlement*, 2010, p. 447 à 473

- *Procedure in Investment Treaty Arbitration and the Relevance of Comparative Public Law*, in S. Schill (dir.), *International Investment Law and Comparative Public Law*, OUP, 2010, p. 659 à 688
- « Australian Cases before International Courts and Tribunals Involving Questions of Public International Law 2007 », *Australian Yearbook of International Law*, vol. 28, 2007, p. 255- 282 (en collaboration avec J. Mowbray, T. Stephens et Brett Williams)
- « Investment Arbitration as the New Frontier », *The Arbitrator and Mediator*, vol. 28, 2009, p. 59 à 69
- « The Cross-Fertilisation of Principles relating to Procedure and Remedies in the Jurisprudence of International Courts and Tribunals », *Loyola of Los Angeles International and Comparative Law Review*, vol. 30, 2009, p. 219 à 245
- « The Use of Precedents of other International Courts and Tribunals in Investment Treaty Arbitration », *Transnational Dispute Management*, vol. 5 3), 2008, consultable sur www.transnational-dispute-management.com
- « The Protection of Legitimate Expectations as a General Principle of Law: Some Preliminary Thoughts », *Transnational Dispute Management*, vol. 5 2), 2008, consultable sur www.transnational-dispute-management.com
- « The Inherent Powers of International Courts and Tribunals », *British Yearbook of International Law*, vol. 76, 2005, p. 195 à 244
- « The Settlement of Disputes Arising in Flexibility Mechanism Transactions under the Kyoto Protocol », *Arbitration International*, vol. 21, 2005, p. 361 à 389
- « Disputes Arising under the Kyoto Protocol's "Flexibility Mechanisms" », *Oil, Gas and Energy Law Intelligence*, vol. 3 2), 2005, consultable sur <http://www.gasandoil.com/ogel/>
- « Kyoto Protocol to Enter into Force on 16 February 2005 », *Oil, Gas and Energy Law Intelligence*, vol. 3 1), 2005, consultable sur <http://www.gasandoil.com/ogel/>
- « Access to International Justice in the Legality of Use of Force Cases », *Cambridge Law Journal*, vol. 64, 2005, p. 267 à 271
- « The Kyoto Protocol Enters into Force », *ASIL Insights*, février 2005, consultable sur <http://www.asil.org/insights/2005/03/insights050301.html>
- « Disputes Arising in "Flexibility Mechanism" Transactions under the Kyoto Protocol », *International Bar Association Arbitration Committee Newsletter*, vol. 10 1), 2005, p. 7 à 9
- « Comment: Jurisdiction and Admissibility in International Arbitration », *Transnational Dispute Management*, vol. 2 1), n° 3 et 4, 2005, consultable sur www.transnational-dispute-management.com
- « Hundert Jahre und kein bisschen Weise? Zum 100. Jahrestag der Abkommen über Guantanamo Bay », *Die Friedens-Warte: Journal of International Peace*

and Organisation, vol. 78, 2003, p. 395 à 412 (en collaboration avec Christian Tams)

- *Summary: Leatch and National Parks and Wildlife Service v Shoalhaven City Council*, in J. Crawford, D. Bethlehem, P. Sands, C. Robb et A. Palmer (dir.), *International Environmental Law Reports*, vol. IV, CUP, 2005, p. 57 à 66
- *Summary: Commonwealth of Australia and Another v State of Tasmania and Others (the Tasmanian Dam Case)*, in J. Crawford, D. Bethlehem, P. Sands, C. Robb et A. Palmer (dir.), *International Environmental Law Reports*, vol. IV, CUP, 2005, p. 13 à 56
- *Translation: Lingen case*, in J. Crawford, D. Bethlehem, P. Sands, C. Robb et A. Palmer (dir.), *International Environmental Law Reports*, vol. IV, CUP, 2005, p. 221 à 226 (en collaboration avec C. Tams)
- « Strasbourg Follows Suit on Provisional Measures », *Cambridge Law Journal*, vol. 62, 2003, p. 532 à 534
- « “Reasonableness” in the Law of the Sea: The Prompt Release of the Volga », *Leiden Journal of International Law*, vol. 16, 2003, p. 621 à 630
- « The Evolution and Application of Rules Concerning Independence of the ‘International Judiciary’ », *Law and Practice of International Courts and Tribunals*, vol. 2, 2003, p. 63 à 96
- « Armed Activities on the Territory of the Congo (New Application: 2002) (Democratic Republic of the Congo v Rwanda) Provisional Measures, Order of 10 July 2002 », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 52, 2003, p. 782 à 787
- « The Proliferation of International Courts and Tribunals: Finding Your Way Through the Maze », *Melbourne Journal of International Law*, vol. 3, 2002, p. 453 à 475
- « Provisional Measures before the International Tribunal for the Law of the Sea: The MOX Plant Case », *International Journal of Marine and Coastal Law*, vol. 17, 2002, p. 267 à 288
- « Privatising the Commons? A Global Greenhouse Emissions Trading Regime at COP-6 », *Australian Mining and Petroleum Law Journal*, vol. 19, 2000, p. 157 à 177, (coauteur)
- « The Environment Protection and Biodiversity Conservation Act 1999 (Cth): A New Role for the Commonwealth in Environment Protection », *International Business Lawyer*, vol. 28 9), 2000, p. 427 à 428, (coauteur)
- « “People in Greenhouses ...”: The Kyoto Protocol and Its Impact on Australian Industry and Legal Practice », *Law Institute Journal*, vol. 74 8), 2000, p. 54 à 57, (coauteur)
- « Esso Australia Resources Ltd v Commissioner of Taxation, University of New South Wales Law Journal », vol. 23, 2000, p. 173 à 190
- « International Environmental Law and the Regulation of Offshore Installations: The Case for a South Pacific Regional Protocom », *Australian Mining and Petroleum Law Journal*, vol. 17, 1998, p. 109 à 137

- « Facilitating Joint Implementation under the Framework Convention on Climate Change: Toward a Greenhouse Gas Emission Reduction Protocol », *Environmental and Planning Law Journal*, vol. 14, 1997, p. 356 à 367

Critiques d'ouvrages

- « Book Review of Hanno Wehland, *The Coordination of Multiple Proceedings in Investment Treaty Arbitration* », *Journal of World Investment and Trade*, vol. 15, 2014, p. 1113 à 1116
- « Book Review of David Williams QC and Amokura Kawharu, *Williams & Kawharu on Arbitration* », *Australian Law Journal*, vol. 87, 2013, p. 72 à 74
- « Book Review of Stephan Schill, *The Multilateralization of International Investment Law* », *Australian Law Journal*, vol. 19, 2012, p. 291 à 294
- « Book Review of Tai-Heng Cheng, *When International Law Works: Realistic Idealism after 9/11 and the Global Recession* », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 61, 2012, p. 785 à 787
- « Book Review of Anna Riddell and Brendan Plant, *Evidence before the International Court of Justice* », *Law and Practice of International Courts and Tribunals*, vol. 10, 2011, p. 205 à 210
- « Book Review of Dan Sarooshi, *International Organisations and their Exercise of Sovereign Powers* », *Cambridge Law Journal*, vol. 67, 2008, p. 209 à 211
- « Book Review of Francisco Orrego Vicuña, *International Dispute Settlement in an Evolving Global Society: Constitutionalisation, Accessibility, Privatisation* », *Nordic Journal of International Law*, vol. 74, 2005, p. 285 à 288
- « Book Review of Andrea Bianchi (ed), *Enforcing International Law Norms against Terrorism* », *Cambridge Law Journal*, vol. 64, 2005, p. 757 à 758
- « Book Review of Société française pour le droit international, *La juridictionnalisation du droit international* », *British Yearbook of International Law*, vol. 75, 2004, p. 390 à 392
- « Book Review of Yuval Shany, *The Competing Jurisdictions of International Courts and Tribunals* », *European Journal of International Law*, vol. 14, 2003, p. 1045 à 1047
- « Book Review of Laurence Boisson de Chazournes, Cesare Romano and Ruth Mackenzie (eds), *International Organizations and International Dispute Settlement: Trends and Prospects* », *Cambridge Law Journal*, vol. 62, 2003, p. 506 à 508
- « Book Review of Patricia Birnie and Alan Boyle, *International Law and the Environment* », *Cambridge Law Journal*, vol. 62, 2003, p. 222 à 224
- « Book Review of Bruno Simma (ed), *The Charter of the United Nations: A Commentary* », *Australian Yearbook of International Law*, vol. 23, 2002, p. 215 à 218

- « Book Review of Philippe Sands and Pierre Klein, Bowett's Law of International Institutions », *Australian Yearbook of International Law*, vol. 22, 2001, p. 227 à 230.

Yacouba Cissé (Côte d'Ivoire)

[Original : anglais]

M. Yacouba Cissé (docteur en droit)

Nom : CISSÉ Yacouba
Date et lieu de naissance : 11 janvier 1963, Gagnoa (Côte d'Ivoire)
Fonctions : Professeur de droit international et avocat
Marié : 4 enfants
Fonction actuelle : Avocat et professeur de droit international
Langues : Anglais, français

Résumé

M. Cissé Yacouba est professeur assistant de droit et conseiller en matière de délimitation des frontières maritimes. En tant qu'universitaire, il est l'auteur de nombreuses publications sur le droit de la mer et le droit maritime et a enseigné le droit international public à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa (Canada) pendant près de dix ans. Il est titulaire d'une licence et d'une maîtrise en droit public de l'Université nationale d'Abidjan (Côte d'Ivoire) ainsi que d'une maîtrise en gestion des ressources maritimes de l'Université de Rimouski, au Québec, et d'un doctorat en droit de l'Université d'Ottawa. Il exerce les fonctions de conseiller juridique pour la délégation de la Côte d'Ivoire à la Commission des questions juridiques (Sixième Commission) de l'Organisation des Nations Unies à New York. Il a publié un ouvrage sur les frontières maritimes africaines et plusieurs articles sur le droit de la mer, en particulier la délimitation des frontières maritimes, le droit de l'environnement marin et le droit maritime commercial. Il a également été chercheur et conseiller juridique pour le Gouvernement néo-zélandais sur les questions liées à la délimitation des frontières maritimes de la Nouvelle-Zélande avec l'Australie, et a participé, en ces mêmes qualités, à l'affaire concernant la délimitation des frontières maritimes entre les provinces canadiennes de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse. De 2000 à 2006, il a assisté, en qualité de conseiller juridique de la Côte d'Ivoire, aux réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Convention de Montego Bay, signée en 1982) et à celles de l'Assemblée générale consacrées à la question des océans et du droit de la mer. Yacouba Cissé est actuellement avocat au barreau de la Côte d'Ivoire, professeur de droit international à l'Université de Bouaké (Côte d'Ivoire) et maître de conférences à l'Institut universitaire d'Abidjan, à l'Université internationale bilingue africaine et à l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer d'Abidjan. Il fait également partie de la Commission nationale ivoirienne de délimitation des frontières maritimes entre le Ghana et la Côte d'Ivoire. Sa carrière universitaire à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa lui a permis de se familiariser avec les systèmes de droit civiliste et de *common law*. Il a enseigné le droit international public et donné d'autres cours de droit international. En sa qualité de professeur de droit international et d'expert en droit et questions maritimes, M. Cissé a assisté à de nombreux colloques et ateliers internationaux, notamment à Rome (FAO), à New York et Boston (États-Unis), à Ottawa, Montréal et Rimouski (Canada), à Dakar (Sénégal), à Kinshasa (République démocratique du

Congo), à Pointe Noire (République du Congo), à Abidjan (Côte d'Ivoire), à Malabo (Guinée équatoriale), à La Haye (Pays-Bas), à Mahé (Seychelles), à Praia (Cabo Verde), à Cotonou (Bénin), à Ouagadougou (Burkina Faso), au Cap et à Port Elizabeth (Afrique du Sud), à Accra (Ghana), etc.

M. Cissé assure actuellement des services d'expert dans le cadre de la Convention pour la coopération dans la protection, la gestion et la mise en valeur de l'environnement marin et côtier de la côte atlantique de la région Afrique de l'Ouest, du Centre et du Sud et travaille sur plusieurs protocoles additionnels à la Convention (protocole sur les mangroves, protocole sur les normes environnementales relatives à l'exploitation pétrolière et gazière offshore, protocole sur la gestion intégrée des zones côtières et protocole sur les sources terrestres de pollution) dans la zone de la Convention.

Assistant de recherche en droit à la Section de droit civil de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa, **1995-1999**

Consultant et chercheur pour la Caisse canadienne d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires : recherche sur la responsabilité de l'armateur et élaboration d'un manuel des demandes d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires, **1998-2006**

Représentant à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies pour l'examen du point 34 de l'ordre du jour (« Les océans et le droit de la mer ») et à la première réunion du Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, à l'ONU (New York)

Conseiller juridique de la Côte d'Ivoire à la réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York (sur les questions relatives au droit de la mer, à la juridiction de l'État du port, à la gestion internationale des pêches, au plateau continental et aux zones économiques exclusives)

Chercheur et conseiller juridique de Terre-Neuve-et-Labrador dans le différend l'opposant à la Nouvelle-Écosse en matière de délimitation des frontières maritimes : analyse des politiques et recherche juridique sur la délimitation des frontières maritimes internationales, **2001**

Chercheur et conseiller juridique pour la Nouvelle-Zélande sur les questions liées à la délimitation de ses frontières maritimes avec l'Australie. Chercheur sur les questions liées au concept de frontière maritime imposée dans la pratique des États et la jurisprudence internationale, **2002**

Chercheur invité au Tribunal international du droit de la mer, à Hambourg (Allemagne), **2006**

Membre de la Commission nationale ivoirienne de délimitation des frontières maritimes entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, **2010**

Maître de conférences à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa et professeur adjoint de droit (Université d'Ottawa : sections de droit civil et de *common law*), **2000-2009**

Principaux cours donnés de 2000 à 2015

- Droit international public
- Droit de la mer (droit public)
- Droit maritime (droit privé)
- Droit aérien et spatial
- Droit de l'Union européenne
- Règlement des différends en droit international
- Droit commercial international
- Droit international de l'environnement
- Droit international humanitaire
- Introduction à l'étude du droit

Travaux académiques

- Étude anthropologique des systèmes de pêche en République islamique de Mauritanie, **1992**
- Les enjeux et les manifestations des nationalismes maritimes, **1993**
- Abidjan, port d'éclatement : conditions d'existence et de succès, **1993**
- Conteneurisation et évolution du statut juridique du transitaire, **1993**

Principales publications

Ouvrage

- *Droit des espaces maritimes et enjeux africains*, Collection bleue, 2001, Wilson & Lafleur, Montréal, 2001

Articles

- Cissé Yacouba et Donald. M. McRae, *The Legal Regime of Maritime Boundary Agreements*, in D. Colson et R. Smith, *International Maritime Boundary*, vol. V, American Society of International Law, 2005
- « The Transboundary Oil Deposit at Sea: Legal Regime in Maritime Delimitation », *Ottawa Law Review*, vol. 35, 2004, p.43
- « Le commissionnaire de transport, le Non Vessel Operating Common Carrier, le consortium maritime : sont-ils transporteurs maritimes? », *Revue générale de droit*, vol. 34, n° 3
- « L'identification du transporteur maritime à l'épreuve de la qualification juridique », (2004), *Revue générale de droit*, vol. 34, n° 2
- *The Evolution and Development of International Maritime Boundaries Delimitation Law*, thèse de doctorat, Université d'Ottawa, 1999
- *The identity of ocean carrier*, Hague Centre of International Law and International Relations, General publication, 2001

- *International Obligations and Federal-Provincial Jurisdiction: The Great Canadian Dilemma*, in *Canadian Council on International Law*, procès-verbal de la 27^e Conférence annuelle, du 15 au 17 octobre 1998, p. 111.
- *The Joint Development in Maritime Boundary Delimitation*, in *Ottawa Law Review*, 2005
- *The Case Cameroun-Nigeria: The Prevalence of the Title over the Effectivities*, in *Bulletin of the Canadian Counsel on International Law*, 2003
- *Ghana-Côte d'Ivoire : Peut-on éviter la guerre du pétrole?*, in *Fraternité Matin*, entretiens des 9 et 10 mars 2010
- *Éco-diplomatie et immunités : la situation en Côte d'Ivoire*, in *Fraternité Matin*, 2013

Recensions

Les frontières maritimes internationales : Essai de classification pour un tour du monde géopolitique, par G. Labrecque. In *The Canadian Yearbook of International Law*, vol. 35, 1997, p. 476

Institut du droit économique de la mer : Annuaire de droit de la mer, in *The Canadian Yearbook of International Law*, vol. 36, 1998, p. 538

Protection internationale de l'environnement : recueil d'instruments juridiques, par Laurence B. de Chazournes, R. Desgagné, C. Romano. In *The Canadian Yearbook of International Law*, vol. 37, 1999, p. 490

Droit international public, Larcier, par Joe Verhoven. In (2000) 38 *The Canadian Yearbook of International Law*, vol. 38, Larcier, 2000

Activités et fonctions de direction

- 1995-1997 : Président de l'Association des diplômés en droit de l'Université d'Ottawa
- 1994-1995 : Membre de l'Association internationale des étudiants en droit de l'Université d'Ottawa
- 1997-1998 : Membre du Conseil canadien de droit international
- 1998-1999 : Rapporteur pour la vingt-sixième Conférence du Conseil canadien de droit international
- 2001-2002 : Rapporteur pour la trentième Conférence du Conseil canadien de droit international
- 2004-2006 : Membre du Comité exécutif du Conseil canadien de droit international
- 2008-2010 : Membre de l'Association canadienne de droit maritime
- 2010-2011 : Membre de l'Association ivoirienne du droit des transports
- 2010-2015 : Membre de la Commission nationale sur la délimitation de la frontière maritime

Langues : Français, anglais

Formation

- **Doctorat** en droit de la faculté de droit de l'Université d'Ottawa, 1999 (thèse sur la délimitation des frontières maritimes en Afrique)
- **M. Sc (maîtrise)** en gestion des affaires maritimes de l'Université de Rimouski, Québec (Canada), 1992-1994.
- **LL.M. (maîtrise)** en droit public de l'Université de Côte d'Ivoire, 1990-1991.
- **LL.B. (licence)** en droit public de l'Université de Côte d'Ivoire, 1989-1990.
- Certificat de l'Académie de droit international et de relations internationales de La Haye (1999) sur la question du droit international des transports maritimes

Distinctions honorifiques

- Lycée (filiale littéraire) : mention très bien, 1981
- Médaille du barreau de Paris (pour la meilleure thèse de doctorat en droit), 1999-2000
- Bourse du doyen de recherche juridique, 2006
- Prix Wilson & Lafleur de la meilleure publication universitaire, 2006
- Bénéficiaire de la bourse du Centre d'étude et de recherche en droit international et relations internationales de l'Académie de droit international de La Haye

Expérience professionnelle et pratique juridique

Actuellement professeur de droit international public à la faculté de droit de l'Université de Bouaké et avocat au barreau de Côte d'Ivoire à Abidjan

Journaliste à *Fraternité Matin* et *Patriote*, Abidjan, 1990-1992

Chercheur invité à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, New York, 1997.

Gélin Imanès Collot (Haïti)

[Original : français]

1. Formation

1.1. Formation principale:

- | | |
|------|--|
| 1990 | <p>Doctorat d'État (Ph.D)</p> <p>Mention : Très honorable</p> <p>Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille (France)</p> <p>Sujet de thèse : Le droit fiscal haïtien et les relations économiques internationales</p> |
| 1990 | <p>Diplôme d'études approfondies (DEA) équivalent de master 2 recherche</p> <p>Finances publiques et fiscalité</p> <p>Université de droit, d'économie et des sciences sociales de Paris (Paris 2) Panthéon-Sorbonne (France)</p> |
| 1985 | <p>Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) ou master 2 professionnel</p> <p>Droit des affaires internationales et fiscalité,</p> <p>Institut de droit des affaires, faculté de droit,</p> <p>Université d'Aix-Marseille (France)</p> |
| 1985 | <p>Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS)</p> <p>Juriste-conseil d'entreprise : option internationale</p> <p>Faculté de droit, Institut de droit des affaires (IDA)</p> <p>Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille, France</p> |
| 1983 | <p>Licence en droit</p> <p>Faculté de droit et des sciences économiques de Port-au-Prince, Université d'État d'Haïti (UEH) (Haïti)</p> |

1.2. Autres formations:

- | | |
|--------------|--|
| Avril 2008 | <p>Université Laval à Québec (Canada) :</p> <p>Mission d'observation sur la refonte de curriculums</p> |
| Janvier 2005 | <p>Séminaire sur la gouvernance universitaire à l'Université des Antilles et de la Guyane (UAG)-Martinique, organisé par l'AUF</p> |
| 1998 | <p>Modes alternatifs de règlement des conflits</p> |

1995	Séminaires sur l'hydrothérapie Hampton University, Virginia (États-Unis d'Amérique)
1997-1978	Séminaire de formation des vérificateurs comptables Institut national d'administration, de gestion et des hautes études internationales (INAGHEI)
1973-1974	Diplôme de comptabilité bilingue (française et anglaise) Institut supérieur de formation socioéconomique

2. Expérience professionnelle

2.1. Principales activités professionnelles:

Depuis juin 2014	Membre du Conseil provisoire École doctorale
Depuis 2013	Membre de la Commission régionale d'experts (CRE) de l'AUF (Bureau Caraïbes)
Mai 2000-10 mai 2011	Doyen de la faculté de droit et des sciences économiques
Depuis 1993	Cabinet Collot (avocat, fondateur et responsable du Cabinet)
1991-2002	Avocat-conseil à la DGI (avocat de l'État haïtien)
Depuis 1986	Professeur à la faculté de droit et des sciences économiques (FDSE) de l'Université d'État d'Haïti (UEH), à Port-au-Prince
1985	Cabinet Tandean de Marsac, Paris Stage à titre d'avocat-conseil et de juriste d'affaires
1983	Cabinet Trouillot : avocat-stagiaire
1978-1984	Comptable vérificateur Direction générale des impôts

2.2. Activités diverses et consultations sur demande:

2010-2012	Instruments juridiques internationaux : Projet LegaCarta : Centre du commerce international (CCI)
1997-1998	Projet sur l'aspect juridique de la politique de l'eau financé par la BID Ministère de l'environnement
1997	Projet relatif à l'habitat et portant sur les problèmes fonciers en Haïti, BID

2.3. Enseignement et activités para-académiques :

2014	Membre de jury de thèse de doctorat à l'Université de Grenoble 3 (France)
------	---

2013	<p>Professeur invité à des cours-conférences (Université d'été)</p> <p>Université d'Alberta, Edmonton (Canada)</p> <p><i>La langue du droit</i></p>
2009	<p>Professeur invité : Conférence internationale sur les systèmes de droit dans les pays de la CARICOM, West Indies University</p>
2008-2009	<p>Animateur de séminaires sur :</p> <p>Modes alternatifs de règlement des conflits (MARC)</p> <p>Faculté de droit et Chambre de conciliation et d'arbitrage d'Haïti</p>
2009	<p>Mission au Centre d'études de la justice des Amériques (CEJA), à Santiago (Chili)</p> <p>Réforme de la justice pénale au Chili</p>
Avril 2008	<p>Conférence sur l'enseignement du droit en Haïti</p> <p>Faculté de droit, Université Laval, Canada</p> <p>Matières enseignées (En permanence) :</p> <p>De 1986 à nos jours : droit fiscal</p> <p>De 1991 à nos jours : droit commercial</p> <p>Faculté de droit et des sciences économiques (FDSE), Université d'État d'Haïti (UEH)</p> <p>Enseignement ponctuel : exécution des décisions de justice rendues à l'étranger (law enforcement of foreign judiciary decisions) au programme de master de la FDSE</p> <p>Enseignement ponctuel: droit des affaires internationales</p> <p>Convention fiscale internationale</p> <p>École nationale d'administration financière (ENAF)</p> <p>Déontologie du magistrat</p> <p>École de la magistrature d'Haïti (EMAH)</p>
2005	<p>Professeur invité à l'Université adventiste d'Haïti et à l'Université Montemorelos, Mexique</p> <p>Enseignement ponctuel sous forme de séminaire : droit international privé</p> <p>Droit éducatif, droit de la famille</p> <p>Université adventiste d'Haïti et Université Montemorelos, Mexique</p>
Avril 2003	<p>Conférence en Louisiane à la Tulane University de New Orleans sur:</p>

	« L'enseignement du droit et la réforme de la justice en Haïti », Loyola University et Southern University
	Intervention dans le même contexte à la Southern university de Bâton Rouge (Louisiane)
Janvier 2003	Conférence à l'inauguration de l'ANAMA (Association nationale des magistrats) sur le thème : Indépendance des magistrats
2002	Intervention au Colloque sur la réforme du droit pénal au Brésil
Décembre 2002	Conférence à l'Université de Floride, à Miami, sur : « L'enseignement du droit et la réforme judiciaire en Haïti »
1998	Conférence sur les conflits de juridictions en droit haïtien, barreau de Port-au-Prince
1997	Participation au Colloque des professeurs de droit des sociétés commerciales, organisé par le Centre international de la common law en français (CICLEF), faculté de droit de l'Université de Moncton, au Canada
1997	Animateur d'un séminaire sur le droit de l'eau

2.4. Participation à des structures de recherche et professionnelles :

2005	Membre du Bureau de la Conférence internationale des facultés de droit ayant en commun l'usage du français (CIFDUF) Membre du Comité scientifique du Groupe de recherches en histoire du droit et des institutions d'outre-mer, département d'histoire du CAGI à l'Université des Antilles et de la Guyane-Guadeloupe, et intervenant sur la question intitulée « Le code civil haïtien et son histoire » au colloque international organisé sur le thème « Les deux cents ans d'application du Code civil à la Guadeloupe : analyses, enjeux et perspectives comparées »
2005	Membre du réseau des chercheurs de l'AUF
1999-2010	Coordonnateur de la Cellule de recherche de la faculté de droit et des sciences économiques
1986	Avocat inscrit au barreau de Port-au-Prince

3. Publications et contributions

2014	Contribution aux publications du site de l'OEA (Comité juridique interaméricain en droit international)
2014	L'actualité d'Anténor Firmin, hier, aujourd'hui et demain, Colloque tenu en 2011 à l'Université Quisqueya sous la direction de Cary Hector

- 2006 Traité de droit fiscal, *Contribution à la promotion du droit et à la réforme judiciaire en Haïti*, éditions Henri Deschamps, Port-au-Prince (Haïti), 2006
- 2005 Le code civil haïtien et son histoire
200 ans d'application du Code civil, Bulletin de la société d'histoire de la Guadeloupe, contribution aux actes du colloque tenu à Pointe-à-Pitre
- Mai 2004 Revue de droit et d'économie de la FDSE
Notes de commentaires d'arrêt sur l'inconstitutionnalité des lois/décret
- Décembre 2002 Diversités des coutumes en Haïti, publication des actes du Colloque international sur « *La place de la coutume dans l'ordre juridique haïtien* », Bilan et perspectives à la lumière du droit comparé, Presses universitaires de Grenoble (France)
- 1997 Droit des sociétés en Haïti, publication des actes du Colloque sur le droit des sociétés commerciales, organisé par le Centre international de la *common law* en français (CICLEF), faculté de droit de l'Université de Moncton, Nouveau Brunswick (Canada)

3.3. Articles publiés dans les journaux et périodiques:

- Codification des lois fiscales en Haïti
Le Nouvelliste à Port-au-Prince (Haïti), 1994
- La vente des biens meubles de l'État
Le Nouvelliste à Port-au-Prince (Haïti), 1995

3.4. De nombreuses conférences, interventions et contributions à toutes occasions sur divers sujets

2.3.4. En préparation

- Deux nouveaux titres intéressant le droit commercial et le droit religieux (philosophie du droit et liberté religieuse)

4. Autres informations et distinctions

- Langues parlées et écrites Français, anglais (plus écrit que parlé) et créole
- Hobbies Natation et musique (piano notamment)
- Religion Adventiste
- Avril 2004 Citoyen honoraire de la ville de Lafayette (Louisiane)

Concepción Escobar Hernández (Espagne)

[Original : anglais et espagnol]

Extrait d'une note verbale datée du 15 octobre 2015, reçue de la Mission permanente de l'Espagne

...

M^{me} Escobar Hernández est professeur de droit international public à l'Université nationale d'enseignement à distance de Madrid où elle a été doyenne de la faculté de droit. Entre 2004 et 2011, elle a été la Directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération. En 2011, elle a été élue membre de la Commission du droit international pour la période 2012-2016.

M^{me} Escobar Hernández est une juriste de renom spécialiste du droit international qui a une vaste expérience sur le plan universitaire et dans le domaine de la recherche, ainsi qu'il ressort du grand nombre de publications spécialisées touchant divers domaines du droit international public et du droit de l'Union européenne dont elle est l'auteur. M^{me} Escobar Hernández a également participé de façon notable à la rédaction en espagnol de divers manuels prestigieux.

M^{me} Escobar Hernández possède en outre une vaste expérience pratique du droit international public du fait de ses fonctions de Directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération et, depuis 2012, du fait de sa qualité de membre de la Commission du droit international. Elle a régulièrement participé aux sessions de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que de l'Assemblée des États parties à la Cour pénale internationale.

Pour toutes les raisons susmentionnées, le Gouvernement espagnol estime que M^{me} Escobar Hernández possède les compétences nécessaires et reconnues pour siéger à nouveau à la Commission du droit international, une position prestigieuse qu'aucun ressortissant espagnol n'avait eu l'honneur d'occuper au cours des 25 dernières années ayant précédé l'élection de M^{me} Escobar.

Reconnaissant la compétence de ladite Commission et de son importance, il présente, par le biais de la présente note verbale, la candidature de M^{me} Escobar Hernández à un siège de la Commission du droit international lors des élections qui auront lieu en automne 2016 (période 2017-2021).

...

Concepción Escobar Hernández

Née à Madrid le 22 décembre 1959

Mariée

Formation et diplômes

- Licence en droit de l'Université Complutense de Madrid (1981).
- Doctorat en droit de l'Université Complutense de Madrid (1987).

- Cours de spécialisation en droits de l’homme, Institut des droits de l’homme de l’Université Complutense de Madrid (1981-1983).
- Études de troisième cycle à l’Institut de hautes études internationales, Genève (1983-1984).

Activités professionnelles

a) Fonctions actuelles

- Professeur de droit international public à l’Université nationale d’enseignement à distance (UNED) (depuis octobre 2011).
- Membre de la Commission du droit international (depuis 2011) et Rapporteuse spéciale (depuis 2012).

b) Autres fonctions

- Conseillère juridique, Directrice du Service juridique international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération (2004-2012).
- Directrice de la chaire Manuel Díez de Velasco de droit international et européen, Université de Cantabrie, Gouvernement de la Communauté autonome de Cantabrie (depuis 2011).
- Membre de la Commission espagnole de droit humanitaire international (2008-2012).
- Titulaire de la chaire Jean Monnet de droit de l’Union européenne de l’UNED (Commission européenne) (depuis 2004).
- Maître de conférence sur la paix, la sécurité et la défense à l’Institut General Gutiérrez Mellado (UNED) (depuis 2002)
- Membre du Groupe de travail interministériel (Ministère de la justice) chargé de l’élaboration de la législation en vue de l’application du Statut de la Cour pénale internationale en Espagne (2000-2002)
- Professeur au Centre d’études de droit international humanitaire (CEDIH) de la Croix-Rouge espagnole (depuis 1999).
- Membre du Groupe de travail interministériel (Ministère des affaires étrangères) chargé du suivi et de l’élaboration du Statut de la Cour pénale internationale (1998-2003).
- Professeur de droit international et de droit des droits de l’homme à l’École diplomatique espagnole (depuis 1996).
- Titulaire de la chaire Jean Monnet de droit de l’Union européenne à l’Université de Cantabrie (1996-2002).
- Professeur de droit public international à l’Université de Cantabrie (1995-2001).
- Maître de conférences de droit international public à l’Université de Cantabrie (1991-1995).
- Professeur à l’Institut des droits de l’homme de l’Université Complutense de Madrid (1987-1997).

c) Fonctions de direction

- Directrice du Département de droit international du Ministère des affaires étrangères et de la coopération (juin 2004 à mars 2012).
- Directrice du Département de droit international public de l'UNED (depuis 2014).
- Doyenne de la faculté de droit de l'UNED (2002-2004).
- Directrice du Département de droit international public à l'UNED (depuis 2002).
- Directrice du Département de droit public à l'UNED (2001).
- Directrice du Département de droit public à l'Université de Cantabrie (1996-2001).
- Secrétaire générale de l'Institut des droits de l'homme de l'Université Complutense de Madrid (1990-1992).
- Secrétaire du Département de droit international public et de droit international privé de l'Université Complutense de Madrid (1989-1992).

d) Appartenance à des institutions scientifiques, à des associations scientifiques et à des comités de revues scientifiques

- Membre du Comité consultatif de la *Revista de Derecho Comunitario Europeo* (depuis 2013).
- Membre de l'Académie royale de jurisprudence et de législation (Institut d'Espagne) (depuis 2007).
- Vice-Présidente de la Commission du droit international de l'Académie royale de jurisprudence et de législation (Institut d'Espagne) (depuis 2007).
- Membre du Comité consultatif de la *Revista General de Derecho Europeo IUSTEL* (depuis 2002).
- Membre du Comité de rédaction de la revue intitulée *Revista Española de Derecho Militar* (depuis 2003).
- Membre du Comité scientifique du *Real Instituto Elcano* (depuis 2003).
- Membre de l'Association espagnole des professeurs de droit international et de relations internationales (depuis 1982). Membre du conseil d'administration de l'Association (1986-1993).
- Membre de l'Association espagnole pour l'étude du droit européen (depuis 1982). Membre du conseil d'administration de l'Association (depuis 1984).
- Membre du Comité de rédaction de la *Revista Española de Derecho Internacional* (1997-2003) et responsable de la section relative à la jurisprudence espagnole en matière de droit international public (2001-2005).

e) Activités académiques

- Tout au long de sa carrière universitaire, M^mc Escobar Hernández a donné des cours de licence, de doctorat et de troisième cycle dans les domaines du droit

international public, du droit de l'Union européenne, du maintien de la paix et de la sécurité internationales, de la protection internationale des droits de l'homme, du droit pénal international et de la juridiction internationale.

- Elle a dirigé six thèses de doctorat achevées et en dirige actuellement trois autres.
- Elle a participé à de nombreux projets de recherche ayant trait au droit international public (en qualité de chercheuse principale ou de membre d'une équipe de recherche).
- Elle a donné des cours de troisième cycle en Espagne et à l'étranger.
- Elle a été invitée à intervenir au cours de différentes conférences internationales, notamment : le Congrès de la Fédération internationale pour le droit européen, Stockholm, 1998; la Conférence biennale de la Société européenne de droit international-SEDI, Paris, 2006; la Conférence annuelle de 2010 de l'Association de droit international, La Haye, 2010; la 38^e session du programme externe de l'Académie de droit international de La Haye, Santiago, 2011; le XXXIX Cours de droit international du Comité juridique interaméricain (Rio, 2012); le Colloque suisse-franco-allemand de droit international (Les immunités à l'âge du constitutionnalisme global), Bâle, 2012.
- Elle a régulièrement participé à différents programmes de formation organisés par la Commission internationale de juristes (protection internationale des droits de l'homme et protection internationale des droits des peuples autochtones) en Amérique latine (1992-1997).
- Elle a participé au Programme d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies à la Guinée équatoriale.
- Elle participe régulièrement aux comités d'examen de thèses de doctorat, en Espagne et à l'étranger.
- Elle participe régulièrement aux jurys de sélection du personnel enseignant (droit international public), en Espagne ou à l'étranger.

f) Autres activités dans le domaine du droit

- En sa qualité de Directrice du Service juridique international auprès du Ministère des affaires étrangères et de la coopération, elle a eu notamment pour tâche de :
 - i) Émettre des avis sur toute question relevant du droit international public, à la demande du Ministère des affaires étrangères et de la coopération et d'autres ministères et organes étatiques;
 - ii) Conseiller sur les questions de droit international public intéressant d'autres administrations publiques espagnoles (notamment la signature de mémorandums d'accord par les communautés autonomes, les conseils municipaux et les autres entités locales, ainsi que par les autres institutions et organismes publics espagnols);

iii) Faire connaître la politique juridique de l'Espagne dans les différentes institutions internationales spécialisées en droit international dont elle était membre.

- Elle a assumé la représentation et la défense du Royaume d'Espagne devant la Cour internationale de Justice et le Tribunal international du droit de la mer

g) Domaines de spécialisation universitaires

- Immunités de juridiction
- Juridictions, cours et tribunaux internationaux
- Droit international des droits de l'homme
- Droit pénal international
- Maintien de la paix
- Organisations internationales
- Droit de l'Union européenne (général et institutionnel)

Activités dans le domaine du droit international (organisations, conférences, cours et tribunaux internationaux)

- Membre de la Commission du droit international, depuis le 28 avril 2011.
- Rapporteuse spéciale de la Commission du droit international sur l'« immunité de juridiction pénale étrangère des représentants de l'État » (depuis 2012).
- Conseillère de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes aux fins de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant pour l'application du principe 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement (depuis 2014).
- Membre du Groupe d'experts informel sur la préparation d'un instrument multilatéral : le Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (projet BEPS), OCDE (2013-2014).
- Membre de la liste d'arbitres et de conciliateurs en application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (depuis 2001).
- Chef de la délégation espagnole chargée de négocier les limites du plateau continental étendu dans la mer Celtique (zone Espagne, France, Irlande, Royaume-Uni) (2011-2012).
- Membre de la délégation espagnole lors de la 31^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, novembre 2011.
- Conseillère du Royaume d'Espagne devant le Tribunal international du droit de la mer dans l'affaire n° 18 : Affaire du navire « Louisa » (*Saint-Vincent-et-les Grenadines c. Royaume d'Espagne*)
- Présidente adjointe de la délégation espagnole lors de la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Kampala, 2010.
- Présidente du Comité de rédaction de la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Kampala, 2010.

- Représentante et avocate du Royaume d’Espagne auprès de la Cour internationale de Justice dans l’affaire relative à la « *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d’indépendance relative au Kosovo (requête pour avis consultatif)* », (2008-2010).
- Membre de la Cour permanente d’arbitrage, (2008-2014).
- Membre du Groupe de travail hispano-algérien sur la délimitation des frontières maritimes, (2007-2012).
- Membre de la délégation espagnole à la Sixième Commission de l’Assemblée générale des Nations Unies, (2004-2011).
- Membre du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public, Conseil de l’Europe (2004-2012), et Vice-Présidente de ce Comité (2011-2012).
- Membre du Groupe « Droit international public » (COJUR), Conseil de l’Union européenne (2004-2012). Présidente de ce groupe (janvier à juin 2010).
- Membre du Sous-Groupe d’experts de la Cour pénale internationale et d’autres tribunaux pénaux internationaux (COJUR-CCI), Conseil de l’Union européenne (2004-2012). Présidente du COJUR-CCI (janvier à juin 2010).
- Membre de la Commission internationale des Pyrénées (Espagne-France) (2004-2012).
- Membre de la Commission des limites entre l’Espagne et le Portugal (2004-2012)
- Membre du Groupe de travail hispano-marocain pour la délimitation des frontières maritimes et la coopération sur la façade atlantique (2004-2012).
- Présidente et Vice-Présidente de la délégation espagnole de l’Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010).
- Membre de la délégation espagnole à l’Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2002 et 2003).
- Membre de la délégation espagnole à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale (2000, 2001 et 2002).
- Membre de la délégation espagnole auprès de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d’une cour criminelle internationale (1998).

Principales publications

a) Ouvrages, manuels et monographies

- *La Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas y la violación de derechos humanos y libertades fundamentales. Estudio de los procedimientos públicos especiales*, Editorial de la Universidad Complutense de Madrid, Madrid, 1988.

- *El recurso por omisión ante el Tribunal de Justicia de las Comunidades Europeas*, Editorial Civitas, Madrid, 1993.
- *Extranjería e Inmigración en España y la Unión Europea* (dir.), Madrid, 1998.
- *La Unión Europea en el siglo XXI: los retos de Niza* (dir.), Madrid, 2003.
- *Instituciones de Derecho Comunitario* (dir.), Tirant Lo Blanch, Valencia, 2006.
- *Los derechos humanos en la sociedad internacional del siglo XXI* (dir.), Colección Escuela Diplomática, nº15 et 16, Madrid, 2009.
- *Instituciones de la Unión Europea* (dir.), Tirant Lo Blanch, Valencia, 2012.
- Coordonnatrice de la 18^e édition de l'ouvrage *Instituciones de Derecho Internacional Público*, du professeur M. Díez de Velasco, Tecnos, Madrid, 2013.
- M. Díez de Velasco; C. Escobar Hernández; N. Torres Ugena : *Código de Organizaciones Internacionales*, Editorial Aranzadi, Navarre, 1997.
- Elle est l'auteur de plusieurs chapitres des ouvrages suivants : M. Díez de Velasco, *Instituciones de Derecho Internacional Público* : chapitres XXVII, XXVIII et XXXVIII; parties des chapitres XXV et XXVI, Tecnos, Madrid (dernière édition : 18^e, 2013, coordonnée par C. Escobar Hernández); M. Díez de Velasco, *Las Organizaciones Internacionales* : chapitre XIV; parties des chapitres XXI et XXXI, Tecnos, Madrid (dernière édition : 16^e, 2010, coordonnée par J. M. Sobrino Heredia); C. Escobar Hernández (dir.) : *Instituciones de Derecho Comunitario* : chapitres II et V, Tirant Lo Blanch, Valencia, 2006; C. Escobar Hernández (dir.) : *Instituciones de la Unión Europea*, chapitres II et V, Tirant Lo Blanch, Valencia, 2012.

b) Articles et collaboration à des ouvrages collectifs

- « Ejecución en España de las sentencias del Tribunal Europeo de Derechos Humanos », in *Revista Española de Derecho Internacional*, 1990/2, p. 547 à 570.
- « Un nuevo paso en la protección internacional de la libertad de pensamiento, conciencia y religión: el procedimiento público especial de la Comisión de Derechos Humanos de Naciones Unidas », in *Anuario de Derecho Eclesiástico del Estado*, 1990, p. 87 à 128.
- « Asylum and refugee status in Spain », in *International Journal of Refugee Law*, vol. IV, 1992, p. 55 à 70.
- « Problemas planteados por la aplicación en el ordenamiento español de la sentencia Bultó (comentario a la sentencia del Tribunal Constitucional español 245/1991, del 16 de diciembre) », in *Revista de Instituciones Europeas*, 1992/1, p. 139 à 163.
- « El Convenio de Aplicación del Acuerdo de Schengen y el Convenio de Dublín: una aproximación al asilo desde la perspectiva comunitaria », in *Revista de Instituciones Europeas*, vol. 1993/1, p. 53 à 100.

- « Las Salas *ad hoc* del Tribunal Internacional de Justicia », in *Hacia un nuevo orden internacional y europeo. Homenaje al Profesor Manuel Díez de Velasco*, Editorial Tecnos, Madrid, 1993, p. 291 à 317.
- « La aplicación de los tratados internacionales en España », in *Cuadernos de Derecho Judicial. Cuestiones prácticas de derecho internacional público y cooperación jurídica internacional*, Consejo General del Poder Judicial, Madrid, 1994, p. 39 à 90.
- « Comunidad Europea y Convenio Europeo de Derechos Humanos: ¿el fin de una vieja polémica? (comentario al dictamen 2/94 del TJCE del 28 de marzo de 1996) », in *Revista de Instituciones Europeas*, 1996, vol. 1996/3, p. 817 à 838.
- « Paz y derechos humanos: una nueva dimensión de las operaciones para el mantenimiento de la paz », in *Cursos de Derecho Internacional de Vitoria-Gasteiz*, 1997, p. 47 à 102.
- « Le citoyen, l'administration et le droit européen. Rapport national espagnol », in *XVIII Congrès FIDE*, Stockholm, 1998, vol. III, p. 152 à 198.
- « Extranjería y ciudadanía de la Unión Europea », in *Extranjería e Inmigración en España y la Unión Europea*, Colección Escuela Diplomática nº3, 1998, p. 101 à 126.
- « La progresiva institucionalización de la jurisdicción penal internacional: la Corte Penal Internacional », in M. Garcia Arán et D. López Garrido, (coord.) : *Crimen internacional y jurisdicción internacional. El caso Pinochet*, Tirant Lo Blanch, Valencia, 2000, p. 225 à 273.
- « El Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional », in *Hacia una justicia internacional*, Ministerio de Justicia/BSCH/Civitas, Madrid, 2000, p. 504 à 524.
- « Las relaciones de la Corte Penal Internacional con las Naciones Unidas », in F.J. Quel López (coord), *Creación de una jurisdicción penal internacional*, Colección de la Escuela Diplomática, nº 4, Madrid, 2000, p. 31 à 44.
- « Algunas reflexiones sobre la Corte Penal Internacional como institución internacional », in *Revista Española de Derecho Militar*, nº 75, 2000, p. 171 à 203.
- « Unión Europea y derechos humanos », in M. Díez de Velasco (dir.), *La Unión Europea tras la reforma*, Universidad de Cantabria, 2000, p. 87 à 103.
- « El Tratado de Niza y la reforma futura de la Unión », in M. Díez de Velasco (dir.), *La Unión Europea tras la reforma*, Universidad de Cantabria, 2000, p. 239 à 257.
- « El principio de complementariedad », in J.A. Yáñez-Barnuevo, (Coor.), *La Justicia Penal Internacional: una perspectiva iberoamericana*, Casa de América, Madrid, 2001, p. 78 à 100.
- « La cooperación judicial en la Unión Europea: marco general », in *Espacio de libertad, seguridad y justicia en la Unión Europea*, Ministerio del Interior/UNED, 2002, p. 55 à 70.

- « Corte Penal Internacional, Consejo de Seguridad y crimen de agresión: un equilibrio difícil e inestable », in *El derecho internacional en los albores del siglo XXI, homenaje al profesor Castro-Rial*, Editorial Trotta, Madrid, 2002, p. 197 à 218.
- « Unión Europea, democracia y derechos humanos », in C. Escobar Hernández, (dir.), *La Unión Europea en el siglo XXI: los retos de Niza, Actas de las XIX Jornadas de la Asociación Española de Profesores de Derecho Internacional y Relaciones Internacionales*, Madrid, 2003, p. 25 à 50.
- « The International Criminal Court and the United Nations: A Complex and Vital Relationship », in F. Lattanzi, et W. Schabas (dir.), *Essays on the Rome Statute of the International Criminal Court (II)*, II Sirente, Ripa Fegnano Alto (Italia), 2003, p. 41 à 68 (en collaboration avec J.A. Yáñez-Barnuevo).
- « La Corte Penal Internacional: un instrumento al servicio de la paz », in *Revista internacional de filosofía política*, n° 21, 2003, p. 5 à 35.
- « El asilo en la Unión Europea », in F.M. Mariño Menéndez, (dir.), *Derecho de extranjería, asilo y refugio*, 2^e édition, 2003, p. 741 à 788.
- « Veinticinco años de la Constitución de 1978: aspectos internacionales », in *Revista de derecho político*, n° 58/59, 2003/2004, p. 833 à 852.
- « Los derechos humanos en el Proyecto de Constitución Europea: breve nota introductoria », in *Revista general de derecho europeo*, n° 3, 2004.
- « Los derechos humanos en el Tratado por el que se establece una Constitución para Europa », in *Derecho internacional: normas, hechos y valores. Liber Amicorum José Antonio Pastor Ridruejo*, Madrid, 2005, p. 115 à 133.
- « Derechos humanos y justicia internacional: los tribunales internacionales de derechos humanos », in *La paz y el derecho internacional. Tercer Encuentro de Salamanca*, 2005, p. 273 à 292.
- « La cláusula europea en la Constitución española (algunas reflexiones para una eventual reforma constitucional) », in F. Rubio Llorente, et J. Álvarez Junco, (dir.), *El informe del Consejo de Estado sobre la reforma constitucional. Texto del informe y debates académicos*, Consejo de Estado/Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, Madrid, 2006, p. 483 à 499.
- « Los memorandos de entendimiento: consideraciones prácticas a la luz del derecho de los tratados », in *Informes del Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación a los memorandos de entendimiento de las Comunidades Autónomas con instituciones extranjeras. Años 2002, 2003, 2004, 2005 y 2006*, Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación, Madrid, 2006, p. 607 à 611.
- « La primacía del derecho de la Unión Europea », in J.M. Beneyto Pérez; J. Maillo González-Orús, et B. Becerril Atienza, (coord.) : *Tratado de derecho y políticas de la Unión Europea. Vol. 4 : Las fuentes y principios del derecho de la Unión Europea*, Civitas/Thomson, Madrid, 2011, p. 441 à 486 (en collaboration avec R. Ojinaga Ruiz).

- « La posición del Reino de España en el procedimiento consultivo: una aproximación general », in *Revista Española de Derecho Internacional*, vol. 63/1 (número monographique consacré à l'affaire de la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo (requête pour avis consultatif)*, 2011, p. 11 à 27.
- « El fin de la estrategia de conclusión de los Tribunales para la Antigua Yugoslavia y para Ruanda: el mecanismo residual internacional », in *Estudios de derecho internacional y de derecho europeo en homenaje al profesor Manuel Pérez González*, vol. I; Tirant Lo Blanch, Valencia, 2012, p. 539 à 560.
- « Corte Penal Internacional y operaciones de mantenimiento de la paz », in *La protección de la dignidad de la persona y el principio de humanidad en el siglo XXI (Estudios de Derecho Internacional Humanitario, Derechos Humanos y Función Policial in memoriam Gonzalo Jar Couselo)*, Tirant Lo Blanch, Valencia, 2012, p. 171 à 186.
- « Construyendo un sistema de Justicia Penal Internacional: desarrollos recientes », in *XXXIX Curso de Derecho Internacional (2012)*. Comité Jurídico Interamericano/OEA, Rio de Janeiro/Washington, 2013, p. 97 à 128.
- « España y el Tribunal Internacional del Derecho del Mar. Especial referencia al caso M/V Louisa », in J. Martín y Pérez de Nanclares (coord.): *España y la práctica del Derecho internacional. LXXV Aniversario de la Asesoría Jurídica Internacional del MAEC*, 2014, p. 179 à 222.
- « Universal jurisdiction in Spain: Substantial change of model or implied repeal? », in *Spanish Yearbook of International Law*, vol. 18, 2013-2014, p. 255 à 265.
- « Artículo 35. Reglas de interpretación », in P. Andrés Sáenz de Santamaría, J. Díez-Hochleitner, et J. Martín y Pérez de Nanclares, (dir.) : *Comentarios a la Ley de Tratados y otros Acuerdos Internacionales*, sous presse, 30 pages.

Décorations

- Grand-Croix de l'ordre du mérite naval
- Commandeur de l'ordre du mérite civil
- Commandeur de l'ordre d'Isabelle la Catholique
- Croix d'argent de l'ordre du mérite de la Guardia Civil
- Médaille d'or de la Croix-Rouge espagnole
- Médaille de l'École diplomatique

Langues

- Espagnol (langue maternelle)
- Français
- Anglais

Mathias Forteau (France)

[Original : anglais et français]

Date de naissance : 27 juin 1974 (France)

Nationalité : française

**Professeur de droit à l'Université Paris Ouest, Nanterre-La Défense (France),
Membre de la Commission du droit international de l'Organisation
des Nations Unies**

- Membre de la Société européenne de droit international; membre de l'International Law Association; membre du Centre de droit international de Nanterre (Cedin)
- Membre de la **Commission du droit international** de l'Organisation des Nations Unies (élu le 17 novembre 2011 par l'Assemblée générale des Nations Unies) (2012-2016)
- Ancien Secrétaire général de la Société française pour le droit international (2008-2012)

Formation et carrière universitaire

- 2008- Professeur à l'Université Paris Ouest, Nanterre-La Défense (France)
- 2004-2008 Professeur, Université de Lille (France)
- 2004 Agrégé de droit public
- 2003-2004 Maître de conférences en droit public à l'Université Paris X-Nanterre)
- 1997-2002 Doctorat en droit public (Université Paris X-Nanterre)
- 1996-1997 Diplôme d'études approfondies de droit des relations économiques, internationales et communautaires (Université Paris X-Nanterre)

Responsabilités administratives et scientifiques

- 2014- Membre du Groupe consultatif international consulté sur le *Restatement of the Law Fourth. The Foreign Relations Law of the United States* (American Law Institute)
- 2014- Membre du collège académique de l'Association française pour les Nations Unies (AFNU)
- 2011- Responsable du blog de « Contentieux international public » dans le cadre du master bilingue des droits de l'Europe (<http://m2bde.u-paris10.fr/>)
- 2010- Coresponsable du parcours de master 1 intitulé *Analyse comparée du droit* (Université Paris Ouest, Nanterre-La Défense/École normale supérieure)

- 2009- Participation à des comités de sélection en France et à l'Université libre de Bruxelles (ULB) en Belgique et à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève
Expert auprès de l'Agence française d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES)
- 2008- Secrétaire général de la Société française pour le droit international
Copromoteur du Groupe de réflexion sur la paix et la sécurité (Société européenne de droit international)
- 2007-2008 Directeur du master 2 de « Droit de la responsabilité internationale » (Université de Lille)

Responsabilités éditoriales

- 2012- Membre du Comité de rédaction de :
– *The Law and Practice of International Courts and Tribunals*
– *Brazilian Yearbook of International Law*
– *Annuaire français de droit international*
– *Spanish Yearbook of International Law*
- 2010- Évaluation de propositions de publications d'ouvrages (en anglais) aux éditions Cambridge University Press
- 2010- Codirecteur de la collection Droit international des éditions Larcier
- 2006-2012 Membre du Secrétariat de rédaction de l'*Annuaire français de droit international*
- 2005- Membre du Conseil scientifique de la *Revue belge de droit international*

Conférences (en français)

Université Paris Ouest, Nanterre-La Défense :

(2008-) : Introduction au droit européen; droit de la responsabilité internationale; droit des organisations internationales; séminaires sur le droit des investissements étrangers et sur les interactions entre le droit international et le droit interne

(2003-2004) : Droit du règlement judiciaire des contentieux internationaux; droit européen

Institut d'études politiques (Paris) (« Sciences Po Paris ») :

Professeur invité : Pratique et analyse des textes juridiques internationaux (2006-)

Université de Lille (2004-2008) :

Droit international général; droit des conflits armés; droit du règlement judiciaire des contentieux internationaux; séminaire droit et interprétation

Institut d'études politiques (Lille) (2004-2007) :

Droit international; questions des responsabilités internationales dans les situations d'urgence

Université fédérale de Minas Gerais, Belo Horizonte (Brésil) (cours d'hiver de droit international, juillet 2008) :

La contribution de la jurisprudence des tribunaux d'arbitrage transnationaux au droit international général

Union européenne, Bruxelles (2004-2005) :

Conférences d'introduction au droit pour les fonctionnaires de l'Union européenne

Activités de juriconsulte et d'expert

- 2013- Avocat-conseil de la **Bolivie** dans l'affaire de *l'Obligation de négocier un accès à l'Océan pacifique (Bolivie c. Chili)* (Cour internationale de Justice) (en cours)
- 2014-2015 Coordonnateur des observations écrites présentées par un groupe d'experts universitaires au titre de la tierce intervention dans l'affaire *Perinçek c. Suisse (Cour européenne des droits de l'homme, Grande Chambre, n° 27510/08)* (en cours)
- 2013-2014 Expert consultant de l'OCDE (aspects de droit international du Projet OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices dont les conclusions ont été publiées le 16 septembre 2014)
- 2013 Membre de la **délégation française** ayant participé au *French-American Defense Symposium on Cyber Security* (Washington, 2 et 3 octobre 2013)
- 2010-2013 Avocat-conseil du **Burkina Faso** dans l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Niger)* (arrêt du 16 avril 2013)
- 2010-2012 Avocat-conseil du **Myanmar** devant le Tribunal international du droit de la mer dans l'affaire du *Différend relatif à la délimitation de la frontière maritime entre le Bangladesh et le Myanmar dans le golfe du Bengale* (arrêt du 14 mars 2012)
- 2009-2011 Avocat-conseil du **Tchad** dans un arbitrage conduit dans le cadre du Règlement d'arbitrage du Fonds européen de développement (sentence finale du 11 août 2011)
- 2008-2010 Avocat-conseil de la **France** dans l'affaire de la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo (requête pour avis consultatif)* (Cour internationale de Justice) (avis consultatif du 22 juillet 2010)
- 2006-2012 Avocat-conseil de la **Guinée** dans l'affaire *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)* (Cour internationale de Justice)
- 2006-2007 Avocat-conseil de la **France** dans l'arbitrage *Eurotunnel c. France et Royaume-Uni*, sentence partielle du 30 janvier 2007, (www.pca-cpa.org)

- 2002-2005 Avocat-conseil du **Bénin** dans l'affaire du *Différend frontalier (Bénin/Niger)* (Cour internationale de Justice) (arrêt du 12 juillet 2005)
- 2002-2003 Conseil de l'**Iran** dans l'affaire des *Plateformes pétrolières (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)* (Cour internationale de Justice) (arrêt du 6 novembre 2003)
- 1998-2002 Conseil de l'**Indonésie** dans l'affaire de la *Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)* (Cour internationale de Justice) (arrêt du 17 décembre 2002)
- Depuis 2009 Conseiller juridique du Gouvernement **coréen** sur la question de la souveraineté sur les rochers du Liancourt (2013-...); du Gouvernement de **Gibraltar** (affaire T-176/09 devant le tribunal de première instance des communautés européennes, *Gouvernement de Gibraltar c. Commission des communautés européennes* (2009-2011); du **Gouvernement du Royaume-Uni** (dans des affaires devant la Cour suprême du Royaume-Uni) (2011 et 2015); du Gouvernement des **Émirats arabes unis** (dans une affaire devant la Cour suprême des Seychelles) (2011); du Gouvernement de **Gambie** (dans un arbitrage CIRDI) (2011); et de la **Kuwait Airways Corporation** devant la Haute Cour de Justice britannique (2011-2012)

Activités de recherche et publications

Ouvrages

- (À paraître en 2016) en collaboration avec D. Müller, A. Pellet, J.-M. Thouvenin (dir.), *Traité de droit international de la mer*, Pedone, Paris
- (Codirigé avec M. Ubéda-Saillard) SFDI, *Actualité des réserves aux traités*, Pedone, Paris, 2014, 190 p.
- M. Forteau, A. Rougier, *La théorie de l'intervention d'humanité*, Dalloz, Collection « Tiré à part », 2013
- (Corédacteur) *La fragmentation du droit applicable aux relations internationales. Regards croisés d'internationalistes privatistes et publicistes* [J.-S. Bergé, M. Forteau, M.-L. Niboyet, J.-M. Thouvenin (dir.)], Pedone, Paris, 2011, 208 pages.
- En collaboration avec P. Daillier et A. Pellet, *Droit international public* (Nguyen Quoc Dinh†), LGDJ, Paris, 8e édition, 2009, 1709 pages.
- *Droit de la sécurité collective et droit de la responsabilité internationale de l'État*, Pedone, Paris, 2006, XIII +699 p. (Prix Suzanne Bastid de la Société française pour le droit international)
- En collaboration avec J.-P. Cot et A. Pellet (codir.), *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, 3^e édition, Economica, Paris, 2005, 2 volumes, XX+2363 p.

Articles

Articles à paraître

1. « La reconnaissance d'État devant les tribunaux internes », AFDI 2015
2. « The Decision to Use Military Force or Participate in Collective Security in French Domestic Law », pour la Conférence de la Duke University et de l'Université de Genève, 10 et 11 juillet, Genève
3. « Les décisions juridictionnelles comme précédent », Société française pour le droit international, Strasbourg (mai 2015). *Le précédent*, à paraître dans Pedone, Paris, 2016
4. « L'État », in *Oxford Bibliographies in International Law* (www.oxfordbibliographies.com), 2015
5. « Third-Party Intervention before Annex VII Arbitral Tribunals », in *The Rule of Law in the Seas in Asia. Navigational Chart for Peace and Stability*, Symposium, Tokyo, 12 et 13 février 2015
6. « La responsabilité des pouvoirs publics en droit international », in *Journées Jean Dabin. La responsabilité extracontractuelle des pouvoirs publics* (Louvain-La-Neuve, 19 et 20 mars 2015)
7. Note de lecture de l'ouvrage de C. McLachlan, *Foreign Relations Law*, Cambridge UP, 2014 (RGDIP 2015)
8. « Repenser la logique de traitement des rapports entre ordres juridiques : pour une théorie fondée sur l'applicabilité du droit », in B. Bonnet (dir.), *Les rapports entre ordres juridiques. Bilan, enjeux, perspectives*, LGDJ, 2015
9. « Comparative International Law and the International Law Commission: Same Concerns, Same Techniques? », in A. Roberts, P. Stephan, P. Verdier & M. Versteeg (dir.), *Comparative International Law*, Oxford University Press, 2015
10. Note de lecture de l'ouvrage de D. Alland, *Manuel de droit international public*, PUF, Paris, 2014 (RGDIP 2014)
11. « Immunities of States and State Officials as considered by the ILC and International Courts and Tribunals: A Comparative Assessment », dans le cadre d'un séminaire organisé par *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* et l'Université de Genève, parrainé par Brill, Genève, 18 juillet 2014
12. « The Role of the International Rules of Interpretation for the Determination of Direct Effect of International Agreements », in H. Aust et G. Nolte (dir.), *Converging Interpretive Approaches in a Diverse World? Domestic Courts and the International Rules of Interpretation*
13. « The Margin of Appreciation in the Context of Uti Possidetis Juris », in M. Andenas et E. Bjorge *et al.* (dir.), *A Future for the Margin of Appreciation in International Law*, Oxford University Press
14. « The Secretary-General of the United Nations and the Advisory Opinion », in M. Milanovic et Sir. M. Wood (dir.), *The Law and Politics of the Kosovo Advisory Opinion*, Oxford University Press

15. « Régionalisme et unité du droit international », in *Select Proceedings of European Society of International Law*, vol. 4, Hart Publishing

16. « Nationalité des investisseurs (personnes privées, personnes morales, actionnaires minoritaires) » in Ch. Leben et I. Fadlallah (dir.), *Traité de droit des investissements étrangers*, Pedone, Paris

17. « Le juge de Luxembourg et l'arbitre international », in J. Verhoeven (dir.), *Le juge communautaire et les juges internationaux : concurrence ou collaboration?*, Pedone, Paris

Articles parus

1. « Rescuing National Abroad » in M. Weller (dir.), *The Oxford Handbook of the Use of Force in International Law*, Oxford University Press, 2015, Chapter 44, p. 947 à 961

2. « Commentaire des arrêts *Fraisie* (Cour de cassation, 2000) et *Gardedieu* (Conseil d'État, 2007) », in A. Miron, A. Pellet (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence française de droit international public*, Dalloz, 2015, p. 330 à 340 et p. 454 à 467

3. « Le droit international privé, reflet des limites (mais aussi de la nature) du droit international public », in *Les limites du droit international, Essais en l'honneur de Joe Verhoeven*, Bruylant, 2014, p. 55 à 68

4. « Quelles conséquences pour les réserves non valides? », in SFDI, *Actualités des réserves aux traités*, Pedone, Paris, 2014, p. 87 à 98

5. (En collaboration avec C. Laly-Chevalier), « Les problèmes d'articulation des procédures d'asile, d'extradition et d'entraide judiciaire pénale », in V. Chetail, C. Laly-Chevalier (dir.), *Asile et extradition, Théorie et pratique de l'exclusion du statut de réfugié*, Bruylant, Bruxelles, 2014, p. 145 à 204

6. « Le Conseil de sécurité des Nations Unies est-il soustrait à l'emprise du principe de non-intervention? », *Droits, Revue française de théorie, de philosophie et de culture juridiques*, n° 57, 2014, dossier spécial, « Après la Libye – avant la Syrie? L'ingérence », p. 119 à 140

7. « La France et la réforme du système des Nations Unies », in G. Cahin, F. Poirat et S. Szurek (dir.), *La France et les organisations internationales*, Pedone, Paris, 2014, p. 231 à 260

8. « The Diversity of Applicable Law before International Tribunals as a Source of Forum Shopping and Fragmentation of Public International Law: An Assessment », in R. Wolfrum et I. Gätzmansmann (dir.), *International Dispute Settlement: Room for Innovations*, Springer, Heidelberg, 2013, p. 417 à 441

9. « La responsabilité des organisations internationales : régime général de responsabilité ou *lex specialis*? », in *RBDI*, 2013/1, Dossier consacré à « La responsabilité des organisations internationales », p. 147 à 160

10. « Organisations internationales et sources du droit », in E. Lagrange et J.-M. Sorel (dir.), *Droit des organisations internationales*, LGDJ, Paris, 2013, p. 257 à 285

11. Préface de l'ouvrage de M. Cuq, *L'eau en droit international. Convergences et divergences dans les approches juridiques*, Larcier, Bruxelles, 2013, p. 9 à 11
12. (Avec M. Audit) « Investment Arbitration without BIT: Toward a Foreign Investment Customary Based Arbitration? », *Journal of International Arbitration*, 2012, p. 581 à 604
13. « La Palestine comme “État” au regard du Statut de la Cour pénale internationale » in ULB, colloque du 8 avril 2011, *Israël-Palestine : trois questions actuelles de droit international*, *Revue belge de droit international*, 2012/1, p. 41 à 64
14. « Le droit administratif global, signe d'une évolution des techniques du droit international? », in Cl. Bories (dir.), *Un droit administratif global?*, Pedone, Paris, 2012, p. 169 à 183
15. Avant-propos de l'ouvrage de T. Barsac, *La Cour africaine de Justice et des droits de l'homme*, Pedone, Paris, 2012, 135 p.
16. (Avec E. Cujo) « Les réactions des organes politiques internationaux », in H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet (dir.), *Droit international pénal*, Pedone, Paris, 2^e éd., 2012, p. 755 à 772
17. « Les sources du droit international face au formalisme juridique », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 30, 2011-1, p. 61 à 71
18. « Les instruments de droit international public pour remédier à l'insolvabilité des États », in M. Audit (dir.), *Insolvabilité des États et dettes souveraines*, LGDJ, Paris, 2011, p. 203 à 226
19. « L'influence du choix de la juridiction sur le droit applicable aux relations internationales. Le regard de l'internationaliste publiciste », in J.-S. Bergé, M. Forteau, M.-L. Niboyet et J.-M. Thouvenin (coord.), M. Forteau (dir.), *La fragmentation du droit applicable aux relations internationales. Regards croisés d'internationalistes privatistes et publicistes*, Pedone, Paris, 2011, p. 143 à 163
20. « Les techniques interprétatives de la norme internationale de la Cour internationale de Justice », *RGDIP*, 2011/2, p. 399 à 416 (communication orale diffusée sur le site <http://uptv.univ-poitiers.fr/web/canal/61/theme/29/manif/270/video/2342/index.html>)
21. « L'ordre public “transnational” ou “réellement international”. L'ordre public international face à l'enchevêtrement croissant du droit international privé et du droit international public », *Journal du droit international (Clunet)*, 2011/1, p. 3 à 49
22. « Faut-il un conseil de sécurité économique sur le modèle onusien? », in R. Chemain (dir.), *La refondation du système monétaire et financier international. Évolutions réglementaires et institutionnelles*, Pedone, Paris, 2011, p. 299 à 315
23. « Le rôle de la Cour internationale de Justice dans la résolution des conflits entre peuples : de la justice à la réconciliation ». in S. Dauchy et M. Vec (dir.), *Les conflits entre peuples. De la résolution libre à la résolution imposée*, *Studien zur Geschichte des Völkerrechts* 24. Nomos. Baden-Baden, 2011, p. 173 à 191
24. « Le statut des territoires sur lesquels se trouvent les Murs », in J.-M. Sorel (dir.), *Les Murs et le droit international*, Pedone, Paris, 2010, p. 91 à 115

25. « La contribution de l'Union européenne au développement du droit international général », in « Chronique. Les interactions du droit international et européen », *Journal du droit international*, 2010/3, p. 887 à 990
26. « La Cour internationale de Justice et les systèmes régionaux. Plaidoyer pour le pluralisme désordonné », in E. Dubout et S. Touzé (dir.), *Les droits fondamentaux : charnières entre ordres et systèmes juridiques*, Pedone, Paris, 2010, p. 39 à 64
27. « Délimitation à la rive, au thalweg, au milieu du chenal », in B. Aurescu et A. Pellet (dir.), *Actualité du droit des fleuves internationaux*, Pedone, Paris, 2010, p. 29 à 39
28. « Reparation in the event of a Circumstance precluding Wrongfulness » (Chapter 57) et « Space Law and the International Law of Responsibility » (Chapter 59) in J. Crawford, A. Pellet and S. Olleson (dir.), *The Law of International Responsibility*, Oxford University Press, Oxford, 2010, p. 887 à 893 et p. 903 à 914
29. « La contribution au développement du droit international général de la jurisprudence arbitrale relative aux investissements étrangers. », *Brazilian Yearbook of International Law*, vol. IV, 2009/1, p. 11 à 39
30. « Le juge CIRDI envisagé du point de vue de son office : juge interne, juge international, ou l'un et l'autre à la fois? », in *Liber amicorum Jean-Pierre Cot. Le procès international*. Bruylant, Bruxelles, 2009, p. 95 à 129
31. « La CJCE et la Cour européenne des droits de l'homme face à la question de l'articulation du droit européen et du droit des Nations Unies : quelques remarques iconoclastes », *Revue du marché commun et de l'Union européenne*, n° 529, juin 2009, p. 397 à 402
32. « Existe-t-il une définition et une conception univoques de l'État de droit dans la pratique des organisations régionales ou politiques? » in SFDI, *L'État de droit en droit international*, Pedone, Paris, 2009, p. 263 à 286
33. « Le droit applicable en matière de droits de l'homme aux administrations territoriales gérées par des organisations internationales », in SFDI et Institut international des droits de l'homme, *La soumission des organisations internationales aux normes internationales relatives aux droits de l'homme*, Pedone, Paris, 2009, p. 7 à 34
34. « Regional International Law » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008
35. « International Organisations or Institutions, Regional Groups » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008
36. « Regional Cooperation » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008
37. « United Nations, Regional Commissions » in R. Wolfrum (dir.), *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008
38. « Retour sur un "classique" : les décisions de la Cour suprême des États-Unis dans les affaires *Johnson v. M'Intosh* (1823), *Cherokee Nation v. Georgia* (1831) et *Worcester v. Georgia* (1832) », *Revue générale de droit international public*, 2008/2, p. 453 à 458

39. « L'idée d'une culture internationale du droit international et les Nations Unies », Journées d'études franco-allemandes, *Droit international et diversité des cultures juridiques*, Pedone, Paris, 2008, p. 357 à 386
40. « À la recherche du droit applicable aux actes extraterritoriaux d'exécution : l'affaire *R. c. Hape* devant la Cour suprême du Canada (7 juin 2007) », *Annuaire français de droit international*, 2007, p. 65 à 104
41. « L'État selon le droit international : une figure à géométrie variable? », *Revue générale de droit international public*, 2007/4, p. 737 à 770
42. « La saisine des juridictions interétatiques à vocation universelle (Cour internationale de Justice et Tribunal international du droit de la mer) », in H. Ruiz Fabri et J.-M. Sorel (dir.), *La saisine des juridictions internationales*, Coll. Contentieux international, Pedone, Paris, 2006, p. 9 à 87
43. « Le dépassement de l'effet relatif de la Charte », in R. Chemain et A. Pellet (dir.), *La Charte des Nations Unies, Constitution mondiale?*, Cedim Paris X, Cahiers internationaux n° 20, Pedone, Paris, 2006, p. 121 à 159
44. « La levée et la suspension des sanctions internationales », *Annuaire français de droit international*, 2005, p. 57 à 84
45. « Le droit international dans la Charte des Nations Unies », in J.-P. Cot, A. Pellet (dir.), M. Forteau (secr. de la réd.), *La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article*, 3^e édition, Economica, Paris, 2005, vol. 1, p. 111 à 140
46. Mise à jour du commentaire des articles 5 et 6 de la Charte, *ibid.*, vol. I, p. 535 à 571
47. Note de lecture de l'ouvrage de C. F. Amerasinghe, *Jurisdiction of International Tribunals*, 2003, in *The Law and Practice of International Courts and Tribunals. A Practitioners' Journal* », 2004/1, p. 155 à 157
48. « Les conventions bilatérales de promotion et de protection des investissements conclues par la France », in P. Daillier, G. de La Pradelle et H. Ghérari (dir.), *Droit de l'économie internationale*, Pedone, Paris, 2004, p. 755 à 763
49. « Les renvois inter-conventionnels », *Annuaire français de droit international*, 2003, p. 71 à 104
50. « La situation juridique des contingents militaires français chargés d'assurer le maintien de l'ordre public sur le territoire d'un État étranger », *Revue générale de droit international public*, 2003/3, p. 635 à 676
51. (En collaboration avec E. Cujo) « Les réactions des organes politiques » in H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet (dir.), *Droit international pénal*, Pedone, Paris, 2000, 1^{re} éd., p. 663 à 680
52. « La formule "pétrole contre nourriture" mise en place par les Nations Unies en Irak : beaucoup de bruit pour rien? », *Annuaire français de droit international*, 1997, p. 132 à 150

Autres

1. « Les relations entre le droit d'asile et le droit de l'extradition » (en collaboration avec C. Laly-Chevalier), conférence à l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA), Paris, 19 novembre 2014
2. « Personal Data Privacy in the United States and in the European Union », communication dans le cadre de l'*International Law Week* (Fordham University, New York, coorganisé par *The American Branch of the International Law Association*, *The Association of the Bar of the City of New York* et plusieurs facultés de droit), New York, 24 octobre 2014
3. « Actions et défis des Nations Unies dans l'abolition de la peine de mort », intervention dans le cadre de la Conférence internationale sur l'abolition universelle de la peine de mort organisée par l'Institut international des droits de l'homme et la représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe (conférence tenue à la Cour interaméricaine des droits de l'homme, à San José, du 9 au 11 octobre 2014)
4. Participation à titre d'expert (membre de la CDI) à la conférence « Fulfilling the Dictates of Public Conscience: Moving Forward with a Convention on Crimes Against Humanity », Genève, Villa Moynier (Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève), 16 et 17 mai 2014
5. « Admissibility v. Jurisdiction in International Arbitration » (commentateur), *Arbitration Forum of the Center for Transnational Litigation, Arbitration and Commercial Law*, Université de New York, 24 mars 2014
6. « Recent Trends in International Jurisprudence on Territorial Disputes », communication à la conférence du Korean National Diplomatic Academy's Center for International Law, *World Peace, Prosperity and Justice Through International Law: in Pursuit of Korea's Role as a Middle Power*, 5 December 2013, Séoul (République de Corée)
7. « L'ordre public sous le prisme comparé du droit international public, du droit international privé et du droit européen », Université Jean Moulin (Lyon), 29 janvier 2013
8. « La doctrine européenne en question », débats du CEJEC (Université Paris Ouest, Nanterre La Défense) autour d'un auteur et sur une lecture de sa doctrine du droit européen, 20 mai 2011 : débat avec E. Neframi (Université Paris XIII) sur le thème : « La Cour de justice et l'affirmation de l'Union européenne sur la scène internationale »
9. « Le *jus ad bellum* », conférence à l'École de guerre (anciennement Collège interarmées de défense), Paris (juin 2009; janvier 2011)
10. « Le droit international face à la sécession », table ronde organisée par l'Université libre de Bruxelles le vendredi 8 mai 2009 au Palais de justice de Bruxelles, dans le cadre du concours Rousseau (sous la présidence d'E. David et aux côtés d'O. Corten et de D. Turp)
11. Modérateur de l'Agora portant sur le « Règlement des différends internationaux », Conférence biennale de la Société européenne de droit international, *À quoi sert le droit international?*, Paris, 20 mai 2006.

Juan Manuel Gómez-Robledo (Mexique)

[Original : anglais]

Juan Manuel Gómez-Robledo est né à Mexico en 1959. Il est marié et père de quatre enfants. Il a obtenu une licence en droit de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne) en 1980, une maîtrise en droit public de l'Université Paris X (Nanterre) et un diplôme en relations internationales de l'Institut d'études politiques de Paris en 1982.

Membre du service diplomatique mexicain depuis 1988, M. Gómez-Robledo a été promu en 2001 au rang d'ambassadeur.

Il est membre de la Commission du droit international de l'ONU (2012-2016), où il sert en qualité de Rapporteur spécial sur l'application provisoire des traités.

Vice-Ministre chargé des affaires multilatérales et des droits de l'homme au Ministère des relations extérieures – de décembre 2006 à septembre 2015.

De mars 2004 à décembre 2006, il a été Représentant permanent adjoint du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conseiller juridique du Ministère mexicain des affaires étrangères entre 2000 et 2004, il a été, à ce titre, le mandataire du Mexique devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. États-Unis d'Amérique)* et devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans plusieurs affaires.

De 1998 à novembre 2000, il a été Représentant permanent adjoint à l'Organisation des États américains (OEA), à Washington. De 1995 à 1998, il a été Conseiller pour les affaires humanitaires et le désarmement à la Mission permanente du Mexique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

Né le 5 mars 1959 à Mexico

Marié, père de quatre enfants

Licence en droit, Université Paris I (Panthéon-Sorbonne), 1980

Maîtrise en droit public, Université Paris X (Nanterre), 1982

Diplôme en relations internationales, Institut d'études politiques (Paris), 1982

Doctorant, faculté de droit, Universidad Nacional Autónoma de México

Membre de la Commission du droit international (2012-2016)

Ordre national de la légion d'honneur (France), commandeur

Langues (parlées couramment): espagnol, anglais, français, italien

Carrière diplomatique

2001 : Nommé Ambassadeur du Mexique par le Président

1998 : Ministre (promotion par voie de concours)

1993 : Conseiller (promotion par voie de concours)

1991 : Premier Secrétaire (promotion par voie de concours)

1990 : Deuxième Secrétaire

1989 : Troisième Secrétaire

1988 : Entrée dans le corps diplomatique comme attaché

Fonctions diplomatiques

- 2006-2015 Vice-Ministre chargé des affaires multilatérales et des droits de l'homme au Ministère des relations extérieures
- 2004-2006 Représentant permanent adjoint du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies (New York)
- 2000-2004 Jurisconsulte au Ministère des relations extérieures
- 1998-2000 Ministre, Représentant permanent adjoint du Mexique auprès de l'Organisation des États américains (Washington)
- 1995-1998 Conseiller pour les affaires humanitaires et le désarmement à la Mission permanente du Mexique auprès de l'Office des Nations Unies à Genève
- 1994 Chef de cabinet du Ministre des relations extérieures
- 1993-1994 Chef de cabinet du Vice-Ministre des affaires étrangères, Ministère des relations extérieures
- 1992-1993 Assistant spécial du Ministre des relations extérieures
- 1991-1992 Vice-Directeur pour l'Europe occidentale à la Direction générale pour l'Europe du Ministère des relations extérieures
- 1990-1991 Conseiller du Vice-Ministre chargé des affaires multilatérales au Ministère des relations extérieures
- 1983-1986 Chef du Bureau des affaires politiques et du désarmement à la Direction générale pour les Nations Unies du Ministère des relations extérieures
- 1982-1983 Responsable, Direction générale pour les Nations Unies du Ministère mexicain des relations extérieures

Fonctions juridiques

- 2011 Élu par l'Assemblée générale des Nations Unies membre de la Commission du droit international (2012-2016). Ultérieurement nommé Rapporteur spécial sur l'application provisoire des traités
- 2008-2009 Représentant du Mexique auprès de la Cour internationale de Justice dans la demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 dans l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (*Mexique c. États-Unis d'Amérique*) (La Haye)
- 2003-2004 Représentant du Mexique auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (*Mexique c. États-Unis d'Amérique*) (La Haye)

- 2002-2003 Représentant du Mexique auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans la procédure de demande d'avis consultatif sur le statut juridique et les droits des travailleurs immigrés en situation irrégulière (Avis consultatif 18-03) (San José)
- 1998 Membre de la délégation mexicaine auprès de la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans la procédure de demande d'avis consultatif sur le droit à l'assistance consulaire conformément à la Convention de Vienne sur les relations consulaires (Avis consultatif-16/99) (San José)
- 1995 Membre de la délégation mexicaine auprès de la Cour internationale de Justice dans la procédure de demande d'avis consultatif sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires (La Haye)
- 1988-1990 Juriste adjoint de première classe à la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'ONU (New York), recruté par voie de concours
- 1986-1988 Avocat associé, Noriega y Escobedo, A. C., Mexico

Séminaires et conférences internationaux

- 2010 Coordonnateur du groupe de négociation mexicain à la seizième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la sixième Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto
- 2010 Président du quatrième Forum mondial sur la migration et le développement
- 2006-2007 Président de la Sixième Commission (Questions juridiques) de la soixante et unième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies
- Coprésident du Groupe de travail ad hoc sur la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (New York)
- 2005 Président du Groupe de travail sur le Fonds au profit des victimes, quatrième session de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (La Haye)
- 2003 Président du Groupe de travail de la Sixième Commission sur une convention internationale contre le clonage des êtres humains, cinquante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 2002-2003 Représentant suppléant aux cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission)
- 2001 Chef adjoint de délégation à la Commission préparatoire en vue de la création de la Cour pénale internationale (New York)

- Chef de délégation, deuxième Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Genève)
- 2000 Représentant à la session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains [Windsor (Canada)]
- Représentant à la Réunion d'experts gouvernementaux sur les techniques de destruction des mines terrestres antipersonnel (Buenos Aires)
- 1999 Représentant à la session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (Guatemala)
- 1998 Représentant à la session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (Caracas)
- 1997 Représentant à la Conférence diplomatique sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel, et sur leur destruction (Oslo)
- Représentant à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Première Commission)
- Représentant à la première Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques (Genève)
- 1996-1997 Expert gouvernemental dans le cadre du Processus d'Ottawa pour l'interdiction totale des mines antipersonnel (Genève, Vienne, Bonn, Bruxelles)
- 1996 Représentant à la cinquante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Première Commission)
- 1995 Représentant, première Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Vienne) et à la reprise de la session en 1996 (Genève)
- Représentant à la Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Genève)
- 1994 Représentant dans le cadre des négociations sur l'Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (New York)
- 1993 Représentant dans le cadre des négociations Canada-Mexique-États-Unis sur les accords parallèles de coopération dans les domaines du travail et de l'environnement de l'Accord de libre-échange nord-américain [Ottawa, Washington et Cocoyoc (Mexique)]

- 1992 Représentant à la quarante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission)
- 1990 Représentant à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (Kingston et New York)
- Délégué, Réunion d'experts gouvernementaux en vue de la convocation d'une conférence diplomatique pour négocier une convention sur la diversité biologique (Genève)
- Représentant de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission)
- 1985 Chef de délégation, Conseil des Nations Unies pour la Namibie, Conférence internationale sur la population et le développement (Mexico)
- 1984 Représentant du Mexique à la Commission du désarmement des Nations Unies (New York)

Affiliations

Membre du barreau mexicain et de l'ordre des avocats du Mexique

Membre de l'International Law Association (section du Mexique)

Membre de l'American Society of International Law

Activités universitaires

- 2013 Professeur de relations internationales à l'Universidad Iberoamericana (Mexico)
- Depuis 2012 Doctorant à la faculté de droit de l'Universidad Nacional Autónoma de México
- 2001 Directeur du séminaire de maîtrise de droit international humanitaire à l'Universidad Iberoamericana (Mexico)
- 1999 Professeur de droit international, sous les auspices de l'Organisation des États américains, à la faculté de droit de l'Université de Panama
- 1992-1993 Professeur de droit international public au Colegio de México
- 1986-1988 Professeur à l'Universidad Iberoamericana (problèmes stratégiques internationaux dans le contexte du conflit Est-Ouest) (Mexico)
- 1984-1986 Professeur de droit international public à l'Universidad Panamericana (Mexico)

Principales conférences

- 2015 « ¿Cómo se hace el derecho internacional?: La labor de la Comisión de Derecho Internacional de las Naciones Unidas », XXII^e Atelier de droit international, Université de Guadalajara [Guadalajara (Mexique)]

- 2012 « La resolución Radilla de la Suprema Corte de Justicia de la Nación: la recepción del derecho internacional de los derechos humanos en México », XIX^o Atelier de droit international, faculté de droit, Universidad Autónoma del Estado de México [Toluca (Mexique)]
- « La instrumentación del derecho internacional de los derechos humanos en el derecho interno: una tarea pendiente », Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM
- 2009 « El Consejo de Seguridad y el Estado de derecho internacional », XVI^o Atelier de droit international, Universidad Nacional Autónoma de México
- « Obligatoriedad de los tratados internacionales de derechos humanos, a nivel federal y local », Congrès national sur la reconnaissance et la protection des droits de l'homme dans les constitutions locales [Querétaro (Mexique)]
- 2006 « Obligatoriedad de los tratados internacionales de derechos humanos, a nivel federal y local », Congrès national sur la reconnaissance et la protection des droits de l'homme dans les constitutions locales [Querétaro (Mexique)]
- « La Corte Penal Internacional y el Consejo de Seguridad », Séminaire parlementaire sur l'impact du Statut de Rome de la Cour pénale internationale dans l'ordre juridique des États, Sénat (Mexico)
- 2005 « La Reforma de las Naciones Unidas », El Colegio de México (Mexico)
- « The expansion of the Security Council and how it relates to the other UN organs, particularly the ICJ: strengthening the ICJ by allowing the Secretary-General to request advisory opinions », St. John's University (New York)
- « La relación entre el Consejo de Seguridad y la Corte Penal Internacional », séminaire iberoaméricain sur l'application du Statut de Rome, Universidad Iberoamericana (Mexico)
- « Iberoamérica ante los retos del Derecho Internacional del siglo XXI: la perspectiva desde las Naciones Unidas », Université de Salamanca (Espagne)
- 2004 « El Caso Avena y Otros Nacionales Mexicanos (México v. Estados Unidos) ante la Corte Internacional de Justicia », faculté de droit, Universidad Nacional Autónoma de México
- 2003 « La responsabilidad de los grupos armados y la observancia del derecho internacional humanitario », Séminaire régional d'experts intitulé « Améliorer le respect du droit international humanitaire », Comité international de la Croix-Rouge (Mexico).
- 2003 « Las implicaciones jurídicas de la propuesta de reforma al artículo 21 de la Constitución Política y de la fórmula aprobada por el

- Senado de la República », à la Conférence internationale sur le Statut de Rome et ses conséquences pour l'Amérique latine, organisée avec le soutien de l'Institut Max Planck (Mexico)
- 2003 « El procedimiento ante la Corte Penal Internacional », Instituto de la Judicatura Federal (Mexico)
- 2002 « El Estatuto de Roma y el orden jurídico mexicano », programme extérieur de l'Académie de droit international de La Haye (Mexico)
- 2002 « A Mexican foreign legal policy: the pursuit of the national interest within the promotion of and respect for International Law », intervenant à la réunion annuelle de l'American Bar Association (Washington)
- 1987 « Nuclear Deterrence under International Law », Comité d'avocats sur la politique nucléaire (New York)
- 1986 « México y el Acuerdo General sobre Aranceles y Comercio (GATT) », Instituto Panamericano de Alta Dirección de Empresa [Guadalajara (Mexique)]
- 1985 « The Third World and the Nuclear Arms Race », conférence d'étudiants sur les affaires internationales (Mount Holyoke College, Massachusetts)

Publications

- « México y la ONU: vínculo perdurable », *Foreign Affairs Latinoamérica*, vol. 15: n° 4, 2015, p. 46 à 54
- « El camino para la reforma constitucional de derechos humanos », en collaboration avec Stéphanie Black León, dans *El camino para la reforma constitucional de derechos humanos*, Suprema Corte de Justicia de la Nación y Universidad Nacional Autónoma de México, Carlos Pérez Vázquez (coordonnateur), 2013, p. 39 à 60
- « El Consejo de Seguridad en la Política Exterior Mexicana », dans *México en el Consejo de Seguridad de la ONU. La historia tras bambalinas*, Roberto Dondisch (coordonnateur), 2012, p. 15 à 28
- « Universalidad de los derechos humanos y asistencia humanitaria: la inexorable evolución del principio de no intervención », dans *Las Relaciones Internacionales. Los Grandes Problemas de México*, Blanca Torres et Gustavo Vega (coordonnateurs) 2010, p. 113 à 175
- « México en el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas: un balance a la mitad del camino », dans *Foreign Affairs en Español*, vol.10, n° 2, 2010, p. 56 à 63
- « La implementación del derecho internacional de los derechos humanos en el derecho interno: una tarea pendiente », dans *Recepción nacional del derecho internacional de los derechos humanos y admisión de la competencia contenciosa de la Corte Interamericana*, Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, Sergio García Ramírez et Mireya Castañeda Hernández (coordonnateurs), 2009, p. 127 à 150
- « México y el Consejo de Seguridad de la ONU en el siglo XXI », dans *Foreign Affairs en Español*, vol. 8, n° 1, 2008, p. 56 à 64

« The unilateral declarations on security assurances in United Nations Security Council resolutions », dans *El Tratado de Tlatelolco, Memoria de su cuarenta aniversario*, Ministère des relations extérieures, Mexico, 2008, p. 121 à 127

« La vigilancia en la aplicación de la Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad », dans *Los derechos de las personas con discapacidad*, Memoria del Seminario Internacional « Convención sobre los derechos de las personas con discapacidad: Por una cultura de la implementación », Consejo Nacional para Prevenir la Discriminación, Ministère des relations extérieures, Mexico, 2007, p. 19 à 24

« L'avis de la Cour internationale de Justice sur les conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé : timidité ou prudence? », dans *Revue générale de droit international public*, t. 109/2005/3, Paris, p. 521 à 537

« La lucha por la Paz y la Seguridad Internacionales », dans *Los siete principios básicos de la política exterior de México*, Emilio O. Rabasa (coordonnateur), Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, 2005, p. 227 à 248

« El Caso Avena y Otros Nacionales Mexicanos ante la Corte Internacional de Justicia (México v. Estados Unidos) », dans *Anuario Mexicano de Derecho Internacional*, Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM, V-2005, p. 173 à 220

« Derecho Internacional: la configuración del orden internacional del siglo XXI », ouvrage en projet (à paraître en 2006)

« La ratificación del Estatuto de Roma y el orden jurídico mexicano », dans *La soberanía de los Estados y la Corte Penal Internacional*, Memoria del Foro Internacional, Commission nationale des droits de l'homme, Mexico, 2002, p. 89 à 95

« Los conflictos armados internos en el Estatuto de Roma », dans *La Corte Penal Internacional (Ensayos para la ratificación e implementación de su Estatuto)*, Universidad Iberoamericana-Ministère des relations extérieures, Mexico, 2002, p. 89 à 96

« La Corte Penal Internacional », dans *El Foro, Barra Mexicana, Colegio de Abogados*, Mexico, t. XIV, n° 2, 2001, p. 95 à 114

« Consecuencias para la política exterior de México de la resolución del Secretario de Relaciones Exteriores por la que se concede la extradición de Miguel Angel Cavallo », dans *El Foro, Barra Mexicana, Colegio de Abogados*, Mexico, t. XIV, n° 1, 2001, p. 217 à 224

« La respuesta de México a los ataques terroristas del 11 de septiembre », dans *Revista Mexicana de Política Exterior*, Instituto Matías Romero, Mexico, n° 64, octubre 2001, p.11 à 42

« Alegato de México en la Corte Internacional de Justicia: Opinión consultiva sobre la ilegalidad de la amenaza o el uso de las armas nucleares », Introduction, Ministère des relations extérieures, Mexico, 1999, p. 9 à 21

« El derecho internacional humanitario: las nuevas exigencias del mantenimiento de la paz », dans *Las Naciones Unidas en su 50 Aniversario*, Instituto Matías Romero de Estudios Diplomáticos, Mexico, 1995, p. 65 à 80

« El debate sobre el uso de la fuerza por parte de las Naciones Unidas », dans *Las Naciones Unidas hoy: visión de México*, Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1994, p. 124 à 149

« Handbook on the Peaceful Settlement of Disputes between States », Nations Unies, 1992, chapitres sur la médiation et la conciliation, p. 40 à 54

« La iniciativa de paz y de desarme de Nueva Delhi », dans *Documentos*, Centro Latinoamericano de Estudios Estratégicos, doc.-003-86, Mexico, 1986

Traductions

Antonio Gómez Robledo, *Le jus cogens international : sa genèse, sa nature, ses fonctions*, Académie de droit international de La Haye, *Recueil des cours*, t. 172 (tiré a part), Martinus Nijhoff Publishers, La Haye (traduction espagnol-français).

Abdelrazeg El-Murtadi Suleiman Gouider (Libye)

[Original : anglais, arabe et français]

Extrait d'une note verbale datée du 20 mai 2016, reçue de la Mission permanente de la Libye

...

La Libye attache une grande importance au travail de la Commission du droit international et est certaine que l'expérience de M. Gouider constituera une contribution de poids aux activités de la Commission. Il convient de noter que M. Gouider, qui est membre de la Commission, exerce en tant que conseiller et professeur de droit international public et privé.

...

Nom : Abdelrazeg El-Murtadi Suleiman Gouider
 Date et lieu de naissance : 17 juillet 1945, dans la Région de la montagne verte, à Gegab (Libye)
 Nationalité : Libyenne
 État civil : Marié, quatre enfants
 Langues : Arabe (langue maternelle), excellente connaissance du français et de l'anglais

Diplômes et certificats obtenus

L.L. B. (licence de droit) Université de Benghazi (Libye)	1964-1968
Diplôme d'études supérieures en droit public Université de Grenoble (France)	1970-1971
Doctorat d'État Université Paris I (Panthéon-Sorbonne), France	1971-1976

Chevalier de l'ordre du Devoir, première classe décerné par l'État libyen

Prix et certificats d'appréciation : Cabinet, universités et syndicats libyens et autres institutions régionales

N. B. : Les études ont été faites en arabe et en français, dans des pays de tradition de droit civil et islamique. La connaissance de la *common law* a été renforcée par l'enseignement, et notamment par une expérience de première main et des traductions.

Expérience

A. Activités juridiques

1. À la Cour internationale de Justice

- Conseil de la Jamahiriya arabe libyenne pour l'affaire du plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte), (1982-1985) et de ses procédures incidentes, Requête de l'Italie à fin d'intervention 1984
- Conseil de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de la Cour pour les affaires suivantes :
 - Affaire du plateau continental (*Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne*) (1978-1982) et ses procédures incidentes :
 - Requête de Malte à fin d'intervention 1981
 - Demande en révision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 présentée par la Tunisie 1985
 - Affaire relative à des questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni*) et de ses procédures incidentes :
 - Demande en indication de mesures conservatoires, *Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni* 1992
 - Exceptions préliminaires, *Royaume-Uni c. Jamahiriya arabe libyenne* 1998
 - Affaire relative à des questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 : *Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis*, 1992, et ses procédures incidentes, comme suit :
 - Demande en indication de mesures conservatoires, *Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis* 1998
 - Demande en indication de mesures conservatoires, *Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis* 1998

2. Autres activités judiciaires et juridiques

- Président de la Cour de Justice de l'Union du Maghreb arabe 2009-2010
- Juge de ladite cour depuis 2002
- Président de l'équipe libyenne de défense et conseiller juridique dans la procédure d'arbitrage/Mobil Oil Libya, Ltd, Libye, Paris 1982-1983
- Conseil de la Jamahiriya arabe libyenne et de la Société nationale des pétroles (NOC-Tripoli) devant la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) dans les affaires suivantes :
 - *Société nationale des pétroles c. Sun Oil Company/Libye*, affaire n° 4462 de la CCI 1985

- *Grace Petroleum/Libye c. Jamahiriya arabe libyenne et la Société nationale des pétroles*, affaire n° 8035 de la CCI 1993-1995
- Membre de l'équipe de défense juridique de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP-Vienne) dans des affaires introduites devant les cours américaines contre l'Organisation et ses membres
- Auteur de divers avis d'expert préparés à la demande des cabinets d'avocats, nationaux et internationaux, agissant devant des tribunaux de la CCI sur des affaires mettant en jeu, entre autres, les principes et les règles du droit libyen et les garanties juridiques dont bénéficient les investisseurs étrangers, y compris le droit régissant les accords d'investissement pertinents et leurs clauses de stabilisation
- Membre des équipes internes de consultants dans diverses questions du droit international général, et consultant auprès de plusieurs autorités et institutions nationales sur des questions juridiques relatives au droit pétrolier, à ses concessions et aux nouveaux modèles d'accord y relatifs et à l'actualisation des accords de participation conclus avec des sociétés internationales sur l'installation d'usines et le transfert de technologie et de savoir-faire

B. Activités juridiques et diplomatiques

1. Organisations internationales et régionales

- Participation aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, membre de la délégation libyenne (avec rang d'ambassadeur) de ses soixante-deuxième à soixante-cinquième sessions, représentant à la Sixième Commission (Commission juridique) et Conseiller juridique de la Mission de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies Depuis 2007
- Représentant adjoint de la Jamahiriya arabe libyenne devant le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies 2007-2009
- Membre et Conseiller juridique de la délégation libyenne aux conférences des Nations Unies sur des questions juridiques telles que les conférences sur le droit de la mer et les conférences sur la succession d'États
- Expert juridique participant aux travaux du Comité ad hoc de médiation sur le différend frontalier Tchad/Libye de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), Libreville 1977
- Expert juridique auprès de l'OUA dans la rédaction de l'Acte constitutif de l'Union africaine, Addis-Abeba 1999-2000
- Membre et Conseiller juridique de la délégation libyenne aux réunions de l'OUA et à ses sommets examinant des litiges de délimitation et le processus de création de l'Union africaine
- Consultant auprès des secrétariats libyens sur des questions juridiques relatives aux organisations internationales et régionales. A émis à ce titre plusieurs avis juridiques, notamment sur le droit de

la mer, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, l'immunité souveraine et diplomatique, le droit international humanitaire, les tribunaux pénaux internationaux, le droit économique international, les droits sur les investissements et le droit commercial international, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce. Les consultations comprenaient la rédaction des propositions soumises à l'ONU, des documents constitutifs présentés aux organisations régionales, arabes et africaines et des instruments d'adhésion de la Jamahiriya arabe libyenne aux organisations mondiales pertinentes et les accords y relatifs

2. *Négociations*

Négociateur en chef et conseiller juridique dans des réunions et négociations portant sur diverses questions juridiques et techniques, notamment :

- Mise en œuvre et application des arrêts de la CIJ de 1982 et de 1985 sur l'affaire du plateau continental : *Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne* 1982-1988
- Mise en œuvre et application des arrêts de la CIJ de 1985 sur l'affaire du plateau continental : *Jamahiriya arabe libyenne c. Malte* 1985-1987
- Discussions et rédaction des documents relatifs aux exploitations communes des ressources transfrontières en pétrole et en gaz 1986-1988

Négociateur et conseiller juridique à des réunions et des négociations portant sur diverses questions juridiques liées, entre autres, à :

- L'état des frontières et les zones frontalières avec les États voisins
- La coopération technique et le transfert de technologies dans le cadre des arrangements contractuels et des coentreprises établies avec des partenaires internationaux dans divers secteurs dont le pétrole et le gaz, l'industrie, l'énergie et l'électricité

C. **Responsabilités universitaires et professionnelles**

Vice-doyen de la faculté de droit (Benghazi) 1976-1979

Président des comités et conseils d'administration (Tripoli), tels que :

- Comité du plateau continental 1976-1987
- Comité des frontières terrestres et maritimes 1987-1999
- Comité d'examen et de rédaction du Code du pétrole 2005-2006
- Comité de la fiscalité pétrolière 2006
- Comité de rédaction du Code des zones maritimes (Tripoli) 1988-1990
- Comité de discipline du corps professoral universitaire 2004-2005

Membre de conseils d'administration et de comités comme suit :

- Conseil d'administration de la Banque centrale libyenne
- Conseil des investissements étrangers
- Conseil de discipline des membres du corps professoral universitaire (Benghazi)
- Comité de rédaction de la Constitution libyenne
- Commission consultative de l'énergie

Expérience universitaire

A. Expérience universitaire

Maître de conférences (1976-1978)

Professeur adjoint (1979-1983)

Professeur associé (1983-1990)

Professeur d'université depuis 1990

B. Enseignement, recherche et autres activités universitaires

Enseignant en premier et troisième cycles durant les années universitaires 1976-2007 pour les matières et instituts suivants :

- Droit international public aux facultés de droit de Benghazi et de Tripoli, à l'Académie des hautes études, des sciences de la mer et des sciences de la sécurité, à l'École d'état-major et l'Institut d'études diplomatiques (Tripoli)
- Droit international privé à la faculté de droit et Académie des sciences de la sécurité (Tripoli)
- Droit diplomatique à l'Institut d'études diplomatiques (Tripoli)
- Droit pétrolier aux facultés de droit de Benghazi et de Tripoli

Recherche et autres activités universitaires

- Membre des jurys évaluant la recherche relative à la promotion du corps professoral universitaire, Directeur et Président des jurys de soutenance des thèses de maîtrise et doctorat dans les universités et les instituts supérieurs de la Jamahiriya arabe libyenne et d'autres pays arabes
- Supervision de thèses et de recherche des étudiants de troisième cycle dans les universités libyennes et arabes, offre d'avis et d'opinions sur diverses questions universitaires
- Participation à des réunions nationales et internationales, à des séminaires, à des colloques et à des conférences. Participation à des activités internationales aux Universités Harvard et de New York, à d'autres institutions en Europe (Genève, Londres, Rome, Chypre), en Afrique (Le Caire, Le Cap), en Asie (Chypre, Bahreïn, Beyrouth), traitant de sujets divers de droit international tels que les droits de l'homme, les sanctions, le Statut de Rome et la Cour pénale internationale, les débris de guerre, l'arbitrage international

C. Liste non exhaustive de publications

A publié, outre des articles en arabe et en français, les livres suivants en arabe (Tripoli) :

- Les législations pétrolières libyennes : législations de base, 1980
287 pages
- Les législations pétrolières libyennes : législations subsidiaires, 1982
503 pages
- Les relations pétrolières dans les pays de l'OPEP : aspects 1983
juridiques et financiers en Libye, comme étude de cas, 493 pages
- L'affaire du plateau continental entre la Jamahiriya arabe libyenne 1985
et la Tunisie : traduction en arabe du texte anglais de l'arrêt de la
CIJ de 1982, des avis annexés et de l'arrêt de la Cour de 1981 sur la
requête de Malte à fin d'intervention, 544 pages
- Les personnes morales dans les relations internationales (262 pages) 2007
- Les personnes physiques dans les relations internationales 2007
(321 pages)
- L'affaire du plateau continental entre la Jamahiriya arabe libyenne 2008
et Malte : traduction en arabe du texte anglais de l'arrêt de la CIJ de
1985, des avis annexés, des arrêts de la Cour de 1984 sur la requête
de l'Italie à fin d'intervention et de la demande en révision et en
interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 présentée par la Tunisie,
574 pages en arabe
- Les relations pétrolières dans les pays de l'OPEP, 567 pages 2008

En outre, des brochures contenant les textes dactylographiés des conférences sont mises chaque année à la disposition des étudiants de licence et de troisième cycle dans les facultés de droit (Benghazi et Tripoli), avec une mise à jour des sujets enseignés et la prise en compte de l'importance particulière de certains sujets comme le rôle du tiers monde dans le processus de codification, l'évolution progressive du droit international, les développements récents sur le plan des précédents arbitraux et judiciaires internationaux, le droit applicable et la compétence judiciaire dans les contrats conclus dans les pays en développement avec des sociétés internationales spécialisées et les modèles récents de coentreprises établies avec ces partenaires internationaux.

Claudio Grossman Guilloff (Chili)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 5 octobre 2015, reçue de la Mission permanente du Chili

...

Le professeur Grossman bénéficie d'une solide expérience dans le domaine du droit international. Il a été réélu en mai 2012 pour un troisième mandat à la présidence du Comité des Nations Unies contre la torture (poste qu'il occupe depuis avril 2008), dont il est membre depuis son élection à cet organe, en novembre 2003, après avoir été affilié à la Commission de contrôle des fichiers de l'OIPC-Interpol. M. Grossman a été président du College of the Americas, organisation d'universités de l'Occident, entre novembre 2003 et novembre 2007. Auparavant, il a été membre, de 1993 à 2001, de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, où il a occupé divers postes, notamment, à deux reprises, celui de président (en 1996 et 2001). Versé dans le droit comparé et le droit international, M. Grossman est, depuis 1995, doyen du Washington College of Law de l'American University.

Le Gouvernement chilien est convaincu que la Commission bénéficiera grandement de l'expérience et des connaissances du professeur Grossman.

...

Biographie

Professeur Claudio Grossman

Claudio Grossman est un éminent juriste chilien, diplômé de la faculté de droit de l'Université du Chili, à Santiago (1973), et titulaire d'un doctorat en droit de l'Université d'Amsterdam (1980).

M. Grossman a une longue carrière universitaire derrière lui. Il a notamment enseigné au Chili, aux Pays-Bas et aux États-Unis, où il est actuellement doyen de l'*American University Washington College of Law* et du *Raymond Geraldson Scholar for International and Humanitarian Law*.

Il est une autorité reconnue dans le domaine du droit international. Il a occupé des postes de direction dans différentes organisations internationales, contribué au développement du droit international dans de nombreuses institutions scientifiques et divers pays et il est l'auteur de nombreuses publications dans ce domaine.

M. Grossman a été membre durant huit ans (1994-2001) de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), dont il a élu deux fois président. Il a également été le Rapporteur spécial de la CIDH sur les droits des femmes (1996-2000) et Rapporteur spécial sur les droits des populations autochtones (2000-2001). À ce titre, il a été en charge de certaines grandes affaires de droit international examinées dans le cadre du système interaméricain et portant sur des aspects comme les compensations et réparations, la garantie d'une procédure régulière, la non-discrimination et l'interdiction des disparitions forcées.

En 2003, M. Grossman a été élu membre et vice-président du Comité des Nations Unies contre la torture. Il a été élu président de ce Comité en 2008 et réélu

à ce poste à quatre reprises. Il a également présidé la réunion annuelle des présidents des dix organes conventionnels des Nations Unies (2013-2014).

M. Grossman est actuellement membre de nombreux conseils consultatifs, comités d'arbitres et comités de sélection de projets de recherche relatifs au droit international, notamment au sein de la faculté de droit de l'Université du Chili à Santiago, de l'*Universidad Iberoamericana* de Mexico et du *Freiburg Institute for Advanced Studies* en Allemagne. Il a été professeur invité dans des universités du monde entier. Il préside actuellement l'Institut interaméricain des droits de l'homme au Costa Rica (depuis 2014) et a été membre de la Commission de contrôle des fichiers d'INTERPOL (2005-2011) et du Conseil de direction de l'*International Association of Law Schools* (2008-2012).

M. Grossman est l'auteur de nombreuses publications et articles dans le domaine du droit international, du droit des organisations internationales, du droit des droits de l'homme et de l'éducation internationale, notamment :

- « Implementing Human Rights in Closed Environments through the United Nations Convention against Torture », *Human Rights in Closed Environments, Law in Context*, vol. 31, n° 125, 2014;
- « Desafíos de la Libertad de expresión en el Sistema Interamericano de Protección de los Derechos Humanos », de la *Revista Iberoamericana de Derecho Procesal Constitucional*, de juillet à décembre 2013;
- « *Mayagna (Sumo) Awas Tingni Community v Nicaragua Case* », édition imprimée de *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, vol. VII, 32, 2012, publié précédemment dans la version en ligne de *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2008;
- « Nuevos Paradigmas y Fuentes en la Formación Jurídica », in *La crisis de las fuentes del derecho en la globalización*, 95 à 116, Biblioteca Jurídica Diké Ltda., 2011;
- « Legal Education Reform », *Harvard International*, vol. 32, n° R. 4, automne 2010;
- « The Normative Value of the Istanbul Protocol » in *Shedding Light on a Dark Practice: Using the Istanbul Protocol to Document Torture* (Conseil international de réhabilitation pour les victimes de torture), 2009;
- « Building the World Community Through Legal Education », in *The Internationalization of Law and Legal Education*, vol. 2, n° 21, 2008 (14^e volume de la série d'ouvrages intitulée *Ius Gentium: Comparative Perspectives on Law and Justice*);
- « The Velásquez Rodríguez Case: The Development of the Inter-American Human Rights System » in *International Law Stories*, Foundation Press, 2007;
- « States of Emergency: Latin America and the United States », in *L. Henkin & A. Rosenthal (dir.), Constitutionalism and rights: the influence of the United States constitution abroad*, Columbia University Press, 1990;
- « Situaciones de Emergencia en el Hemisferio Occidental: Propuestas para Fortalecer la Protección de Derechos Humanos », in James Frank Smith (dir.), n° 1, *Derecho constitucional comparado México-Estados Unidos*, vol. 1,

Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Jurídicas 1990;

- « Supervision Within the International Atomic Energy Agency », in P. van Dijk (dir.), *Supervisory mechanisms in international economic organizations*, Boston: Kluwer, 1984.

Il a obtenu de nombreux prix et décorations :

- Titre de Docteur *honoris causa* décerné par la Fairleigh Dickinson University (2015);
- Prix de l'universitaire chilien de l'année décerné par la Chambre de commerce chilienne-nord-américaine (2013);
- Lifetime Leadership Award décerné par la Hispanic National Bar Foundation (2012);
- Titre de Docteur *honoris causa* décerné par l'Universidad de San Martín de Porres au Pérou (2012);
- Décoration de l'ordre Rodrigo Noguera Laborde de l'Universidad Sergio Arboleda en Colombie (2011);
- Décoration de l'ordre de la justice du Gouvernement de la Colombie (2011);
- Commandeur de l'ordre d'Orange-Nassau, décoration décernée par le Gouvernement des Pays-Bas (2009);
- Professeur invité de la faculté de droit de l'Université de droit et de sciences politiques de Chine (2009);
- Commandeur de l'ordre Antonio José de Irisarri, décoration décernée par le Gouvernement du Guatemala (2006); et
- Prix Fulbright pour ses activités de recherche et d'enseignement aux États-Unis (1982-1983).

M. Grossman parle espagnol (langue maternelle), anglais, néerlandais et français.

Révérien Habarugira (Burundi)

[Original : français]

I. Identité complète

Nom et prénom : Habarugira Révérien
Lieu et date de naissance : Le 17 mai 1960 à Gikuyo-Kireka, commune de Kirundo, colline de Gikuyo- Kireka
État civil : Marié
Nationalité : Burundaise

II. Cursus scolaire

2004-2006 :

Chaire UNESCO pour l'éducation à la paix et aux droits de l'homme, Université du Burundi (3^e cycle) : Diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) dans les droits de l'homme et la résolution pacifique des conflits, obtenu le 17 février 2006

Travail de fin d'études :

« La démocratisation en tant que mécanisme de résolution pacifique des conflits, de protection et de promotion des droits de l'homme : le cas du Burundi », soutenu le 30 décembre 2005, avec distinction

1985-1990 :

Université du Burundi, faculté des lettres et des sciences humaines : licence en langues et littératures africaines. Mémoire « Kirundi et musique : une approche quantitative de la correspondance entre la quantité vocalique et la durée des notes du chant burundais »

1981-1985 :

Grand séminaire Saint Curé d'Ars de Bujumbura (philosophicum) : certificat d'études philosophiques

1978-1981 :

Cycle supérieur d'humanités générales : diplôme d'humanités générales et certificat homologué d'humanités complètes au Séminaire moyen Saint-Pierre Claver de Burasira

1974-1978 :

Cycle inférieur au Petit séminaire de Muyinga : certificat du tronc commun

1966-1974 :

École primaire de Kanyinya- Kirundo : certificat national

III. Stages

22 septembre au 17 octobre 2014 :

École nationale d'administration, Paris : cycle international spécialisé d'administration publique (CISAP) sur la protection des droits de l'homme (certificat de spécialité)

Du 16 au 31 mai 2014 :

Certificat de participation à un séminaire-atelier sur l'élaboration et l'exécution des politiques publiques en matière de réduction de la pauvreté à l'intention des fonctionnaires africains, organisé à Beijing

Août 2011 :

Formation BRIDGE (Building Resources in Democracy, Governance and Elections) sur l'enregistrement des électeurs : certificat de participation, Accra, du 5 au 12 août 2011

Octobre 2010 :

Voyage d'études à La Haye pour la *Revue de la défense au Burundi*

Mai 2009 :

Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie) : 51^e cours sur le droit des réfugiés, diplôme de droit international des réfugiés

Janvier 2008 :

Réunion des cités et Gouvernements locaux d'Afrique, à Lusaka

Du 17 septembre au 12 octobre 2007 :

École nationale d'administration, Paris : CISAP sur la protection des droits de l'homme : certificat de spécialité

Du 4 au 23 novembre 2003 :

Quatrième session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, à Banjul

IV. FONCTIONS EXERCÉES

Novembre 2014-juillet 2015 :

Membre de la Commission nationale provinciale (CEPI) de la mairie de Bujumbura et encadreur de la commune du Kanyosha urbain

Juin 2002- 2016 :

Président du Comité de recours (depuis 2009), membre du Comité permanent de rédaction des rapports aux organes des traités

Conseiller politique au cabinet du Ministre de l'intérieur chargé des dossiers de demande d'agrément des partis politiques et de leur fonctionnement par rapport à la loi sur les partis politiques

Décembre 2013 :

Responsable de la validation du document de la Stratégie nationale de sécurité intitulé « Umugambi w'igihugu w'ukubungabunga n'ugutsimbataza umutekano w'abanyagihugu », traduit lors des ateliers organisés à Kanyanza du 9 au 14 décembre 2013 et à Banga du 27 au 30 décembre 2013; janvier 2014 : traduction

de l'ordonnance conjointe portant cahier des charges des comités mixtes de la sécurité humaine

Avril 2012 - août 2013 :

Membre du Comité interministériel chargé de la rédaction des rapports initiaux et périodiques sur les droits de l'homme (Convention relative aux droits de l'enfant et Protocoles facultatifs y relatifs, et Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes)

Janvier-février 2013 :

Traduction en kirundi du manuel des procédures électorales pour la mise en place du Forum national des enfants au Burundi (FONEB), intitulé « Amategeko ngenderwako agenga ihuriro ry'abana mu Burundi »

Janvier 2013 :

Élu membre de la coordination nationale du MAC XAVERI, en tant qu'animateur national, participant à la réunion de Bukavu (République démocratique du Congo) du 21 au 23 août 2013 pour le Mouvement Xavéri du Burundi, du Rwanda et de la République démocratique du Congo en vue de la remise en place des structures du Mouvement Xavéri International

Du 12 au 15 et du 19 au 22 novembre 2012 :

Consultant-formateur en renforcement des capacités des acteurs locaux de la décentralisation sur la rédaction des actes administratifs des communes et leur traduction en kirundi par le Programme « Gutwara neza » de l'Union européenne, à Ngozi

Août 2012 :

Traduction en kirundi de la méthode à impact rapide « Ubuhinga bufasha gushika ningoga ku mugambi wishinze », avec l'appui de la Banque mondiale et la facilitation du consultant Cyprien Mbonigaba, pour le compte de l'École nationale d'administration, à Bujumbura

Mai 2012 :

Traduction en kirundi du guide des élus ciollinaires „Agatabu- ndongozi k'inzezo zitorewe n'abenegihugu zijejwe intwaro ku mitumba“ du programme « Gutwara Neza », volet décentralisation préfacé par le Ministre de l'intérieur dans le cadre du cinquantenaire du Burundi

Mars et juin 2012 :

Contribution à la traduction en kirundi de la loi n° 1/14 du 28 août 2009 sur les armes légères et de petit calibre („Ibwirizwa inomeru 1/14 ryo ku wa 14 Myandagaro 2009 ryerekeye amategeko agenga ibirwanisho bihwahutse na bito bito“) de la Commission nationale du désarmement (CNAP)

Février-août 2012 :

Membre du Comité national chargé des préparatifs du cinquantenaire de l'indépendance du Burundi

Décembre 2011 et janvier 2012 :

Participation aux séances d'explication des mécanismes de justice transitionnelle destinées aux responsables des partis politiques et autres agents de l'administration

Novembre 2011 :

Formateur lors des ateliers régionaux sur l'état-civil à l'intention des nouveaux contrôleurs provinciaux d'état-civil, des conseillers socioculturels des gouverneurs de provinces et des officiers d'état-civil (administrateurs communaux), organisés par le PNUD (Programme bonne gouvernance) et le Ministère de l'intérieur

Mai 2011 :

Membre de la Commission nationale de réflexion sur la revue de la défense, nommée par décret n° 100/129 du 5 mai 2011

Avril 2011 :

Certificat de participation à l'atelier de formation sur la politique nationale des migrations

Janvier 2011 :

Formateur lors du cours de renforcement des capacités des élus locaux en période postélectorale (présidents et vice-présidents des conseils communaux et administrateurs communaux) sur la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, les droits de l'homme, la planification locale, le devoir de rendre compte, la déconcentration et la décentralisation, et les performances des communes, organisé par l'International Foundation for Electoral Systems et le Ministère de l'intérieur

Décembre 2010 :

Facilitateur des ateliers régionaux sur les droits de l'homme, organisés à l'intention des nouveaux gouverneurs de province et des administrateurs communaux nouvellement élus par le Bureau intégré des Nations Unies au Burundi et le Ministère de l'intérieur

Octobre 2010 :

Facilitateur et rapporteur des retraites régionales d'évaluation du processus électoral de 2010 à l'intention des membres de commissions électorales nationales indépendantes, organisées par l'International Foundation for Electoral Systems et la Commission électorale nationale indépendante

Mai, juin, juillet et septembre 2010 :

Observateur national lors des élections communales présidentielles, législatives, sénatoriales et collinaires (province de Kirundo)

20 mai 2010 :

Participation à la formation sur l'observation nationale électorale organisée par l'International Foundation for Electoral Systems

Février 2010 :

- Participation aux ateliers régionaux sur les libertés publiques en période préélectorale organisé à l'intention des gouverneurs de province, des corps de police et des administrateurs communaux par le Bureau des Nations Unies au

Burundi; présentation de l'exposé sur le système national de protection des droits de l'homme

- Participation à la formation des gouverneurs de province et des conseillers du Ministère de l'intérieur en techniques de communication organisée par le Bureau des Nations Unies au Burundi: certificat de participation

1^{er}-4 février 2010 :

Participation à l'Assemblée générale des responsables des partis politiques à Ngozi, pour l'adoption du Règlement d'ordre intérieur et l'élection du Comité exécutif du Forum permanent de dialogue des partis politiques agréés

23 novembre-23 décembre 2009 :

Facilitation des descentes sur terrain pour l'identification des Batwa, leur prise des photos en vue de l'octroi de la carte nationale d'identité en vue des élections de 2010 par l'International Foundation for Electoral Systems et le Ministère de l'intérieur

Octobre 2009 :

Certificat de participation aux séminaires régionaux organisés par l'Observatoire Ineza des droits de l'enfant au Burundi (OIDEB) sur le renforcement des capacités des administrateurs communaux et des conseillers socio culturels des gouverneurs de province en matière de protection des droits de l'enfant

Janvier 2008 et septembre 2009 :

Membre de la Commission d'experts chargée de l'élaboration des textes d'application de la loi n° 1/14 du 28 août 2009 portant régime des armes légères et de petit calibre

Septembre-décembre 2008 :

Membre du comité d'experts chargés d'expliquer à la population burundaise l'étape de la Fédération politique pour l'intégration du Burundi au sein de la Communauté est-africaine nommée par arrêté du deuxième Vice-Président de la République

Juillet 2008 :

Formateur des agents recenseurs à Kirundo pour le recensement général (RGPH) du 16 au 30 août 2008, compositeur d'une chanson en faveur du RGPH, radiodiffusée : obtention du 2^{me} prix

Février 2007 :

Participation à l'atelier de formation des gouverneurs de province sur la décentralisation, organisé par l'Ambassade de France au Burundi et le Ministère de l'intérieur au Centre spirituel des jésuites à Kiriki : certificat de participation

Septembre 2006-2009 :

Enseignement à temps partiel en qualité de maître-assistant à l'Institut de pédagogie appliquée de l'Université du Burundi pour le cours d'anthropologie culturelle burundaise et le cours d'introduction à l'étude des sociétés et cultures africaines traditionnelles à l'Université Espoir d'Afrique

Février 2003-2005 :

Membre de la Commission gouvernementale des droits de l'homme

Membre de la Commission nationale de l'environnement

Membre du Comité de rédaction du rapport initial du Burundi contre la torture.
Porte-parole du Ministère et du producteur de l'émission hebdomadaire
radiodiffusée du Ministère

Mars 1997-2002 :

Conseiller économique puis conseiller socioculturel du Gouverneur de la province
de Kirundo

Auteur du livret « Ethnomusicologie au Burundi », préfacé par le Pr. Émile
Mworoha

Mai 1995-1997 :

Conseiller technique, puis directeur du Département chargé des relations avec
l'Assemblée nationale au Ministère des réformes nationales

Mars 1993-1995 :

Conseiller au cabinet du Ministre de l'intérieur et du développement des
collectivités locales

Mars 1993-juin 1993 :

Membre de la Commission électorale nationale (CENI) et encadreur de la province
de Kirundo

Septembre 1991-mars 1993 :

Conseiller pédagogique au Bureau d'études et des programmes de l'enseignement
secondaire (BEPES).

Hussein A. Hassouna (Égypte)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 20 mai 2016, reçue de la Mission permanente de la République arabe d'Égypte

...

M. Hassouna est membre de la Commission du droit international depuis 2006. Titulaire d'un doctorat de droit international de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni), il est membre des conseils d'administration de plusieurs institutions et organes internationaux. M. Hassouna a occupé un certain nombre de postes clefs, dont celui d'Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies ou de Vice-Ministre des affaires étrangères et Conseiller aux affaires juridiques internationales et aux traités.

...

Diplômes

- Doctorat de droit international – Université de Cambridge (1968)
- Maîtrise de droit international – Université de Cambridge (1965)
- Licence de droit – faculté de droit de l'Université du Caire (1960)
- Baccalauréat – École jésuite française du Caire (1955)

Connaissances linguistiques

Anglais, français, allemand et arabe

Fonctions actuelles

- Membre de la Commission du droit international depuis 2006
- Membre du Groupe d'arbitrage du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, Banque mondiale
- Membre du Groupe d'arbitrage du Cairo Regional Center for Commercial Arbitration
- Avocat chez Hassouna & Abou Ali Law Firm, Le Caire
- Membre des comités juridiques de la Ligue des États arabes
- Membre du Conseil d'administration de l'Institut de droit international
- Membre du Groupe de personnalités éminentes de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique
- Membre du Groupe consultatif international de personnalités éminentes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- Membre du Conseil d'administration du Salzburg Global Seminar
- Membre du Conseil d'administration de l'Academy for Educational Development

- Membre du Conseil d'administration du Center for Global Training in the Rule of Law
- Conseiller à l'Organisation internationale de droit du développement
- Membre du Conseil égyptien des affaires étrangères
- Chargé de cours sur le droit international et les organisations internationales à l'Université américaine du Caire et à l'Institut diplomatique égyptien

Fonctions antérieures

- Ambassadeur de la Ligue des États arabes aux États-Unis (2002-2012).
- Ambassadeur, Observateur permanent de la Ligue des États arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies (1997-2002)
- Vice-Ministre des affaires étrangères, Conseiller aux affaires juridiques internationales et aux traités – Ministère des affaires étrangères (Le Caire, 1996-1997)
- Ambassadeur d'Égypte au Maroc (1992-1996)
- Ambassadeur d'Égypte en Yougoslavie (1989-1992)
- Chef de cabinet du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères d'Égypte (1988-1989)
- Conseiller spécial du Ministre des affaires étrangères d'Égypte, chargé des affaires juridiques et des organisations internationales (1986-1987)
- Directeur du service de presse et d'information de l'ambassade d'Égypte à Paris (1983-1986)
- Conseiller politique à l'ambassade d'Égypte à Washington (1978-1982)
- Membre et Conseiller juridique de la Mission permanente d'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1971-1976)

Fonctions et activités juridiques

- Expert des Nations Unies en droit international lors des conférences et séminaires des Nations Unies sur la question de Palestine – Genève (2004), La Havane (2001), Paris (2000), Le Caire (1999)
- Représentant de la Ligue des États arabes auprès de la Commission des questions juridiques de l'Assemblée générale des Nations Unies (sessions de 1997 à 2001)
- Représentant de la Ligue des États arabes à la Conférence diplomatique de Rome sur la création d'une cour pénale internationale (1998)
- Représentant de la Ligue des États arabes à la Conférence des Nations Unies chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, New York (1999)
- Représentant de la Ligue des États arabes à la réunion du Comité de l'ONU contre le terrorisme, OEA, Washington (2003)

- Inscrit par le Ministre égyptien de la justice sur la liste des arbitres compétents en matière civile et commerciale (1995)
- Candidat aux fonctions de président de l'Académie internationale pour la paix (1989)
- Représentant de l'Égypte aux réunions de la Force internationale de maintien de la paix au Sinaï (1986-1988)
- Chef adjoint de la délégation égyptienne aux négociations avec Israël sur le différend frontalier de Taba (1986-1989)
Agent adjoint du Gouvernement égyptien auprès du Tribunal arbitral de Genève sur le différend de Taba (1986-1988)
- Conseiller juridique de la délégation égyptienne aux négociations de paix égypto-israéliennes – Le Caire, Tel-Aviv et Washington (1977-1979)
- Désigné par l'Organisation des Nations Unies comme Conseiller juridique auprès du Gouvernement comorien (1978)
- Représentant de l'Égypte à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974), au Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier les utilisations pacifiques du fond des mers (1973), au Comité spécial des Nations Unies pour la définition de l'agression (1974), au Comité des Nations Unies sur le terrorisme (1973), à la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international (1973-1975), à la Conférence du Comité international de la Croix-Rouge sur la révision de la Convention de Genève sur la protection des personnes civiles en temps de guerre (1971)
- Conseiller juridique des délégations égyptiennes aux réunions de l'Organisation de l'unité africaine, de la Ligue des États arabes, de l'Organisation de la Conférence islamique, du Mouvement des pays non alignés et des institutions spécialisées des Nations Unies

Activités universitaires

- Chargé de cours en droit international et diplomatie – Institut d'études diplomatiques du Ministère des affaires étrangères, Le Caire
- Conférencier en droit international et organisations internationales dans de grandes universités des États-Unis, du Royaume-Uni, de France, du Canada, du Maroc et d'Égypte, dont Harvard, Yale, New York University, Georgetown, American University, Johns Hopkins, UCLA, Duke, Emory, Ann Arbor, Notre Dame, South Carolina University, Texas A&M, Cambridge, École des sciences politiques et économiques de Paris, McGill, Rabat, Le Caire
- Participation aux réunions de l'American Society of International Law (1975), de la Société africaine de droit international et comparé (1996) et de la Société égyptienne de droit pénal (1996)
- Membre de l'American Society of International Law, de la Société égyptienne de droit international, de l'International Law Institute, du Center for Global Training in the Rule of Law et du Conseil égyptien des affaires étrangères

Publications

Auteur et coauteur d'ouvrages, d'articles et de communications dans divers domaines du droit international et des organisations internationales, notamment :

Ouvrages

- Auteur d'un chapitre de l'ouvrage de l'UNITAR intitulé « Regionalism and the United Nations », Oceana Publications, New York, 1979
- Auteur d'un chapitre des Actes du quatrième séminaire sur l'Afrique et l'Amérique latine, tenu au Mexique en 1987, intitulé « Joint African-Latin American Efforts in International Organizations and Fora »
- Auteur du chapitre « The Iraq-Kuwait Border Problem » de l'ouvrage intitulé *Iran, Iraq and the Arab Gulf States*, Palgrave Macmillan, 2001

Articles et communications

- United Nations Definition of Aggression », *Revue égyptienne de droit international*, 1974
- « Expulsion and Expatriation in International Law », *Actes de l'American Society of International Law*, 1975
- « International Cooperation in the Fight Against Terrorism », Colloque sur la coopération internationale en matière de lutte antiterroriste, Al-Ahram Publications, Le Caire, février 1977
- « Règlement pacifique des conflits régionaux : application au problème de Taba », documents, huitième séminaire diplomatique, Le Caire, avril 1987
- « L'Organisation de l'Unité africaine et les problèmes de l'Afrique : application au problème palestinien », documents, neuvième séminaire diplomatique, Le Caire, mars 1988
- « Regional Integration: The Answer to Africa's Economic Problems », documents, huitième conférence annuelle de la Société africaine de droit international et comparé, Le Caire, septembre 1996
- « Towards the creation of an international Criminal Court », documents, Colloque de la Société égyptienne de droit pénal, Le Caire, décembre 1996
- « The Rights of Palestine Refugees in International Law », Conférence internationale sur les réfugiés de Palestine, Paris, avril 2000, Publications des Nations Unies
- « The Enforcement of the Fourth Geneva Convention in the Occupied Palestinian Territory », *Journal of International and Comparative Law*, vol. 7, Nova Southeastern University, 2001
- « The Prospects for Arab Democracy », *World Policy Journal*, vol. 18, automne 2001
- « The role of regional organizations in the settlement of the Palestine problem », Réunion sur la question de Palestine organisée par l'ONU pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, La Havane, juin 2001, Publications des Nations Unies

- « The Role of the United Nations in International Security Today », colloque de la Fondation suisse pour les affaires mondiales, publications de la Fondation, novembre 2003
- « Current Challenges facing International Law », International Law Institute, Washington, novembre 2003
- « An Arab Perspective of International Law », *The George Washington University Law School Magazine*, Washington, octobre 2004
- « A new vision for the Arab League », *The Washington Times*, mars 2004 – « Elections, Referendums and Democracy », colloque de l'Association on Third World Affairs, publication de l'Association, Washington, mars 2004
- « International Implications of the Construction of the Wall in the Occupied Palestinian Territory », Réunion internationale des Nations Unies sur les répercussions de la construction du mur dans le territoire palestinien occupé, Genève, avril 2004, Publications des Nations Unies
- « The Crucial Role of the Arab League in Middle Eastern issues », *The Washington Diplomat*, Washington, mai 2005
- « The Promotion of the Rule of Law », International Law Institute, cinquantième anniversaire, *ILI News Quarterly*, novembre 2005
- « Human Security and the Rule of Law », Forum de Caux pour la sécurité humaine, Suisse, juillet 2008
- « The Arab Peace Initiative: Legal Framework for a settlement of the Arab-Israeli conflict », Center for Global Affairs, New York University, novembre 2008
- « Reconciliation in Iraq: Political and Legal Implications », Harvard Kennedy School, décembre 2008
- « The Crisis of Darfur and the International Criminal Court », faculté de droit de l'Université de Yale, mars 2010; « Revolution and Intervention in School », février 2009
- « The Role for Non-Governmental Actors in the International Law Commission's Projects », faculté de droit de l'Université George Washington, mars 2011
- « The Rule of Law in the Arab World »: Fordham University Law School, novembre 2012
- « The Drafting of Constitutions in the Arab Spring Countries », Ligue des États arabes, décembre 2012
- « The Role of the U.N. International Law Commission », séminaire tenu à Kuala Lumpur, novembre 2013
- « Protection of Persons in the Event of Disasters », session annuelle de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO), Téhéran, septembre 2014
- « Case Studies in Diplomacy: An International Law Perspective », Université américaine du Caire, décembre 2014

-
- « Towards Asian - African Legal Cooperation », Al Ahram weekly, janvier 2015
 - « Contribution of the Third World to the Development of International Law », Congrès mondial de New Delhi sur le droit international, janvier 2015
 - « Expulsion of Aliens », session annuelle de l'AALCO, Beijing, avril 2015
 - « State Sovereignty and Human Rights in International Law », Colloque de Beijing, avril, 2015.
 - « Challenges of Ratification and Implementation of Treaties in Africa », Forum africain du Caire, octobre 2015
 - « Egypt and International Law », Al Ahram, octobre 2015
 - « The United Nations and International Law », Société égyptienne de droit international, novembre 2015
 - « The Work of the U.N. International Law Commission », Séminaire de droit international des Nations Unies pour les États arabes, Le Caire, novembre 2015
 - « Expulsion and Expatriation in International Law », Actes de l'American Society of International Law, 1975
 - « International Cooperation in the Fight Against Terrorism », Colloque sur la coopération internationale en matière de lutte antiterroriste, Al-Ahram Publications, Le Caire, février 1977
 - « Règlement pacifique des conflits régionaux », application au problème de Taba", Documents, huitième Séminaire diplomatique, Le Caire, avril 1987
 - « L'Organisation de l'Unité africaine et les problèmes de l'Afrique: application au problème palestinien », Documents, neuvième Séminaire diplomatique, Le Caire, mars 1988
 - « Regional Integration: The Answer to Africa's Economic Problems », Documents, huitième conférence annuelle de la Société africaine de droit international et comparé, Le Caire, septembre 1996
 - « Towards the creation of an international Criminal Court », Documents, colloque de la Société égyptienne de droit pénal, Le Caire, décembre 1996
 - « The Rights of Palestine Refugees in International Law », Conférence internationale des Nations Unies sur les réfugiés palestiniens, Paris, avril 2000, Publications des Nations Unies
 - « The Enforcement of the Fourth Geneva Convention in the Occupied Palestinian Territory », *Journal of International and Comparative Law*, vol. 7, Nova Southeastern University, 2001
 - « The Prospects for Arab Democracy », *World Policy Journal*, vol. 18, automne 2001
 - « The role of regional organizations in the settlement of the Palestine problem », Réunion sur la question de Palestine organisée par l'ONU pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, La Havane, juin 2001, Publications des Nations Unies

- « The Role of the United Nations in International Security Today », colloque de la Fondation suisse pour les affaires mondiales, publications de la Fondation, novembre 2003
- « Current Challenges facing International Law », International Law Institute, Washington, novembre 2003
- « An Arab Perspective of International Law », The George Washington University Law School Magazine, Washington, octobre 2004
- « A new vision for the Arab League », The Washington Times, mars 2004
- « Elections, Referendums and Democracy », Symposium of the Association on Third World Affairs, Association's Publications, Washington, mars 2004
- « International Implications of the Construction of the Wall in the Occupied Palestinian Territory », Réunion internationale des Nations Unies sur les répercussions de la construction du mur dans le territoire palestinien occupé, Genève, avril 2004, Publications des Nations Unies
- « The Crucial Role of the Arab League in Middle Eastern issues », The Washington Diplomat, Washington, mai 2005
- « The promotion of the rule of law », International Law Institute 50th Anniversary, ILI News Quarterly, novembre 2005
- « Human Security and the Rule of Law », Forum de Caux pour la sécurité humaine, Suisse, juillet 2008.
- « The Arab Peace Initiative: Legal Framework for a settlement of the Arab-Israeli conflict », Center for Global Affairs, New York University, novembre 2008
- « Reconciliation in Iraq: Political and Legal Implications », Harvard Kennedy School, décembre 2008
- « The Crisis of Darfur and the International Criminal Court », Yale University Law School, mars 2010
- « Revolution and Intervention in School », février 2009
- « The Role for Non-Governmental Actors in the International Law Commission's Projects », George Washington the Middle East", réunion annuelle de l'American Society of International Law, mars 2011
- « The Rule of Law in the Arab World », Fordham University Law School, novembre 2012
- « The Drafting of Constitutions in the Arab Spring Countries », Ligue des États arabes, décembre 2012
- « The Role of the U.N. International Law Commission », séminaire de Kuala Lumpur, novembre 2013
- « Protection of Persons in the Event of Disasters », session annuelle de l'AALCO, Téhéran, septembre 2014
- « Case Studies in Diplomacy : An International Law Perspective », Université américaine du Caire, décembre 2014

-
- « Towards Asian – African Legal Cooperation », Al Ahram weekly, janvier 2015
 - « Contribution of the Third World to the Development of International law », Congrès mondial sur le droit international, New Delhi, janvier 2015
 - « Expulsion of Aliens », session annuelle de l'AALCO, Beijing, avril 2015
 - « State Sovereignty and Human Rights in International Law », Colloque de Beijing, avril, 2015
 - « Challenges of Ratification and Implementation of Treaties in Africa », Forum africain du Caire, octobre 2015
 - « Egypt and International Law », Al Ahram, octobre 2015
 - « The United Nations and International Law », Société égyptienne de droit international, novembre 2015
 - « The Work of the U.N. International Law Commission », Séminaire de droit international des Nations Unies pour les États arabes, Le Caire, novembre 2015.

Mahmoud Daifallah Hmoud (Jordanie)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 15 octobre 2015, reçue de la Mission permanente du Royaume hachémite de Jordanie

...

La Jordanie accorde une grande importance à la candidature de l'Ambassadeur Hmoud, qui bénéficie d'une solide expérience dans le domaine du droit international et des relations internationales. Depuis décembre 2013, M. Hmoud est Représentant permanent adjoint de haut niveau à la Mission permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies. Auparavant, il a été, à plusieurs reprises, Conseiller juridique au Ministère jordanien des affaires étrangères et des expatriés, Chef adjoint de mission à l'ambassade de la Jordanie à Washington, représentant de la Jordanie à la Sixième Commission (Questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies et Conseiller juridique de la Maison royale hachémite.

M. Hmoud a représenté la Jordanie dans plusieurs négociations bilatérales ou multilatérales portant sur divers instruments juridiques internationaux. Il a également fourni des conseils juridiques à la Jordanie au cours d'affaires portées devant des cours et tribunaux internationaux – dont la Cour internationale de Justice et les tribunaux du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements –, publié des articles dans divers journaux et publications, et donné des conférences dans des universités de Jordanie, d'Europe et des États-Unis d'Amérique.

À la Commission du droit international, M. Hmoud a été deuxième vice-président de cet organe en 2007 et président de son Comité de rédaction en 2012. Il est également président par intérim du Groupe de travail de la Commission sur le programme de travail à long terme en l'absence de son président. En outre, M. Hmoud a participé aux travaux du Comité de rédaction, de groupes d'étude et de groupes de travail sur pratiquement toutes les questions à l'ordre du jour de la Commission et a écrit des documents pour le Groupe d'étude sur la clause de la nation la plus favorisée.

...

Expérience professionnelle

Fonctions actuelles

- Représentant permanent adjoint de haut niveau, Mission permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (2013-).
- Membre de la Commission du droit international (2007-) : (Second Vice-Président en 2008, Président du Comité de rédaction en 2011).

Fonctions antérieures

- Conseiller juridique et directeur du Département juridique du Ministère des affaires étrangères et des expatriés, Amman, Jordanie (1999-2001, 2006-2009, 2013-2013).

- Directeur du Bureau de coordination des négociations, Ministère des affaires étrangères et des expatriés, (2013-2013).
- Chef adjoint de mission, ambassade de la Jordanie aux États-Unis (2010-2013).
- Conseiller juridique, Commission jordanienne de l'énergie nucléaire (2007-2009).
- Diplomate et conseiller juridique de la Mission de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (2001-2006).
- Vice-Président de la Sixième Commission (Commission juridique) au cours de la soixantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Conseiller juridique du bureau de S. A. R. le Prince El Hassan bin Talal (1994-1999).
- Conseiller juridique de la Jordanie durant les négociations de paix au Moyen-Orient
- Membre du Comité de suivi de la Jordanie, Partenariat euro-méditerranéen (Processus de Barcelone).

A négocié plusieurs traités et accords bilatéraux et multilatéraux pour le compte de la Jordanie, y compris des traités relatifs à la paix et à la sécurité, ainsi que des traités et des accords relatifs à la coopération judiciaire, aux droits de l'homme, à la lutte contre le terrorisme, à la délimitation des frontières, aux investissements, aux échanges commerciaux, au transport, à l'énergie et aux prêts internationaux.

A négocié, au cours de la période durant laquelle la Jordanie était membre du Conseil de sécurité (2014-2015), de nombreuses résolutions du Conseil relatives à la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, aux sanctions et à la lutte contre le terrorisme.

A conseillé le Gouvernement jordanien sur des questions juridiques portant sur divers aspects de la politique étrangère de la Jordanie.

A conseillé le Gouvernement jordanien dans le cadre du processus d'accession à l'Organisation mondiale du commerce, notamment sur des questions intéressant la propriété intellectuelle (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce)

A participé à l'élaboration et à la rédaction de plusieurs lois économiques en Jordanie, entre autres celles ayant trait à la protection de la propriété intellectuelle.

A supervisé et coordonné des réclamations portées à l'attention de la Commission d'indemnisation des Nations Unies

A conseillé le Gouvernement jordanien sur des questions relatives à l'accord d'association entre la Jordanie et l'Union européenne.

A fourni des conseils sur des questions relatives à la privatisation.

A fourni des conseils juridiques à la Jordanie au cours des affaires portées devant la Cour internationale de Justice, y compris l'affaire des *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé* (requête

pour avis consultatif faite par l'Assemblée générale des Nations Unies), 2004, et l'affaire de la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo* (requête pour avis consultatif) (2010)

A conseillé la Jordanie dans le cadre de plaintes portées devant les tribunaux du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

Membre du Groupe consultatif international consulté sur le Restatement of the Law Fourth, Foreign Relations of the United States (American Law Institute).

Formation juridique au sein des cabinets d'avocats Daifallah Hmoud et Moh'd abu Jbara. Achèvement en juillet 1994 de la formation requise pour être admis à l'Association du barreau de la Jordanie.

Stage dans le domaine de la propriété intellectuelle au sein du cabinet d'avocats Beveridge, Degrandi, Weilacher & Young (LLP), Washington D.C., mai 1998 (repris ensuite par Clifford Chance).

Participation à des conférences

- Sommet Moyen-Orient et Afrique du Sud, octobre 1995, Amman.
- Conférence économique du Global Panel, décembre 1996, La Haye (Pays-Bas).
- Conférences et séminaires de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).
- Président du Symposium international sur la propriété intellectuelle et l'économie fondée sur le savoir, octobre 1999, à Beijing.
- Séminaire sur le droit international, juillet 2000, Genève (Suisse)
- Représentant de la Jordanie à la Commission juridique pendant les cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième, cinquante-huitième, cinquante-neuvième, soixantième et soixante et unième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York.
- Représentant de la Jordanie aux huitième, neuvième et dixième sessions du Comité préparatoire de la Cour pénale internationale (en 2001 et 2002)
- Représentant de la Jordanie aux première, deuxième et troisième sessions de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (en 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007 et 2008), New York et La Haye.
- Rapporteur du Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé de la question de l'élaboration d'une convention internationale contre le clonage reproductif d'êtres humains, 2002, New York.
- Vice-Président du Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la portée juridique de la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, 2003-2004, New York.

Publications, travaux de recherche et conférences

« *Organization of Economic Cooperation and Development (OECD) Law Making Policy* », 1993, (disponible au National Law Center de Université George Washington,).

« Investissements étrangers dans le droit jordanien », 1994 (en arabe), (disponible à la Bibliothèque du barreau de la Jordanie).

« The Use of Force against Iraq », *Cornell International Law Journal*, vol. 36, (2004), p. 435 à 453.

Réunion des Nations Unies sur la question de Palestine, 8 et 9 mars 2005, Genève, Communication sur la portée de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice relatif à l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé.

Section de droit international de l'American Bar Association : conférencier-intervenant à la réunion du printemps 2005 à Washington.

Université d'été 2005 de l'UNITAR sur les problèmes mondiaux auxquels l'Organisation des Nations Unies doit faire face, 6 au 10 juin 2005, au Siège de l'ONU à New York; conférencier-intervenant sur les méthodes et techniques d'élaboration des normes des Nations Unies et de l'application de ces normes.

« Organisation de la Conférence islamique », in G. Nesi (dir.), *International Cooperation in Counter-Terrorism, the United Nations and Regional Organizations in the Fight Against Terrorism*, U.K.: Ashgate Publishing Limited, p. 161 à 170.

« Negotiating the Draft Comprehensive Convention on International Terrorism: Major Bones of Contention », *Journal of International Criminal Justice* 2006; doi:10.1093/jicj/mql081.

« Are the Principles Really Needed? The Potential of the Established Distinction between Responsibility for Attacks by Non-State Actors and the Law of Self-Defence », *The American Journal of International Law*, vol. 107, p. 576.

Articles soumis au Groupe d'étude de la Commission du droit international sur « La clause de la nation la plus favorisée » (annexés aux rapports annuels de la CDI sur le sujet).

A participé à titre d'intervenant ou de président à des groupes de discussion organisés sur diverses thématiques, telles que le droit international, le droit humanitaire international, la propriété intellectuelle, les affaires internationales et diplomatiques, l'utilisation de la force et la lutte contre le terrorisme, notamment à l'occasion de réunions tenues sous l'égide de la Banque mondiale, de la faculté de droit de l'Université de Columbia, de l'Université de Jordanie, de la faculté de droit de l'Université Georges Washington, de la faculté de droit de l'Université de Washington et des Universités d'Oxford et de Cambridge.

Formation

École secondaire : Collège Terra Sancta, Amman (Jordanie)
Date d'obtention du diplôme : juin 1988
Diplôme : **G.C.E.**

Université : Faculté de droit de l'Université d'Amman (Jordanie)

Date d'obtention du diplôme : août 1992

Diplôme : **Licence en droit**

Études postuniversitaires :

- Université Georges Washington, National Law Center (faculté de droit)
Washington D.C. (États-Unis)
Date d'obtention du diplôme : mai 1993
Diplôme : **Master en droit**
Spécialisation : Droit international et comparé
- Université de Lund, Institut Raoul Wallenberg, Lund (Suède)
Date d'obtention du diplôme : mai 1996
Diplôme : Diplôme en droits de l'homme internationaux
- Faculté de droit Franklin Pierce, Concord, New Hampshire (États-Unis)
Date d'obtention du diplôme : mai 1998
Diplôme : **Master en droit**
Spécialisation : Droits de propriété intellectuelle

Distinctions

Médaille Istiklal (Indépendance) de la Jordanie, troisième ordre (décembre 2004)

Langues

Arabe et anglais : courant

Français : connaissances de base

Huang Huikang (Chine)

[Original : chinois et anglais]

Extrait d'une lettre datée du 27 novembre 2015, reçue de la Mission permanente de la République populaire de Chine

...

M. Huang Huikang est un expert de renom du droit international, bénéficiant d'une connaissance et d'une expérience approfondies de la pratique du droit international et de la diplomatie. Il a été élu à la Commission du droit international en juillet 2010, puis réélu en novembre 2011. M. Huang Huikang a enseigné et étudié le droit international à l'Université de Wuhan avant d'entrer au Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine, où il a été, successivement, conseiller au Département des traités et du droit du Ministère, Consul général adjoint de Chine à New York, Ministre conseiller de l'ambassade de Chine à Ottawa, Conseiller juridique du Ministère, Représentant spécial pour les négociations relatives aux changements climatiques et Directeur général du Département des traités et du droit. M. Huang Huikang a représenté le Gouvernement chinois à de nombreuses conférences internationales ainsi que lors de négociations bilatérales et multilatérales sur des questions juridiques. Sous-Secrétaire général du Comité consultatif juridique afro-asiatique, connu sous l'appellation d'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO) depuis 2001, M. Huang Huikang bénéficie d'une solide expérience des affaires juridiques et des organisations internationales. Il a également été adjoint au maire de la municipalité de Tangshan (Chine).

Le Gouvernement chinois est convaincu que s'il est réélu, M. Huang Huikang continuera d'apporter une contribution de poids au travail de la Commission du droit international et au développement du droit international.

...

Nom : Huang Huikang

Date de naissance : 25 septembre 1955

Lieu de naissance : Hangzhou, province du Zhejiang, Chine

Sexe : Masculin

Nationalité : chinoise

Éducation

1985-1989 : Doctorat en droit international, Université de Wuhan (Chine)

1982-1984 : Maîtrise en droit international, Université de Wuhan (Chine)

1978-1982 : Licence en philosophie, Université de Heilongjiang (Chine)

Fonctions actuelles

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République populaire de Chine en Malaisie

Membre de la Commission du droit international, Organisation des Nations Unies

Autres fonctions exercées

Professeur de droit international, associé à la China Foreign Affairs University, la China University of Political Science and Law, l'Université de Wuhan, la Northwest University of Politics and Law et la Hunan Normal University, Chine

Membre de l'Institut international de droit spatial (IIDS)

Membre de la Société chinoise de droit international

Vice-Président de la Société chinoise de droit international privé

Vice-Président de l'Association chinoise de droit pénal international

Expérience professionnelle

2011-2013 Directeur général du Département des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine

2010-2011 Conseiller juridique, Représentant spécial pour les négociations relatives aux changements climatiques au Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine

2009-2010 Adjoint au maire de la municipalité de Tangshan (Chine)

2005-2008 Ministre conseiller et Chef adjoint de l'ambassade de Chine à Ottawa

2002-2004 Consul général adjoint et Chef adjoint au consulat général de Chine à New York

1995-2002 Premier Secrétaire et Conseiller au Département des traités et du droit du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Chine

1991-1994 Sous-Secrétaire général du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, Inde

1984-1995 Maître de conférences, puis chargé de cours, puis professeur titulaire, faculté de droit de l'Université de Wuhan (Chine)

1988-1989 Professeur auxiliaire, Université du Nouveau-Mexique (États-Unis d'Amérique)

1985-1988 Directeur adjoint, Institut de droit international, Université de Wuhan (Chine)

Autre expérience juridique et diplomatique

Orateur principal et intervenant, Conférence sur les ressources énergétiques et le développement durable du Forum de Boao pour l'Asie, Kuala Lumpur, 2015

Membre de la Commission du droit international de la 62^e à la 67^e session, Genève, 2010-2015

Chef de la délégation chinoise à la Conférence de Séoul sur le cyberspace, Séoul, 2013

Représentant spécial du Ministre chinois des affaires étrangères à la célébration du centième anniversaire du Palais de la paix et à la réunion ministérielle sur le règlement pacifique des différends, La Haye, 2013

Chef de la délégation chinoise lors des consultations bilatérales Chine-Canada sur l'application de la loi, Ottawa et Beijing, 2012, 2013

Représentant suppléant de la délégation chinoise lors des 65^e, 66^e et 67^e sessions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, New York, 2011-2013

Chef de la délégation chinoise lors des consultations bilatérales de conseillers juridiques, entre la Chine et les États-Unis, le Royaume-Uni et les Pays-Bas, la République de Corée et la Fédération de Russie et le Canada et la Suisse, respectivement menées à Beijing, Washington, Londres, Séoul, Moscou, Ottawa et Berne entre 2011 et 2013

Chef de la délégation chinoise lors des 9^e, 10^e et 11^e sessions du groupe mixte de liaison Chine-États-Unis sur la coopération en matière de répression, Washington, Guangzhou, Washington, 2011-2013

Coorganisateur, troisième Conférence internationale sur le plateau continental et la zone internationale des fonds marins, Beijing, 2012

Chef de la délégation chinoise à la Conférence de Budapest sur le cyberspace, Budapest, 2012

Chef de la délégation chinoise lors des 1^{re} et 2^e réunions du groupe de travail Chine-Union européenne sur la cybercriminalité, Beijing et Bruxelles, 2012, 2013

Orateur principal, colloques commémorant le 30^e anniversaire de l'ouverture à la signature de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Beijing, 2012

Orateur principal, atelier régional sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, Sanya (Chine), 2012

Orateur principal, colloques consacrés à « un pays, deux systèmes » et aux affaires juridiques externes de la Région administrative spéciale de Hong Kong, Beijing, 2012

Chef de la délégation chinoise lors des consultations bilatérales Chine-Royaume-Uni sur les questions liées au cyberspace, Londres et Beijing, 2011, 2012

Orateur principal, 3^e Forum international de Kubuqi sur le désert, Chine, 2011

Chef de la délégation chinoise à la 54^e session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Vienne, 2011

Chef adjoint de la délégation chinoise à la Conférence de Cancún sur les changements climatiques (COP16), Cancún, 2010

Chef de la délégation chinoise à la Conférence de Bangkok sur les changements climatiques, Bangkok, 2010

Chef de la délégation chinoise à la Conférence de Bonn sur les changements climatiques, Bonn, 2010

Chef de la délégation chinoise aux 43^e et 44^e sessions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Vienne, 2000, 2001

Chef de la délégation chinoise de la 35^e à la 40^e session du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Vienne, 1996-2001

Membre de la délégation chinoise à la troisième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Vienne, 1999

Membre de la délégation chinoise de la 38^e à la 42^e session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Vienne, 1995-1999

Conseiller juridique du Gouvernement chinois lors des négociations entre la Chine et d'autres pays sur la conclusion d'accords bilatéraux sur l'espace, la coopération nucléaire, le désarmement et d'autres domaines, 1995-2002

Conseiller juridique du Gouvernement hôte du Réseau international sur le bambou et le rotin, Beijing, 1995-2002

Membre de la délégation chinoise au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, New York, 1999

Expert invité à une réunion-débat dans le cadre du Colloque des Nations Unies sur le développement progressif et la codification du droit international organisé à l'occasion des célébrations du cinquantenaire de la Commission du droit international, New York, 1997

Chef de la délégation chinoise à la troisième Conférence de l'espace pour les Amériques, Punta del Este, Uruguay, 1996

Membre de la délégation chinoise à la troisième Conférence pour la région de l'Asie et du Pacifique sur la coopération multilatérale touchant les techniques spatiales et leurs applications, Séoul, 1996

Membre de la délégation chinoise à la deuxième session du Comité spécial pour le Statut de la Cour pénale internationale, New York, 1995

Expert invité à la Réunion d'experts juridiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur le droit international de l'environnement au service du développement durable, Washington, 1995

Représentant du Comité consultatif juridique Asie-Afrique au symposium sur les réfugiés organisé conjointement par l'Organisation de l'unité africaine et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Addis-Abeba, 1994

Membre du Bureau du Comité consultatif juridique Asie-Afrique de sa 30^e à sa 33^e session, tenues respectivement au Caire, à Islamabad, à Kampala et à Tokyo, 1991-1994

Chef de la délégation du Comité consultatif juridique Asie-Afrique aux 3^e et 4^e sessions du Comité préparatoire de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Genève, 1992 et 1993

Représentant suppléant du Comité consultatif juridique Asie-Afrique à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 1993

Chef de la délégation du Comité consultatif juridique Asie-Afrique aux troisième et quatrième sessions du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Genève et New York, 1991 et 1992

Principales publications

Ouvrages

A Legal Guide to Diplomatic Practice (dir.), Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères, Chine, 2014

Textbook Series for the 21st Century: International Law (coauteur), 5^e éd. révisée, Beijing University Press, 2014

Textbook for University Students: A General Survey of Law (coauteur), 11^e éd. révisée, Law Publishing House, 2013

Outer Space Law (dir.), Qingdao Publishing House, 2000

Textbook Series for 21st Century: International Law (dir.), Central South Industrial University Press, 2000

Commentary on the Charter of the United Nations (dir.), Shanxi Education Press, 1999

Collective Security in International Law, Wuhan University Press, 1990

Introduction to China's Law and Politics (édition anglaise), Wuhan University Press, 1990

A Course in International Law, Wuhan University Press, 1989

Cases and Commentary on Public and Private International Law (dir.), Wuhan University Press, 1987

Concise Chinese Encyclopedia of Law (coauteur), Sichuan People's Publishing House, 1996

Textbook for Higher Education: Introduction to Law (coauteur), Wuhan University Press, 1992

Reports and Studies on the Asian-African Legal Consultative Organization (éditions de 1991, 1992, 1993 et 1994, coauteur), New Delhi, Secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique

Articles

Trends of International Law and China's Diplomacy of Treaty and Law, édité et publié par le Centre de formation juridique, Région Administrative spéciale de Macao, Chine, 2015

China's Strategic Interest in the Asia Pacific, exposé présenté au stage sur la stratégie et les relations internationales organisé par le Malaysian Armed Forces Defense College, Kuala Lumpur, 2015

On Immunity of State Officials from Foreign Criminal Jurisdiction, 13th Chinese Journal of International Law, 2014

Future Tendency of Contemporary International Law, Journal of Xian Politics Institute, vol. 4, 2013

Some Important Issues of International Law in China's Diplomacy, discours liminaire prononcé lors du 8^e Programme d'été, Xiamen Academy of International Law, Xiamen, 2013

Building a Peaceful, Secure, Open and Cooperative Cyberspace, discours liminaire prononcé lors de la Conférence de Séoul sur le cyberspace, Séoul, 2013

Contribution of "One Country, Two System" to the Development of International Law, Annuaire chinois de droit international, 2012

Development of China's Maritime Industry and Application of UN Convention of the Law of the Sea in Commemoration of 30 Anniversary of UN Convention on the Law of the Sea Opening for Signature, Annuaire chinois de droit international, 2012

Protection of Marine Environment and Building Harmonious Maritime Order, discours liminaire prononcé lors de la cérémonie d'ouverture de l'atelier régional sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, Sanya, Chine, 21 février 2012

On China's Diplomatic Strategy and Maritime Security, exposé présenté à l'Université de Hong Kong, Hong Kong, 2012

On China's Diplomacy of Treaty and Law in New Circumstances, www.chinanews.com, 13 janvier 2012

Combating Somali Pirates by Navel Escort: Legal Basis and Judicial Procedures, Annual of China Maritime Law, vol. 1, 2011

Road to Durban: Outlooks on the Forthcoming Climate Change Negotiation, Foreign Affairs Quarterly, vol. 1, 2011

Building an Outer Space under Legal System for Peace, Development and Cooperation, Annuaire chinois de droit international, 2011

Why United Action on Climate Change is Vital, China Today, vol. II, 2010

Boost Green Growth for Sustainable Development, discours liminaire prononcé lors de la Conférence de l'Union européenne sur les villes et les changements climatiques, Copenhague, 2009

China and World-Opportunities and Challenges, discours liminaire prononcé lors de la réunion annuelle de l'Association des anciens élèves de l'Université de Wuhan, Beijing, 2008

China's Development, World's Opportunity, discours liminaire prononcé lors de l'atelier parrainé par l'Université Stony Brook, State University of New York, 2004

Trends in the Development of Outer Space Law, Annuaire chinois de droit international, 2003

New Developments in International Law in New Century, Review of International Law & Comparative Law, 2002

Review and Prospect of Outer Space Law on the Eve of the 21st Century, China Aerospace, vol. IX et X, 2000

The Work of the International Law Commission and the Shaping of International Law, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Commission, Publications des Nations Unies, 1998

Prohibition of Unlawful Use of Force in International Relations, Annuaire chinois de droit international, 1997

Work of the United Nations Committee on Peaceful Uses of Outer Space and Its Legal Subcommittee, Annuaire chinois de droit international, 1996

Collective Security System in the Charter of United Nations, Annuaire chinois de droit international, 1996

On the Peaceful Settlement of International Disputes, droit international contemporain, publié sous la direction du professeur Huang Bingkun, Hong Kong Guangjiangjing Press, 1988

On the Legal Basis of the United Nations Peacekeeping Forces, Social Sciences in China, vol. 4, 1987

Legal Studies on the Expenses of the United Nations Peacekeeping Forces, Annuaire chinois de droit international, 1987

Legal Basis of the United Nations Peacekeeping Operation, Law Review, vol. 3, 1986

Some New Legal Issues in the Research of international law, Science of Law, vol. 10, 1986

Reappraisal of the Traditional Theory of the Acquisition of Territories, Law Review Quarterly, vol. 4, 1986

State Responsibility for the Violation of Foreigners' Rights and Interests, Journal de l'Université du Wuhan, éd. spéciale, vol. 1, 1986

Charter of the United Nations and the Peaceful Settlement of Disputes, Foreign Science of Law, vol. 4, 1986

Factors Affecting United Nations Decision-Making, Law Review, vol. 2, 1984

On the Voting System of International Organizations, Social Science, vol. 1, 1984

Charles C. Jalloh (Sierra Leone)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 25 mai 2016, reçue de la Mission permanente de la République de Sierra Leone

...

La présente nomination est soumise conformément au Statut de la Commission du droit international Commission, en particulier le paragraphe 1 de l'Article 2, qui dispose que la Commission se compose de membres « possédant une compétence reconnue en matière de droit international ». le professeur Jalloh possède une connaissance approfondie du droit international en général, et du droit international économique, du droit pénal international, du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et du droit international des traités, en particulier. M. Jalloh est un expert de renommée mondiale du droit pénal international, en particulier pour ce qui touche à l'application de ce corpus juridique en évolution en Afrique. Rédacteur en chef et fondateur de deux importantes revues à comité de lecture, M. Jalloh a publié de nombreux écrits dans certaines des publications spécialisées les plus en vue dans le domaine du droit international et est l'auteur ou coauteur de plusieurs ouvrages publiés par des maisons d'édition de premier plan.

Le professeur Jalloh s'est non seulement lancé dans l'étude scientifique du droit international; il a également exercé en tant que praticien du droit, donnant des conseils sur des points de droit international, notamment, au Ministère canadien de la justice, au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, au Tribunal pénal international pour le Rwanda et à la Cour pénale internationale. En outre, il a donné de très nombreuses conférences dans le domaine du droit international dans les plus grandes universités du monde. Il a également donné des conseils à des gouvernements et à des organisations internationales, y compris tout récemment, l'Union africaine. Juriste respecté en Afrique, le professeur Jalloh incarne, par conséquent, le bon équilibre entre les connaissances théoriques et l'expérience pratique afin de contribuer efficacement à la codification et au développement progressif du droit international.

La République de Sierra Leone accorde une importance considérable au travail de la Commission et, en tant que signataire de nombreux traités produits en cette auguste enceinte des Nations Unies, apprécie à leur juste valeur ses contributions historiques à l'instauration d'un ordre juridique international fondé sur des règles.

En outre, la candidature du professeur Jalloh est soumise en application de l'Article 8 du Statut de la Commission, qui dispose que non seulement les personnes appelées réunissent individuellement les conditions requises, mais aussi que, dans l'ensemble, la représentation à la Commission des principaux systèmes juridiques du monde doit être assurée. Formé en Sierra Leone, au Canada, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et aux Pays-Bas et, de ce fait, familier des traditions de la *common law* et du droit civil, le professeur Jalloh est gage de compétence et de diversification s'agissant de représenter les principaux systèmes juridiques du monde.

Au vu de ce qui précède, ainsi que de l'attachement solide de la Sierra Leone à un ordre juridique international fondé sur des règles, le Gouvernement de la

République de Sierra Leone est convaincu que, s'il est élu, le professeur Jalloh apportera une contribution de poids au travail qu'accomplira la Commission au cours du prochain quinquennat.

...

Curriculum vitae

Charles C. Jalloh

Candidat proposé par la Sierra Leone à la Commission du droit international

Élections d'octobre 2016

On trouvera ci-après un descriptif des compétences et de la renommée du professeur Charles C. Jalloh, dont la candidature est proposée par le Gouvernement de la République de Sierra Leone à la Commission du droit international lors de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Brièvement, comme on le verra ci-dessous ainsi que dans son curriculum vitae et son résumé biographique (fournis séparément), le professeur Jalloh bénéficie d'une expérience académique et professionnelle hors pair dans le domaine du droit international. Par conséquent, il réunit tous les critères énoncés aux Articles 2 et 8 du Statut de la Commission du droit international. Pour toutes ces raisons, développées ci-dessous, le Gouvernement de la République de Sierra Leone est pleinement convaincu que apportera une contribution de poids aux activités que la Commission entreprendra au cours du prochain quinquennat (2017-2022).

Qualifications requises : La Commission du droit international, aux termes du paragraphe 1 de l'Article 2 de son Statut, « se compose de trente-quatre membres, possédant une compétence reconnue en matière de droit international ». Au paragraphe 2 du même article, il est en outre dit qu'« [e]lle ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même État ».

Qualifications du candidat : Le professeur Jalloh remplit les critères énoncés à l'Article 2 du Statut. Premièrement, en tant qu'expert africain de renom et praticien du droit international, il possède une compétence reconnue en matière de droit international – comme en atteste la dizaine d'ouvrages dont il est l'auteur ou coauteur et qui ont été publiés par plusieurs des grandes maisons d'édition connues dans le domaine, telles que la Cambridge University Press. Son ouvrage sur le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, publié aux éditions Cambridge University Press en 2013 (relié) et en 2015 (broché), a été qualifié d'œuvre visionnaire et novatrice sur l'héritage et les contributions du Tribunal au développement du droit international. Il est également l'auteur ou coauteur d'une cinquantaine d'articles, de chapitres d'ouvrages, d'essais et de commentaires. Ses analyses du droit, notamment, ont été sélectionnés, pour publication, par certains des journaux spécialisés les plus connus dans le domaine du droit international, tels que l'*African Journal of International and Comparative Law*, l'*American Journal of International Law*, l'*American University International Law Review*, le *Criminal Law Forum*, l'*International Criminal Law Review*, le *Michigan Journal of International Law* et le *Vanderbilt Journal of Transnational Law*.

Si le professeur Jalloh a voulu, par ses connaissances juridiques, jeter des ponts entre la théorie et la pratique, il possède des compétences en droit international qui vont bien au-delà des salles de classe de l'université. À cet égard,

en tant qu'avocat ou assistant, il a travaillé dans des affaires de droit international au Ministère canadien de la justice, à Ottawa; pour le compte de l'Organisation mondiale du commerce, à Genève (Suisse), et dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain, à Washington; au Tribunal spécial pour la Sierra Leone, à Freetown et à La Haye; au Tribunal pénal international pour le Rwanda, à Arusha, et à la Cour pénale internationale, à La Haye. Dans ce contexte, il convient de noter qu'en 2007, M. Jalloh a été l'avocat commis d'office dans un des procès les plus importants engagés à l'encontre d'un ancien chef d'État devant un tribunal pénal international de l'ère contemporaine, s'acquittant de ses obligations avec brio. Plus récemment, en octobre 2015, M. Jalloh a eu l'honneur d'être invité à représenter l'Union africaine comme premier *Amicus Counsel* dans une affaire portée devant la Chambre d'appel de la Cour pénale internationale.

M. Jalloh est particulièrement versé dans les questions liées au droit pénal international et au droit international humanitaire ainsi que dans les questions liées à l'application du droit international en Afrique. Pour preuve de la reconnaissance dont il jouit en la matière, M. Jalloh a été invité, par de nombreuses universités et institutions de prestige sises dans différentes régions du monde, à prononcer des discours, donner des conférences ou intervenir en tant que commentateur ou orateur. En sept années, il a donné une soixantaine de conférences sur trois continents, notamment aux universités d'Oxford et de Yale ainsi qu'à l'Université de Sierra Leone (Fourah Bay College), à la Makeni School of Law et à l'Institut de droit international de Sierra Leone. Outre son engagement indéfectible en Sierra Leone et, sur le plan international, dans diverses régions de l'Afrique orientale, occidentale et méridionale, M. Jalloh a participé en tant qu'expert indépendant africain, sur invitation du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, au tout premier débat thématique sur la justice pénale internationale réunissant, en avril 2013, les États Membres de l'ONU. Sur invitation du Chef des poursuites de la Cour pénale internationale, il a également donné des conférences sur les crimes contre l'humanité au bureau du Procureur de la Cour, en mars 2013 et, en novembre 2013, il a été nommé par le Groupe des États d'Afrique parties au Statut de Rome à participer en tant qu'expert indépendant à un débat interactif de cinq heures sur les préoccupations de l'Afrique à l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, à La Haye. M. Jalloh a également été consultant *pro-bono* pour le Bureau du Conseiller juridique de l'Union africaine, participant, en mai 2014, à l'élaboration finale de huit traités de l'Union sur diverses questions. Il a en outre été invité à donner des conférences sur le droit international au Département d'États des États-Unis d'Amérique et au Ministère canadien de la justice.

L'excellence du professeur Jalloh a été reconnue, notamment, lorsqu'il s'est vu décerner plusieurs prix distinctions et bourses académiques. À cet égard, il a été nommé boursier de la Buchanan Ingersoll & Rooney Faculty Scholar pour 2013-2014 et, en 2015, premier boursier de la Florida International University. Il a reçu de nombreuses bourses de recherche de diverses organisations, notamment l'Open Society Foundation, qui soutient actuellement certains de ses projets de recherche consacrés à des questions de droit international en Afrique.

En outre, M. Jalloh a exercé des fonctions importantes qui attestent de ses compétences; ainsi, il a notamment été coprésident élu de l'International Criminal Law Interest Group de l'American Society of International Law, tâches dont il s'est acquitté pendant trois ans; membre, des années durant, du Groupe consultatif du

Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, et membre du Conseil consultatif du Comité des crimes de guerre de l'Association internationale du barreau. Plus récemment, M. Jalloh a été un des trois experts nommés par la branche américaine de l'Association de droit international pour servir au Committee on Complementarity in International Law. Depuis, il a été nommé rapporteur de ce groupe international prestigieux, qui se compose de 35 éminents experts du droit du monde entier.

Qui plus est, M. Jalloh, fervent partisan d'une réflexion académique au niveau mondial, est le rédacteur en chef et fondateur de deux revues à comité de lecture publiées par deux maisons d'édition européennes de renom, l'*African Journal of Legal Studies* et l'*African Journal of International Criminal Justice* – la première de ces publications étant un vecteur de poids de la réflexion sur des questions complexes touchant à la fois au droit, aux politiques publiques et à l'évolution sociale du continent. Ces revues, qui sont le fruit de son initiative, cherchent à approfondir l'étude de questions liées aux droits de l'homme, à la bonne gouvernance et au droit international tels qu'ils sont mis en œuvre en Afrique et dans les pays en développement.

Nationalité : Le professeur Jalloh est originaire de Sierra Leone, pays où il est né et a grandi, dans la province du Nord, et la Sierra Leone est le pays où il exerce ses droits civils et politiques. Aucun des membres actuels de la Commission du droit international n'est originaire de Sierra Leone, et ce pays n'a pas nommé d'autre membre. En conséquence, l'élection de M. Jalloh n'entrerait pas en conflit avec les dispositions du paragraphe 2 de l'Article 2 du Statut de la Commission, qui dispose que la Commission ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même État.

Bilan régional : Le Gouvernement de la République de Sierra Leone rappelle que le mandat des 34 membres actuels de la Commission du droit international vient à expiration en décembre 2016. Eu égard au principe de la représentation géographique équitable, et conformément au Statut de la Commission et à la résolution 36/39 de l'Assemblée générale en date du 18 novembre 1981, au moins huit des membres, dont – nous l'espérons – M. Jalloh, doivent être ressortissants d'États de la région d'Afrique. En l'occurrence, nous sommes en conformité avec cette disposition.

Même s'il ne s'agit pas là d'une condition requise en l'espèce, cinq candidats de divers pays d'Afrique ont été soutenus par les États membres de l'Union africaine à la fin de janvier 2016, si bien que trois autres candidats peuvent être proposés. Nous espérons que la candidature de M. Jalloh figurera au nombre de celles appuyées par l'Union africaine au Sommet de Kigali, en juin-juillet 2016.

Représentation des principaux systèmes juridiques : Conformément à l'Article 8 du Statut de la Commission du droit international, « les électeurs auront en vue que les personnes appelées à faire partie de la Commission réunissent individuellement les conditions requises, et que, dans l'ensemble, la représentation des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde soit assurée », nous avons déjà montré, dans les paragraphes précédents, que le professeur Jalloh possède les qualifications et l'expérience requises pour servir la Commission avec succès.

S'agissant plus généralement de la représentativité des principaux systèmes juridiques du monde à la Commission du droit international, le Gouvernement de la

République de Sierra Leone fait observer que, outre les diplômes que lui a décernés, notamment, l'Université d'Oxford, où il a obtenu une maîtrise (avec mention) en droit international des droits de l'homme, M. Jalloh possède une formation en droit de la *common law* (licence) et en droit civil (licence) de la McGill University, à Montréal, qui est une des universités de pointe du Canada. La McGill University est largement considérée à l'échelle mondiale comme la pionnière de la formation dans les deux écoles de droit existant dans le monde. En conséquence, compte tenu des dispositions de l'Article 8 du Statut de la Commission, la double formation du candidat, associée à sa pratique du droit pénal international et de la procédure en la matière (largement considérés comme hybrides) et du droit international économique permettent de penser qu'il est bien placé pour diversifier la représentation des deux grands systèmes juridiques mondiaux.

Par conséquent, le Gouvernement de la République de Sierra Leone est fermement convaincu, comme le montre le texte qui précède et le curriculum vitae qui l'accompagne, que le professeur Jalloh non seulement dispose des compétences techniques requises mais qu'il est également animé de la passion du droit international nécessaire pour apporter une contribution de poids au travail accompli par la Commission pour s'acquitter de son mandat crucial dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international.

Formation

Doctorat en droit international (octobre 2016)
Université d'Amsterdam, faculté de droit

Maîtrise en droit international des droits de l'homme (juillet 2007)
Kellogg College, Université d'Oxford (Royaume-Uni)
Mentions : Distinction (note: 4 sur 18); bourse Chevening (2006-2007)

Licence de droit et de droit civil (mai 2002)
McGill University, faculté de droit, Montréal (Canada)
Mentions : Student Fellow (2000), puis Associate Fellow (2001) du McGill Center for Developing Area Studies (sur concours)
Activités : Coprésident (élu) de l'International Law Society (2000-2001)

Licence d'études internationales du développement (octobre 2001)
Guelph University College of Social and Applied Human Sciences, Guelph (Canada)
Mentions : Prix du doyen (parmi les 10% meilleurs de sa promotion);
prix Mary I. Whitelock
Activités : Membre du conseil des étudiants, élu pour représenter le College au Conseil de l'Université
Coorganisateur et coproducteur d'une émission radiophonique hebdomadaire consacrée à des questions internationales

Enseignement du droit

Florida International University, College of Law, États-Unis d'Amérique
Professeur de droit international
Depuis juin 2014
Prix FIU Top Scholar (2015-2016) décerné en 2014

Cours enseignés: droit international et droit comparé, droit international des droits de l'homme, droit pénal international, procédure pénale (niveau avancés), contrats, torts

Affiliations: Scholarship Committee; LL.M. Admissions Committee; Lecturer Review Committee (président pour l'année académique 2015-2016)

Université de Pittsburgh, School of Law, États-Unis d'Amérique

Professeur-assistant de droit

Juillet 2009-2014

Prix Buchanan Ingersoll & Rooney (2013-2014)

Cours enseignés: droit pénal, droit international, droit pénal international

Affiliations: Appointments Committee (2009-2010); Faculty Steering Committee (2010-2011); Colloquium Committee (2010-2012); Academic Standards and Petitions Committee (2012-2013); nommé à l'unanimité en 2014

Activités en tant que professeur ou conférencier invité

- Conférencier, Université d'Oxford-George Washington University, Programme d'été de droit international des droits de l'homme, Oxford (Royaume-Uni), été 2015
- Professeur invité, Southwestern Law School, Programme d'été, Vancouver (Canada), été 2013
- Conférencier, International Law Institute, African Center for Legal Excellence, Kampala, été 2012
- Professionnel invité, Cour pénale internationale, La Haye (Pays-Bas), été 2011
- Research Fellow, Université de Pretoria, Institute of International and Comparative Law in Africa, faculté de droit, Pretoria, été 2011
- Professeur invité par la chaire R.J. Reynolds Nabisco, North Carolina Central University School of Law, automne 2010

Pratique du droit

Tribunal pénal international pour le Rwanda, Arusha

- Juriste adjoint de première classe à la Section de l'appui aux chambres
- Référendaire assistant les juges de la Chambre de première instance

Décembre 2007-juin 2009

Assistance fournie dans des questions concernant le droit pénal international, le droit international humanitaire, le droit pénal et la procédure pénale; participation à la rédaction d'avis lors de procès retentissants pour génocide impliquant de nombreux accusés, notamment dans les affaires *Le Procureur c. Théoneste Bagosora et consorts*, *Le Procureur c. Tharcisse Renzaho*, ou *Le Procureur c. Ephrem Setako*

Tribunal spécial pour la Sierra Leone, La Haye (Pays-Bas); Freetown

Conseiller juridique au Bureau de la défense

Septembre 2005-novembre 2007

Chef du Bureau de la défense, division de La Haye; comparution devant la Chambre de deuxième instance; rédaction de motions et de plaidoiries; conseils sur le droit pénal comparé, la procédure pénale, le droit des conflits armés, le droit pénal international et le droit international des droits de l'homme

Ministère de la justice du Canada, Ottawa

Conseil juridique, Direction du droit commercial, Département des affaires étrangères et du commerce international; conseil juridique, Section des crimes de guerre, Ministère de la justice du Canada

Mai 2003-septembre 2005

Rédaction d'avis juridiques; fourniture de conseils juridiques à l'occasion d'enquêtes multi-juridictionnelles sur des crimes internationaux; liaison avec la Police montée canadienne; assistance en réponse à des demandes de traités d'entraide juridique du Canada formulées par des États tiers

Sélection de publications

1. Livres, ouvrages de référence et monographies

- Charles C. Jalloh, *The Legal Legacy of the Special Court for Sierra Leone* (Cambridge University Press: New York/Cambridge, à paraître en 2017)
- Linda M. Carter, Mark S. Ellis et Charles C. Jalloh, *The International Criminal Court in an Effective Global Justice System* (Edward Elgar Publishers, Cheltenham, à paraître en 2016)
- Charles C. Jalloh et Simon Meisenberg (dir.), *The Law Reports of the Special Court for Sierra Leone: Volume 4: Prosecutor v. Sesay, Kallon and Gbao* (Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, à paraître en 2016)
- Charles C. Jalloh et Simon Meisenberg (dir.), *The Law Reports of the Special Court for Sierra Leone: Volume 3: Prosecutor v. Charles G. Taylor* (Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, septembre 2015)
- Charles C. Jalloh et Alhagi Marong (dir.), *Promoting Accountability under International Law for Gross Human Rights Violations in Africa: Essays in Honor of Prosecutor Hassan B. Jallow* (Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, juin 2015)
- Charles C. Jalloh et Olufemi Elias (dir.), *Shielding Humanity: Essays in International Law in Honour of Judge Abdul G. Koroma* (Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, juin 2015)
- Charles C. Jalloh (dir.), *The Sierra Leone Special Court and its Legacy: The Impact for Africa and International Criminal Law* (Cambridge University Press: New York/Cambridge (relié : janvier 2014; broché : juillet 2015)
- Charles C. Jalloh et Simon Meisenberg (dir.), *The Law Reports of the Special Court for Sierra Leone: Volume 2: Prosecutor v. Norman, Fofana and Kondewa* (Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2014)

- Charles C. Jalloh et Thomas Jada, *The Criminal Law of South Sudan* (IDLO, Rome, 2013)
 - Charles C. Jalloh et Simon Meisenberg (dir.), *The Law Reports of the Special Court for Sierra Leone: Volume 1: Prosecutor v. Brima, Kamara and Kanu* (Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2012)
 - Charles C. Jalloh (dir.), *Consolidated Legal Texts of the Special Court for Sierra Leone* (Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2007)
2. Articles publiés dans des revues à comité de lecture et autres revues spécialisées
- Charles C. Jalloh, “International Decision, International Criminal Court, Appeals Chamber, Prosecutor v. William Ruto, Decision on Appeal of Subpoena to Kenya”, *American Journal of International Law*, vol. 109, n° 3 (juillet 2015), p. 610 à 616 (revue spécialisée)
 - Charles C. Jalloh, “The Law and Politics of the Charles Taylor Case”, *Denver Journal of International Law and Policy*, vol. 43, n° 3 (mai 2015), p. 229 à 276 (parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, “The Special Tribunal for Lebanon: A Defense Perspective”, *Vanderbilt Journal of Transnational Law*, vol. 47, n° 3 (juin 2014), p. 765 à 824 (parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, “Reflections on the Indictment of Sitting Heads of State and Government and its Consequences for Peace, Stability and Reconciliation in Africa”, *African Journal of Legal Studies*, vol. 7, n° 1 (mars 2014), p. 43 à 59
 - Charles C. Jalloh, “International Decision, Special Court for Sierra Leone, Appeals Chamber Judgment in Prosecutor v. Charles Ghankay Taylor”, *American Journal of International Law*, vol. 108, n° 1 (janvier 2014), p. 58 à 66 (parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Melinda Taylor et Charles C. Jalloh, “Provisional Arrest and Incarceration in the International Criminal Tribunals”, *Santa Clara Journal of International Law*, vol. 11, n° 2 (2013), p. 303 à 334 (parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, “Prosecuting those Bearing “Greatest Responsibility”: The Lessons of the Special Court for Sierra Leone”, *Marquette Law Review*, vol. 96, n° 3 (2013), p. 863 à 911 (parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, “What Makes a Crime Against Humanity a Crime Against Humanity?”, *American University International Law Review*, vol. 28, n° 2 (2013), p. 381 à 441 (parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, “Kenya v. The ICC Prosecutor”, *Harvard International Law Journal Online*, vol. 53 (août 2012), p. 269 à 285 (parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, “Does Living by the Sword mean Dying by the Sword?”, *Penn State Law Review*, vol. 117, n° 3 (2012), p. 707 à 753 (parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)

- Charles C. Jalloh, “International Decision, International Criminal Court, Judgment on the Appeal of the Republic of Kenya Against Pre-Trial Chamber Decision Denying Inadmissibility of the Kenya Situation”, *American Journal of International Law*, vol. 106, n° 1 (janvier 2012), p. 118 à 125
 - Charles C. Jalloh, “Africa and the International Criminal Court: Collision Course or Cooperation?”, *North Carolina Central Law Review*, vol. 34, n° 2 (2012), p. 203 à 229
 - Charles C. Jalloh, “Special Court for Sierra Leone: Achieving Justice?”, *Michigan Journal of International Law*, vol. 32, n° 3 (printemps 2011), p. 395 à 460 (article principal; parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, “International Decision, International Criminal Court, Decision on the Authorization of an Investigation into the Situation in the Republic of Kenya”, *American Journal of International Law*, vol. 105, n° 3 (juillet 2011), p. 540 à 547 (parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, Dapo Akande et Max du Plessis, “Assessing the African Union Concerns About Article 16 of the Rome Statute of the International Criminal Court”, *African Journal of Legal Studies*, vol. 4, n° 1 (mars 2011), p. 5 à 50 (revue spécialisée; parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, “International Decision, African Court on Human and Peoples’ Rights, Michelot Yogogombaye v. Republic of Senegal”, *American Journal of International Law*, vol. 104, n° 4 (octobre 2010), p. 620 à 628 (parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, “Universal Jurisdiction, Universal Prescription? A Preliminary Assessment of the African Union Perspective on Universal Jurisdiction”, *Criminal Law Forum*, vol. 21, n° 1 (mars 2010), p. 1 à 65 (article principal; parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, « Regionalizing International Criminal Law? », *International Criminal Law Review*, vol. 9, n° 3 (juillet 2009), p. 445 à 499 (revue spécialisée; article principal; parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Charles C. Jalloh, “The Contribution of the Special Court for Sierra Leone to the Development of International Law”, *African Journal of International and Comparative Law*, vol. 15, n° 2 (septembre 2007), p. 165 à 207 (article principal; parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
 - Vincent O. Nmehielle et Charles C. Jalloh, “The Legacy of the Special Court for Sierra Leone”, *The Fletcher Forum of World Affairs*, vol. 30, n° 2 (mai 2006), p. 107 à 124
3. Chapitres d’ouvrages faisant l’objet d’un examen collégial
- Charles C. Jalloh, “Towards Greater Synergies between Courts and Truth Commissions in Post-Conflict Contexts: Lessons from Sierra Leone”, in Meg deGuzman et Diane Amann (dir.), *Arcs of Global Justice: Essays in Honor of William A. Schabas* (Oxford University Press, New York, à paraître en 2016)

- Charles C. Jalloh, “Charles Taylor”, in William Schabas (dir.), *Cambridge Companion to International Criminal Law* (Cambridge University Press, New York, 2016), p. 312 à 332
- Alhagi B. M. Marong et Charles C. Jalloh, “Transfer of Cases Under the Jurisprudence of the ICTR and Lessons Learned for the ICC”, in Charles C. Jalloh et Alhagi Marong (dir.), *Promoting Accountability under International Law for Gross Human Rights Violations in Africa* (Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2015), p. 407 à 439
- Charles C. Jalloh et Andrew Morgan, “International Criminal Justice Processes in Rwanda and Sierra Leone: Lessons for Liberia”, in Charles C. Jalloh et Olufemi Elias (dir.), *Shielding Humanity: Essays in International Law in Honour of Judge Abdul G. Koroma* (Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2015), p. 447 à 512
- Charles C. Jalloh, “The Role of Non-Governmental Organizations in Advancing International Criminal Justice”, in M. Cherif Bassiouni (dir.), *Globalization and Its Impact on the Future of Human Rights and International Criminal Justice* (Intersentia, Anvers, 2015), p. 589 à 616 (article sollicité)
- Charles C. Jalloh, “Assessing the Legacy of the Special Court for Sierra Leone”, in Jalloh (dir.), *The Sierra Leone Special Court and its Legacy The Impact for Africa and International Criminal Law* (Cambridge University Press: New York/Cambridge), p. 1 à 22
- Charles C. Jalloh, “Prosecuting Those Bearing Greatest Responsibility: The Contributions of the Special Court for Sierra Leone”, in Jalloh (dir.), *The Sierra Leone Special Court and its Legacy The Impact for Africa and International Criminal Law* (Cambridge University Press: New York/Cambridge), p. 589 à 623
- Charles C. Jalloh, “A Positive (Not Perfect) Legacy”, in Jalloh (dir.), *The Sierra Leone Special Court and its Legacy The Impact for Africa and International Criminal Law* (Cambridge University Press: New York/Cambridge), p. 770 à 775
- Charles C. Jalloh, “(Re)Defining Crimes Against Humanity for a Jus Post Bellum World”, in Larry May et Elizabeth Edenberg (dir.), *Jus Post Bellum and Transitional Justice* (Cambridge University Press, Cambridge, 2013), p. 113 à 151 (article sollicité; parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
- Charles C. Jalloh, “Self-Representation and the Use of Assigned, Standby and Amicus Counsel”, in Linda Carter et Fausto Pocar (dir.), *International Criminal Procedure: The Interface of Civil Law and Common Law Legal Systems* (Edward Elgar, Cheltenham, 2013), p. 125 à 165 (article sollicité; parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)
- Charles C. Jalloh et Amy DiBella, “Equality of Arms in International Criminal Law: Continuing Challenges”, in William A. Schabas *et al.* (dir.), *The Ashgate Research Companion to International Criminal Law: Critical Perspectives* (Ashgate Publishing, Farnham, 2013), p. 251 à 288 (article sollicité; parmi les 10 premiers téléchargements SSRN)

- Charles C. Jalloh, “The International Criminal Court on Trial”, in Chile Eboe-Osuji (dir.), *Essays in International Law and Policy in Honour of Navanethem Pillay* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden/Boston, 2010), p. 478 à 518
 - Alhagi Marong, Charles C. Jalloh et David Kinnecome, “Concurrent Jurisdiction at the ICTR: Should the Tribunal Refer Cases to Rwanda?”, Emmanuel Decaux *et al.* (dir.), *From Human Rights to International Criminal Law: Studies in Honour of an African Jurist, the Late Judge Laïty Kama* (Martinus Nijhoff Brill, Leiden/Boston, juin 2007), p. 159 à 201 (article sollicité)
4. Essais et tribunes dans la presse
- Charles C. Jalloh, “Kenya Should Reconsider Proposed Withdrawal from the International Criminal Court”, *JURIST’s legal news service*, disponible à l’adresse <http://www.jurist.org/forum/2013/09/charles-jalloh-kenya-icc.php> (13 septembre 2013)
 - Charles C. Jalloh, “The Verdict(s) in the Charles Taylor Trial”, *JURIST’s legal news service*, disponible à l’adresse <http://jurist.org/forum/2012/05/charles-jalloh-taylor-verdict.php> (14 mai 2012)
 - Charles C. Jalloh, “Scheduling Judgment Day: Ending the Charles Taylor Trial”, *JURIST’s legal news service*, disponible à l’adresse <http://jurist.org/forum/2012/03/charles-jalloh-scsj-judgment.php> (29 mars 2012)
 - Charles C. Jalloh, “A Date with Justice: Mugesera’s Inevitable Deportation from Canada”, *JURIST’s legal news service*, disponible à l’adresse <http://jurist.org/forum/2012/01/charles-jalloh-mugesera.php> (16 janvier 2012)
 - Charles C. Jalloh, “(Re)Writing History After Rwanda’s Genocide: A Response to Peter Erlinder”, *JURIST’s legal news service*, disponible à l’adresse <http://jurist.org/forum/2010/08/rewriting-history-after-rwandas-genocide-a-response-to-peter-erlinder.php> (31 août 2010)
 - Charles C. Jalloh, “Kenya’s Dangerous Dance with Impunity”, *JURIST’s legal news service*, disponible à l’adresse <http://jurist.law.pitt.edu/forum/2009/08/kenyas-dangerous-dance-with-impunity.php> (18 août 2009)

Conférences et exposés

- “Africa and the ICC: Misperceptions and Realities”, *International Symposium on African Justice Mechanisms and their Interplay with the International Criminal Court*, Université du Cap et Africa Group for Justice and Accountability, Le Cap (Afrique du Sud), 19-21 mars 2016 (intervenant)
- “Crimes Without Borders: In Search of an International Criminal Justice System”, Pacific McGeorge School of Law Global Center Symposium, Sacramento [Californie (États-Unis d’Amérique)], 4 mars 2016 (intervenant)
- “The Role of ISIS and the Future of International Law; Coherence or Chaos”, Conférence annuelle du Conseil canadien du droit international, Ottawa, 5 novembre 2015 (intervenant)

- “Africa and the ICC”, Ministère de la justice du Canada, Ottawa, 6 novembre 2015 (orateur)
- “International Experts’ Meeting on the Illegal Use of Force: Reconceptualizing The Laws of War”, Washington University of St. Louis, Whitney Harris World Law Institute, St. Louis [Missouri (États-Unis d’Amérique)], 11 et 12 septembre 2015 (intervenant)
- “International Criminal Law as a Contest between Two Historic Moments”, conférence plénière sur les fondements du droit international des droits de l’homme, Université d’Oxford (Royaume-Uni), 28 juillet 2015
- “The Sierra Leone Special Court and Its Legacy for International Law”, Washington and Lee University School of Law, Lexington [Virginie (États-Unis d’Amérique)], 13 avril 2015 (orateur)
- “The African Criminal Court: Challenges and Opportunities”, Washington and Lee University School of Law, Lexington [Virginie (États-Unis d’Amérique)], 13 avril 2015 (conférencier)
- “The United Nations and the International Courts”, stage n° 126 à l’intention des officiers supérieurs, Collège de défense de l’OTAN, Rome, 16 mars 2015 (conférencier invité)
- “Expanding the Jurisdiction of the African Court on Human and Peoples’ Rights”, Association internationale du barreau, Conférence annuelle sur le droit pénal international, Palais de la Paix, La Haye (Pays-Bas), 11 février 2015 (intervenant)
- “The Case for Positive Complementarity between the ACC and the ICC”, Conférence-réunion d’experts sur l’impact et l’efficacité de la Cour pénale internationale, The Hague Institute for Global Justice et Centre Grotius d’études juridiques internationales, Université de Leiden, La Haye (Pays-Bas), 11 décembre 2014 (intervenant)
- “Regional Approaches to Transnational Crimes: An African Perspective”, Conférence sur la criminalité transnationale et internationale, Amsterdam Center for International Law, Université d’Amsterdam et T.M.C. Asser Institute, La Haye (Pays-Bas), 5 décembre 2014 (orateur)
- “The African Criminal Court”, *Geographies of Justice Conference*, Institute for Security Studies, Addis-Abeba, 20 novembre 2014 (principal intervenant)
- “Children and International Criminal Justice Conference”, faculté de droit de l’Université de Géorgie, Athens [Géorgie (États-Unis d’Amérique)], 28 octobre 2014 (animateur de table ronde pour la séance inaugurale)
- “The Role of NGOs in International Criminal Justice”, réunion de haut niveau sur l’avenir de des droits de l’homme et de la justice internationale, Istituto Superiore Internazionale di Scienze Criminali, Syracuse (Italie), 7 septembre 2014 (orateur)
- “The Impact of the Security Council on the Work of the International Criminal Court”, faculté de droit de l’Université d’Oslo, 28 août 2014 (orateur principal)

- “The Relationship of International Criminal Tribunals with National Jurisdictions: Lessons for the Permanent International Criminal Court”, conférence de Buchanan Ingersoll & Rooney PC, Pittsburgh [Pennsylvanie (États-Unis d’Amérique)], 27 juin 2014
- Commission de l’Union africaine, Bureau du Conseiller juridique, premier Comité technique spécialisé dans les affaires juridiques, Addis-Abeba, 5-9 mai 2014 (expert indépendant invité)
- “Africa, The Security Council and The International Criminal Court”, The Hague Institute of Applied Legal Sciences, La Haye (Pays-Bas), 23 mai 2014 (orateur principal)
- “The Lessons of Rwanda: 20 Years After the Genocide”, Florida International University College of Law, Miami [Floride (États-Unis d’Amérique)], 8 avril 2014 (intervenant et coorganisateur)
- “Africa and the International Criminal Court”, Organisation des Nations Unies, Bureau des affaires juridiques, New York, 13 février 2014 (orateur invité)
- “Sierra Leone Special Court and Its Legacy”, Case Western Reserve University School of Law, Cleveland [Ohio (États-Unis d’Amérique)], 10 février 2014 (orateur invité)
- “Brainstorming Session on the Broad Areas of the International Criminal Justice System, Peace, Justice and Reconciliation in Africa”, Union africaine, Bureau du Conseiller juridique, Addis-Abeba, 16 et 17 décembre 2013 (34 ambassadeurs africains convoqués pour mettre au point des options stratégiques pour adoption par les chefs d’État africains dans leurs décisions officielles au Sommet de janvier 2014; j’étais l’un des deux experts indépendants à participer à la session)
- “Special Session of the International Criminal Court Assembly of States Parties as Requested by the African Union”, La Haye (Pays-Bas), 27 novembre 2013 (un des deux savants invités à participer au tout premier débat interactif réunissant 122 États membres de la CPI; désigné par les États parties africains, par consensus, “expert de renom des relations entre l’Afrique et la CPI”) (intervenant au débat interactif)
- “The Law and Politics of the Charles Taylor Trial”, University of Makeni School of Law, Makeni (Sierra Leone), 25 octobre 2013 (orateur)
- “The Security Council and the International Criminal Court”, University of Pennsylvania Law School, Philadelphia [Pennsylvanie (États-Unis d’Amérique)], 20 septembre 2013 (orateur)
- “The Meaning of Greatest Responsibility”, Loyola University of Chicago Law School, Chicago [Illinois (États-Unis d’Amérique)], 24 avril 2013 (orateur)
- Allocution principale de Patricia O’Brien, Conseillère juridique des Nations Unies, conférence de l’Association de droit international, Université d’Oxford (Royaume-Uni), 12 avril 2013 (commentateur)
- “Universal Jurisdiction and African States”, l’*American Society of International Law*, 107^e réunion annuelle, Washington, 5 avril 2013 (orateur)

- “The Security Council and Justice”, St. Andrews University (Royaume-Uni), 22 mars 2013 (orateur)
- “The International Criminal Court and African States”, colloque sur l’avenir de la Cour pénale internationale à la lumière des faits récents”, Emory Law School, Atlanta [Géorgie (États-Unis d’Amérique)], 26 février 2013 (intervenant)
- “What Makes a Crime Against Humanity a Crime Against Humanity?”, série de conférences données par le Bureau du procureur, Cour pénale internationale, La Haye (Pays-Bas), 12 février 2013 (présentateur)
- “Rome Statute: Plus or Minus? Assessing the Proposal for an African Regional Court to Prosecute International Crimes”, série de conférences supranationales, T.M.C. Asser Institute, La Haye (Pays-Bas), 11 février 2013 (présentateur)
- “Rome Statute: Plus or Minus?, International Criminal Court at Ten Conference”, Washington University in St. Louis, Whitney Harris World Law Institute, St. Louis [Missouri (États-Unis d’Amérique)], 12 novembre 2012 (présentateur)
- “Africa and the International Criminal Court”, Institut néerlandais des droits de l’homme de l’Université d’Utrecht et Rhodes University (Afrique du Sud), La Haye (Pays-Bas), 30 octobre 2012 (présentateur/président de table ronde)
- “What Makes a Crime Against Humanity a Crime Against Humanity?”, table ronde d’études juridiques internationales, Vanderbilt Law School, Nashville [Tennessee (États-Unis d’Amérique)], 28 septembre 2012 (présentateur)
- “The African Union and the Future of the International Criminal Court in Africa”, colloque sur l’Union africaine et l’avenir du droit international en Afrique, Yale Law School, New Haven [Connecticut (États-Unis d’Amérique)], 14 septembre 2012 (orateur)
- “The Sierra Leone Tribunal’s Legacy”, faculté de droit et Institut de droit international de l’Université de Sierra Leone, Freetown, 27 juillet 2012 (présentateur)
- “International Conference Assessing the Legal and Contributions of the Special Court for Sierra Leone for Africa and International Criminal Justice”, University of Pittsburgh School of Law, Pittsburgh, [Pennsylvanie (États-Unis d’Amérique)], 19-21 avril 2012 (a convoqué 70 savants et praticiens de 20 pays pour une première évaluation globale de l’impact du Tribunal spécial pour la Sierra Leone sur l’Afrique et le droit international; plus de 12 unités de la Pittsburgh School of Law et plusieurs autres départements y ont participé) (organisateur)
- “The International Criminal Court in Africa”, conférence sur l’Afrique et le droit international: état des lieux et perspectives, Albany Law School, Albany [New York (États-Unis d’Amérique)], 14 avril 2012 (président de table ronde)
- “Africa and the International Criminal Court”, American Society of International Law, 106^e réunion annuelle, Washington, 29 mars 2012 (organisateur et intervenant)

- “The Meaning of ‘Greatest Responsibility’ in International Criminal Law”, atelier de l’ICL Interest Group, John Marshall Law School, Chicago [Illinois (États-Unis d’Amérique)], 9 décembre 2011 (présentateur)
- “Special Court and Jus Post Bellum,” atelier interdisciplinaire, Vanderbilt University Law School, Nashville [Tennessee (États-Unis d’Amérique)], 22 août 2011 (présentateur)
- “The Trouble with Universal Jurisdiction”, conférence sur le droit pénal international et la compétence universelle, Université nationale du Rwanda, Programme de hautes études universitaires, Kigali, 12 juillet 2011 (intervenant)
- “Transfers under Rule 11bis”, conférence sur la lutte contre l’impunité et le rôle de l’Afrique australe dans l’administration de la justice pour le génocide de 1994 au Rwanda, organisée par le Southern Africa Litigation Center, REDRESS et African Rights, Johannesburg (Afrique du Sud), 1^{er} juillet 2011 (intervenant)
- “Provisional Arrest and Incarceration”, atelier sur les questions de défense en droit pénal international, Comité des crimes de guerre de l’Association internationale du barreau, La Haye (Pays-Bas), 10 juin 2011 (présentateur)
- “The 1994 Rwandan Genocide: Is there an International Responsibility to Protect?”, Washington & Jefferson College, Washington [Pennsylvanie (États-Unis d’Amérique)], 15 avril 2011 (conférencier invité)
- “Reflections on the ICTR and International Criminal Justice”, présentation spéciale d’Erik Møse, juge à la Cour suprême de Norvège et ancien président du Tribunal pénal international pour le Rwanda, University of Pittsburgh School of Law, Pittsburgh [Pennsylvanie (États-Unis d’Amérique)], 4 avril 2011 (animateur et coorganisateur)
- “Should the International Criminal Court Defer the Indictment of President Omar Al Bashir of Sudan?”, University of Pittsburgh Graduate School of International and Public Affairs, Ford Institute for Human Security, Pittsburgh [Pennsylvanie (États-Unis d’Amérique)], 26 janvier 2011 (conférencier invité)
- Colloque universitaire de droit international et de théorie, faculté de droit de la Washington University in St. Louis [Missouri (États-Unis d’Amérique)], 18 et 19 novembre 2011 (commentateur invité)
- “The Meaning of Article 16 of the Rome Statute of the International Criminal Court”, atelier universitaire, Pacific McGeorge School of Law, Sacramento [Californie (États-Unis d’Amérique)], 4 novembre 2010
- “The International Criminal Court on Trial”, conférence de droit international de la chaire R. J. Reynolds, North Carolina Central University Law School, Durham [Caroline du Nord (États-Unis d’Amérique)], 19 août 2010
- “Universal Jurisdiction and African States”, atelier universitaire, North Carolina Central University Law School, Durham [Caroline du Nord (États-Unis d’Amérique)], 18 août 2010

- Réunion internationale d'experts sur l'Article 16 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Institute for Security Studies, Addis-Abeba, 19-21 juin 2010 (coprésident et coorganisateur)
- "Immunity and African States", conférence sur la délivrance d'un mandat d'arrêt contre Al-Bashir: le monde contre l'Afrique, ou l'Union africaine contre le peuple d'Afrique?, Africa Legal Aid, La Haye (Pays-Bas), 26 avril 2010 (intervenant)
- "Africa and the International Criminal Court", conférence sur le thème: anticiper et combattre les atrocités en Afrique, Département d'État des États-Unis d'Amérique et Central Intelligence Agency, Arlington [Virginie (États-Unis d'Amérique)], 15 avril 2010 (orateur)
- "The African Union, Sudan and the Bashir Arrest Warrant", colloque sur les représailles, la réconciliation et la réparation: perspectives de justice pour le Darfour, Penn State Dickinson School of Law, Carlisle [Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique)], 5 avril 2010 (orateur)
- "Is the Special Court for Sierra Leone Achieving Justice?", table ronde sur le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, Centre des droits de l'homme, Buffalo Law School de la State University of New York, Buffalo [New York (États-Unis d'Amérique)], 17 février 2010 (intervenant)
- "The Role of the United States in International Criminal Justice", présentation spéciale de Stephen J. Rapp, ambassadeur extraordinaire chargé de la question des crimes de guerre, University of Pittsburgh School of Law, Pittsburgh [Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique)], 28 janvier 2010 (animateur et coorganisateur)
- "Africa and the ICC: Collision Course or Cooperation?", Section des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre, Ministère de la justice du Canada, Ottawa, 15 octobre 2009 (orateur)
- "Universal Jurisdiction. Universal Prescription?", atelier universitaire, Case Western Reserve University School of Law, Cleveland [Ohio (États-Unis d'Amérique)], 24 septembre 2009
- Conférence consultative sur la justice pénale internationale à l'ONU, Hauser Center for Non-Profit Organizations, Harvard University (New York), 9 et 10 septembre 2009 (participant invité)
- "The Contribution of the Rwanda Tribunal to International Law, and the Challenges of Completion", présentation du Procureur Hassan B. Jallow, University of Pittsburgh School of Law, Pittsburgh [Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique)], 11 septembre 2009 (animateur et coorganisateur)
- "African Perspectives on Universal Jurisdiction", Escuela Complutense de Verano 2009 (justice et droits de l'homme), Universidad Complutense, Madrid, 14 juillet 2009 (intervenant)

Activités de recherche

1. Bourses de recherche universitaires

- FIU College of Law Bourse d'été (12 000 dollars des É-U.) (mai 2015)

- FIU College of Law Bourse d'été (12 000 dollars des É-U.) (mai 2013)
 - Pittsburgh School of Law Bourse d'été (9 000 dollars des É-U.) (mai 2012)
 - Pittsburgh School of Law Bourse d'été (8 500 dollars des É-U.) (mai 2011)
 - Pittsburgh School of Law Bourse d'été (8 500 dollars des É-U.) (mai 2010)
 - Pittsburgh School of Law Bourse d'été (8 500 dollars des É-U.) (mai 2009)
2. Bourses de recherche extérieures
- Charles C. Jalloh et Kamari Clarke, Initiative de recherche de la Cour africaine de justice, Open Society Justice Initiative for West Africa, 1^{er} novembre 2014-30 novembre 2015 (100 000 dollars des É-U.), montant porté à 246 000 dollars des É-U. pour le 2^e volet de l'initiative (2015-2016)
 - Charles C. Jalloh (PI), bourse Buchanan Ingersoll, Décanat de l'University of Pittsburgh School of Law, mai-août 2013 (20 000 dollars des É-U.)
 - Charles C. Jalloh (PI), projet de recherche du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, International Criminal Law Interest Group, American Society of International Law, Washington, avril 201 (500 dollars des É-U.)
 - Charles C. Jalloh (PI), projet de recherche du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, bourse du Ford Institute for Human Security, Graduate School of Public and International Affairs, University of Pittsburgh, mars 2011 (20 000 dollars des É-U.)
 - Charles C. Jalloh (PI), projet de recherche du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, bourse Hewlett Major Impact, Center for International Studies, University of Pittsburgh (5 000 dollars des É-U.) (3^e volet, a remporté la seule bourse de 2013 à l'issue d'un concours réunissant les candidats de tous les départements universitaires)
 - Charles C. Jalloh (PI), projet de recherche du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, Center for International Legal Education, University of Pittsburgh School of Law (10 000 dollars des É-U.)
 - Charles C. Jalloh (PI), projet de recherche du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, Décanat de l'University of Pittsburgh School of Law, (20 000 dollars des É-U.)

Prix, distinctions et bourses

- Amicus Counsel auprès de la Commission de l'Union africaine, a comparu devant la Cour pénale internationale, Chambre d'appel, octobre 2015 (retenu comme conseil pour la première présentation des États d'Afrique devant la CPI)
- Prix FIU Top Scholar, Rectorat de la Florida International University, 2015 (un des 32 universitaires à qui le recteur de l'Université a décerné le prix)
- Membre et rapporteur du Committee on Complementarity in International Criminal Law, Association de droit international (Royaume-Uni), depuis 2014 (un des trois savants nommés par la branche américaine de l'Association)

- Prix Buchanan Ingersoll and Rooney, 2013-2014, University of Pittsburgh School of Law (sélectionné par le doyen de la Pittsburgh School of Law à l'issue d'un concours visant à récompenser les contributions originales censées avoir une incidence importante sur le développement du droit)
- Prix d'excellence 2014, New Pittsburgh Courier (un des 50 Afro-américains sélectionnés à Pittsburgh)
- Nommé par les États africains membres de la Cour pénale internationale pour participer au premier débat interactif intitulé "Special Segment as Requested by the African Union: The Indictment of Sitting Heads of State and Government and its consequences on peace and stability and reconciliation", Cour pénale internationale, Assemblée des États parties, douzième session, La Haye (Pays-Bas), novembre 2013
- Expert invité par le Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies à faire un exposé sur le thème "L'avenir de la justice pénale internationale en Afrique", groupe de travail sur la justice, Assemblée générale des Nations Unies, premier débat thématique sur la justice pénale internationale, Organisation des Nations Unies, New York (un des quelques experts du droit pénal international participants; 80 pays – soit le nombre le plus important de l'histoire des débats publics de l'ONU – ont pris part à ce débat historique), avril 2013
- Bourse du Sierra Leone Institute of International Law, Freetown, juillet 2012 (prix décerné à un universitaire ayant une compréhension poussée du droit international en Afrique)
- Bourse Chevening du Ministère britannique des affaires étrangères et du Commonwealth, 2006-2007 (bourse de maîtrise en droit international des droits de l'homme de l'Université d'Oxford, décernée à l'issue d'un concours organisé au Canada pour toutes les disciplines)

Affiliations et autres contributions professionnelles

1. Associations professionnelles

- Membre et rapporteur de l'Association de droit international, Committee on Complementarity in International Criminal Law (depuis 2014)
- Membre désigné, Groupe consultatif du président, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye (Pays-Bas) (2012-2015)
- Membre invité, Comité consultatif des crimes de guerre, Association internationale du barreau (depuis 2011)
- Membre et témoin oculaire de l'Atrocities Board, Association internationale du barreau (depuis 2013)
- Coprésident (élu), International Criminal Law Interest Group, Actes de l'American Society of International Law (2012-2014)
- Avocat au Barreau du Haut-Canada et sollicitor à la Cour d'appel de l'Ontario (depuis juin 2004)

2. Rédaction

- Rédacteur en chef et fondateur de l'*African Journal of International Criminal Justice*, a collaboré avec onze rédactions internationales pour créer une nouvelle revue à comité de lecture (signature du contrat en novembre 2013; lancement de la revue – 2 éditions – en 2015; 4 éditions prévues pour 2016)
- Rédacteur en chef et fondateur de l'*African Journal of Legal Studies* – devenu une revue interdisciplinaire de référence publiée par Martinus Nijhoff Brill et disponible via Hein Online, Lexis-Nexis, ProQuest, Westlaw, etc. (depuis 2004; publiait 1-2 éditions par an, désormais 4)

3. Examen par les pairs et médias

- Rédacteur invité de plusieurs revues de référence – *African Yearbook of International Law*, *Africa Legal Aid Quarterly*, *International Journal of Transitional Justice*, *Journal of International Criminal Justice*, *Leiden Journal of International Law*, *Melbourne Journal of International Law*, *Penn State Journal of Law and International Affairs*, *Social Sciences and Humanities Research Council*, et examen des manuscrits d'éditions telles que, notamment Intersentia, Martinus Nijhoff Brill, Cambridge University Press et Oxford University Press
- Commentateur habituel dans les médias de questions de droit international.

Marcelo Gustavo Kohen (Argentine)

[Original : anglais/espagnol/français]

Né à Rosario (Argentine) le 11 août 1957. Citoyen argentin résidant en Suisse, quatre enfants et deux petits-enfants

Professeur de droit international à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève

Membre de l'Institut de droit international

Avocat (faculté de droit, Université nationale de Rosario, Argentine, 1983), *docente libre* en droit public international (faculté de droit, Université nationale de Rosario, Argentine, 1986), diplômé de l'Académie de droit international de La Haye (1990), docteur *ès sciences politiques* (dans le domaine du droit international) de l'Université de Genève (Institut universitaire de hautes études internationales, 1995, mention d'excellence)

A reçu le prix Paul Guggenheim en 1997 pour son ouvrage intitulé *Possession contestée et souveraineté territoriale* (Paris : Presses universitaires de France, 1997). Nommé « Profesor Distinguido de la Ciudad de Rosario » par le Conseil municipal de la ville de Rosario (Argentine) en 2011

Conseiller juridique et avocat 1) auprès de la Cour internationale de Justice : pour la Malaisie a) dans le différend entre la Malaisie et Singapour concernant la souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge (2003-2008) et b) dans la procédure consultative sur les conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé (2004); pour le Costa Rica a) dans le différend entre le Costa Rica et le Nicaragua au sujet des droits de navigation et des droits connexes (2005-2009), b) dans le différend entre les deux mêmes pays concernant certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (2010-présent), c) dans l'affaire portant sur la construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan, toujours entre le Costa Rica et le Nicaragua (2011-présent) et d) dans l'affaire concernant la délimitation des zones maritimes en mer en mer des Caraïbes et dans l'océan Pacifique (2014-présent); pour l'Argentine a) dans les affaires concernant des usines de pâte à papier situées sur le fleuve Uruguay, opposant l'Argentine à l'Uruguay (2006-2010) et b) dans des décisions judiciaires des États-Unis d'Amérique concernant la restructuration de la dette souveraine de l'Argentine, qui ont opposé les deux pays (2014); pour la Colombie dans le différend territorial et maritime entre le Nicaragua et la Colombie (fond et demandes d'intervention) (2008-présent), et pour la Serbie dans la procédure consultative sur la conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance des institutions provisoires d'administration autonome du Kosovo (2008-2010); 2) auprès du Tribunal international du droit de la mer : pour l'Argentine dans l'affaire relative à l'ARA Libertad (*Argentine c. Ghana*) (2012); 3) auprès des tribunaux arbitraux : pour l'Argentine lors de l'arbitrage concernant l'ARA Libertad (*Argentine c. Ghana*) (2013). Consultant auprès de plusieurs gouvernements sur des questions de droit international, en particulier le règlement des différends internationaux, les immunités, et les questions territoriales ou maritimes

Arbitre dans l'affaire *Fouad Alghanim & Co pour General Trading & Contracting, W L L et M. Fouad Mohammed Thunyan Alghanim c. Royaume hachémite de Jordanie* [CIRDI, affaire n° ARB/13/38 (2014-présent)]

Membre associé (2007) puis titulaire (2013) de l'Institut de droit international

Rapporteur de la Commission de l'Institut de droit international sur la succession d'États en matière de responsabilité internationale (2009-présent), Corapporteur de la commission de l'Association de droit international sur les questions relatives à la succession d'États (2003-2008); Corapporteur du « Projet pilote du Conseil de l'Europe sur la pratique des États au regard de l'immunité des États » (2004-2006); Membre de l'Académie argentine de droit et de sciences sociales (correspondant de l'Académie en Suisse) et de nombreux autres institutions d'enseignement; Secrétaire général de l'Association latino-américaine de droit international public et organisation internationale (2000); Directeur général de la Société latino-américaine de droit international (2007-présent); Membre (élu par les États membres) et Président du Comité d'évaluation de la performance de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (2008); Membre du Conseil de la Société française pour le droit international (2008-présent)

Avocat auprès des tribunaux provinciaux et fédéraux au barreau de Rosario, Argentine (1983-1985); « *Adscripto* » (1984-1985), chargé de travaux dirigés (1985-1987) et professeur adjoint de droit international public (1987) à la faculté de droit de l'université nationale de Rosario (Argentine), Professeur-assistant (1989-1995) puis maître de conférences (1995-1998) à la faculté de droit de l'Université de Genève, maître de conférences (1995-1998), professeur adjoint suppléant (1998-1999), professeur adjoint (1999-2002) et professeur de droit international (2002-présent) à l'Institut universitaire de hautes études internationales (depuis 2008, l'Institut universitaire de hautes études internationales et du développement), Genève; Membre du Haut Conseil de l'Université nationale de Rosario, Argentine (1986-1987); Directeur du programme de licence en relations internationales à l'Institut universitaire de hautes études internationales (1999-2002); Responsable de l'Unité de droit international de l'Institut de hautes études internationales et du développement (2007-2009); Membre du conseil d'administration du programme de maîtrise de droit international spécialisé en règlement des différends (MIDS) (2008-présent)

Chercheur invité au *Max-Planck Institute fur ausländisches offenthches Recht und Volkerrecht*, Heidelberg, (1995); Professeur invité à l'Université de Trente (faculté de droit, 1996), à l'Université Paris II (Panthéon-Assas), IHEI (2000); à l'Institut universitaire Ortega y Gasset (Madrid) (Master en relations internationales et doctorat en droit international, 2001-2008), à l'Université Complutense de Madrid (Master en droit international et relations internationales, 2004), et à la faculté de droit de l'Université d'Aix-en-Provence (*Master* en droit international, 2005). Associé aux XXVIII^e et XXXV^e programmes de droit international de l'Organisation des États américains (Rio de Janeiro, 2001 et 2008), au VI^e programme euro-méditerranéen Bancaja de droit international (Castellón, 2002), à la 32^e session du programme externe de l'Académie de droit international de La Haye à Phnom-Penh (2004), à l'Académie de droit international de La Haye (2009) (cours : « La rétroactivité en droit international public »), au Programme de bourses de perfectionnement en droit international organisés par la Division de la codification de l'ONU (2010); Directeur d'études, section de langue française,

session de droit international public, Académie de droit international de La Haye (2002); Titulaire de la chaire Henri Rolin, Universités belges (2003)

Nombreux cours et conférences sur divers aspects du droit international en Europe, aux Amériques, en Afrique et en Asie

Membre du Conseil scientifique de la *Revue belge de droit International*, de l'*Anuario Colombiano de Derecho Internacional*, du *Journal of International Dispute Settlement* et du *Journal of Territorial and Maritime Studies*

Principales publications

Ouvrages

9. *Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Michel Jacquet, Le droit des rapports internationaux économiques et privés*, Paris, LexisNexis, 2013, 450 p. (en collaboration avec Dolores Bentolila)

8. *Diplomatic and Judicial Means of Dispute Settlement*, Leiden, M. Nijhoff, 2013, xv+337 p. (en collaboration avec Laurence Boisson de Chazournes et Jorge Viñuales)

7. *Perspectives of International Law in the 21st Century, Liber Amicorum Professor Christian Dominicé in Honour of His 80th Birthday*, Leiden, M. Nijhoff, 2012, xxxi+470 p. (en collaboration avec Robert Kolb & Djacoba Tehindrazanarivelo)

6. *International Law and the Quest for its Implementation/Le droit international et la quête de sa mise en œuvre. Liber Amicorum Vera Gowlland-Debbas* (en collaboration avec Laurence Boisson de Chazournes), Leiden, M. Nijhoff, 2010, xviii+513 p.

5. *La promotion de la justice, des droits de l'homme et du règlement des conflits par le droit international. Liber Amicorum Lucius Caflisch* (dir.), Leiden. Martinus Nijhoff, 2006, xxviii+ 1228 p.

4. *Secession International Law Perspectives* (dir.), Cambridge, Cambridge University Press, 2006, xxxvi+510 p. (édition de poche: 2012)

3. *State Practice Regarding State Immunities* (en collaboration avec Gerhard Hafner et Susan Breau), Leiden, M. Nijhoff et Conseil de l'Europe, 2006, xxviii+ 1100 p.

2. *La pratique et le droit international, Société française pour le droit international, colloque de Genève* (en collaboration avec Laurence Boisson de Chazournes et Gionata Buzzini), Paris, Pedone, 2004, 308 p.

1. *Possession contestée et souveraineté territoriale* Paris, P.U.F. (collection de l'Institut universitaire de hautes études internationales), 1997, xxv+582 p., *Prix Paul Guggenheim 1997*

Principaux articles, cours, rapports et participations à des ouvrages collectifs

94. « State Succession in Matters of International Responsibility. Provisional Report », *Annuaire de l'Institut de Droit international*, Session de Tokyo, 2013, vol. 75, p. 123 à 178

93. « Is the Internal Waters Regime Excluded from the United Nations Convention on the Law of the Sea? », in Del Castillo, Lilian (dir.), *Law of the Sea, from Grotius to the International Tribunal for the Law of the Sea. Liber Amicorum Judge Hugo Caminos*, Brill, Leiden, 2015, p. 110 à 124
92. « 'Considerations about What is Common' the I C J and Specialised Bodies », in d'Argent P & Combacau, J (eds), *Considérations sur ce qui est privé: essais sur les limites du droit international/Reflections on what remains private essays on the limits of international law. Liber amicorum Joe Verhoeven*, Bruylant 2014, p. 287 à 299
91. « The Court's Contribution to Determining the Content of Fundamental Principles of International Law », in G. Gaja & J. Grote Stoutenburg (eds), *Enhancing the Rule of Law through the International Court of Justice*, Leiden, Brill-Nijhoff, 2014, p. 139 à 150
90. « Unilateral Secession in a Multipolar World. Remarks by Marcelo Kohen », *American Society of International Law, Actes de la 101^e réunion annuelle*, vol. 107 (April 2013), p. 216 à 219
89. « La relation titres/effectivités dans la jurisprudence récente de la Cour internationale de Justice (2004-2012) », in D. Alland *et al.* (eds), *Unité et diversité du droit international, Écrits en l'honneur du Professeur Pierre-Marie Dupuy*, Leiden, M. Nijhoff, 2014, p. 599 à 614
88. « La portée et la validité des clauses contractuelles exorbitantes de renonciation à l'immunité des États », in M. G. Kohen & D. Bentolila (eds), *Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Michel Jacquet, Le droit des rapports internationaux économiques et privés*, Paris, LexisNexis, 2013, p. 201 à 213
87. « General Principles of Law » in *Oxford Bibliographies in International Law* (dirigé par A. Carty), New York: Oxford University Press, 2013, 23 pages. (en collaboration avec Bérénice Schramm)
86. « Keeping Subsequent Agreements and Practice in Their Right Limits », in G. Nolte (ed.), *Treaties and Subsequent Practice*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 34 à 45
85. « Le Kosovo entre le droit et la puissance (les questions négligées par l'avis consultatif de la Cour) », in *L'Afrique et le droit international variations sur l'organisation internationale*, Paris, Pedone, 2013, p. 532 à 547
84. « Do Peoples Have Rights in Boundaries' Delimitations? » in Boisson de Chazournes, L., Leb, Ch & Tignino, M. (dir.), *International Law and Freshwater. The Multiples Challenges*, Cheltenham, Edward Elgar Publ., 2013, p. 95 à 122 (en collaboration avec Mara Tignino)
83. « Original Title in the Light of the International Court of Justice Judgment on Sovereignty over Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks, and South Ledge » (en coréen), Northeast Asian History Foundation, *Territory and Sea*, vol. 4 (hiver 2012), p. 6 à 35; en anglais: *Journal of the History of International Law*, 2013, vol. 15 n°2, p.151 à 171
82. « Interaction between Diplomatic and Judicial Means at the Initiation of proceedings », in Boisson de Chazournes, L., Kohen, M. & Viñuales, J. (dir.),

Diplomatic and Judicial Means of Dispute Settlement, Leiden, M. Nijhoff, 2013, p. 13 à 24

81. « The principle of non-intervention twenty-five years after the Nicaragua Judgment », *Leiden Journal of International Law*, 2012, vol. 25, p. 157 à 164

80. « Decolonisation in Latin America: A Trail-Blazing Role for Decolonisation in Other Parts of the World », in Claude Auroi & Aline Helg (dir.), *Latin America, Dreams and Legacies 1810-2010*, London, Imperial College Press, 2012, p. 43 à 65 (en collaboration avec Katherine Del Mar)

79. « Succession of States in the Field of International Responsibility: the Case for Codification », in Kohen, Marcelo G, Kolb, Robert & Tehindrazanarivelo, Djacoba (dir.), *Perspectives of International Law in the 21st Century, Liber Amicorum Professor Christian Dominicé in Honour of His 80th Birthday*, Leiden, M. Nijhoff, 2012, p. 161 à 174

78. « Territory, Acquisition », *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law*, online: www.mpepil.com, Version papier in R. Wolfrum (dir.), *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2012, vol. IX, p. 887 à 900 (en collaboration avec Mamadou Hébié)

77. « Territory, Discovery », *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law*, online: www.mpepil.com, Version papier in R. Wolfrum (dir.), *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2012, vol. IX, p. 900 à 904 (en collaboration avec Mamadou Hébié)

76. « Territory, Abandonment », *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law*, online: www.mpepil.com, version papier in R. Wolfrum (dir.), *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2012, vol. IX, p. 884 à 887

75. « Conquest », *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law*, online: www.mpepil.com, Version papier in R. Wolfrum (dir.), *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2012, vol. II, p. 665 à 669

74. « Memel Territory, Statute, Interpretation of, Case », *Max Planck Encyclopaedia of Public International Law*, online www.mpepil.com, Version papier in R. Wolfrum (dir.), *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, Oxford, Oxford University Press, 2012 vol. VII, p. 87 à 89

73. « Article 45 », in Olivier Corten and Pierre Klein (dir.), *The Vienna Convention on the Law of Treaties A Commentary*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011, vol. 2, p. 1064 à 1089 (en collaboration avec Sarah Heathcote)

72. « Article 42 », in Olivier Corten and Pierre Klein (dir.), *The Vienna Convention on the Law of Treaties A Commentary*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011, vol. 2, p. 1015 à 1030 (en collaboration avec Sarah Heathcote)

71. « Desuetude and Obsolescence of Treaties », in Enzo Camzzaro (dir.), *The Law of Treaties Beyond the Vienna Convention, Liber Amicorum Giorgio Gaja*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2011, p. 350 à 359

70. « Les principes généraux du droit international de l'eau dans la jurisprudence récente de la Cour internationale de Justice », in Société française pour le droit international, *L'eau en droit international, Colloque d'Orléans*, Paris, Pedone 2011, p. 61 à 78
69. « The Kosovo Advisory Opinion and UNSCR 1244: A declaration of 'independence from international law'? », *Leiden Journal of International Law*, 2011, vol 24, p. 109 à 126 (en collaboration avec Katherine Del Mar)
68. « There is No Need to change the Composition of the Security Council. It is Time for Stressing Accountability », in L. Boisson de Chazournes et M. G. Kohen (dir.), *International Law and the Quest for Its Implementation/Le droit international et la quête de sa mise en œuvre. Liber Amicorum Vera Gowlland-Debbas* (dirigé en collaboration avec Pr. Laurence Boisson de Chazournes), Leiden, M. Nijhoff, 2010, p. 85 à 94
67. « Secession – A Legal Approach », in Walter Kälin *et al.* (dir.), *International Law, Conflict and Development The Emergence of a Holistic Approach in International Affairs*, Leiden, M. Nijhoff, 2010, p. 3 à 17
66. « *L'uti possidetis* et les delimitations maritimes », in *Le process international. Liber Amicorum Jean-Pierre Cot*, Bruxelles, Bruylant, 2009, p. 155 à 170
65. « La contribution de l'Amérique latine au développement progressif du droit international en matière territoriale », *Relations internationales*, Paris, 2009, No. 139, p. 13 à 29
64. Report of the CCAMLR Performance Review Panel (CCAMLR-XXVII/8) (dit), Hobart, Conservation of the Antarctic Marine Living Resources (CCAMLR), 1er septembre 2008, XVII+166 p. Disponible (en anglais) à l'adresse : <http://www.ccamlr.org/pu/E/00-Prfrm-Review-for-public-webpage.pdf>
63. Aspects of the Law of State Succession, Final Report (co-rapporteur avec Wladyslaw Czaplinski), in *International Law Association, Report of the Seventy-Third Conference*, Rio de Janeiro, 2008, p. 251 à 363
62. « La création de l'État d'Israël à la lumière du droit international », in I. Buffard, J. Crawford, A. Pellet and S. Wittich (dir.), *International Law between Universalism and Fragmentation Festschrift in Honour of Gerhard Hafner*, Leiden, M. Nijhoff, 2008, p. 441 à 454
61. « Le Kosovo : un test pour la communauté internationale », in V. Chetail (dir.), *Conflicts, sécurité et coopération. Liber Amicorum Victor-Yves Ghebali*, Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 367 à 382
60. « Sur quelques vicissitudes du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », in N. Angelet, O. Corten and P. Klein (dir.), *Droit du pouvoir, pouvoir du droit, Mélanges offerts à Jean Salmon*, Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 961 à 982
59. « The Decision on the Delimitation of the Eritrea/Ethiopia Boundary of 13 April 2002: A Singular Approach to International Law Applicable to Territorial Disputes », in Marcelo G. Kohen (dir.), *Promoting Justice, Human Rights and Conflict Resolution through International Law. Liber Amicorum Lucius Caflisch*, Leiden, M. Nijhoff, 2007, p. 767 à 779

58. « Article 45 », in O. Corten and P. Klein (dir.), *Les Conventions de Vienne sur le droit des traités Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 1667 à 1702
56. « L'autodétermination et l'avis consultatif sur le 'mur' », in P.-M. Dupuy, B. Fassbender, M. Shaw and K.-P. Sommermann (dir.), *Common Values in International Law, Festschrift Christian Tomuschat*, Kehl, Engel, 2006, p. 961 à 971
57. « Article 42 », in O. Corten et P. Klein (dir.), *Les Conventions de Vienne sur le droit des traités Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 1593 à 1614
55. « Commentaire (sur « Le rôle de la pratique dans le droit coutumier ») », in R. Huesa Vinaixa and K. Wellens (dir.), *L'influence des sources sur l'unité et la fragmentation du droit international*, Bruxelles, Bruylant, 2006, p. 103 à 107
54. « The Distinction between State Immunity and Diplomatic Immunity », in G. Hafner, M. Kohen and S. Breau (dir.), *State Practice Regarding State Immunities*, Leiden, M. Nijhoff and Council of Europe, 2006, p. 48 à 58
53. « The notion of State », in G. Hafner, M. Kohen and S. Breau (dir.), *State Practice Regarding State Immunities*, Leiden, M. Nijhoff et Conseil de l'Europe, 2006, p. 2 à 20
52. « Article 39 », in A. Zimmermann, Ch. Tomuschat and K. Oellers-Frham (dir.), *The Statute of the International Court of Justice. A Commentary*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 837 à 848
51. « Introduction », in M. Kohen (dir.), *Secession International Law Perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 1 à 20
50. « Treaty Law. There is no need for special regimes », in A. Zimmermann & R. Hofmann (dir.), *Unity and Diversity in International Law*, Berlin, Duncker & Humblot, 2006, p. 241 à 246
49. « L'avis consultatif définit le cadre juridique du conflit israélo-palestinien », in *Réunion internationale des Nations Unies sur la question de Palestine*, Nations Unies, New York, 2005, p. 73 à 76
48. « La longue marche vers la reconnaissance territoriale de l'autre », in W. Ossipow (dir.), *Israël et l'Autre*, Genève, Labor et Fides, 2006, p. 13 à 74
47. « Terrorismo, Estado y Derecho Internacional », in C. Molina (dir.), *El Estado : Reflexiones acerca de sus retos en el Siglo XXI*, Bogota, Ed. Universidad del Rosario, 2005, p. 313 à 334
46. « Article 2, paragraphe 1 », in Jean-Pierre Cot et Alain Pellet (dir.), *La Charte des Nations Unies, Commentaire article par article*, 3^e édition, Paris, Economica, 2005, p. 399 à 416
45. « L'interdiction du recours à la force dans les relations internationales : entre pratique et utopie », in *Le devenir du droit international*, Rabat, Publications de la REMALD, coll. « Thèmes actuels », n^o 48, 2004, p. 111 à 118
44. « La relation titres/effectivités dans le contentieux territorial à la lumière de la jurisprudence récente », *Revue générale de droit international public*, 2004, t. 108/3, p. 561 à 596

43. « Is the Legal Argument for Self-defence against Terrorism Correct? » in W.P. Heere (dir.), *From Government to Governance. The Growing Impact of Non-State Actors on the International and European Legal System*, La Haye, Asser Press, 2004, p. 288 à 294
42. « Recours à la force et valeurs universelles », in Società Italiana di Diritto Internazionale, *Ordine internazionale e valori etici*, Naples, Ed. Scientifica, 2004, p. 27 à 41, et B. Delcourt, D. Duez and E. Remacle (dir.), *La guerre d'Irak : Prélude d'un nouvel ordre international?*, Bruxelles, P.I.E. – Peter Lang, 2004, p. 63 à 76
41. « L'administration actuelle de l'Irak : vers une nouvelle forme de protectorat? », in K. Bannelier, Th. Christakis, O. Corten and P. Klein (dir.), *L'intervention en Irak et le droit international*, Paris, Pedone, CEDIN Paris I, Cahiers internationaux n° 19, 2004, p. 299 à 315
40. « La pratique et la théorie des sources du droit international », in Société française pour le droit international, *La pratique et le droit international, colloque de Genève*, Paris, Pedone, 2004, p. 81 à 111
39. « Création d'États en droit international contemporain », Cours euro-méditerranéens Bancaja de droit international, vol. VI, 2002, p. 546 à 635
38. « The Use of Force by the United States after the End of the Cold War and Its Impact on International Law », in Michel Byers and Georg Nolte (eds), *United States Hegemony and the Foundations of International Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 197 à 231
37. « Is the US Practice of Using Force Changing International Law? », *World Editorial & International Law*, 2003, vol. II, no 1, p. 8 à 10
36. « La libre determinación de los pueblos y su relación con el territorio », in Z. Drnas de Clement et M. Lerner (dir.), *Estudios de Derecho Internacional en homenaje al Profesor Ernesto J. Rey Caro*, Cordoba (Argentina), Lerner, 2002, p. 859 à 872
35. « Les controverses sur la question du 'terrorisme d'État' », in K. Banneher *et al.* (dir.), *Le droit international face au terrorisme*. Paris, Pedone, CEDIN Paris I, Cahiers internationaux n° 17, 2002, p. 83 à 93
34. « El individuo y los conflictos territoriales », in O.E.A., Comité Jurídico Interamericano, *Curso de Derecho Internacional*, 2001, vol. XXVIII, p. 425 à 460
33. « Europe and the Standardization of the Law. Past and Present », in Henryk Kierzkowski (dir.), *Europe and Globalization*, Londres, Palgrave, 2002, p. 87 à 103
32. « Les questions territoriales dans l'arrêt de la C.I.J. du 16 mars 2001 en l'affaire Qatar c. Bahrein », *Revue générale de droit international public*, 2002, t. 106, p. 295 à 328
31. « La contribución de América Latina al desarrollo progresivo del derecho internacional en materia territorial », *Anuario de Derecho Internacional*, 2001, vol. XVII, p. 57 à 77
30. « International Law is the Most Appropriate Moral Answer to Territorial Conflicts », in *Geopolitics*, Londres, 2001, vol. 6 No 2, p. 173 à 177

29. « L'arme de la civilisation, c'est le droit » *Bulletin du Centre d'information des Nations Unies*, Paris, 2001, n° 45, p. 30 à 31
28. « L'influence du temps sur les règlements territoriaux », Société française pour le droit international, *Le droit international et le temps*. Colloque de Paris 2000. Paris, Pedone, 2001, p. 129 à 157
27. « *Uti possidetis*, prescription et pratique subséquente à un traité dans l'affaire de l'île de Kasikili/Sedudu devant la Cour internationale de Justice », *German Yearbook of International Law*, vol. 43, 2000, p. 162 à 186
26. « Internationalisme et mondialisation » in Charles-Albert Morand (dir.), *La mondialisation et le droit*, Bruxelles, Bruylant, 2001, p. 107 à 130
25. « Manifeste pour le droit international du XX^e siècle », in L. Boisson de Chazournes et V. Gowlland (dir.), *The International Legal System in Quest of Equity and Universality. Liber Amicorum Georges Abi-Saab*, La Haye, Kluwer, 2001, p. 123 à 152
24. « La codification du droit des traités quelques éléments pour un bilan global », *Revue générale de droit international public*, 2000, t. 106 n° 3, p. 577 à 613
23. « Is the notion of territorial sovereignty obsolete? », in M. A. Pratt et J. A. Brown (dir.), *Borderlands under Stress*, Dordrecht, Kluwer, 2000, p. 35 à 47
22. « Le droit des traités : questions restées ouvertes après la codification », in United Nations, *La Commission du droit international cinquante ans après bilan d'activités Actes du Séminaire organisé pour commémorer la cinquantième anniversaire de la Commission du droit international, 21-22 avril 1998*, New York, Nations Unies, 2000, p. 74 à 89
21. « L'emploi de la force et la crise du Kosovo vers un nouveau désordre juridique international », *Revue belge de droit international*, 1991/1, p. 122 à 148, et aussi in Charles-A. Morand (dir.), *La crise des Balkans de 1999 Les dimensions historiques, politiques et juridiques du conflit du Kosovo*, Bruxelles, Bruylant, Paris, L.G.D.J., 2000, p. 129 à 166
20. « Le raisonnable en droit international public. À propos du livre d'Olivier Corten L'utilisation du 'raisonnable' par le juge international. Discours juridique, raisons et contradictions », *Annuaire africain de droit international*, 1998, vol. 6, p. 373 à 381
19. « Le problème des frontières en cas de dissolution et séparation d'États : quelles alternatives? », in O. Corten, B. Delcourt, P. Klein, et N. Levrat, (dir.), *Démembrements d'États et délimitations territoriales : L'uti possidetis en question(s)*, Bruxelles, Bruylant, 1999, p. 365 à 401 et *Revue belge de droit international*, 1998/1, p. 129 à 160
18. « The Notion of State Survival in International Law », in L. Boisson de Chazournes et Ph. Sands (dir.), *International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons*, Cambridge, University Press, 1999, p. 293 à 314.
17. « El futuro de la Corte Internacional de Justicia a la luz de la práctica reciente », *Revista Jurídica de Buenos Aires*, 1998, vol. I-II, p. 133 à 159

16. « Règlement territorial et maintien de la paix », in Ph. Weckel (dir.) *Le juge international et l'aménagement de l'espace la spécificité du contentieux territorial* Paris, Pedone, 1998, p. 203 à 224
15. « La frontière et la recomposition de l'espace en ex-Yougoslavie », in Institut du droit de la paix et du développement, *Frontières en Méditerranée Hommage au Doyen Maurice Torrelli*, Nice, IDPD, 1998, p. 61 à 83
14. « L'avis consultatif de la C.I.J. sur la Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires et la fonction judiciaire », *European Journal of International Law*, 1997, vol. 8, p. 336 à 362
13. « Le règlement des différends territoriaux à la lumière de l'arrêt de la C.I.J. dans l'affaire Libye/Tchad », *Revue générale de droit international public*, 1995, T. 100 No 2, p. 301 à 334
12. « La fecha crítica y la cuestión de las Islas Malvinas », *Revista Española de Derecho Internacional*, 1994, Vol. XLVI N° 1, p. 7 à 37
11. « L'*uti possidetis* revisité L'arrêt du 11 septembre 1992 dans l'affaire El Salvador/Honduras », *Revue générale de droit international public*, 1993, T. 97 n° 4, p. 939 à 973
10. « The 'Laguna del Desierto' Case between Argentina and Chile », *Boundary and Security Bulletin*, University of Durham, International Boundaries Research Unit, 1993, vol. 1 n° 1, p. 70 à 73
9. « La requête à fin d'intervention du Nicaragua dans l'affaire du Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras). L'ordonnance de la Cour du 28 février 1990 et l'arrêt de la Chambre du 13 septembre 1990 », *Annuaire français de droit international*, 1990, vol. XXXVI, p. 341 à 367
8. « The Universal Declaration of Human Rights and Latin America », *The Review of the International Commission of Jurists*, Genève, 1988, n° 41, p. 44 à 47
7. « La alternativa jurisdiccional en la disputa sobre las Islas Malvinas », *Rivista di Studi Politici Internazionali*, Florence, 1988, n° 219, p. 395 à 424
6. « La declaración británica de una zona de pesca alrededor de Malvinas », *Revista Jurídica Argentina « La Ley »*, Buenos Aires, vol. 1987-A, p. 940 à 948 et *Revista Española de Derecho Internacional*, Madrid, 1987-2, vol. XXXIX, p. 487 à 498
5. « Alternativas para la solución del conflicto por las Islas Malvinas », *Revista de Estudios Internacionales*, Madrid, 1986, vol. VII n° 4, p. 1145 à 1163
4. « La jurisprudencia reciente sobre delimitación de espacios marítimos y el Tratado de Paz y Amistad entre la Argentina y Chile », *Revista Jurídica Argentina « La Ley »*, Buenos Aires, vol. 1987-A, p.818 à 826
3. « Veinticinco años de la Declaración sobre descolonización », *Revista Jurídica Argentina « La Ley »*, Buenos Aires, vol. 1985-E, p. 637 à 646
2. « La resolución 39/6 de la Asamblea General de las Naciones Unidas sobre la cuestión de las Islas Malvinas », *Revista Jurídica Argentina « La Ley »*, Buenos Aires, vol. 1985-C, p. 804 à 809

1. « El carácter jurídico de las resoluciones de la Asamblea General de las Naciones Unidas en materia de descolonización », *Revista Jurídica « Zeus »*, Rosario, 1985, vol. 37, p. 3 à 11

Rapports

3. Institut de droit international, 14^e Commission, La succession d'États en matière de responsabilité internationale, rapport provisoire, 2013, 95 pages. Disponible à l'adresse : http://www.idiil.org/idiE/annuaireE/2013/idi_14_Kohen.pdf.
2. Association de droit international, rapport final sur certains aspects du droit de la succession d'États, 2008, 72 pages (Co-rapporteur avec Wladyslaw Czaplinski). Rapport disponible (en anglais) à l'adresse : <http://www.ila-hq.org/en/committees/index.cfm/cid/11>
1. Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, rapport du groupe chargé de l'examen des résultats, 2008, 166 pages (éditeur et coauteur). Disponible à l'adresse : <http://www.ccamlr.org/en/ccamlr-xxvii/08>

Compte-rendus

4. F. Ouguergouz, « *The African Charter on Human and Peoples' Rights. A Comprehensive Agenda for Human Dignity and Sustainable Democracy in Africa* » in *Revista Española de Derecho Internacional*, 2005, vol. LVII, p. 558 et 559
3. S. N. Lalonde, *Determining Boundaries in a Conflicted World: The Rule of Uti Possidetis*, in *American Journal of International Law*, 2004, vol. 98, p. 379 à 383
2. A. Zimmermann, *Staatennachfolge in völkerrechtliche Verträge. Zugleich ein Beitrag zu den Möglichkeiten und Grenzen völkerrechtlicher Kodifikation*, in *Revue générale de droit international public*, t. 105, 2001, p. 265 et 266
1. « Revue des revues », *Annuaire français de droit international* (chargé des comptes rendus des publications périodiques espagnoles, portugaises et interaméricaines), 1989-2002

Langues

Espagnol (langue maternelle), anglais et français (langues de travail), bonne maîtrise du portugais, de l'allemand et de l'italien

Divers

Cours pour la bibliothèque audiovisuelle de droit international des Nations Unies :

- 1) La relation entre titres et effectivités dans les différends territoriaux (en français)
- 2) *Uti possidetis* et délimitations maritimes (en anglais)
- 3) Le rôle de la pratique des États dans la formation du droit international (en espagnol, à paraître)

Disponibles sur : <http://www.un.org/law/avl/>.

Articles et entretiens dans de nombreux medias d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie

Pour de plus amples informations :

http://graduateinstitute.ch/home/study/academicdepartments/international-law/people/resources/prof_kohen.html

Adresse : IHEID, Boîte postale 136, 1211 Geneva 21, Suisse. Courriel : marcelo.kohen@graduateinstitute.ch.

Roman Anatolyevitch Kolodkin (Fédération de Russie)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : 29 juillet 1960, Leningrad, Fédération de Russie (Union des Républiques socialistes soviétiques)

Nationalité : Fédération de Russie

Situation familiale : Marié, deux enfants

Formation

1986 Doctorat (« candidature ») en sciences juridiques, spécialisation en droit international (sujet de thèse : « Les normes internationales ayant valeur de simples recommandations, d'après l'exemple des résolutions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies qui ont valeur de recommandations »), chaire de droit international de la faculté de droit de l'Université d'État de Moscou

1982-1985 Études doctorales, Université d'État de Moscou

1982 Diplôme de droit international (avec mention) de l'Université d'État de Moscou

Actuellement

Directeur au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

2009-2015 Ambassadeur de la Fédération de Russie au Royaume des Pays-Bas;

Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

Depuis 2015 Membre de la Cour permanente d'arbitrage

Depuis 2009 Membre associé de l'Institut de droit international

Commission du droit international

2003-2011 Membre

Depuis 2015

2008 Premier Vice-Président (soixantième session)

2006 Président du Comité de rédaction (cinquante-huitième session)

2005 Deuxième Vice-Président (cinquante-septième session)

Rang diplomatique Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

Fonctions antérieures

Fonction publique

2001-2009 Directeur au Département des affaires juridiques; et membre du Conseil du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie;

1997-2001	Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Office des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève;
1994-1997	Directeur adjoint au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie;
1992-1994	Chef de division au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie;
1991-1992	Adjoint et Chef de cabinet du Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie;
1990-1991	Juriste à la Commission des relations entre les Républiques du Soviet Suprême (Parlement) de la Fédération de Russie;
1986-1990	Juriste à la Division des organisations internationales et à la Division des relations économiques extérieures du Département des relations extérieures du Ministère de la marine marchande de l'URSS

Expérience professionnelle : principaux postes

Fonction publique

2010-2015	Chef de la délégation russe au Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques; chef adjoint de la délégation russe aux sessions de la Conférence des États Parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction; chef adjoint de la délégation russe aux sessions de la Conférence des États Parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction;
2013	Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec les États-Unis d'Amérique au sujet de l'élimination des armes chimiques syriennes;
2008-2011	Agent (avec K. G. Gevorgian) de la Fédération de Russie devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire <i>Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Géorgie c. Fédération de Russie)</i> ;
2003-2010	Chef de la délégation russe aux négociations avec la Norvège sur la délimitation en mer de Barents et dans l'océan Arctique;
2004-2009	Représentant de la Fédération de Russie au Comité consultatif des chefs de département des affaires juridiques des ministères des affaires étrangères des États membres de la Communauté d'États indépendants;

- 2003-2004 Représentant adjoint de la Fédération de Russie à la réunion des États du pourtour caspien sur le statut juridique de la mer Caspienne;
- Chef de la délégation russe au Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens;
- Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations avec l'Ukraine sur le Traité bilatéral sur la frontière entre les deux États;
- 2002-2009 Représentant de la Fédération de Russie au Comité des conseillers juridiques sur le droit international public (Conseil de l'Europe);
- Représentant suppléant de la Fédération de Russie aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies; représentant de la Fédération de Russie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies;
- 2002-2004 Vice-Président de la Commission interinstitutions créée par le Gouvernement de la Fédération de Russie pour mener les négociations avec l'Ukraine sur les problèmes liés à l'accident survenu en octobre 2001 à un avion russe de type Tu-154M qui s'était écrasé au-dessus de la mer Noire;
- 2002 Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec la Roumanie au sujet du Traité bilatéral d'amitié et de coopération;
- Chef de la délégation russe à la Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique;
- 1997-2001 Représentant et représentant adjoint de la Fédération de Russie à des réunions intergouvernementales et d'experts tenues dans le cadre l'Office des Nations Unies à Genève, de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission des droits de l'homme, ainsi que de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation mondiale de la Santé, de l'Organisation météorologique mondiale et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, et à des réunions organisées par le Comité international de la Croix-Rouge et par le Gouvernement suisse en sa qualité de dépositaire des Conventions de Genève de 1949;
- 1996 Représentant de la Fédération de Russie au Comité européen de coopération juridique (Conseil de l'Europe);
- Chef adjoint de la délégation de la Fédération de Russie au Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale;

- Chef de la délégation d'experts russes aux négociations tenues avec la Roumanie au sujet du Protocole intergouvernemental sur l'inventaire des traités bilatéraux;
- 1995 Chef adjoint de la délégation russe au Comité spécial de l'Assemblée générale pour la création d'une cour criminelle internationale;
- 1994-1997 Membre de la délégation russe à la Sixième Commission de l'Assemblée générale et au Comité spécial de la Charte (1994);
- 1994 Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations sur les mémorandums d'accord relatifs aux garanties offertes au Bélarus, au Kazakhstan et à l'Ukraine en liaison avec leur adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires;
- 1993-1994 Expert juridique de la délégation russe à des réunions de la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques;
- 1993 Membre de la Commission d'experts juridiques pour la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques au niveau national, chargée de faciliter l'élaboration d'un manuel de mise en œuvre de la Convention au niveau national;
- 1991-1997 Expert juridique de la délégation russe aux réunions intergouvernementales et d'experts organisées par la Communauté d'États indépendants;
- 1990-1991 Expert juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec la République de Lituanie au sujet de l'Accord intergouvernemental pour la coopération au service du développement de la région de Kaliningrad et de l'Accord intergouvernemental pour l'assistance à la réinstallation de ressortissants de Mažeikiai (Lituanie) à Vsevolozhsk (Fédération de Russie);
- Expert juridique de la délégation russe aux négociations tenues avec la République d'Estonie au sujet du Traité sur les relations interétatiques entre la Fédération de Russie et la République d'Estonie;
- 1989-1990 Expert juridique de la délégation soviétique aux sessions de l'Assemblée et du Conseil de l'INMARSAT.

Commission du droit international

- 2007-2011 Rapporteur spécial sur le sujet : « Immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère » (rapport préliminaire (2008), deuxième rapport (2010) et troisième rapport (2011) soumis à la Commission);

Activités universitaires

Depuis 2014	Membre du Conseil scientifique de l'Institut eurasien de droit international;
2002-2009	Professeur, chaire de droit international de la faculté de droit international de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (Université); Maître de conférences invité, Université d'État de Moscou, Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères, Académie de droit d'État de Moscou;
Depuis 2008	Vice-Président de l'Association russe de droit international;
Depuis 2004	Membre du Conseil d'administration de l'Association russe de droit international;
1991	Maître de conférences à temps partiel à l'Université d'État de Moscou;
1990-1991	Maître de conférences à temps partiel, chaire de droit international de la faculté de droit de l'Académie de droit d'État de Moscou;
Depuis 1987	Membre du Comité de rédaction de Ежегодник международного права (Annuaire de droit international) de l'Association russe de droit international;
Depuis 1982	Membre de l'Association russe de droit international;

Principales publications

- « Immunity of State and of Officials Thereof in Judgments of the International Court of Justice » (L'immunité de l'État et de ses représentants dans les arrêts de la Cour internationale de Justice), in Natalia Iu. Erpyleva et Maryanne E. Gashi-Butler (dir. publ.), 'The Best in the West', Educator, Jurist, Arbitrator, Liber Amicorum in Honour of Professor William Butler, éd. Wildy, Simmonds & Hill, 2014.
- « Краткий очерк становления и развития международного права. Россия и международное право »; « Дипломатическая защита » (en russe). В: Международное право, Учебник, под ред. Б.Р.Тузмухамедова, 4-е изд., Изд-во « НОРМА ИНФРА-М », М., 2014 (Aperçu de la formation et du développement du droit international. La Russie et le droit international; « La protection diplomatique », in B. R. Tuzmukhamedov (dir. publ.), Droit international, manuel, 4^e éd., « NORMA INFRA-M », Moscou, 2014).
- Международное морское право. Статьи памяти А.Л.Колодкина. Сост. Р.А.Колодкин, С.М.Пунжин, М.: « Статут », 2014 (Droit international de la mer. Essai en l'honneur d'Anatoly L. Kolodkin, réunies par R. A. Kolodkin et S. M. Punzhin, Moscou, éd. « Statut », 2014).
- Договор с Норвегией : разграничение для сотрудничества » (en russe), Международная жизнь, 2011, М., n° 1 (Le traité avec la Norvège : la délimitation pour la coopération, Mezhdunarodnaya Zhizn (La vie internationale), 2011, Moscou, n° 1).

- « Иммуни́тет должностных лиц государства от иностранной уголовной юрисдикции » (en russe), Юрист-международник n° 3, М., 2005 (Immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère, Le juriste internationaliste, n° 3, Moscou, 2005).
- « Fragmentation of International Law? A View from Russia » (Peut-on parler de fragmentation du droit international? Un point de vue russe), in Ronald St. John McDonald et Douglas M. Johnston (dir. publ.), Towards World Constitutionalism. Issues in the Legal Ordering of the World Community, éd. Martinus Nijhoff, Leyde, Boston, 2005.
- « Проект конвенции о борьбе с табаком » (en russe), Р.А.Колодкин, М.В.Мусихин, Московский журнал международного права, n° 4, 2001 (Projet de convention pour la lutte antitabac, R. A. Kolodkin et M. V. Musikhin, Revue moscovite de droit international, n° 4, 2001).
- « Дискуссия по поводу проекта статута международного уголовного суда в Специальном комитете Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций » (en russe), Московский журнал международного права № 4, 1996 (L'examen du projet de statut d'une Cour pénale internationale au Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies, R. A. Kolodkin et I. A. Panin, Revue moscovite de droit international, n° 4, 1996).
- « An Ad Hoc Tribunal for the Prosecution of Serious Violations of International Humanitarian Law in the Former Yugoslavia » (Le Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie), Criminal Law Forum (Rutgers University School of Law, États-Unis d'Amérique), vol. 5, n^{os} 2 et 3, 1994.
- « Критические комментарии в отношении концепции 'мягкого права' » (en russe), Советское государство и право n° 12, 1985 (Observations critiques sur le concept de « droit souple », L'État et le droit soviétiques, n° 12, 1985).
- « Латиноамериканская доктрина о юридической природе Хартии экономических прав и обязанностей государств » (en russe), М. Бессера, Р.А. Колодкин, Вестник Московского университета. Серия 11, Право, № 5, 1985 (La doctrine latino-américaine sur la nature juridique de la Charte des droits et devoirs économiques des États), M. Besserra et R. A. Kolodkin, Bulletin de l'Université d'État de Moscou, Série Droit, vol. 11, n° 5, 1985).

Compétences linguistiques

Russe : langue maternelle

Anglais : maîtrise parfaite

Français : bon niveau de compréhension (orale et écrite)

Ahmed Laraba (Algérie)

[Original : anglais]

Professeur de droit international

Membre de la Commission du droit international de l'ONU

- Né le 17 mai 1947, à Mila (Algérie)
- 1969 : Licence de droit
- 1970 : Maîtrise de droit public
- 1985 : Doctorat en droit international
- 2012 : Membre de la Commission du droit international de l'ONU

Activités

1. Enseignement

Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université d'Alger 1

Professeur-assistant, puis professeur à l'École nationale d'administration, Algérie (1971-2009)

Professeur à l'École supérieure de la magistrature (2000-2007)

Professeur de droit international à l'Institut diplomatique et des relations internationales (2002-2005)

Professeur de droit international à l'Institut de la sécurité nationale (1989-2014)

Professeur invité à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université Lumière Lyon 2 (enseignement et cours portant sur le droit international des contrats, la jurisprudence du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), les sources du droit international, le rôle de l'État dans le droit international et l'originalité du droit international) (1998-2011)

Professeur invité à l'Université Paris X – Nanterre et à l'Université de Saint-Quentin-en-Yvelines (1998-1999)

Professeur invité à l'Université de Montpellier III (enseignement portant sur les règles de l'OMC et leurs incidences sur le droit interne des États) (1999-2001)

Professeur invité à l'Université d'Aix-en-Provence, Marseille (cours de doctorat sur la Cour pénale internationale) (2000-2001)

Professeur invité à l'Université de Paris-I, Panthéon-Sorbonne (enseignement sur le droit interne des États arabes et le droit international) (2002-2003)

Président du jury du concours de magistère (option droit international et relations internationales) à la faculté de droit de l'Université d'Alger (1993-2000 et 2004-2011)

2. Recherche

Éditeur en chef de la revue *Ibtikar*, publiée par l'Office national des droits d'auteur et des droits voisins (ONDA)

Membre de la Commission de rédaction de la revue *Idara*, publiée par l'École nationale d'administration d'Alger

3. Autres activités

Membre de la Commission du droit international, élu par l'Assemblée générale des Nations Unies (depuis le 1^{er} janvier 2012)

Conseiller juridique de la République d'Algérie et intervenant auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire intitulée « Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé » (2004)

Conseiller juridique de la République d'Algérie pour les arbitrages commerciaux internationaux de la CIRDI, dans l'affaire opposant la L.E.S.I. – Dipenta à l'Algérie (2003-2005)

Conseiller juridique de la République d'Algérie pour l'arbitrage de la CIRDI, dans l'affaire opposant les sociétés L.E.S.I. et Astaldi à l'Algérie (depuis février 2005)

Conseiller juridique de la République d'Algérie pour l'arbitrage dans l'affaire opposant la société danoise Maersk à l'Algérie (2009-2012)

Conseiller juridique de SONATRACH pour l'arbitrage dans une affaire opposant celle-ci à la société américaine Anadarko (2009-2012)

A participé, en qualité de membre de la délégation algérienne, à plusieurs conférences diplomatiques [(OMPI), Union africaine (UA) et Ligue des États arabes]

Consultant et conseiller juridique auprès de plusieurs sociétés algériennes, dont la Société nationale des transports ferroviaires (SNPE), la SONELGAZ et la SONATRACH, lors d'arbitrages commerciaux internationaux (1985-2010)

Conseiller juridique de l'ONDA

Membre du Comité juridique de la Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs (CISAC)

Membre associé du Laboratoire de droit comparé et international des affaires de la faculté de droit et des sciences sociales de l'Université Lumière Lyon 2

Consultant juridique pour le Maghreb du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) (1995-2005)

4. Publications et études

Mémoire de diplôme d'études supérieures en droit public portant sur les sécessions et le droit international, 1970

Rapport liminaire présenté (en collaboration avec d'autres auteurs) au colloque sur l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) (dir.) SNED, 1973

« Nouvelles notions et nouveau droit de la mer », *in* Droit international et développement, Colloque international, Alger, OPU, 1978

« La délimitation des espaces marins », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* (RASJEP), 1978

« L'emprise du principe de liberté sur le droit classique de la mer », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques* (RASJEP), 1979

« L'Algérie et le droit de la mer », thèse de doctorat, Alger, 1985

Rapport liminaire sur la notion d'état de nécessité, présenté lors d'un colloque organisé par la faculté de droit de l'Université d'Alger en décembre 1991

« Chronique de droit conventionnel », revue *Idara*, École nationale d'administration, Alger 1995

Étude portant sur les zones de pêches de l'Algérie, publiée en 1996

Étude portant sur le droit international humanitaire et le cas de la guerre de libération nationale, CICR, 1996, Bruylant, 2005

Étude sur les prérogatives du Comité des droits de l'homme, *La lettre juridique*, 1999

Étude portant sur les États et la Cour internationale de Justice (CIJ), Institut national d'études de stratégie globale (INESG), 2000

Étude portant sur les initiatives des États-Unis et de l'Union européenne en rapport avec la Méditerranée : concurrence ou complémentarité, Euromesco, 2007

Étude portant sur l'arbitrage en tant que mode de règlement des différends opposant l'autorité réglementaire des postes et télécommunications à d'autres partenaires, présentée lors d'un séminaire tenu à la faculté de droit d'Alger en juin 2008 (à paraître)

Études sur les droits de propriété littéraire ou artistique

Étude portant sur l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le droit d'auteur : concurrence ou complémentarité, Alger, 1996

Étude portant sur le régime juridique de la propriété littéraire et artistique en Algérie, parue dans la revue *Ibtikar* en 1997

Études sur les droits d'auteur dans les pays arabes, parues dans la revue *Ibtikar* en 1998

Étude sur les droits d'auteurs et droits voisins, séminaire de l'ONDA, 2002

Étude portant sur le régime juridique du logiciel, publiée par l'ONDA en 2003

Étude visant à répondre à la question de savoir si l'on peut parler de jurisprudence algérienne en matière de législation sur le droit d'auteur, publiée par l'ONDA en 2008.

Marja Lehto (Finlande)

[Original : anglais]

1. Informations personnelles

Nom : Marja-Liisa Lehto
Date de naissance : 30 mars 1959
Nationalité : Finlandaise
Situation familiale : Mariée, un enfant
Titre professionnel : Ambassadrice et experte de haut niveau (droit international public)

2. Formation

Doctorat en droit international, Université de Laponie (Finlande)
Maîtrise de sciences politiques, Université d'Helsinki
Maîtrise de droit, Université d'Helsinki

3. Compétences linguistiques

Finnois, anglais, français, suédois, allemand

4. Expérience professionnelle

- Ambassadrice et experte de haut niveau au Service juridique du Ministère des affaires étrangères d'Helsinki (depuis 2014)
- Ambassadrice de la Finlande au Luxembourg (2009-2014)
- Directrice de la Section du droit international public du Ministère des affaires étrangères d'Helsinki (2000-2009)
- Conseillère à la Mission permanente de la Finlande auprès de l'ONU à New York (1995-2000)
- Conseillère et Première Secrétaire de la Section du droit international public du Ministère des affaires étrangères d'Helsinki (1992-1995)
- Première Secrétaire de la Section du droit conventionnel du Ministère des affaires étrangères d'Helsinki (1991-1992)
- Deuxième Secrétaire de l'Ambassade de Finlande à Paris (1987-1990)
- Attachée, Direction de l'Union soviétique et des pays d'Europe de l'Est, Ministère des affaires étrangères d'Helsinki (1987)
- Attachée, Ambassade de Finlande à Paris (1986-1987)
- Attachée, Direction des relations commerciales avec les pays en développement, Ministère des affaires étrangères d'Helsinki (1986)
- Attachée, Direction du droit international public (1985)

- Divers postes à l’Institute of Development Studies et à la section du droit public de la faculté de droit de l’Université d’Helsinki (1982-1984)

5. Postes internationaux

- Présidente du Conseil d’administration de l’Initiative d’intervention rapide au service de la justice (www.justicerapidresponse.org) (depuis 2014)
- Présidente du Comité d’experts sur le terrorisme du Conseil de l’Europe (CODEXTER) (2006-2007)
- Présidente des groupes de travail du Conseil de l’Union européenne en matière de sanctions (RELEX) et de terrorisme (pendant la présidence finlandaise de l’Union européenne en 2006)
- Présidente du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l’Organisation, New York (1999)
- Coordinatrice des consultations sur le droit de la mer de l’Assemblée générale des Nations Unies (1998-99)
- Coordinatrice des négociations sur la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire (1998)
- Présidente du Groupe des États d’Europe occidentale et autres États aux négociations concernant la création de la Commission des limites du plateau continental (1996)

6. Participation à l’élaboration du droit international et du droit de l’ONU

- Présidente de la délégation finlandaise aux négociations concernant :
 - La Convention internationale de 2005 pour la répression des actes de terrorisme nucléaire
 - Le Protocole de 2005 amendant la Convention pour la répression d’actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime
 - Le Protocole de 2005 amendant le Protocole pour la répression d’actes illicites contre la sécurité des plateformes fixes situées sur le plateau continental
 - La Convention de 2005 du Conseil de l’Europe pour la prévention du terrorisme
 - Le Protocole additionnel de 2003 à la Convention du Conseil de l’Europe pour la prévention du terrorisme
 - La Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme
 - La Convention internationale de 1997 pour la répression des attentats terroristes à l’explosif
- Membre de la délégation finlandaise à la Sixième Commission de l’Assemblée générale des Nations Unies (1985, 1993-2009)

- Représentante de la Finlande au Groupe de travail sur le crime d’agression de l’Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) (2005-2009)
- Membre de la délégation finlandaise au Comité préparatoire pour la création d’une cour criminelle internationale (2000-2002)
- Membre de la délégation finlandaise à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d’une cour criminelle internationale (1998)
- Membre de la délégation finlandaise au Comité préparatoire pour la création d’une cour criminelle internationale (1996-1998)
- Membre de la délégation finlandaise aux négociations sur la Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d’eau internationaux à des fins autres que la navigation (1996-1997)
- Membre de la délégation finlandaise aux négociations sur les amendements au Protocole II de la Convention sur certaines armes classiques (1995-1996)

7. Autres activités

Représentante de la Finlande aux travaux de 2016 du Groupe d’experts gouvernementaux chargé d’examiner les progrès de l’informatique et des télécommunications dans le contexte de la sécurité internationale

Membre de l’Institut international de droit humanitaire (2015--)

- Point focal national pour la responsabilité de protéger (depuis 2014)
- Membre du Conseil d’administration de l’Institut Erik Castrén des droits de l’homme et du droit international de l’Université d’Helsinki (2003-2012)
- Membre du Comité de rédaction du Nordic Journal of International Law (2006-2009 et 2016)
- Présidente d’un groupe de travail interministériel chargé d’examiner la législation finlandaise relative aux sanctions (2008-2009)
- Présidente du Groupe de travail sur l’égalité du Ministère des affaires étrangères (2005-2008)
- Membre du comité de rédaction de l’Annuaire finlandais de droit international (2001-2003)
- Membre du Comité finlandais du droit international humanitaire (2000-2009)
- Membre de la délégation finlandaise aux négociations sur les traités bilatéraux avec la Suède (délimitation maritime, 1993-1994) et la Fédération de Russie (coopération dans les zones adjacentes, 1991, protection de l’environnement, 1992, et coopération dans les situations d’accidents majeurs, 1993-1994)

8. Conférences et missions

Centre d’excellence de cyberdéfense de l’OTAN, Tallinn, Conférence annuelle sur les cyberconflicts, table ronde, le 1^{er} juin 2016, sur les cybernormes et le silence concernant l’*opinio juris*

Comité international de la Croix-Rouge, lancement de la nouvelle version du Commentaire de la Première Convention de Genève, le 22 mars 2016, « Observations relatives à l'article premier commun aux Conventions de Genève et au Protocole additionnel I »

Mission permanente de la Finlande auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York, le 9 février 2016, table ronde sur les sanctions de l'ONU et les technologies numériques: menaces et possibilités, allocution liminaire

Ministère finlandais des affaires étrangères, cyberdialogue de haut niveau (pays nordiques/États baltes et États-Unis), le 24 septembre 2015, sur le droit international et la cybersécurité

- Séminaire au Ministère des affaires étrangères et à l'Institut Erik Castrén de l'Université d'Helsinki : « UN at 70: Still Going Strong, UN Charter in Theory and Practice » (L'ONU toujours opérationnelle à 70 ans, la Charte des Nations Unies en théorie et en pratique) (28 août 2015) et « The Use of Force Provisions of the UN Charter » (Les dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'usage de la force)
- Séminaire à l'Université d'Helsinki, le 11 janvier 2013, sur le droit international en temps de crise (en finnois)
- Séminaire à l'Université du Luxembourg, le 15 octobre 2012, sur l'Union européenne en tant qu'acteur mondial
- Séminaire à l'Université de Trèves (Allemagne), le 12 décembre 2011, sur la responsabilité de protéger comme norme ou aspiration
- Séminaire à la German House (New York), le 12 février 2009, sur un futur fondé sur la paix et la justice
- Séminaire à la branche finlandaise de l'Association de droit international, le 13 octobre 2008, sur les crimes terroristes dans le cadre du droit pénal international (en finnois)
- Séminaire au Finnish Institute for International Affairs, le 12 juin 2008, sur les défis actuels de la justice internationale
- Séminaire à l'Université de Warwick (Royaume-Uni), à l'occasion du One World Forum, le 25 janvier 2008, sur les défis en matière de sécurité mondiale
- Modération d'une table ronde sur les manuels militaires, le 10 décembre 2007 à Oslo (Norvège) pour la Croix-Rouge des pays nordiques
- Discours inaugural sur le droit humanitaire international et la lutte contre le terrorisme à l'occasion de la conférence marquant le sixantième anniversaire de la branche finlandaise de l'Association de droit international, le 4 octobre 2007
- Présidente de la séance de clôture de la conférence du Conseil de l'Europe sur la question des fondements du terrorisme (« Why terrorism? »), tenue les 25 et 26 avril 2007
- Séminaire sur la coopération entre le Conseil de l'Europe et INTERPOL à l'occasion de la conférence régionale d'INTERPOL tenue à Varna du 30 mai au 1^{er} juin 2007

- Séminaire sur la lutte contre l'incitation au terrorisme et les activités terroristes à l'occasion de l'atelier d'experts du Conseil de l'Europe et de l'OSCE sur la prévention du terrorisme, tenu à Vienne les 19 et 20 octobre 2006
- Présidente de l'atelier transatlantique de l'Union européenne et des États-Unis sur les sanctions internationales et le respect de la légalité, tenu à Helsinki les 27 et 28 septembre 2006
- Séminaire sur les objectifs militaires à l'occasion de la conférence sur le droit coutumier dans les conflits armés tenue par les organisations nordiques de la Croix-Rouge et le Comité international de la Croix-Rouge le 10 décembre 2005 à Oslo (Norvège)
- Membre du Groupe d'experts sur l'application des sanctions de l'ONU lors de la réunion du Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions, le 2 juin 2005
- Présidente d'un débat sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité (en suédois) à l'occasion de la douzième Conférence des criminologues nordiques, tenue à Helsinki du 10 au 12 juin 2004
- Séminaire sur le droit international et les problèmes de sécurité actuels (en finnois) à l'occasion de la Conférence sur le droit international tenue à l'Université de Laponie le 16 avril 2004
- Séminaire sur la position de l'Union européenne par rapport à la Cour pénale internationale à l'occasion du troisième séminaire d'Helsinki sur le droit pénal international, tenu par l'Association européenne des étudiants en droit à Helsinki du 1^{er} au 6 mars 2004
- Séminaire sur la position de la Finlande par rapport à la Cour pénale internationale à l'occasion du deuxième séminaire d'Helsinki sur le droit pénal international, tenu par l'Association européenne des étudiants en droit du 3 au 6 mars 2003
- Séminaire, le 4 mars à Tallinn (Estonie), sur les aspects politiques du droit pénal international à l'occasion du deuxième séminaire d'Helsinki sur le droit pénal international, tenu par l'Association européenne des étudiants en droit du 3 au 6 mars 2003
- Commentatrice à la table ronde sur les nouvelles règles (en finnois) tenue à l'occasion de la Conférence sur la nouvelle politique mondiale, tenue par l'University of Helsinki Collegium for Advanced Studies les 12 et 13 décembre 2003
- Séminaire sur le point de vue finlandais sur le processus de création de la Cour pénale internationale à l'occasion du premier séminaire d'Helsinki sur le droit pénal international, tenu par l'Association européenne des étudiants en droit du 27 février au 2 mars 2002
- Séminaire sur la comparaison des expériences dans le cadre de l'application du Statut de Rome lors de la Conférence internationale sur la Cour pénale internationale permanente tenue par l'OSCE à Belgrade (République fédérale de Yougoslavie) le 15 novembre 2002

- Trois conférences sur les nouveaux défis de l'application du droit international à l'occasion du quinzième séminaire d'été sur le droit international tenu à l'Université d'Helsinki du 19 au 30 août 2002
- Séminaire sur le rôle du droit dans les relations internationales à l'occasion de la réunion annuelle de la European Lawyers' Association tenue le 10 mai 2002 à Helsinki
- Séminaire sur le crime d'agression et les relations entre la Cour pénale internationale et le Conseil de sécurité de l'ONU à l'occasion du Séminaire international sur la Cour pénale internationale et le crime d'agression tenu à l'Université de Trente (Italie) du 30 mai au 1^{er} juin 2001
- Séminaire sur les négociations relatives à la Cour pénale internationale à l'occasion du séminaire sur le droit pénal tenu par l'Université d'Helsinki et l'Université Humboldt de Berlin du 12 au 14 juin 2001 à Helsinki
- Séminaire sur la politique de l'impunité lors du séminaire de la Croix-Rouge finlandaise et de l'Institut Erik Castrén de l'Université d'Helsinki tenu par le Ministère des affaires étrangères à Helsinki le 30 novembre 2001
- Conférences et exposés (en finnois) au Ministère finlandais des affaires étrangères (formation des diplomates), aux Forces de défense finlandaises (formation en droit international humanitaire), à l'Académie de police, à la Croix-Rouge finlandaise et à d'autres entités finlandaises (2000-2009)

9. Publications

9.1 Ouvrages et monographies

Indirect Responsibility for Terrorist Acts. Redefinition of the Concept of Terrorism Beyond Violent Acts. (Responsabilité indirecte des actes terroristes : redéfinition du concept de terrorisme au-delà des actions violentes) The Erik Castrén Institute Monographs on International Law and Human Rights, Vol. 9, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden 2009, 480 p.

International Responsibility for Terrorist Acts: A Shift Towards More Indirect Forms of Responsibility. (Responsabilité internationale des actes terroristes : vers des formes de responsabilité plus indirectes), Acta Universitatis Lapponiensis 139, Lapland University Press 2008, 556 p.

Voimankäytön oikeutus. Selvitys eduskunnan ulkoasiainvaliokunnalle. (Les fondements juridiques de l'usage de la force. Rapport soumis à la Commission des relations étrangères du Parlement) avril 2002, 89 p. (version actualisée publiée en 2015)

Itämeren turvallisuusjärjestelmä erityisesti oikeudellisen säännöstön kehityksen kannalta (Le régime de sécurité de la mer Baltique du point de vue des réglementations juridiques), rapport soumis au Conseil consultatif pour les questions de désarmement, avril 1986, 86 p.

Naiset ja kehitys (Les femmes et le développement), éd. avec Marja-Liisa Kiljunen, Gaudeamus 1982, 2^e éd. 1985, 189 p.

9.2 Articles

Battle of Ideas, Delivery of Justice; How Justice Rapid Response contributes to the « Project of International Criminal Justice » (Bataille d'idées, administration de la justice : comment l'Initiative d'intervention rapide au service de la justice contribue au projet de justice pénale internationale), *Regions and Cohesion*, vol. 5, issue 2, 2015, p. 114-126

« The Crime of Terrorism and the Emerging Framework of International Criminal Law: Reflections on the “Hierarchy of Evil” » (Le crime de terrorisme et la naissance d'un cadre du droit international pénal: réflexions sur la “hiérarchie du mal”), *Annuaire finlandais de droit international*, vol. 19 (2008), Hart Publishing, Oxford & Portland, Oregon, 2010, p. 183 à 216

« War on Terror – Armed Conflict with Al-Qaida? » (La guerre contre la terreur – un conflit armé avec Al-Qaida?), *Nordic Journal of International Law* 78 (2009), p. 1 à 13

« La coopération dans le domaine de la pêche en mer Baltique », *Revue de L'Indémer* 1997, n° 5, p. 117 à 132

« The Privilege of Universality: International Law, Economic Ideology and Seabed Resources » (Le privilège de l'universalité: droit international, idéologie économiques et ressources des fonds marins), *Nordic Journal of International Law* 65 (1996), Kluwer Law International, p. 533 à 555 (avec Martti Koskenniemi)

« Succession of States in the Former Soviet Union – Arrangements Concerning the Bilateral Treaties of Finland and the USSR » (Succession d'États dans l'ex-Union soviétique : arrangements concernant les traités bilatéraux de la Finlande et l'URSS), *IV^e Annuaire finlandais de droit international* (1993), Helsinki, 1993, p.194 à 227

« La succession d'États dans l'Ex-URSS, en ce qui concerne particulièrement les relations avec la Finlande », *Annuaire français de droit international* XXXVIII (1992), éditions de CNRS, Paris, p. 179 à 219 (avec Martti Koskenniemi)

« Restrictions on Military Activities in the Baltic Sea – A Basis for a Regional Regime? » (Restrictions des activités militaires dans la mer Baltique : les fondements d'un régime régional?), *II^e Annuaire finlandais de droit international* (1991), Helsinki, 1991, p. 38-65

« Scarcity and Resources Policy: The Case of Deep Sea Mining » (Politique en matière de pénuries et de ressources : le cas de l'exploitation minière des fonds marins), *Development and Peace*, vol. 6, n° 2 (1985), p. 201 à 229 (avec Lauri Siitonen)

9.3 Chapitres de livres

« Slowly but Surely? The Challenge of the Responsibility to Protect » (Lentement mais sûrement? Les défis de la responsabilité de protéger), éd. Rain Liivoja et Jarna Petman, *International Lawmaking. Essays in Honour of Jan Klabbers*, Routledge, Abingdon/New York, 2014, p. 283 à 297

« Kansainvälinen oikeus ja terrorismi : liian paljon Vai liian vähän? » (Droit international et terrorisme : trop ou pas assez?) éd. Kari Laitinen, *Tuhat JA yksi*

uhkaa, Tulkintoja terrorismista, Poliisiammattikorkeakoulun julkaisuja 6/2007, p. 119 à 131

« Achille Laurosta Al Qidaan- merenkulun terrorismisopimuksen muutokset » (d'Achille Lauro à Al Qaida – Amendements à la Convention sur le terrorisme maritime), éd. Timo Koivurova, *Kansainvälistyvä oikeus, juhlakirja professori Kari Hakapää*, Lapin yliopistopaino 2005, p. 285 à 306

« The ICC and the Security Council: About the Argument of Politicization » (La Cour pénale internationale et le Conseil de sécurité sur l'argument de la politisation), éd. Mauro Politi et Giuseppe Nesi, *The International Criminal Court and the Crime of Aggression*, Ashgate, 2004, p. 145 à 150

« Terrorism in International Law – an Empty Box or Pandora's Box? » (Le terrorisme en droit international : une boîte de Pandore?) éd. Jarna Petman et Jan Klabbers (dir.), *Nordic Cosmopolitanism : Essays in International Law for Martti Koskenniemi*, Kluwer Law, International, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden, 2003, p. 219 à 314

« Finland and the Law of the Sea » (La Finlande et le droit de la mer), éd. Tullio Treves et Laura Pineschi, *The Law of the Sea. The European Union and its Member States : Publications on Ocean Development*, vol. 28, Kluwer Law International, 1997, p. 127 à 150 (avec Martti Koskenniemi)

9.4 Critiques

Minna Kimpimäki, Universaalitoimivalta kansainvälisessä rikosoikeudessa (La compétence universelle en droit pénal international), *Oikeus* 1/2006, p. 140 à 144

William A. Schabas, Genocide in International Law, the Crime of Crimes, *XI^e Annuaire finlandais de droit international* (2001), Kluwer Law International, 2003, p. 420 à 426

Finn Laursen, Small Powers at Sea: Scandinavia and the New International Marine Order, *65^e Nordic Journal of International Law* (1996), p. 322 à 225

Martti Koskenniemi, Kansainväliset pakotteet ja Suomi (Sanctions internationales en Finlande), *Lakimies* 5/1995, p. 904 à 907

Tiyanjana Maluwa (Malawi)

[Original : anglais]

Études et expérience professionnelle

Diplômes

- a) Docteur en philosophie (Ph. D.), Queens' College, Université de Cambridge (Royaume-Uni)
- b) Maîtrise de droit (LL. M.), Université de Sheffield (Royaume-Uni)
- c) Licence en droit (LL. B.), Université du Malawi

Fonctions administratives, juridiques et universitaires

Fonctions administratives

- a) 1^{er} juillet 2005-30 juin 2015 : vice-doyen pour les affaires internationales de l'Université d'État de Pennsylvanie (États-Unis)
- b) 15 mars 2007-30 juin 2015 : Directeur de la School of International Affairs de l'Université d'État de Pennsylvanie

Fonctions juridiques

- a) 15 novembre 2001-14 janvier 2004 : conseiller juridique auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- b) Conseiller juridique et Directeur à l'Organisation de l'Unité africaine (1^{er} janvier 1998-10 novembre 2001)

Fonctions universitaires

- a) 18 janvier 2004 à ce jour : professeur de droit et directeur de la chaire de droit H. Laddie Montague à la faculté de droit de l'Université d'État de Pennsylvanie
- b) 1^{er} juin 1993-31 décembre 1997 : maître de conférences en droit et professeur de droit au Département de droit public de l'Université du Cap (Afrique du Sud)
- c) 10 décembre 1986-31 mai 1993 : chargé de cours de droit et maître de conférences en droit à l'Université du Botswana
- d) 1^{er} juillet 1984-30 novembre 1986 : chargé de cours de droit à l'Université du Malawi

2. Liste des principales publications spécialisées

1. Ouvrages et monographies

The Pursuit of a Brave New World in International Law: Essays in Honour of John Dugard (en collaboration avec Dire D. Tladi et Max du Plessis) (à paraître, Brill, 2016)

Law, Politics and Rights: Essays in Memory of Kader Asmal (dir.), (Brill, 2013)

International Law in Post-Colonial Africa (La Haye: Kluwer Law International, 1999)

Gender Equality through Law: Lessons from Southern Africa, (Addis-Abeba: Organisation de l'Unité africaine/Lincoln (Nebraska): Département des sciences politiques, Université du Nebraska, monographies spéciales, 1999)

T. Maluwa et H. Corder (dir.), *Administrative Justice in Southern Africa* (Le Cap: University of Cape Town, 1997)

2. Chapitres d'ouvrages collectifs

"The Role of International Organizations in International Law-Making: An African Perspective", in T. Maluwa, T. Dire et M. du Plessis (dir.), *The Pursuit of a Brave New World in International Law: Essays in Honour of John Dugard* (à paraître, Brill, 2016)

"Youth Rights and Cultural Perspectives", in Wiesland, A.J., Chainoglou, K. et Sledzinska-Simon, A. (dir.), *Culture and Human Rights – The Wroclaw Commentaries* (à paraître, Walter de Gruyter GmbH, 2016)

"The Development and Enforcement of Community Law in the African Regional Economic Communities: Conceptual Issues, Architecture and Institutions" in Jalloh, Charles Chennor et Elias, Olufemi (dir.), *Shielding Humanity: Essays in International Law in Honour of Judge Abdul G. Koroma*, (Martinus Nijhoff /Brill, 2015), p. 536 à 564

"Beyond Rhetoric: Commitment to and Ratification of African Human Rights and Human Rights-Related Treaties", in Maluwa, T. (dir.), *Law, Politics and Rights: Essays in Memory of Kader Asmal* (Martinus Nijhoff/Brill, 2013), p. 58 à 91

"La transition de l'Organisation de l'Unité africaine à l'Union africaine", in Yusuf A. et Ouguergouz, F. (dir.), *L'Union africaine : cadre juridique et institutionnel – Manuel sur l'Organisation panafricaine* (Paris : Editions A. Pedone, 2013), p. 35 à 56

"The Transition from the Organization of African Unity to the African Union" in Yusuf, A. et Ouguergouz, F. (dir.), *The African Union: Legal and Institutional Framework – A Manual on the African Union* (Leiden & Boston: Martinus Nijhoff, 2012), p. 25 à 52

"Law", in Zeleza, P.T. et Eyoh, D. (dir.), *Encyclopaedia of Twentieth Century African History* (Londres et New York: Routledge, 2002), p. 313 à 317

"United Nations Headquarters Agreement: Obligation to Arbitrate (Advisory Opinion)", in Bernhardt, R. (dir.), *Encyclopedia of Public International Law*, vol. 4 (Amsterdam, Londres et New York: North-Holland/Elsevier, 2000), p. 1125 à 1129

"Human Rights and Foreign Policy in Post-Apartheid South Africa", in Forsythe, D. (dir.), *Comparative Foreign Policy and Human Rights* (Tokyo: UNU, 1999), p. 250 à 275

"Environment and Development in Africa: Some Legal and Institutional Issues", in Tesi, M.K. (dir.), *The Environment and Development in Africa* (Lanham, MD: Lexington Books, 2000), p. 79 à 102

“Southern Africa’s Land Dilemma: Balancing Resource Inequities”, in Zeleza, P.T. et Kalipeni, E. (dir.), *Sacred Spaces and Public Quarrels: African Cultural and Economic Landscapes* (Trenton, NJ: Africa World Press, 1999), p. 301 à 321

“Making International Law More Relevant and Readily Available”, in Division de la codification de l’ONU, *Making Better International Law: The ILC at 50* (New York: Nations Unies, N.Y., 1998), p. 346 à 361

“International Law as an Aid to the Interpretation and Application of Law in Municipal Legal Systems in Africa”, in Zyl van, D. et Ajibola, B. (dir.), *The Judiciary in Africa* (Le Cap: Juta, 1998), p. 47 à 63

“Refugees as a Factor in the Search for Peace and Security in post-apartheid Southern Africa”, in Mandaza, I. (dir.), *Peace and Security in Southern Africa*, (Harare: Sapes Books, 1997), p. 119 à 150

“Law, Politics and Refugees in Southern Africa: Recent Developments in Refugee Law and Policy in Malawi”, in Alfredsson, G. et Macalister-Smith, P. (dir.), *The Living Law of Nations: Essays in Memory of Atle Grahl-Madsen* (Kiel: N.P. Engel, 1996), p. 113 à 132

“International Law as an Aid to the Interpretation and Application of Law in Municipal Legal Systems in Africa”, in Zyl van, D. et Ajibola, B. (dir.), *The Judiciary in Africa* (Le Cap: Juta, 1998), p. 47 à 63

“The Legal Regime for the Protection of Refugees in Malawi”, in Mhone, G. (dir.), *Malawi at the Crossroads: The Post-Colonial Political Economy* (Harare: Sapes Books, 1992), p. 349 à 371

3. Articles parus dans des revues à comité de lecture

“Oil Under Troubled Waters?: Some Legal Aspects of the Boundary Dispute Between Malawi and Tanzania over Lake Malawi” (à paraître au printemps 2016, in vol. 37, *Michigan International Law Journal*)

“Africa and the International Criminal Court”, Occasional Programme Paper, Chatham House, Londres, juillet 2013 (en collaboration avec Max du Plessis et Annie O’Reilly)

“Ratification of African Union Treaties by Member States: Law, Policy and Practice”, 13 *Melbourne Journal of International Law* 636 (2012)

“From the Organization of African Unity to the African Union: Rethinking the Framework for Inter-State Cooperation in Africa in the Era of Globalization”, 9 *University of Botswana Law Journal* 49 (2009)

“The Move from Institutions?: Examining the Phenomenon in Africa”, 100 *Actes de l’American Society of International Law* 294 (2006)

“South Africa and the African Union”, 1 *International Organizations Law Review* 103 (2005)

“The African Union, the Southern African Development Community and the New Partnership for Africa’s Development: Some Observations on South Africa’s Contribution to International Law-Making and Institution-Building in Africa, 1994-2004”, 29 *South African Yearbook of International Law* 5 (2004)

- “The Organization of African Unity/African Union and International Law: Mapping New Boundaries or Revisiting Old Terrain?”, 98 *Actes de l’American Society of International Law* 232 (2004)
- “Fast-tracking African Unity or Making Haste Slowly? A Note on the Amendments to the Constitutive Act of the African Union”, 51 *Netherlands International Law Review* 172 (2004)
- “The Constitutive Act of the African Union and Institution-Building in Post-Colonial Africa”, 16 *Leiden Journal of International Law* 157 (2003)
- “Reimagining African Unity: Some Preliminary Reflections on the Constitutive Act of the African Union”, 10 *African Yearbook of International Law* 3 (2002)
- “International Law-Making in Post-colonial Africa: the Role of the Organization of African Unity”, 49 *Netherlands International Law Review* 81 (2002)
- “Implementing the Principle of Gender Equality through the Law: Some Lessons from Southern Africa”, 3 *International Journal of Discrimination and the Law* 249 (1999)
- “The Incorporation of International Law and its Interpretational Role in Municipal Legal Systems in Africa: An Exploratory Survey”, 23 *South African Yearbook of International Law* 45 (1998)
- “Discourses on Democracy and Human Rights in Africa: Contextualizing the Relevance of Human Rights in Developing Countries”, 2 *Journal of African Policy Studies* 47 (1996)
- “The Role of International Law in Interpreting and Protecting Human Rights under the Malawian Constitution”, 3 *African Yearbook of International Law* 53 (1995)
- “The Refugee Problem and the Quest for Peace and Security in Southern Africa”, 7 *International Refugee Law Journal* 653 (1995)
- “Southern African Land-locked States and the Right of Access under the New Law of the Sea”, 10 *International Journal of Marine and Coastal Law* 527 (1995)
- “Democracy and Human Rights: The Significance of Human Rights Law to Developing Countries”, 6 *African Law Journal* 24 (1995)
- “Custom, Authority and Law: Jurisprudential Perspectives on the Theory of Customary International Law”, 6 *African Journal of International and Comparative Law* 387 (1994)
- “International Human Rights Norms and the Interim Constitution of South Africa”, 19 *South African Yearbook of International Law* 14 (1993/4)
- “Disputed Sovereignty over Sidudu (or Kasikili) Island (Botswana-Namibia): Some Observations on the International Legal Aspects”, 5 *African Journal of International and Comparative Law* 113 (1993)
- “Human Rights and Refugees in Southern Africa: Some Perspectives on Recent Legislative Developments in Malawi”, 53 *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 88 (1993)

“Succession to Treaties in Post-Independence Africa: A Retrospective Consideration of Some Theoretical and Practical Issues with special reference to Malawi”, 4 *African Journal of International and Comparative Law* 791 (1992)

“Towards an Internationalization of the Zambezi River Regime”, 25 *Comparative and International Law Journal of Southern Africa* 20 (1992)

“The Domestic Implementation of International Refugee Law: A Brief Note on Malawi’s Refugee Act of 1989”, 3 *International Journal of Refugee Law* 503 (1991)

“The Concept of Asylum and the Protection of Refugees in Botswana: Some Legal and Political Aspects”, 2 *International Journal of Refugee Law* 587 (1990)

“Treaty Interpretation and the Exercise of Prudential Discretion by the International Court of Justice: Some Reflections on the *PLO Mission Case*”, 37 *Netherlands International Law Review* 330 (1990)

“Environment and Development in Africa: An Overview of Basic Problems of Environmental Law and Policy”, 1 *African Journal of International and Comparative Law* 650 (1989)

“The Development of International Fluvial Law in Post-Colonial West Africa: the Senegal Regime”, 67 *Revue de droit international* 1 (1989)

“The Peaceful Settlement of Disputes Among African States, 1963-1983: Some Conceptual Issues and Practical Trends”, 38 *International and Comparative Law Quarterly* 299 (1989).

“Legal Aspects of the Niger River under the Niamey Treaties”, 28 *Natural Resources Journal* 671 (1988)

“Some international legal aspects of the regulation and utilization of the Niger under the Niamey Treaties”, 66 *Revue de droit international* 1 (1988)

“The Treaty-Making Capacity of the Holy See in Theory and Practice: A study of the *jus tractum* of a non-State entity”, 20 *Comparative and International Law Journal of Southern Africa* 155 (1987)

“Succession to Treaties and International Fluvial Law in Africa: the Niger Regime”, 33 *Netherlands International Law Review* 334 (1986)

“The Holy See and the Concept of International Legal Personality: Some Reflections”, 19 *Comparative and International Law Journal of Southern Africa* 1 (1986)

“The Origins and Development of International Fluvial Law in Africa: A study of the international legal regimes of the Congo and Niger Rivers from 1885 to 1960”, 29 *Netherlands International Law Review* 368 (1982)

4. Essais et analyses bibliographiques

Abdullahi Ahmed An-Na’im, *African Constitutionalism and the Role of Islam*, 24 *Journal of Law and Religion* 101 (2008)

Fatsah Ouguergouz, *The African Charter on Human and Peoples’ Rights: A Comprehensive Agenda for Human Dignity and Sustainable Democracy*, 13 *African Yearbook of International Law* 306 (2006)

P.T. Zeleza et P.J. McConnaughay, *Human Rights, the Rule of Law and Development in Africa*, 26 *Human Rights Quarterly* 1098 (2004)

Nii Bruce-Lante, *Claims to Statehood in International Law*, (1994), 30 *International and Comparative Law Journal of Southern Africa* 391 (1997)

Christof Heyns, *Human Rights in Africa 1996*, (1997), 44 *Netherlands International Law Review* 301 (1997)

John Dugard, *International Law: A South African Perspective*, (1994), 41 *Netherlands International Law Review* 379 (1994)

Edward Kwakwa, *The International Law of Armed Conflict: Personal and Material Fields of Application*, (1992), 5 *African Journal of International and Comparative Law* 481 (1993)

S.C. Vasciannie, *Land-locked States and Geographically Disadvantaged States in the Law of the Sea*, (1990), 40 *Netherlands International Law Review* 356 (1993)

“T.W. Bennett, *A Sourcebook of African Customary Law for Southern Africa*, (1991), 4 *African Journal of International and Comparative Law* 295 (1992)

G. J. Naldi, *The Organization of African Unity*, (1989), 2 *African Journal of International and Comparative Law* 493 (1990)

T.O. Elias, *Africa and the Development of International Law* (deuxième édition révisée par R. Akinjide, 1988), 1 *African Journal of International and Comparative Law* 727 (1989)

Note : les documents de conférence inédits, rapports d'expertise établis sur demande, écrits ponctuels occasionnels et travaux en cours ne sont pas mentionnés ici.

Rahmat Mohamad (Malaisie)

[Original : anglais]

Né le 7 juillet 1960

Secrétaire général de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO)

Professeur de droit international, Faculty of Law, *Universiti Teknologi MARA (UiTM)*, (Malaisie)

Conseiller, Faculty of Syariah and Law, Islamic Science University of Malaysia, 2015

Membre du Conseil consultatif international, *International Islamic University Law Journal* (Malaisie), 2015

Rédacteur en chef, *AALCO Journal of International Law*

Membre du conseil des professeurs de la Malaisie

Professeur invité à l'*Universiti Sultan Zainal Abidin* (Malaisie), 2011

Membre du Curatorium, Asian Academy of Comparative Law, China University of Political Science and Law, Beijing, septembre 2013

Membre du Comité de la recherche scientifique, Hague Center for Law and Arbitration, 2013

Membre du Groupe d'experts informel sur le droit international coutumier de l'AALCO, 2014

Formation et carrière universitaire

Doctorat en philosophie, Aberystwyth University (Royaume-Uni), 2000

Thèse de doctorat : Dispute Settlement Mechanism in the ASEAN Free Trade Area (AFTA)

Maîtrise en droit (droit commercial), University of Bristol (Royaume-Uni), 1986

Diplôme d'études supérieures en droit, *Institut Teknologi MARA* (Malaisie), 1985

Diplôme en droit, *Institut Teknologi Mara* (Malaisie), 1984

Missions d'enseignement

Maîtrise de conférences, Institute of Diplomatic and Foreign Relation (Malaisie)

Assistant de troisième cycle, University of Wales, Aberystwyth (Royaume-Uni), 1997

Maîtrise de conférences invité, Royal Malaysian Police Force

Maîtrise de conférences invité, Royal Malaysian Armed Forces

Professeur associé invité, Institute of Southeast Asia Studies (Singapour), 1996

Maîtrise de conférences invité, Xiamen Academy of International Law, Xiamen (Chine), 2009

Universitaire invité, Chinese Society of International Law, Beijing, 2009

Universitaire invité, University of Padjajaran, Bandung (Indonésie)

Maîtrise de conférences, South Asia University, New Delhi (2013)

Conférences

Conférence publique, Work of AALCO in the Progressive Development of International Law, Durham Law School, University of Durham (Royaume-Uni), 30 octobre 2014

Conférence publique, « International Law on E-Commerce: Legal Issues and Impact on the Developing Countries », China University of Political Science and Law, Beijing, 27 septembre 2013

Conférence publique, « WTO, Dispute Settlement and Developing Countries », Shahid Beheshti University, Téhéran, 21 juin 2013

Conférence publique, « Progressive Development of International Law and the Developing Countries contributions », School of International Relations, Ministère des affaires étrangères, Téhéran, 20 juin 2013

Conférence publique, « Transformation of ASEAN from a non rule-based to a rule-based Charter and Its Legal Implications », South Asia University, Delhi, 2 mai 2013

Conférence publique, Work and Development of AALCO, Bureau du Procureur général de Sri Lanka, Colombo, juin 2011

Conférence publique, « *Recent development on International Law with reference to the work of Sixth Committee, UN, the International Law Commission (ILC) and UNCITRAL* », Universiti Kebangsaan Malaysia, Bangi (Malaisie), octobre 2010

Conférence publique, « *Reflecting Asian-African Solidarity in the Progressive Development of International Law* », University of Padjajaran, Bandung (Indonésie), octobre 2010

Exposé liminaire, Multilateral Diplomacy and International Law, Law Society, University of Aberdeen (Écosse), 4 novembre 2015

Exposé, Experience of International Organizations in ratifying Treaties and Conventions, quatrième Forum of the African Union on International Law and African Union Law, Le Caire (Égypte), 19-20 octobre 2015

Exposé liminaire, Asia and Africa's contribution to the progressive development of international law, Xiamen Academy of International Law, Xiamen University, Xiamen, 13 juillet 2015

Exposé liminaire, International Colloquium on Charter of the United Nations and the Post War International Order, Beijing, 14 avril 2015

Présentation en séance plénière, Assisting States to Fulfill Their Responsibility to Protect, « The Responsibility to Protect at 10: Progress, Challenges in the Asia Pacific », hôtel Sofitel Phnom Penh, 26-27 février 2015

Présentation en séance plénière, National Implementation of International Law, World Congress of International Law, New Delhi, 9 janvier 2015

Exposé liminaire, « The Asian-African Perspectives on the International Criminal Court », Historical Origins of International Criminal Law, Center for International Law Research and Policy, New Delhi, 28-30 novembre 2014

Exposé d'expert juridique, « Pulau Pisang and Pulau Perak: The New Batu Puteh? Maritime Boundary in the Straits of Malacca », Economic Diplomacy Series 2014, IDFR Kuala Lumpur, 3 octobre 2014

Exposé d'expert, AALCO and the Development of Law of the Sea, Séminaire international « New Development on the Law of the Sea », Xiamen University South China Sea Institute, Xiamen (Chine), 24-25 avril 2014

Exposé, « Managing Regional Security Architecture and Addressing the Emergence of New Concept of Cooperation », National Colloquium on Malaysia's Chairmanship of ASEAN 2015, Kuala Lumpur, 8-10 avril 2014

Discours liminaire, Progressive Development of International Law at 70: The Asian-African Perspectives, Aberdeen Law School, University of Aberdeen, 4 novembre 2015

Discours liminaire, International Humanitarian Law in East and Southeast Asia: regional Conference on Strengthening IHL, Kuala Lumpur, 25-27 mars 2015

Discours liminaire, The Role of the International Criminal Court and the Rome Statute in the International Criminal Justice Standard Setting, quatrième séance plénière, colloque sur les droits de l'homme et la gouvernance, Brisbane (Australie), novembre 2011

Discours, conférence internationale sur le thème Emerging Trends in International Commercial Arbitration, New Delhi, décembre 2010

Allocution d'ouverture, séminaire international sur le thème Siyar and Islamic States Practices in International Law, National University of Malaysia, 18 novembre 2009

Discours, conférence internationale sur le thème Institutional Arbitration Infrastructure and Construction, New Delhi, octobre 2008

Allocution d'ouverture, Inauguration de la quatrième South Asia Henry Dunant Memorial Moot Court Competition, Indian Society of International Law (ISIL), New Delhi, 17 octobre 2008

Déclaration du Président, « India's Contribution to the Progressive Development of International Law and the Birth of AALCO », Jindal Global Law School, Sonapat (Inde), 2011

Déclaration, Conférence nationale sur le thème Arbitration in India: An Overview, New Delhi, 11 décembre 2009

Déclaration, Review of Effective Legal and Judicial Measures taken regarding War Crimes and Crimes of genocide in Gaza, Téhéran (République islamique d'Iran), 21-23 avril 2009

Expert invité, 70th Anniversary of the UN: Pre and Post Charter International Legal Order, Institute of International Law and Justice, New York University, New York, 1^{er} novembre 2015

Expert invité, « The Contribution and Role of Five Principles of Peaceful Co-existence for the Development of International Law », Colloque sur le thème

Five Principle of Peaceful Co-Existence and Development of International Law, Beijing (Chine), 27 mai 2014

Expert, présentation sur le thème « International Criminal Court (ICC) and Post Kampala Conference Challenges Ahead », Delhi University, New Delhi, 2014

Invité, « Going Beyond ASEAN », Building ASEAN Identity on a Transnational Dimension Programme, Université des Nations Unies (ONU), Institut pour la viabilité et la paix, Tokyo, 2013

Invité, « Building Rule of Law in International Affairs: The Challenges in the Afro-Asian countries », Bond University, Gold Coast (Australie), 2013

Allocution d'ouverture, « Asian and African Contribution in International Law », conférence de l'Asian Society of International Law, New Delhi, 2013

Invité, « Access to International Justice in Afro-Asian region », Queensland University of Technology (Australie), 2012

Conférencier invité, « Future Challenges of International Law », Razak Chair Lecture, Ohio University (États-Unis), 2012

Conférencier, « ASEAN Future Challenges in the Transformation Process to ASEAN Community », Jawarharlal Nehru University, New Delhi, 2011

Conférencier invité, « Reflecting the trend of International Law: The Afro-Asian Perspectives », Faculty of Law, University of Dar Es Salam (Tanzania), 2011

Conférencier invité, « The Asian Values as a non-legal approach in resolving disputes », University of Tokyo, (Japan Chapter) Asian Society of International Law, 2010

Conférencier invité, « Dispute Settlement in the World Trading System: An Afro-Asian Reflections », College of World Trade Organization, Wuhan University (Chine), 2009

Conférencier, « Rule-based Dispute Settlement AFTA for ASEAN », conférence inaugurale de l'Asian Society of International Law, National University of Singapour (Singapour), 2005

Conférencier, « Universalization of the International Criminal Court (ICC) of the Rome Statute: Prospect and Challenges », Indian Society of International Law (ISIL), New Delhi

Invité d'État, « The AALCO's contribution to the progressive development of International Law », cérémonie d'ouverture du Regional Training on Treaty Law and Practice, Indonesian Society of International Law, Jakarta, 2010

Fellowships et distinctions honorifiques

Professeur associé, National University of Malaysia, 2013

Chargé de recherche, Institute of Oceanography, Universiti Malaysia Terengganu, 2013

Professeur associé honoraire, Jindal Global Law School (Inde), 2012

Associations universitaires et professionnelles

Membre de Bristol University Alumni

Membre d'Universiti Teknologi MARA Alumni

Membre d'University of Wales, Aberystwyth Alumni

Membre de la Society of Legal Scholars (Royaume-Uni)

Membre de l'Association internationale du barreau

Membre à vie de l'Indian Society of International Law

Membre de l'Asian Society of International Law

Participation à des comités/groupes d'experts

Membre, Scientific Research Committee, The Hague Center for Law and Arbitration, 2013

Président, International Advisory Panel, AALCO Journal of International Law, 2012

Rédacteur en chef, AALCO Journal of International Law

Secrétaire, Groupe de personnalités éminentes, Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO), depuis 2010

Participant, 4^e révision du Projet de convention internationale sur l'environnement et le développement CIDE, Bonn (Allemagne), 2010

Membre du jury de promotion, International Islamic University Malaysia et National University of Malaysia, 2010

Rédacteur en chef, AALCO Bulletin Publication, depuis 2008

Intervenant et modérateur, 7th Langkawi International Dialogue, 2007

Juge, Philip C. Jessup Moot Court Competition, Washington, 2006

Groupe d'experts, Guthrie Scholar Program, 2006

Vice-Président, Comité directeur, 35th International Federation on Training and development World Conference and Exhibition, Kuala Lumpur, 2006

Chef de délégation, Brussels-Eureka 55th World Exhibition of Invention, Research & New Technologies, Bruxelles, 25-27 novembre 2006

Animateur, cinquième séminaire sur le thème ASEAN Regional Mechanism of Human Rights, Kuala Lumpur, 29-30 juin 2006

Animateur, cinquième séminaire ONU-ASEAN sur le thème Conflict Prevention – Conflict Resolution and Peace: Building in Southeast Asia organisé par le Ministère malaisien des affaires étrangères, l'Universiti Teknologi MARA et le PNUD, Subang Jaya (Malaisie), 3-5 mai 2006

Président, conférence de l'ASEAN Civil Society, ASEAN Head of State/Government Summit, Kuala Lumpur, 2005

Membre, Comité directeur, 11th ASEAN Head of State/Government Summit, 2005

Membre, Comité de coordination, International Federation on Training and Development Organizations, 2005

Expert, High Level Task Force (Malaisie), Rédaction de la Charte de l'ASEAN (2005)

Président, Research Grant Committee, Perdana Leadership Foundation (Malaisie), 2005

Membre du Comité, Graduate Law Program, National University Malaysia (2004)

Groupe de travail technique, East Asia Forum, Institute of Strategic and International Studies, (Malaisie), 2003

Comité de travail, droit international, universités et bureau du procureur général, (2003)

Comité technique, affaire relative aux travaux de poldérisation des terres entre la Malaisie et Singapour, 2003

Membre du Comité national, groupe consultatif sur le cadre de qualification pour la Malaisie, Division de l'assurance de la qualité, Ministère de l'éducation (Malaisie), 2003

Consultant juridique, formulation d'un projet de loi relatif au conseil malaisien de la presse (2001)

Comité spécial concernant l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) nommé par le Conseil de l'ordre des avocats de Malaisie (1994)

Comité spécial chargé d'examiner la loi sur la faillite, nommé par la Chambre malaisienne de commerce et d'industrie, 1990

Comité spécial chargé d'examiner les politiques et lois relatives à la privatisation en Malaisie, nommé par la Chambre malaisienne de commerce et d'industrie, 1990

Responsable, étude de la Banque mondiale sur le thème « Developing World Class University Delivery System and Ministry of Higher Education » (Malaisie)

Expert en développement du capital humain pour le neuvième plan national pour la Malaisie, Ministère de l'enseignement supérieur (Malaisie)

**Chef de délégation/Secrétaire général de l'AALCO à l'ONU
et lors d'autres réunions intergouvernementales**

Allocution « AALCO and UN Diplomacy at 70 », réunion des conseillers juridiques de l'AALCO, salle du Conseil de tutelle de l'ONU, New York, 28 novembre 2015

Discours liminaire sur le droit international coutumier à l'occasion de la réunion sur le droit international coutumier du groupe informel d'experts de l'AALCO avec la Commission du droit international (CDI), National University of Malaysia, Bangi, 27-28 août 2015

Discours liminaire sur le thème « Marine Bio-Diversity Beyond National Jurisdiction », lors de la réunion des experts en droit de la mer de l'AALCO avec l'*Universiti Malaysia Terengganu*, Putrajaya (Malaisie), 24-25 août 2015

Allocution sur le thème « International Law Today: Perspectives and Challenges », lors de la réunion des conseillers juridiques de l'AALCO, Salle du Conseil de tutelle de l'ONU, New York, 24 octobre 2014

Chef de délégation/orateurs, Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore, siège de l'OMPI, Genève, juillet 2014

Allocution sur le thème « Selected Work of the International Law Commission (ILC) », à l'intention des membres de la CDI, Office des Nations Unies, Genève, juillet 2014

Débat général, réunion de l'Assemblée des États parties de la Cour pénale internationale, La Haye (Pays-Bas), novembre 2012

Allocution à l'intention des membres de la Commission du droit international (CDI), Genève (Suisse), 2012

Allocution sur le thème « Legal Issues Facing the Regions of Africa and Asia », lors de la réunion entre l'ONU et les conseillers juridiques de l'AALCO, New York, novembre 2010

Allocution à la Commission du droit international (CDI), Office des Nations Unies, Genève, 14 juillet 2010

Allocution lors du séminaire sur le thème « Trafficking in Persons, Smuggling of Migrants and International Cooperation », Putrajaya (Malaisie), novembre 2010

Allocution lors du débat général de la conférence d'examen du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Kampala, juin 2010

Remarques liminaires, réunion des conseillers juridiques de l'AALCO et réunion conjointe AALCO-CDI, Siège de l'ONU, New York, 28 octobre 2009

Allocution, discours prononcé lors du débat général du troisième Sommet mondial des procureurs généraux, Bucarest, 23-25 mars 2009

Publications

Ouvrages

Secretary General's Handbook on Basic Entitlements and Obligations under the United Nations Law of the Sea Convention (UNCLOS), (2014)

Rahmat Mohamad, *Asian African Perspectives on International Law in the Post Westphalien Era Some Reflections*, (AALCO Publication, 2011)

Round Table Meetings of Legal Experts on the Review Conference of the Rome Statute of the International Criminal Court (ICC), (AALCO Publication, 2010)

Rahmat Mohamad, Azahan Abdul Aziz, *A Dispute Settlement Mechanism for the ASEAN Free Trade Area (AFTA)*, (Lexis Nexis, Malayan Law Journal, 2004)

Rahmat Mohamad, Azahan Abdul Aziz, *Understanding Dispute Settlement Mechanisms in the World Trading System: An Analysis of the Mechanism under the WTO, NAFTA and MERCOSUR*, (Lexis Nexis – Malayan Law Journal Publication, 2004)

Publications prévues en 2016

International Criminal Justice System; Asian and African Perspectives (2015). À paraître en 2016

Chapitres d'ouvrages

Rahmat Mohamad, « An Afro-Asian Perspective on the International Criminal Court », in *Historical Origins of International Criminal Law*, Vol. 4 (FICHL Publication Series No. 23, 2015)

Rahmat Mohamad, « International Criminal Court in the Development of International Rule of Law: A Reflection of Asian-African Views », in Keyzer, Popovski and Sampford (dir.), *Institutional Supports for the International Rule of Law*, Chapitre 3 (Routledge Publication, Australie, 2014)

Rahmat Mohamad, « Unilateral Sanctions in International Law: A Quest for its Legality », in Ali, Marisa (dir.), *Economic Sanctions under International Law*, Chapitre 4, Partie II (ASSER Institute Publication, La Haye, 2014)

Rahmat Mohamad, A. Yusoff, « Going Beyond ASEAN Regional Identity », in *Building ASEAN Identity on a Transnational Dimension*, Chapitre 7 (United Nations University Publication, Tokyo, 2014)

Rahmat Mohamad, « The Role of the International Criminal Court and the Rome Statute in International Criminal Justice standard setting: some reflections », in Rowena Maguire, Bridget Lewis, Charles Sampford (dir.) *Shifting Global Powers and International Law: Challenges and Opportunities*, Chapter 3 (Routledge Publication, Australie, 2014)

Rahmat Mohamad, « Towards a people-centric approach to global governance: Some preliminary reflections », in *AALCO@50: Some Reflections on International Law*, Chapitre 1 (Publication 2011)

Rahmat Mohamad, « International Trade and Finance in Muslim Countries », in *Dispute Settlement Mechanism in the Muslim World* (IKIM Publications, 2005)

Rahmat Mohamad, « Preservation of Progeny: Issues from the Civil Law Perspectives », in *Genealogy and Preservation of the Progeny: An Islamic Perspective* (MPH Publication, 2006)

Rahmat Mohamad, « In Support of regional peace Building the ASEAN way: An Overview », in *the Mode of Conflict Prevention and Resolution: Building Peace Where It Matters* (University Publication Centre UPENA, 2007)

Rahmat Mohamad, « Problems in Defining Terrorism in International Law », in *Terrorism Post Attack Management* (University Publication Centre UPENA, 2005)

Rapports

The Blockade of Gaza and its International Legal Implications: Report of the Seminar (AALCO Publication, 2010)

Contemporary Essays on International Law (AALCO Publication, 2009)

Asian African Perspectives on ICC in Report of the Seminar on the International Criminal Court Emerging Issues and Future Challenges (AALCO Publication, 2009)

Collectifs

Building an ASEAN Community (ASEAN Studies Center, Universiti Teknologi MARA Publication, Shah Alam, 2006) – Ensemble de documents présentés lors d'une

conférence organisée afin de préparer la présidence 2005 de l'ASEAN, assumée par la Malaisie

OIC at the Crossroad Conference OIC (Universiti Teknologi MARA Publication, Shah Alam 2003) – Ensemble de documents présentés lors de la Conférence de l'OIC tenue à Kuala Lumpur

Monographies

Rahmat Mohamad, « Is international law truly euro-centric? The Asian-African perspective of international law » (UPENA, Shah Alam, 2008)

Rahmat Mohamad, « K-governance in Malaysia: preliminary remarks » (Institute of Knowledge Advancement, Shah Alam, 2004)

Articles/Documents publiés

Rahmat Mohamad, « International Law Commission and its New Topic on Identification of Customary International Law: Some Preliminary Reflection », in *AALCO Journal of International Law*, vol. 2, n° 2, 2013

Rahmat Mohamad, « Developing countries and the WTO Dispute Settlement Mechanism: An Examination of the Underutilized Crown Jewel », in *AALCO Journal of International Law*, vol. 2, n° 1 (2013)

Rahmat Mohamad, « Reflecting Asian-African Solidarity in the Progressive Development of International Law », in *SooChow Law Journal*, vol. 9, n° 1, janvier 2012, p. 215-229

Rahmat Mohamad, « The International Criminal Court and the Crime of Aggression after Kampala: Some Reflections », in *AALCO Journal of International Law*, vol. 1, n° 1, 2012, p. 1-14

Rahmat Mohamad, « Access to International Justice: The Role of the International Criminal Court in Aiding National Prosecutions of International Crimes », in *AALCO Journal of International Law*, vol. 1, n° 2, 2012, p. 1-11

Rahmat Mohamad, « Defining Terrorism in International Law in Terrorism: Post Management Attack » (UPENA- UiTM Publication, Shah Alam 2005)

Rahmat Mohamad, « Foreign Lawyers in Malaysia: Full Entry or Joint Ventures? » Malaysian Law Conference, (Malaysian Bar Council Publication, novembre 2001)

Rahmat Mohamad, « Establishing the criteria for an Effective Dispute Settlement Mechanism in International Trade », in *UiTM Law Review*, 2000

Rahmat Mohamad, « ASEAN Protocol on Dispute Settlement Mechanism: A Rule based or Political Approach », in *Journal of International Trade and Law and Regulation* (Sweet and Maxwell, Londres, 1998)

Rahmat Mohamad, « GATS – Implication on Legal Profession and Legal Education and Training in Malaysia », ASEAN Law Association Conference (Kuala Lumpur, 6 décembre 1995)

Documents choisis présentés

Documents internationaux

Formation of Customary International Law: Asian African Perspectives, séminaire d'experts juridiques portant sur divers sujets relatifs aux travaux de la Commission du droit international, National University of Malaysia, Bangi (Malaisie), 28-29 novembre 2013

Economic Sanctions in International Law, colloque sur le thème Unilateral Sanctions under International Law, Asser Institute, La Haye (Pays-Bas), 11 juillet 2013

« Beyond ASEAN Way », colloque sur le thème Building ASEAN Identity on a Transnational Dimension, United Nation University, Tokyo, 7-8 mars 2013

« BRICS and a Changing Global Economic Landscape », Conférence internationale sur « Managing Growth in a Changing World: What Lessons can the BRICS Learn from each others? », New Delhi, 6-8 décembre 2012

« ICC and the Crime of Aggression », huitième Conférence internationale sur le thème Emerging Issues in Public International Law, Indian Society of International Law, New Delhi, 24 février 2012

The role of ICC in aiding National Prosecutions of International Crimes, séminaire sur le thème Access to International Justice, Bond University, Gold Coast, Australie, octobre 2012

Siyar and the International Islamic Law and Practices, National University of Malaysia, Bangi, novembre 2009

Pursuing Meaningful Dialogues through Common Discourse – International Law in a Changing World, participant à la deuxième Conférence générale biennale de l'Asian Society of International Law, Tokyo, 1^{er}-2 août 2009

FTA and Mutual Recognition Agreements in Higher Education, Conférence de l'APQN, Kuala Lumpur, février 2007

Humanitarian Laws in ASEAN, séminaire du CICR, Shah Alam, février 2007

« Transforming ASEAN Declaration 1967 to an ASEAN Charter », Conférence internationale de droit de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, Canberra, juin 2005

« Dispute Settlement Mechanism in ASEAN: The Way Forward », Conférence inaugurale de l'Asian Law Institute, Singapour, 27-28 mai 2004

« AFTA Model of Dispute Settlement Mechanism: Rule based or Power based? », conférence de droit de l'University of Wales, Greygynog (Pays de Galles, Royaume-Uni), 1997

« WTO and Dispute Settlement Mechanism in the Muslim Countries », séminaire international sur l'OMC, IKIM, 2001

« Dispute Resolution under the ASEAN Free Trade Area (AFTA) », document présenté à l'University of Wales, Aberystwyth (Royaume-Uni), 24 avril 1996

« GATS and Its Implications on Malaysia », document présenté lors de la septième conférence de droit de l'ASEAN, Kuala Lumpur, décembre 1995

« East Asia Economic Caucus (EAEC) and Its Impact on Trade Law in ASEAN », cinquième Conférence universitaire de droit de l'ASEAN, University of Malaya, Kuala Lumpur, juin 1993

« Business Failure in Malaysia », conférence mondiale sur l'entreprenariat, ENDEC, NTU-Peat Marwick Entrepreneurship Development Centre, Nanyang Technological University, Singapour, 1992

« ASEAN Free Trade Area (AFTA) and Its Legal Implication », Conférence de l'ASEAN Law Association (ALA), Manille, Décembre 1992

Documents nationaux

« Malaysia Within ASEAN-ASEAN Charter, Relations Between Malaysia and its Neighbours and Enhancing Effectiveness of and Benefits for Malaysia in ASEAN, East Asia and ASEAN +3 », conférence des chefs de missions, Ministère des affaires étrangères, Kuala Lumpur, 3 avril 2007

Globalization: The Wisdom and the Folly of Open Sesame, treizième Conférence malaisienne biennale de droit, Putra World Trade Centre, Kuala Lumpur, 16-18 novembre 2005

« Maritime Terrorism and International Laws: The Territorial Integrity and National Sovereignty of the Littoral States », séminaire sur le terrorisme maritime et les détroits de Malacca organisé par le Ministère de la défense et l'UiTM, Kuala Lumpur (document rédigé conjointement avec le professeur agrégé Dr Musrifah Sapardi), 19 septembre 2005

Building an ASEAN Charter. Faculty of Law, série de séminaires de droit de l'UiTM, 5 août 2005

Recent Development in International Humanitarian Laws, séminaire sur le droit des conflits armés, cadres militaires, MINDEF, Port Dickson, Negeri Sembilan, 23-24 août 2004

« Terrorism in the International Law Dimension: Idealism v Practicality », séminaire sur le thème Post management Attack, Ministère malaisien de la défense, Kuala Lumpur, 16 décembre 2004

« Defining Terrorism in International Law », séminaire sur le terrorisme, National University, Malaysia, Kuala Lumpur, 11 septembre 2004

« International Law, Law of War, Philosophy and Ethical Issues », séminaire sur le droit des conflits armés, Ministère malaisien de la défense, Port Dickson, Negeri Sembilan, 24 juin 2004

« Right for a Nation to Live in International Law », séminaire sur le thème Right of a Sovereign State under Human Rights According to Islamic Perspective, Shah Alam, Selangor, 9 août 2004

« Legal Dimension of Cyber Terrorism », Konferensi Gubalan Undang-Undang, Jabatan Peguam Negara Malaysia, Labuan, juillet 2002

« Globalization, Legal Practice and the Role of Law Schools in Malaysia », colloque sur le thème Malaysian Legal Practice in the Globalization Era, Shah Alam, 29 juin 2002

« Foreign Lawyers in Malaysia Full Entry or Joint Venture? », conférence sur le droit en Malaisie, novembre 2001

« The General Agreement on Trade in Services and Its Legal Implication on Malaysia: An Overview », séminaire organisé par l'Institution of Engineers (Malaisie), janvier 1995

« Internationalisation of Legal Services in the Asia – Pacific Region: A New Outlook for Malaysian Lawyer », conférence sur le droit en Malaisie, Kuala Lumpur, novembre 1994

Prix/bourses

Darjah Sultan Ahmad Shah Pahang (DSAP), 2015

Johan Setia Mahkota (JSM) – Prix national décerné par le Roi de Malaisie, 2008

Médaille d'argent, *Internationale Fachmesse Ideen-Erfindungen Neuheiten* (IENA) Nuremberg (Allemagne), 2007

Médaille d'argent, 18th International Invention, Innovation Technology Exhibition ITEX, Kuala Lumpur, 2007

Médaille d'or, Malaysia Technology Expo, 2007

Lauréat, U.S. International Visitors Year Program, 2002

Employee Excellent Award UiTM, 1994 et 2005

ITM Academic Staff Scholarship Award, 1995

Young Lecturer Scholarship Scheme Award, 1985

Lauréat de la première Malaysia Singapore Inter Varsity Moot Competition, 1984

Djamchid Momtaz (République islamique d'Iran)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 5 novembre 2015, reçue de la Mission permanente de la République islamique d'Iran

...

Le professeur Momtaz est une personnalité de renom, qui possède des qualifications et des compétences reconnues dans la doctrine et la pratique du droit international. Membre à deux reprises de la Commission du droit international entre 2000 et 2006, il a présidé cet organe en 2005. On trouvera dans le curriculum vitae ci-dessous un complément d'information sur M. Momtaz.

...

Curriculum vitae

- Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (2000-2006) et Président de la Commission (2005)
- Professeur de droit international, faculté de droit et de sciences politiques, Université de Téhéran
- Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Iran
- Chargé de cours, cours général de droit international, Académie de droit international de La Haye, 2014
- Membre de l'Institut de droit international
- Membre de la Commission pour le règlement des litiges relatifs à la confidentialité, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage
- Membre du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye

Études universitaires & diplômes

- Doctorat d'État en droit public, faculté de droit, d'économie et de sciences sociales, Paris II, 1971
- Diplôme en relations internationales, Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), 1968
- Licence en droit public, faculté de droit et d'économie, Université de Paris, 1966

Postes d'enseignant

- Université Paris X (Nanterre), 1969-1974
- Institut des hautes études internationales de Paris, faculté de droit, d'économie et de sciences sociales, Paris II, 1975-1976 et 1987- 1988

- Université Paris X (Paris Ouest Nanterre La Défense), 1985-1986, 1990-1991, 1992-1993
- Université de Grenoble II (Mendès-France), 1989-1990
- Université Paris XI (Jean Monnet), 1995-1996, 1997-1998
- Université Paris XIII (Villetaneuse), 1995-1996, 1997-1998, 1999-2000
- Université de Caen (Basse-Normandie), 1998-1999, 1999-2000, 2003-2004
- Université Paris I (Panthéon-Sorbonne), 2000-2001, 2004-2005
- Université de Rouen, 2004-2005
- Université Paul Cézanne, Aix-Marseille III, 2004-2005
- Université Paris II (Panthéon-Assas) 2005-2006
- Université de Rouen (Haute-Normandie) 2005-2006
- Université Aix-Marseille III (Paul Cézanne) 2005-2006
- Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po), École de droit, 2013

Conférences

- Institut de hautes études internationales et du développement, Genève, 1991
- Faculté de droit, Université de Stockholm, 2000
- Inter-University of Centre of Postgraduate Studies, Dubrovnik (Yougoslavie), 1984, 1987, 1988, 1990 et 1991
- Cours militaire, Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie), octobre 2000
- Institute of International Public Law and International Relations, Université Aristote, Thessalonique (Grèce), 25^e session annuelle, septembre 1996; 27^e session annuelle, septembre 1999; 30^e session annuelle, septembre 2002
- Universidad del Rosario, Bogota, et Université du Nicaragua, Managua, mars 2004
- Centre for International Legal Studies School of International Studies, Université Jawaharlal Nehru, 2006
- Programme de diplomatie multilatérale et gestion des affaires internationales, UNITAR, La Haye, juillet 1991, août 2005 et juillet 2007
- « El Magreb y Oriente Medio en la Sociedad Internacional Contemporanea », Casa Árabe de Madrid, Université de Jaen, Université de Cordoue (Espagne), 2009
- Cours régional de droit international des Nations Unies, Addis-Abeba, 2012
- Cours général de droit international, Académie de droit international de La Haye, 2014
- Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (France), 2015

Groupes d'experts

- Groupe d'experts sur le droit humanitaire applicable dans les conflits armés en mer en vue de l'application du Plan d'action pour la promotion du droit des conflits armés en mer, Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie),
- Comité d'experts juristes sur l'application à l'échelle nationale de la Convention sur les armes chimiques, Université De Paul, faculté de droit, Chicago (Illinois), La Haye, 1994
- Groupe d'experts sur le processus de délimitation des frontières maritimes, Division des affaires maritimes et du droit de la mer, Bureau des affaires juridiques, Organisation des Nations Unies, New York, 7-9 avril 1999
- Groupe d'experts sur la protection humanitaire dans les conflits armés non internationaux, Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie), 1999
- Groupe intergouvernemental d'experts chargé du projet de Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique, UNESCO, Paris, 2000
- Séminaire d'experts des droits de l'homme et de l'environnement, organisé conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, Genève, janvier 2002

Sociétés savantes

- Société française pour le droit international
- Association de droit international, Comité de la neutralité maritime.
- Conseil international du droit de l'environnement
- Comité d'édition du *Yearbook of International Humanitarian Law* (T.M.C Asser Instituut, Pays-Bas), 1999-2010
- Comité d'édition du *Asian Journal of International Law*
- Comité scientifique de l'*Annuaire colombien de droit international*
- Comité consultatif de l'*Iranian Journal of International Affairs*
- Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie)
- Institute of International Public Law and International Relations, Thessalonique (Grèce)
- Conseil scientifique de la revue *Espaces et Ressources maritimes* publiée par le Centre d'études et de recherches sur le droit des activités maritimes, Institut du droit de la paix et du développement, Université de Nice-Sophia Antipolis (France), 1995-2000

Postes occupés

- Directeur du Center for Graduate International Studies, Université de Téhéran, 1979-1982

- Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies, 2000-2006, Président, 2005
- Membre du Groupe de conseillers internationaux du Comité international de la Croix-Rouge, 2003-2007
- Membre du Comité directeur du Comité international de la Croix-Rouge, étude sur le droit international coutumier, 1996-2004

Missions officielles dans le cadre de conférences intergouvernementales internationales et régionales et auprès d'institutions internationales

- Troisième conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (deuxième à onzième sessions, 1974-1982) et Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, 1984-1993
- Session annuelle du Comité consultatif juridique afro-asiatique, Téhéran 1974, Le Caire 2000, Abuja 2002, Séoul 2003, Bali 2004, Nairobi 2005, New Delhi 2006, Le Cap 2007, New Delhi 2008, Kuala Lumpur 2009, Dar es-Salaam 2010, Colombo 2011, Abuja 2012, Téhéran 2014, Beijing 2015
- Négociations de paix entre l'Iran et l'Iraq, 1988-1989
- Conférence internationale pour la protection des victimes de la guerre, Genève, 1993
- Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, quatrième session, La Haye, 1993
- Groupe d'experts intergouvernementaux chargé d'étudier les moyens de promouvoir le droit international humanitaire et d'en assurer l'application, Genève, 1995
- Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrateurs, deuxième session, New York 1993, et sixième session, New York 1996
- Assemblée générale des Nations Unies (sixième Commission), quarante-quatrième à soixante-septième sessions
- Conseiller et avocat de la République islamique d'Iran devant la Cour internationale de justice, avis consultatif sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires dans des conflits armés, novembre 1995
- Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale, Rome, 15 juin-17 juillet 1998
- Réunion consultative sur l'emblème de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 31 août-2 septembre 1999
- Conseiller et avocat de la République islamique d'Iran dans l'affaire relative aux plates-formes pétrolières devant la Cour internationale de justice (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*), arrêt du 6 novembre 2003

- Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Kampala, 2010

Publications

1. Ouvrages

- « Le droit international humanitaire applicable aux conflits armés non internationaux », in *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, Tome 292, 2001, Martinus Nijhoff Publishers, La Haye/Boston/Londres, 2002
- *Rules and Institutions of International Humanitarian Law Put to the Test of Recent Armed Conflicts*, avec M.J. Matheson, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff Publishers Leiden/Boston, 2010

2. Chapitres d'ouvrages édités

- « Les problèmes de la délimitation du plateau continental du Golfe Persique », in *Essays on International Law*, 20^e anniversaire, volume commémoratif, Secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, 1976
- « L'Iran et le droit international », in *Aspects de la politique étrangère de l'Iran et de la France*, Université de Téhéran, Centre des hautes études internationales, Téhéran, 1976
- « Les détroits de l'Océan indien et les grandes puissances », in *Golfe persique et Océan indien: bilan et perspectives*, Université de Téhéran, Centre des hautes études internationales, Téhéran, 1977
- « L'évolution du droit de la mer de la Conférence de Genève de 1958 à celle de 1975 », in *Droit de la mer*, Institut des hautes études internationales de Paris, A. Pedone, Paris, 1977
- « The high Seas », in R-J. Dupuy et D. Vignes (dir.), *Handbook on the New Law of the Sea*, Académie de droit international de La Haye, Nijhoff, 1991
- « Les forces navales et l'impératif de sécurité dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », in B. Vukas (dir.), *Essays on the Law of the Sea*, Zagreb, 1985
- « Le statut juridique du Golfe Persique », in B. Vukas (dir.), *Legal Regime of Enclosed and Semi-Enclosed Seas: the Particular Case of the Mediterranean*, Zagreb, 1988
- « Le statut juridique du Chatt-el-Arab », in *Actualités juridiques et politiques en Asie, Études à la mémoire de Tran Van Minh*, Institut des hautes études internationales de Paris, A. Pedone, Paris, 1988
- « La Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal du droit de la mer », in *Droit de la mer 2*, Institut des hautes études internationales de Paris, A. Pedone, Paris, 1990
- « Les obligations des investisseurs pionniers enregistrés par la Commission préparatoire, de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer », in B. Vukas (dir.), *Essays on the New Law of the Sea*, n° 2, Zagreb, 1990

- « The inherent Right of Individual Self-Defence », in F. Rajaei (dir.), *The Iran-Iraq War: The Politics of Aggression*, University Press of Florida, 1993
- « A Commentary on Iranian Practice », in A. de Guttry et N. Ronzitti (dir.), *The Iran-Iraq War (1980-1988) and the Law of Naval Warfare*, Cambridge, Grotius Publications Ltd, 1993
- « La juridiction larvée des États côtiers sur les stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs situés au-delà de leurs zones économiques », in N. Al Nauimi et R. Messe (dir.), *International Legal Issues Arising under the United Nations Decade of International Law*, Martinus Nijhoff Publishers, 1995
- « Le régime de transfert des substances chimiques dans la Convention sur l'interdiction des armes chimiques », in D. Bardonnet (dir.), *The Convention on the Prohibition and Elimination of Chemical Weapons: a Breakthrough in Multilateral Disarmament*, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff Publishers, 1995
- « Les Nations Unies et les Commissions d'établissement des faits », in *International Law as a Language for International Relations*, débats du Congrès des Nations Unies sur le droit international public, New-York, 13-17 mars 1995, Kluwer International Law, 1996
- « The Implementation of Security Council Resolution 598 », in F. Rajaei (dir.), *Iranian Perspectives on the Iran-Iraq War*, University Press of Florida, 1997
- « Nuclear Weapon-Free Zones in Africa and Asia », in *Essays on International Law*, 40^e anniversaire, volume commémoratif, Secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, 1997
- « The United Nations and the Protection of the Environment », in M.I. Glassner (dir.), *The United Nations at Work*, Praeger, 1998
- « Intervention des États-Unis dans les affaires iraniennes et la requête de l'Iran devant le Tribunal des différends irano-américains », in H. Ghérari et S. Szureck (dir.), *Sanctions unilatérales, mondialisation du commerce et ordre juridique international, à propos des lois Helms-Burton et d'Amato Kennedy*, CEDIN Paris X Nanterre, Cahiers internationaux, Montchrestien, 1998
- « Le droit international des armes de destruction massive », in *International law at the Turn of the Century: Thesaurus Acroasium*, vol. XXVII, Sakkoulas Publications, Thessalonique, 1998
- « Le recours à l'arme nucléaire et la protection de l'environnement: l'apport de la Cour internationale de Justice », in L. Boisson de Chazournes et P. Sands (dir.), *International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons*, Cambridge University Press, 1999
- « A Study of Multilateralism in Iran: The United Nations and Iran-Iraq Conflict », in J.P. Sewell (dir.), *Multilateralism in Multinational Perspective. Viewpoints from different Languages and Literatures*, Presses de l'Université des Nations Unies, United Nations University Press, 2000

- « La piraterie en haute mer et les infractions liées aux activités maritimes », in H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet (dir.), *Droit international pénal*, Cedin, Paris X Nanterre, A. Pedone, Paris 1^{re} éd. 2000, 2^e éd. 2012
- « La compatibilité des sanctions du Conseil de Sécurité avec le droit international humanitaire », in V. Gowlland (dir.), *United Nations Sanctions and International Law*, Kluwer Law International, La Haye/Londres/Boston, 2001
- « La libre navigation à l'épreuve des conflits armés », in D. Heywood Anderson (dir.), *La mer et son droit : Mélanges offerts à Laurent Lucchini et Jean-Pierre Quéneudec*, A. Pedone, Paris, 2003
- « Les actions de secours au cours d'un conflit armé », in *Studi di Diritto Internazionale in Onore di Gaetano Arangio Ruiz*, Editoriale Scientifica, Naples, 2004
- « Article 36 de la Charte des Nations Unies », in J-P. Cot, A. Pellet et M. Forteau (dir.), *La Charte des Nations Unies, Commentaire article par article*, 3^e éd., Economica, Paris, 2005
- « Le régime de passage dans le détroit d'Hormuz », in R. Casado Raigon (dir.), *Europe and the Sea, Fisheries, Navigation and Marine Environment*, Bruylant, Bruxelles, 2005
- « Sécurité collective et droit d'ingérence humanitaire », in *Les métamorphoses de la sécurité collective: droit, pratique et enjeux stratégiques*, Société française pour le droit international, A. Pedone, Paris, 2005
- « Conflit armé non international: Interaction des différents régimes juridiques », in G. Ravasi et G. L. Beruto (dir.), *International Humanitarian Law and other Legal Regimes: Interplay in Situations of Violence*, Edizione Nagard, Milan, 2005
- « The ICRC Study on Customary International Law an Assessment » in L. Maybee et B. Chakka (dir.), *Custom as a Source of International Law*, CICR New Delhi, Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, 2006
- « Le droit international et la répression des crimes internationaux » in *Bancaja Euromediterranean Courses of International Law*, Vol. X 2006
- « De l'incompatibilité des amnisties inconditionnelles avec le droit international », in L. Caflisch et M. G. Cohen (dir.), *Promoting Justice, Human Rights and Conflict Resolution Through International Law*, Liber Amicorum, Martinus Nijhoff Publishers, 2007
- « La Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique », in T. A. Mensah, T. M. Ndiaye et R. Wolfrum (dir.), *Law of the Sea, Environment Law and Settlement of Disputes*, Liber Amicorum, Martinus Nijhoff Publishers, 2007
- « Les règles et les institutions du droit international humanitaire à l'épreuve des conflits armés récents », in *Rapport de la section de langue française du Centre d'étude et de recherche de droit international et de relations*

internationales de l'Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff Publishers, 2007

- « Non-Proliferation of Chemical Weapons through Export Control OPCW », R.Trapp (dir.), Academic Forum, Netherlands Institute of International Relations Clingendael et TNO Netherlands Organization for Applied Scientific Research, 2007
- « La participation directe des personnes civiles aux hostilités », in A. Fischer-Lescano, H-P. Gasser, T. Marauhn et N. Ronzitti (dir.), *Paix en liberté, Festschrift für Michael Bothe*, Nomos-Dike, Baden-Baden (Allemagne), 2008
- « Le pavillon en temps de crise. Le pavillon dans l'engrenage de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive », in *Le pavillon : actes écrits du colloque organisé les 2 et 3 mars 2007*, Institut géographique de Paris, A. Pedone, Paris, 2008
- « De la nécessité de préciser la nature et le contour de certaines règles relatives à la protection des personnes civiles contre les dangers résultant d'opérations militaires », in *Studi in Onore di Umberto Leanza*, Editoriale Scientifica, Naples (Italie), 2008
- « L'adaptation du droit humanitaire à l'épreuve des opérations militaires motivées par la responsabilité de protéger », in *La responsabilité de protéger, Colloque de Nanterre*, Société française pour le droit international, A. Pedone, Paris, 2008
- « L'exercice de la compétence de la Cour pénale internationale à l'égard des crimes commis au Darfour », in A. Constantinides et N. Zaikos (dir.), *Essays in Honour of Professor Kalliopi K. Koufa*, Martinus Nijhoff Publishers, 2009
- « La lutte contre la criminalité en mer », in R. Casado Raigon et G. Cataldi (dir.), *L'évolution et l'état actuel du droit international de la mer, Mélanges de droit de la mer offerts à Daniel Vignes*, Bruylant, Bruxelles, 2009
- « Attribution of Conduct to the State: State Organs and Entities Empowered to Exercise Elements of Governmental Authority in the Law of International Responsibility », in J. Crawford, A. Pellet et S. Olleson (dir.), *The law of international responsibility*, Oxford University Press, 2010
- « La protection de la population civile au cours des conflits armés », in *International Challenges to peace and Security in the New Millenium, Thesaurus Acroasium*, vol. XXXIII, Sakkoulas Publications, Thessalonique, 2010
- « Le programme nucléaire de l'Iran et le régime de non-prolifération nucléaire », in M.H. Arsenjani, J. Katz Cogan, R.D. Sloane et S. Wiessner (dir.), *Looking to the Future. Essays on International Law in Honor of W. Michael Reisman*, Martinus Nijhoff Publishers, 2011
- « The Interaction between International Humanitarian Law and Human Rights Law and the Contribution of the I.C.J. », (en coopération avec A. G. Amirhandeh) in K. Bannelier et al. (dir.), *The I.C.J. and the Evolution of International Law. The Enduring Impact of the Corfu Channel Case*, Routledge, 2012

- « Créer une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient: une mission impossible? », in *The 90th Birthday of Boutros Boutros-Ghali*, hommage du Curatorium à son Président, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden/Boston, 2012
- « Tension entre gouvernance zonale et gouvernance globale dans la prévention et la répression des actes illicites en mer », in J. M. Sobrino Heredia (dir.), *The Contribution of the United Nations Convention on the Law of the Sea to good Governance of the Oceans and Seas*, Papers of the International Association of the Law of the Sea, Editoriale Scientifica, Naples, 2014
- « Les obstacles politico-culturels à la coopération interétatique dans le Golfe persique et la mer Caspienne », in G. Cataldi et V. Grada (dir.), *Diretto internazionale e pluralita delle culture*, Societa Italiana de Diritto Internazionale 18 Editoriale Scientifica, Naples, 2014
- « L'attachement de la Cour internationale de justice au consensualisme judiciaire est-il sans faille? », in P. d'Argent, B. Bonafè et J. Combacau (dir.), *Les limites du droit international, Essais en l'honneur de Joe Verhoeven*, Bruylant Larcier, Bruxelles, 2014
- « Délimitation du plateau continental du Golfe persique: une entreprise inachevée », in H. Caminos et L. Del Castillo (dir.), *Law of the Sea, from Grotius to the International Tribunal for the Law of the Sea*, Liber Amicorum, Brill Nijhoff, 2015

3. Articles parus dans des revues et annuaires

- « Le fond des mers et des océans : dernière frontière de l'homme », in *Après-demain*, n° 149, Paris, décembre 1972
- « Vers un nouveau régime juridique des pêcheries adjacentes », in *Revue Générale de Droit International public*, tome 78, Paris, 1974
- « Partager équitablement un patrimoine commun », in *Le Monde*, Paris, 20 juin 1974
- « Du droit de passage dans le détroit de Tiran », in *Revue égyptienne de droit international*, vol. 30, 1974
- « La question des détroits à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer », in *Annuaire français de droit international*, vol. XX, Paris, 1974
- « La mer et l'égalité entre les États », in *Iranian Review of International Relations*, n° 2, Téhéran, 1975.
- « Le régime de la navigation dans le canal de Suez », in *Iranian Review of International Relations*, nos 5-6, Téhéran, 1976
- « Les ressources biologiques de l'océan Indien : un nouvel enjeu économique », in *Iranian Review of International Relations*, n° 8, Téhéran, 1976
- « Une convention pour la protection du golfe Persique contre la pollution », in *Iranian Review of International Relations*, n° 11 et 12, Téhéran, 1978

- « Le droit international dans un monde hétérogène », in *Iranian Review of International Relations*, n^{os} 13 et 14, Téhéran, 1979
- « Le droit, la justice et les tyrans », in *Le Monde*, Paris, 29 novembre 1979
- « La Commission préparatoire de l’Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer », in *Annuaire français de droit international*, vol. XXX, 1984
- « La délimitation du plateau continental du Golfe Persique », in *Collection Espaces et Ressources maritimes*, Presses Universitaires de France, n^o 3 1988
- « La Convention sur la répression d’actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime », in *Annuaire français de droit international*, vol. XXXIV 1988
- « La frontière irano-irakienne dans le Chatt-el-Arab », in *Iranian Journal of International Relations*, vol. 1, Téhéran, 1989
- « La protection de l’environnement marin du golfe Persique et de la mer d’Oman », in *Collection Espaces et Ressources maritimes*, n^o 4, Presses universitaires de France, 1990
- « Le statut juridique de la mer Caspienne », in *Collection Espaces et Ressources maritimes*, n^o 5, A. Pedone, Paris, 1991
- « Les règles relatives à la protection de l’environnement au cours des conflits armés à l’épreuve du conflit entre l’Irak et le Koweït », in *Annuaire français de droit international*, vol. XXXVII, 1991
- « La conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs », in *Collection Espaces et Ressources maritimes*, n^o 7, A. Pedone, Paris, 1993
- « Le statut juridique de certaines îles éparses du Golfe Persique : Abou Moussa et la Petite et Grande Tumb », in *Collection Espaces et Ressources maritimes*, n^o8, A. Pedone, Paris, 1994
- « Les interprétations discordantes des dispositions de la Convention de Montego Bay : tracé des lignes de base droites et passage des navires de guerre dans la mer territoriale », in *Collection Espaces et Ressources maritimes*, n^o 9, A. Pedone, Paris, 1995
- « L’Accord relatif à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs », in *Annuaire français de droit international*, vol. XLI, 1995
- « The Legal Regime of the Caspian Sea », in *Amu Darya the Iranian Journal of Central Asian Studies*, vol. I, n^o 2 automne 1996
- « Quel régime pour la mer Caspienne? », in *Collection Espaces et Ressources maritimes*, n^o 10, A. Pedone, Paris, 1996
- « Impermissibility of the Use or Threat of Use of Nuclear Weapons : A Case for an Advisory Opinion from the International Court of Justice », (en collaboration avec Saeed Mirzaee et Javad Zarif), in *Iranian Journal of International Affairs*, vol. VIII, n^o 1, printemps 1996

- « The United Nations and the Protection of the Environment : from Stockholm to Rio de Janeiro », in *Political Geography*, vol. 15, n^{os} 3 et 4, 1996
- « La délégation par le Conseil de Sécurité de l'exécution de ses actions coercitives aux Organisations régionales », in *Annuaire français de droit international*, vol. XLIII, 1997
- « Les règles humanitaires minimales applicables en période de troubles et de tensions internes », in *Revue Internationale de la Croix-Rouge*, n° 831, septembre 1998
- « War Crimes in Non-International Armed Conflicts Under the Statute of the International Criminal Court », in *Yearbook of International Humanitarian Law*, T.M.C. Asser Press, vol. 2, 1999
- « La lutte contre l'introduction clandestine de migrants par mer », in *Annuaire du droit de la mer*, A. Pedone, Tome IV, Paris, 1999
- « L'intervention d'humanité de l'OTAN au Kosovo et la règle du non recours à la force », in *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 837, mars 2000
- « La compétence complémentaire de la Cour pénale internationale à l'épreuve des lois d'amnistie inconditionnelle », in *Die Friedens-Warte* Inhalt 78 (2003) 1 Heft 1 BWV, Berliner Wissenschafts Verlag GmbH, 2003.
- « L'engagement des États à « faire respecter » le droit international humanitaire par les parties aux conflits armés », in *Collegium* n° 30, été 2004, Collège d'Europe, Comité international de la Croix-Rouge
- « Did the Court Miss an Opportunity to Denounce the Erosion of the Principle Prohibiting the Use of Force? », Symposium Reflections on the ICJ's Oil Platforms Decision, in *Yale Journal of International Law*, vol. 29, N° 29, été 2004.
- « Impunité et amnistie: Analyse des concepts », in *Collegium*, n° 32, été 2005, Collège d'Europe, Comité international de la Croix-Rouge
- « La Convention-cadre de Téhéran sur la protection de l'environnement de la mer Caspienne », in *Annuaire français de droit international*, vol. LI, 2005
- « Israel and the Fourth Geneva Convention: On the ICJ Advisory Opinion Concerning the Separation Barrier », in *Yearbook of International Humanitarian Law*, T.M.C. Asser Press, vol. 8 2005
- « La protection des membres étrangers de l'équipage du navire par l'État du pavillon », in *Annuaire du droit de la mer*, A. Pedone, Tome XI, 2006
- « La contribution de l'Organisation des Nations Unies au développement du droit international humanitaire », in *Brazilian Yearbook of International Law*, vol. 1, n° 8, Rio de Janeiro, 2010
- « L'apport du Conseil de sécurité à la lutte contre l'impunité des pirates opérant au large des côtes de Somalie », in *Annuaire du droit de la mer*, A. Pedone Tome XV, 2010

Distinctions

- Neshan-e Danesh (Médaille de la connaissance) 2, Iran, 2005

- Officier de l'Ordre des palmes académiques, France, 2005

Langues de travail

Persan, français et anglais

Shinya Murase (Japon)

[Original : anglais, français et espagnol]

Sexe masculin, né à Nagoya (Japon), le 4 avril 1943

Fonction actuelle : professeur émérite à la faculté de droit de l'Université de Jochi (Sophia)

Éducation

1961-1962 : Élève étranger AFS au Lycée Artesia au Nouveau-Mexique (États-Unis d'Amérique)

1963 : Diplômé du Lycée Tokai de Nagoya

1967 : Diplômé (Bachelor of Arts) de l'Université chrétienne internationale de Tokyo

1969 : Maîtrise en droit (L.L.M) de l'Université de Tokyo

1972 : Doctorat en droit (S.J.D.) de l'Université de Tokyo

Carrière professionnelle

1972-1974 : Maître assistant à la faculté de droit de l'Université de Rikkyo

1974-1982 : Maître de conférences à la faculté de droit de l'Université de Rikkyo

1974-1976 : Chercheur invité à la Harvard Law School

1980-1982: Administrateur juridique à la Division de la codification du Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies

1982-1993 : Professeur à la faculté de droit de l'Université de Rikkyo

1993-2014 : Professeur à la faculté de droit de l'Université de Jochi (Sophia)

1995 : Professeur invité à la Columbia Law School

1998-2004 : Juge au Tribunal administratif de la Banque asiatique de développement

Depuis 2009 : Membre de la Commission du droit international

Depuis 2014 : Professeur émérite à la faculté de droit de l'Université de Jochi (Sophia)

Depuis 2014 : Professeur de droit invité à la China Youth University for Political Studies (Beijing)

Depuis 2014 : Membre de la Cour permanente d'arbitrage

Associations universitaires

1) Associations internationales

1. Académie de droit international de La Haye; membre du Curatorium (depuis 2004)

2. Association de droit international : membre du Conseil exécutif (depuis 1999)

3. American Society of International Law : membre du Conseil exécutif (1992-1995)

4. Institut de droit international : membre associé (depuis 2011)

2) Associations nationales

1. *Kokusaiho Gakkai* (Société japonaise de droit international) : membre du Conseil exécutif (depuis 1988)

2. *Kokusaiho Kyokai* (Division japonaise de l'Association de droit international) : membre du Conseil exécutif (depuis 1992); Vice-Président (depuis 2009)

3. *Kokusai Keizaiho Gakkai* (Association japonaise de droit économique international), Président (2004-2006)

4. *Sekaiho Gakkai* (Association japonaise de droit mondial) : membre du Conseil exécutif (1988-2008)

Autres activités

1. Conseiller juridique de la délégation japonaise à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1991, depuis 2009)

2. Membre du Comité d'évaluation des politiques étrangères, Ministère des affaires étrangères du Japon (2002)

3. Membre du Comité des personnes/experts éminents du Forum régional de l'ASEAN (depuis 2002)

4. Auteur principal pour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Groupe de travail III (2004-2007)

5. Membre et Président intérimaire de la Commission sur un futur cadre pour aborder le changement climatique, Conseil de structure industrielle, Ministère japonais de l'économie, du commerce et de l'industrie (METI) (2004-2009)

6. Membre du Comité consultatif du Premier ministre sur la reconstruction de la base juridique pour la sécurité nationale (2007-2008, 2013-2014)

7. Membre du Conseil pour les activités de recherche dans la région antarctique, Ministère japonais de l'éducation, de la culture et de la science (MEXT) (2007-2013)

8. Président du Comité sur les principes juridiques concernant le changement climatique, Association de droit international (2008-2014)

Principales publications

1) Livres en japonais (publications individuelles) :

1. *Kokusaiho no Keizaiteki Kiso* (Base économique de droit international), Yuhikaku, 2001, 322 pages;

2. *Kokusai Rippo: Kokusaiho no Hogenron* (Législation internationale : sources de droit international), Toshindo, 2002, 748 pages (traduction chinoise par Qin Yihe, Chinese People's Public Safety University Press, 2012, 400 pages);

3. *Kokusaiho Ronshu* (Recueil d'articles sur le droit international), Shinzansha, 2012, 465 pages.

2) Livres en japonais (publications collectives, éditeur) :

1. *Buryokufunso no Kokusaiho* (Droit international des conflits armés), Toshindo, 2004, 895 pages (rédaction avec Akira Mayama);

2. *Jieiken no Gendaiteki Tenkai* (Le droit de légitime défense dans le contexte contemporain), Toshindo, 2007, 308 pages;

3. *Kokusai Keiji Saibansho* (La Cour pénale internationale), Toshindo, 2008, 360 pages (rédaction avec Keiko Ko);

4. *Kaiyo Kyokai Kakutei no Kokusaiho* (Droit international de la délimitation des frontières maritimes), Toshindo, 2008, 225 pages (rédaction avec Junichi Eto);

5. *Kokuren Anpori no Kinou Henka* (L'évolution des fonctions du Conseil de sécurité de l'ONU), Toshindo, 2009, 200 pages;

6. *Henkakuki no Kokusaiho Iinkai* (Transformations de la Commission du droit international, Festschrift pour l'Ambassadeur Chusei Yamada), Shinzansha, 2011, 564 pages (rédaction avec Koji Tsuruoka).

3) Articles en japonais : nombreux articles, essais et revues juridiques (omis).

4) Livres en anglais :

International Law: An Integrative Perspective on Transboundary Issues, Sophia University Press, 2011, 470 pages.

5) Articles en anglais :

1. "The Most-Favored-Nation Treatment in Japan's Treaty Practice 1854-1905", *American Journal of International Law*, vol. 70, 1976, p. 273 à 297;

2. "International Lawmaking for the New International Economic Order", *Japanese Annual of International Law*, n° 25, 1982, p. 45 à 66;

3. "Trade versus Security: The COCOM Regulations in Japan", *Japanese Annual of International Law*, n° 31, 1988, p. 1 à 17;

4. "Reception of International Law into Domestic Law of Japan", *Proceedings of the 19th Annual Conference of the Canadian Council on International Law*, 1990, p. 263 à 272;

5. "Remarks on International Lawmaking for the Protection of the Global Environment", *Actes de l'American Society of International Law*, 1991, p. 409 à 413;

6. "Perspectives from International Economic Law on Transnational Environmental Issues", *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, vol. 253, 1995, p. 283 à 431;

7. "Unilateral Measures and the WTO Dispute Settlement", in Simon Tay & Dan Esty (dir.), *Asian Dragons and Green Trade: Environment, Economics and International Law*, Times Academic Press, 1996, p. 137 à 144;

8. "Unilateral Measures and the Concept of Opposability in International Law", *Thesaurus Acroasium*, Thessaloniki Institute of International Public Law, vol. 28, 1999, p. 397 à 454;
9. "The Relationship between the United Nations Charter and General International Law regarding Non-Use of Force: The Case of NATO's Air Campaign in the Kosovo Crisis of 1999", *Liber Amicorum Judge Shigeru Oda*, Kulwer Law International, 2002, p. 1543 à 1553;
10. "Conflict of International Regimes: Trade and Environment", Thessaloniki Institute of International Public Law and Relations, *Thesaurus Acroasium*, vol. 31, 2002, *Thesaurus Acroasium*, vol. 31, Thessaloniki Institute of International Public Law, 2002, p. 297 à 340;
11. "Thomas Baty in Japan: Seeing through the Twilight", *British Yearbook of International Law*, vol. 73, 2002, p. 315 à 342;
12. "Trade and the Environment: With Particular Reference to Climate Change Issues", *Manchester Journal of International Economic Law*, vol. 2, n° 2, 2005, p. 18 à 38;
13. "Trade and the Environment: With Particular Reference to Climate Change Issues", Harald Hohmann (dir.), *Agreeing Implementing the Doha Round of the WTO*, Cambridge University Press, 2008, p. 391 à 419 (reproduction de la publication n° 12 *supra*);
14. "Unilateral Responses to International Terrorism: Self-Defence or Law Enforcement?", in Sienho Yee & Jacques-Yvan Morin (dir.), *Multiculturalism and International Law, Essays in Honour of Edward McWhinney*, Martinus Nijhoff, 2009, p. 429 à 444;
15. "Presence of Asia at the Hague Peace Conference of 1907", *Colloquium, Topicality of the Hague Peace Conference of 1907*, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, 2009, p. 85 à 101;
16. "Protection of the Atmosphere and International Lawmaking", in Miha Pogačnik (dir.), *Challenges of Contemporary International Law and International Relations: Liber Amicorum in Honour of Ernest Petrič*, The European Faculty of Law, Slovénie, 2011, p. 279 à 297;
17. "Protection of the Atmosphere and International Law: Rationale for Codification and Progressive Development", *Sophia Law Review*, vol. 55, n° 3.4, 2012, p. 1 à 58;
18. "La protection de l'atmosphère", Commission du droit international, Premier rapport (A/CN.4/667), 2014; Deuxième rapport (A/CN.4/681), 2015.

Sean David Murphy (États-Unis d'Amérique)

[Original : anglais]

Expérience professionnelle**Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies** (depuis janvier 2012)

- Rapporteur spécial pour les crimes contre l'humanité (depuis 2014)

Professeur de droit, titulaire de la chaire Patricia Roberts Harris, faculté de droit de l'Université George Washington, Washington, [Full Professor (professeur titulaire) (depuis 2004), Associate Professor (maître de conférences), 1998-2004]

- Enseigne le droit international et le droit des relations étrangères (précédemment, le droit international de l'environnement, le droit des organisations internationales et les opérations commerciales internationales)
- Professeur invité à l'Université de Göttingen (2008), à l'Université de Paris-X (Ouest-Nanterre La Défense) (2014), et à l'Université de Melbourne (2015)
- Vice-président, American Society of International Law (depuis 2015), conseiller, (2014-15); membre du comité exécutif (2001-2004 et depuis 2014), membre du comité consultatif judiciaire (depuis 2002)
- Membre du comité de rédaction, *American journal of International Law* (2000-2010)
- Membre du comité de rédaction, *Journal of National Security Law & Policy* (depuis 2010)
- Membre, *American Law Institute* (depuis 2012).
- Membre, comité consultatif sur le droit international public du Conseiller juridique du Département d'État (depuis 1999)
- Membre, section américaine de l'Association de droit international
- Membre, *American Bar Association* et Section de droit international de l'*American Bar Association*

Conseiller juridique, ambassade des États-Unis, La Haye (Pays-Bas) (1995-1998)

- A plaidé et présenté des conclusions devant la Cour internationale de Justice dans les affaires *Lockerbie*, *Incident aérien du 3 juillet 1988*, *Plateformes pétrolières, Paraguay (Breard)* et *Armes nucléaires*
- A été l'agent des États-Unis devant le Tribunal des différends irano-américains et a plaidé et présenté des conclusions au nom du Gouvernement des États-Unis et assisté des requérants privés
- Représentant des États-Unis auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
- A été membre de délégations auprès de la Conférence de La Haye de droit international privé dans le cadre des activités d'harmonisation du droit privé par la codification

Avocat, Bureau du Conseiller juridique, Département d'État des États-Unis
(1987-1995)

- Bureau des réclamations internationales et différends relatifs aux investissements (1987-1989 et 1994-1995) : procédures judiciaires et d'arbitrage concernant des différends commerciaux et en matière d'investissements
- Bureau des océans, de l'environnement et de la science (1992-1993) : négociations d'accords internationaux dans le domaine de l'environnement et de la propriété intellectuelle
- Bureau des affaires politico-militaires (1989-1991) : interprétation de la législation sur l'assistance internationale, du droit de la guerre et des pouvoirs en temps de guerre; négociations d'accords militaires

Auxiliaire de justice, juge Thomas A. Flannery, Tribunal fédéral de district, Washington, (1985-1986)

Formation

Université de Virginie, Doctor of Juridical Science (docteur en sciences juridiques) (1995).

- Bénéficiaire d'une bourse de troisième cycle de la Fondation Ford
- Boursier du Council on Foreign Relations

Université de Cambridge, Master of Laws (Master en droit) (1987).

Université de Columbia, Juris Doctor (Doctorat) (1985).

- Rédacteur en chef, *Columbia Journal of Transnational Law*.
- Bénéficiaire d'une bourse Harlan Fiske Stone (chaque année)
- Mention, Programme Parker de droit international et comparé

Université catholique, Washington, Bachelor of Arts (Licence) (1982).

- Phi Beta Kappa, avec mention bien

Distinctions

American Journal of International Law, prix Francis Deák octroyé à un jeune auteur pour érudition exceptionnelle, 1995 (pour un article publié en 1994 et intitulé *Prospective Liability Regimes for the Transboundary Movement of Hazardous Wastes*)

American Bar Association, prix du Jeune avocat fédéral exceptionnel (1996)

American Society of International Law, Certificat d'excellence pour contribution remarquable à la recherche universitaire créative, 1997 (pour un ouvrage publié en 1996 et intitulé *Humanitarian Intervention: The United Nations in an Evolving World Order*)

Titres honorifiques décernés par le Département d'État des États-Unis (1989 et 1998)

American Society of International Law, Certificat d'excellence, 2003 (pour un ouvrage publié en 2002 et intitulé *United States Practice in International Law, 1999-2001*)

Invité principal de la 14^e Conférence annuelle McLean de droit international (2005), faculté de droit de Pittsburgh

Participation récente à des émissions de télévision et de radio

CNN; PBS News Hour; ABC Evening News; McLaughlin One-on-One; Canadian TV (CTV); Voice of America TV; National Public Radio; Public Radio International; BBC Radio; Canadian National Radio.

Renseignements personnels

Marié; trois enfants

Contentieux internationaux choisis

Copper Mesa Mining Corp. v. République de l'Équateur, PCA Case No. 2012:2, Washington, D.C., septembre 2013 (expert pour l'Équateur).

Application de l'Accord intérimaire du 13 septembre 1995 (*ex-République yougoslave de Macédoine c. Grèce*), La Haye (Pays-Bas), mars 2011 (représentant la Macédoine)

Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo (requête pour avis consultatif), La Haye (Pays-Bas), juillet 2010 (représentant le Kosovo)

Audiences consacrées au préjudice (réclamations du Groupe 2) (Éthiopie-Érythrée), Commission des réclamations entre l'Érythrée et l'Éthiopie, La Haye (Pays-Bas), mai 2008 (représentant l'Éthiopie)

Audiences consacrées au préjudice (réclamations du Groupe 1) (Éthiopie-Érythrée), Commission des réclamations entre l'Érythrée et l'Éthiopie, La Haye (Pays-Bas), avril 2007 (représentant l'Éthiopie)

Différend concernant la frontière maritime entre le Guyana et le Suriname, Tribunal d'arbitrage constitué en application de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, Washington, D.C., décembre 2006 (représentant le Suriname)

Affaires concernant l'emploi de la force, les fronts central et occidental et autres réclamations (Éthiopie-Érythrée), Commission des réparations entre l'Érythrée et l'Éthiopie, La Haye (Pays-Bas), avril 2005 (représentant l'Éthiopie)

Affaires concernant le front intérieur (Éthiopie-Érythrée), Commission des réclamations entre l'Érythrée et l'Éthiopie, La Haye (Pays-Bas), novembre 2003 (représentant l'Éthiopie)

Affaires concernant le front central (Éthiopie-Érythrée), Commission des réclamations entre l'Érythrée et l'Éthiopie, La Haye (Pays-Bas), novembre 2003 (représentant l'Éthiopie)

Affaire relative aux *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)*, Cour internationale de Justice, La Haye (Pays-Bas), mars 2003, (représentant les États-Unis)

Affaires concernant les prisonniers de guerre (Éthiopie-Érythrée), Commission des réclamations entre l'Érythrée et l'Éthiopie, La Haye (Pays-Bas), décembre 2002 (représentant l'Éthiopie)

Affaire *Compañía del Desarrollo de Santa Elena, S.A. c. Costa Rica*, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), Washington D.C., mai 1999 (représentant la société Santa Elena)

Affaire relative aux *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique)*, phase juridictionnelle, Cour internationale de Justice, La Haye (Pays-Bas), février 1998 (représentant les États-Unis)

Affaire relative à *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)*, phase juridictionnelle, Cour internationale de Justice, La Haye (Pays-Bas), règlement amiable de février 1996 (représentant les États-Unis d'Amérique)

Affaire relative aux *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)*, phase juridictionnelle, Cour internationale de Justice, La Haye (Pays-Bas) (décembre 1996) (représentant les États-Unis)

Affaire de l'*Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI) (États-Unis d'Amérique c. Italie)*, Cour internationale de Justice, La Haye (Pays-Bas), juin 1989 (représentant les États-Unis)

Publications

[Certains articles peuvent être consultés sous forme de projets sur le réseau de recherche en sciences sociales (Social Science Research Network – SSRN) à l'adresse <http://ssrn.com/author=266471>]

Ouvrages

(En collaboration avec Kidane et Snider), *Litigating war: mass civil injury and the Eritrea-Ethiopia claims commission*, Oxford University Press, 2013

(En collaboration avec Buergethal), *Public international law in a nutshell*, 5^e éd. (édition en chinois, 2005), West, 2013

Principles of international law, 2^e éd., West, 2012

United States Practice in International Law, vol. II, Cambridge, University Press, 2002-2004 (2005)

United States Practice in International Law, vol. I, Cambridge, University Press, 1999-2001 (2002)

Humanitarian Intervention: The United Nations in an Evolving World Order, University of Pennsylvania Press, 1996

Manuels

(En collaboration avec L. Damrosch), *International Law: Cases and Materials*, 6^e éd., West, 2014

(En collaboration avec T. Franck, M. Glennon, et E. Swaine) *Foreign Relations and National Security Law*, 4^e éd., West, 2012

Articles et chapitres d'ouvrages

« The Expulsion of Aliens (Revisited) and Other Topics: The Sixty-Sixth Session of the International Law Commission », *American Journal of International Law*, 2015

« Reflections on the ICJ Advisory Opinion on Kosovo: Interpreting Security Council Resolution 1244 (1999) », in Michael Wood et Marko Milanovic (dir.), *The Law and Politics of the Kosovo Advisory Opinion*, Oxford University Press, 2015

« The Crime of Aggression », in Marc Weller (dir.), *The Oxford Handbook Of The Use Of Force In International Law*, vol. 533, Oxford University Press, 2015

« Immunity *Ratione Personae* of Foreign Government Officials and Other Topics: The Sixty-Fifth Session of the International Law Commission », *American Journal of International Law*, vol.108, n^o 41, 20 14

« Deconstructing *Fragmentation: Koskenniemi's 2006 ILC Project* », *Temple International & Comparative Law Journal*, vol. 27, n^o 293, 2013

« International Judicial Bodies for Resolving Disputes Between States », in Cesare Romano *et al.* (dir.), *The Oxford Handbook Of International Adjudication*, n^o 181, Oxford University Press, 2013

« What a Difference a Year Makes: The International Court of Justice's 2012 Jurisprudence », *Journal of International Dispute Settlement*, vol. 4, n^o 1, 2013

« The Relevance of Subsequent Agreement and Subsequent Practice for the Interpretation of Treaties », in Georg Nolte (dir.), *Treaties and Subsequent Practice*, n^o 82, Oxford University Press, 2013

« Codification, Progressive Development, or Scholarly Analysis? The Art of Packaging the ILC's Work Product », in Maurizio Ragazzi (dir.) *et*, *The Responsibility Of International Organizations: Essays in Memory of Sir Ian Brownlie*, n^o 29, Martinus Nijhoff, 2013

« The Expulsion of Aliens and Other Topics: The Sixty-Fourth Session of the International Law Commission », *American Journal of International Law*, vol. 107, n^o164, 2013

« *Jus ad Bellum*, Values, and the Contemporary Structure of International Law », *Journal of Religious Ethics*, vol. 41, n^o 20, 2013

« Counter-Claims », in Zimmermann *et al.* (dir.), *The Statute of the International Court of Justice: A Commentary*, n^o 1000, 2^e éd., Oxford University Press, 2012

« The International Court of Justice », in Chiara Giorgetti (dir.), *The Rules, Practice, and Jurisprudence of International Courts and Tribunals*, n^o 11, Koninklijke Brill, 2012

- « Aggression, Legitimacy and the International Criminal Court », *European Journal of International Law*, vol. 20, n° 1147, 2009
- « The International Legality of U.S. Military Cross-Border Operations from Afghanistan into Pakistan », in *International Legal Studies*, vol. 85, n° 109, U.S. Naval War College, 2009, et in *Israeli Yearbook on Human Rights*, vol. 39, n° 281, 2009
- « Criminalizing Humanitarian Intervention », *Case Western Reserve Journal of International Law*, vol. 41, n° 241, 2009
- « Protean *Jus ad Bellum* », in *Berkeley Journal of International Law*, vol. 27, n° 22, 2009, et in Thomas Giegerich, (dir.), Duncker & Humblot, *A Wiser Century?, Veröffentlichungen des Walther-Schucking-Instituts Für Internationales Recht an der Universität Kiel*, n° 183, Berlin, 2009
- « Does International Law Obligate States to Open Their National Courts to Persons for the Invocation of Treaty Norms That Protect or Benefit Persons? », in David Sloss (dir.), *The Role of Domestic Courts in Treaty Enforcement. A Comparative Study*, n° 61, Cambridge University Press, 2009
- « The United States and the International Court of Justice: Coping with Antinomies », in Cesare Romano (dir.), *The Sword and The Scales: The United States and International Courts and Tribunals*, n° 46, Cambridge University Press, 2009
- « Evolving Geneva Convention Paradigms in the “War on Terrorism”: Applying the Core Rules to the Release of Persons Deemed “Unprivileged Combatants” », in Michael N. Schmitt & Wolff Heintschel von Heinegg (dir.), *George Washington Law Review*, vol. 75, n° 1105, 2007, également publié ultérieurement in Michael N. Schmitt & Wolff Heintschel von Heinegg (dir.), *Detention and Occupation in International Humanitarian Law*, 2012
- « Interim Measures of Relief », in Christopher S. Gibson & Christopher R. Drahozal (dir.), *The Iran-United States Claims Tribunal at 25: The Cases Everyone Needs To Know for Investor-State & International Arbitration*, p. 75, Oxford University Press, 2007
- « The Doctrine of Preemptive Self-Defense », in *Villanova Law Review*, vol. 50, n° 99, 2005
- « Taking Multinational Corporate Codes of Conduct to the Next Level », in *Columbia Journal of Transnational Law* vol. 43, n° 389, 2005
- « Self-Defense and the Israeli “Wall” Advisory Opinion: An *Ipse Dixit* from the ICJ? », in *American Journal of International Law*, vol. 99, n° 62, 2005
- « Assessing the Legality of Invading Iraq », in *Georgetown Law Journal* vol. 92, n° 173, 2004
- « International Law, the United States, and the Non-Military “War” Against Terrorism », in *European Journal of International Law*, vol. 14, n° 347, 2003
- « Liability and the WHO Framework Convention on Tobacco Control », in *International Law Forum du Droit International*, vol. 5, n° 62, 2003

« Terrorism and the Concept of “Armed Attack” in Article 51 of the U.N. Charter », *Harvard International Law Journal*, vol. 43, n° 41, 2002

« Biotechnology and International Law », in *Harvard International Law Journal*, vol. 42, n° 47, 2001

« Securing Payment of the Award », in David D. Caron & John R. Crook (dir.), in *The Iran-United States Claims Tribunal and The Process of International Claims Resolution*, n° 299, Transnational Publishers, 2000

« Amplifying the World Court’s Jurisdiction Through Counter-claims and Third Party Intervention », in *George Washington International Law Review*, vol. 33, n° 5, 2000

« Democratic Legitimacy and the Recognition of States and Governments », in *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 42, n° 45, 1999, extraits publiés ultérieurement in Gregory H. Fox & Brad R. Roth (dir.), *Democratic Governance and International Law*, n° 123, Cambridge University Press, 2000

« Progress and Jurisprudence of the International Criminal Tribunal of the Former Yugoslavia », in *American Journal of International Law*, vol. 93, n° 57 (1999)

« Nation-Building: A Look at Somalia », in *Tulane Journal of International and Comparative Law*, vol. 3, n° 19, 1995

« Prospective Liability Regimes for the Transboundary Movement of Hazardous Wastes », in *American Journal of International Law*, vol. 88, n° 24, 1994

« The Security Council, Legitimacy, and the Concept of Collective Security After the Cold War », in *Columbia Journal of Transnational Law* vol. 32, n° 201, 1994

« The *ELSI* Case: An Investment Dispute at the International Court of Justice », in *Yale Journal of International Law*, vol. 16, n° 391, 1991

(En collaboration avec Mary Beth West) « The Impact of Recognition of Foreign States on Litigation in U.S. Courts », in *Stanford Journal of International Law*, n° 391, 1991

« The Role of Bilateral Defense Agreements in Maintaining the European Security Equilibrium », in *Cornell Journal of International Law*, vol. 24, n° 415 (1991)

Textes édités en ligne

United Nations AudioVisual Library of International Law Lecture on « Crimes against Humanity », disponible à l’adresse suivante : http://legal.un.org/avl/ls/Murphy_CLP.html# (22 janvier 2015)

« Identifying the Rules for Identifying Customary International Law », AJIL Unbound (23 décembre 2014), disponible à l’adresse suivante : <https://www.asil.org/blogs/identifying-rules-identifying-customar-international-law>

« The International Law Commission’s 65th Session (2013) », *Opinio Juris* (28 octobre 2013), disponible à l’adresse suivante : <http://opiniojuris.org/2013/10/28/international-law-commissions-65th-session-2013/>

Critiques et brefs articles

« Rüdiger Wolfrum (dir.), The Max Planck Encyclopedia of Public International Law, 2012 », in *American Journal of International Law*, vol. 107, n° 885, 2013

« James Crawford, Alain Pellet, & Simon Olleson (dir.), The Law of International Responsibility (2010) », in *American Journal of International Law*, vol. 106, n° 885, 2012

« Marc Weller, Contested Statehood: Kosovo's Struggle for Independence (2009) », in *George Washington University International Law Review*, vol. 42, n° 443, 2011

« Alan Boyle & Christine Chinkin, The Making of International Law (2007) », in *American Journal of International Law*, vol. 104, n° 697, 2010

« Shabtai Rosenne, The Law and Practice of the International Court, 1920-2005 (4^e ed. 2006) », in *American Journal of International Law*, vol. 100, n° 963, 2006

Préambule de « Lawyers and Wars: A Symposium Issue in Honor of Edward R. Cummings », in *George Washington International Law Review*, vol. 38, 2006.

« Humanitarian Intervention », in Dinah L. Shelton (dir.), *Encyclopedia of Genocide and Crimes Against Humanity*, vol. I, n° 465, Macmillan, 2005

« The Law of the Lands: Why US Courts Look Overseas », in *Boston Globe*, 5 juin 2005

« John Hart Ely, War and Responsibility (1993) », in *American Journal of International Law*, vol. 88, n° 843, 1994

Rapports présentés à des organisations internationales

« Premier rapport du Rapporteur spécial pour les crimes contre l'humanité » présenté lors de la soixante-septième session de la Commission du droit international, Genève, mai 2015, disponible à l'adresse suivante : <http://legal.un.org/ilc/>

« Évaluation d'un régime de responsabilité internationale pour la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac », présenté à un groupe d'experts juridiques de l'Organisation mondiale de la Santé, Genève, 9 avril 2001.

Textes édités

« Contemporary Practice of the United States Relating to International Law », 93 *American Journal of International Law*, vol. 93, n^{os} 161, 470, 628 et 879 (1999); id., *American Journal of International Law*, vol. 94, n^{os} 102, 348, 516 et 677, 2000; id., *American Journal of International Law*, vol. 95, n^{os} 132, 387, 626 et 873, 2001; id., *American Journal of International Law*, vol. 96, n^{os} 237, 461, 706 et 956, 2002; id., *American Journal of International Law*, vol. 97, n^{os} 179, 419, 681 et 962, 2003; id., *American Journal of International Law*, vol. 98, n^{os} 169, 349, 579 et 820, 2004

Conférences, allocutions, présentations et commentaires

« International Law and the Future of the Israeli-Palestinian Conflict », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington, 9 avril 2015, *Actes de la 109^e réunion annuelle, American Society of International Law* (à paraître en 2016), modérateur

« The Importance of Ukraine's Security for Europe », faculté de droit de l'Université George Washington, Washington, 25 février 2015

« Introduction to Public International Law », cours régional de droit international pour l'Afrique dispensé par les Nations Unies, Addis-Abeba, 2 et 3 février 2015

« Recent Developments at the International Law Commission Regarding the Most-Favored-Nation Clause », conférence sur le thème *Year in Review: Key Decisions and Developments in Investor-State Arbitration*, Cabinet d'avocats Chadbourne & Parke, New York (États-Unis), 22 janvier 2015

« Vers une convention sur les crimes contre l'humanité? », Université Paris Ouest-Nanterre La Défense, Paris, 11 décembre 2014, publié en ligne par *La Revue des droits de l'homme*, disponible à l'adresse suivante : <https://revdh.revues.org/1185?lang=fr>

« The Enforcement of International Judicial and Arbitral Decisions: Recent Trends », parrainé par la Mission des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies, siège de l'Organisation des Nations Unies, New York (États-Unis), 29 octobre 2014

« Strengthening Compliance with International Humanitarian Law », American Society of International Law, Washington, 23 octobre 2014

« Russia and Ukraine: What's the Role of International Law? », faculté de droit de l'Université George Washington, 28 août 2014

« The Historical Movement toward Codification of Crimes against Humanity », Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève (Suisse), 16 mai 2014.

« Aggression and the Use of Force », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington, 11 avril 2014, *Actes de la 108^e réunion annuelle, American Society of International Law*, vol. 108, 2014

« Treaty Survival », faculté de droit de l'Université George Washington/ section américaine de l'International Law Association, Washington, 9 avril 2014

« Punishing Crimes against Humanity in the 21st Century », faculté de droit de l'Université d'Alabama, Tuscaloosa (États-Unis), 3 mars 2014

« Does the World Need More Crimes Against Humanity Legislation? », faculté de droit de l'Université George Washington/American Society of International Law, Washington, 9 octobre 2013

« Grotian Moments and Accelerated Formation of Customary International Law », American Society of International Law, Washington, 10 septembre 2013

« The Work of the International Law Commission », programme d'été de l'Université Tufts à Talloires (France), 10 mai 2013

« Unarticulated Premises in the International Court of Justice's 2012 Jurisprudence », European University Institute, Programme sur la gouvernance mondiale, Florence (Italie) 27 avril 2013

« Deconstructing Fragmentation: Koskeniemi's 2006 ILC Project », séminaire de la faculté de droit de l'Université Temple sur les travaux de Martti Koskeniemi, 13 avril 2013

- « Techniques for Inter-State Dispute Resolution », Université de la République de Corée, Séoul, 6 mars 2013
- « How International Law Can Contribute to Peace and Security in East Asia », Ministère coréen des affaires étrangères, 5 mars 2013, et Korea Society of International Law, 6 mars 2013, Séoul
- « The New Crime of Aggression at the International Criminal Court, International Law Week », Université George Washington, 13 février 2013
- « International Law in the Second Obama Administration », faculté de droit de l'Université George Washington/American Society of International Law, 24 janvier 2013
- « The Work of the International Law Commission », cabinet d'avocats Schellenberg Wittmer, Genève, 5 juillet 2012
- « Challenges in International Law and the United Nations », faculté de droit de l'Université de Columbia (États-Unis), 13 avril 2012
- « Fact-Finding before the Eritrea-Ethiopia Claims Commission », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington, 30 mars 2012, *Actes de la 106^e réunion annuelle, American Society of International Law*, vol. 106, n° 237, 2012
- « Litigating Statehood: Reflections on the Kosovo and Macedonia Cases at the I.C.J. », Fletcher School of International Affairs, Université Tufts, 14 mars 2012; Elliott School of International Affairs, Université George Washington, 24 octobre 2011; et faculté de droit de l'Université de Columbia, 21 avril 2011
- « International Law-Making Beyond Treaties: Possible Uses of Customary International Law », Conseil consultatif sur le droit international public du Département d'État des États-Unis, Washington, 8 décembre 2011
- « Strengthening U.S. National Security by Strengthening International Law », Brookings Executive Education on U.S. National Security Policy, Washington, 7 décembre 2011
- « Use of Force Decisions of the International Court of Justice: Triumph or Tragedy? », American Bar Association, 21^e conférence annuelle d'examen du droit dans le domaine de la sécurité nationale, Washington, 2 décembre 2011
- « U.S. Attitudes to the World Court Over Time », G.W. Conference on the International Court of Justice: Rethinking the U.S. Relationship, Washington, 3 juin 2011
- « Treaties Over Time. The Relevance of Subsequent Agreements and Practice For Treaty Law to Date and in the Future », conférence organisée conjointement par l'Université d'Humboldt et l'Université de Genève, Genève (Suisse), 21 mai 2011
- « On the Rim of the Abyss. Military Intervention to Neutralize a Potential Nuclear Threat », section de droit international de l'*American Bar Association*, réunion de printemps, Washington, 7 avril 2011
- « The Crime of Aggression as Adopted by the ICC First Review Conference: A Step Forward? », conférence organisée conjointement par l'Université d'Humboldt et l'Université de Potsdam, Berlin, 15 octobre 2010

« International Court Jurisprudence on the Use of Force: Comparing Georgia v. Russia to the Iran-U.S. Oil Platforms Case », American Bar Association, Section du droit international, réunion de printemps, Washington, 15 avril 2009

« The Concept of International Law », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington, 26 mars 2009, *Actes de la 103^e réunion annuelle, American Society of International Law*, vol. 103, n° 165, 2010

« Criminalizing Humanitarian Intervention », Case Western University Law School, Cleveland (États-Unis), 26 septembre 2008; Conseil consultatif sur le droit international public du Département d'État des États-Unis, Washington, 7 novembre 2008; Fletcher School of International Law and Diplomacy, Université Tufts, Medford (États-Unis), 14 novembre 2008

« The President's Understated Power to Appoint and Receive Ambassadors », Vanderbilt Law School, Nashville (États-Unis), 12 septembre 2008

« The Legality of U.S. Cross-Border Operations from Afghanistan Into Pakistan », U.S. Naval War College, 26 juin 2008

« The Nature and Sources of International Law », programme de formation du Foreign Service Institute des États-Unis intitulé « Fundamentals of International Law », Washington, 14 mai 2008

« Corporations, Crimes, and Transnational Law », colloque organisé par la faculté de droit de l'Université George Washington sur le thème « Transnational Corporate Responsibility for the 21st Century », Washington, 8 avril 2008, modérateur

« The Legacy of Iraq: Its Impact on International Law », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington, 11 avril 2008, *Actes de la 102^e réunion annuelle, American Society of International Law* n° 215, 2008

« Protean *Jus ad Bellum* », Walther-Schücking-Institut für Internationales Recht, Université Christian-Albrechts, Kiel (Allemagne), 9 novembre 2007, et colloque de droit international de la Temple Law School, Philadelphie (États-Unis), 27 mars 2008

« State Courts and International Tribunals », colloque de la faculté de droit de l'Université George Washington sur le thème « Is There a New Common Law of Investment Arbitration? », Washington, 16 octobre 2007, modérateur

« *Hamdan* and the Military Commissions Act of 2006: An Overview », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington, 30 mars 2007, *Actes de la 101^e réunion annuelle, American Society of International Law*, vol. 101, n° 339, 2007

« Strategies and Instruments for International Environmental Change », dix-neuvième conférence annuelle de la National Association of Environmental Law Societies, Université George Washington, Washington, 16 mars 2007 (modérateur)

« The United States and the International Court of Justice: Coping with Antinomies », colloque international de théorie du droit de l'Université de Georgetown, Washington, 23 février 2007

« What is International Law? », Federal Judicial Center Program on International Law & Litigation for U.S. Judges, Washington, 13 novembre 2006; conférence

annuelle des juges de la Haute Cour du District de Columbia, Washington, 4 mai 2007

« Evolving Geneva Convention Paradigms in the “War on Terrorism”, colloque de la *George Washington Law Review* sur le thème « The New Face of Armed Conflict: Enemy Combatants After *Hamdan v. Rumsfeld* », Washington, 20 octobre 2006

« International Law Five Years After 9/11 », table ronde de l’American Society of International Law à l’intention des membres du personnel du Congrès, Washington, 12 septembre 2006

« Eritrea’s Invasion of Ethiopia: The Eritrea Ethiopia Claims Commission’s *Jus ad Bellum* Award », faculté de droit de l’Université d’Addis-Abeba, Addis-Abeba, 22 mai 2006

« Interim Measures of Relief: Ten Lessons from the Iran-U.S. Claims Tribunal’s Jurisprudence », conférence annuelle de l’American Society of International Law, Washington, 29 mars 2006

« International and Foreign Law as a Part of U.S. Law », webinaire organisé par l’American Society of International Law, 9 mars 2006, disponible à l’adresse suivante: <http://www.asil.org>

« Reflections on the 2003 U.S. Supreme Court Term », conférence annuelle de l’American Society of International Law, Washington, 31 mars 2005 (modérateur)

« The United States and the International Court of Justice », Université George Washington, Elliot School of International Affairs, 23 février 2005 et 7 mars 2007

« Taking Multinational Corporate Codes of Conduct to the Next Level », Université George Washington, Institute for International Corporate Governance and Accountability, Washington, 5 novembre 2004

« The Doctrine of Preemptive Self-Defense », Fletcher School of Foreign Affairs, Université Tufts, 1^{er} octobre 2004, et faculté de droit de Villanova, 23 octobre 2004

« Comments on Senator George Mitchell’s Lecture », conférence annuelle de l’American Society of International Law, Washington, 4 avril 2003, *Actes de la 97^e réunion annuelle, American Society of International Law*, vol. 97, n^o 177, 2003

« The United States and the Foundations of International Law », British Institute of International & Comparative Law, Londres, 28 novembre 2003

« The Structure of the International and European Legal System and Its Values », conférence conjointe de La Haye sur les questions contemporaines de droit international, La Haye (Pays-Bas), 5 juillet 2003, in *From Government to Governance: 2003 Hague Joint Conference on Contemporary Issues of International Law*, n^o 391, 2003

« Commentary on “Peacemaking: The Interaction of Law, Politics and Diplomacy” », conférence annuelle de l’American Society of International Law, Washington, 4 avril 2003, extraits publiés dans *Actes de la 97^e réunion annuelle, American Society of International Law*, n^o 177, 2003, commentaire du discours de l’ancien sénateur George Mitchell

« Universal Jurisdiction in International Law », faculté de droit de l’Université d’Haïfa (Israël), 17 décembre 2002

« Terrorism and International Law », American Society of International Law, Tillar House, Washington, 1^{er} novembre 2002

« International Intervention and State Sovereignty », China Reform Forum, Beijing, 14 janvier 2002

« The Concept of Obligation in International Law. Is the Constructivist Perspective Helpful? », séminaire de l'Université McGill, 5 octobre 2001

« Modalities and Practicalities of Reform to Address Humanitarian Intervention », faculté de droit, Duke University, 20 avril 2001, publié avec la revue en ligne *American Diplomacy*, disponible à l'adresse suivante : http://www.unc.edu/depts/diplomat/archives_roll/2001_07-09/hum_intervention/hum_07_murphy.html

« The U.S. Lawyer-Statesman at Times of Crisis: A Look at Colonial America », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington, 6 avril 2001, extraits publiés dans *Actes de la 95^e réunion annuelle, American Society of International Law*, 2001

« Calibrating Global Expectations Regarding Humanitarian Intervention », conférence organisée conjointement par le Minda de Gunzburg Center for European Studies à l'Université d'Harvard et le Kenan Institute for Ethics à Duke University, Cambridge (États-Unis), 18 et 19 janvier 2001

« The Rise and Fall of Slave Labor Claims Against Companies of the Axis Powers », conférence annuelle de la branche américaine de l'Association de droit international, New York (États-Unis), 27 octobre 2000

« Biotechnology and Sustainable Development », quatrième conférence annuelle J.B. et Maurice C. Shapiro sur le droit de l'environnement, George Washington University, 13 avril 2000

« The Intervention in Kosovo: A Law-Shaping Incident? », conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington, 8 avril 2000, extraits publiés dans *Actes de la 95^e réunion annuelle, American Society of International Law*, n° 302, 2001

« Humanitarian Intervention and the Kosovo Crisis », conférence annuelle du Comité permanent sur le droit et la sécurité nationale de l'American Bar Association, Washington, 29 octobre 1999, et conférence annuelle de la section américaine de l'Association de droit international, New York (États-Unis), 5 novembre 1999

« The ICC's Jurisdiction Over the Crime of Aggression », conférence annuelle de l'Association internationale des étudiants en droit, La Nouvelle-Orléans (États-Unis), 8 octobre 1999

« Does the World Need a New International Environmental Court? », troisième conférence annuelle J. B. et Maurice C. Shapiro sur le droit de l'environnement, Université George Washington, 15 avril 1999, publié dans *George Washington Journal of International Law and Economics*, vol. 32, n° 333, 2000

« The Bombing of Pan Am Flight 103: Examination of a Potential Criminal Trial in The Hague », Université de Georgetown, Washington, 1^{er} décembre 1998

« The Role of the United Nations in the Maintenance of Peace Before and After the Year Two Thousand », *Georgia Journal of International and Comparative Law*, vol. 26, n° 115, 1995

« Executive Branch Implementation of Arms Control Treaties », *Actes de la 85^e réunion annuelle, American Society of International Law*, n° 483, avril 1991 (modérateur)

« Neutrality, the Rights of Shipping and the Use of Force in the Persian Gulf War », *Actes de la 82^e réunion annuelle, American Society of International Law* n° 592, avril 1988 (rédacteur).

Simon William M'viboudoulou (Congo)

[Original : français]

Lettre de motivation

À qui de droit

Poste à pourvoir : Membre de la Commission du droit international des Nations Unies

Monsieur le Secrétaire général,

Par note verbale référencée LA.20.10.1, vous avez informé les gouvernements des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qu'une élection des membres de la Commission du droit international était prévue au cours des travaux de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et avez, à cette fin, suscité les candidatures.

Le Gouvernement de la République du Congo voudrait d'avance vous témoigner sa gratitude pour la prise en compte de la présente candidature qu'elle porte avec conviction quant à la probité morale et la qualification d'expert juriste du nommé, dont ci-joint notice biographique.

Le Gouvernement de la République du Congo est préoccupé par le renouvellement régulier des instances des Nations Unies, en particulier la Commission du droit international, afin de garantir l'efficacité de leur mandat. La particularité du mandat de cette commission tient au fait qu'elle développe des travaux de codification d'un droit international coutumier dont les principes, incorporés dans la Charte des Nations Unies, garantissent d'une part aux peuples, l'égalité des droits ainsi que le droit de disposer d'eux-mêmes, et d'autre part aux États, l'égalité souveraine et l'indépendance, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, l'interdiction de la menace ou de l'emploi de la force et le principe du règlement pacifique des conflits.

Le Gouvernement de la République du Congo est d'autant plus convaincu que l'œuvre de codification et le développement progressif du droit international requièrent l'investissement de toutes les compétences au plan humain afin d'assurer le maintien de la paix et la sécurité internationales, le développement entre les nations de relations amicales et la réalisation de la coopération internationale.

Le Gouvernement de la République du Congo rappelle, à cet effet, qu'il a toujours contribué à la réflexion portant sur les problématiques mondiales susmentionnées, et en particulier celles touchant aux droits de l'homme.

C'est ainsi qu'il a administré deux mandats successifs au Conseil des droits de l'homme, tandis que le candidat du Congo à la future élection des membres de la Commission du droit international a déjà brillamment assumé le mandat de membre de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (2011-2013).

Sous son mandat en effet, le Gouvernement de la République du Congo a réalisé des progrès remarquables en matière de protection et de promotion des droits des peuples autochtones, notamment à travers :

La promulgation de la loi n° 5-2011, du 25 février 2011, portant promotion et protection des droits des populations autochtones;

L'élaboration des projets des textes d'application de la loi n° 5-2011, du 25 février 2011, portant promotion et protection des droits des populations autochtones;

La tenue de la 2^e édition du Forum international des populations autochtones d'Afrique centrale, en avril 2011;

L'arrangement et la tenue du séminaire atelier de sensibilisation aux droits des peuples autochtones à l'attention de l'équipe de pays des Nations Unies au Congo (2012);

La participation aux activités marquant la célébration de la fin du cycle calendaire maya, Guatemala, du 17 au 21 décembre 2012;

L'organisation de la présession de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, Brazzaville, du 11 au 14 mars 2013;

La participation active aux travaux des 10^e (2011), 11^e (2012) et 12^e (2013) sessions annuelles de ladite instance, organisées au siège de l'ONU, à New York;

La réalisation d'études thématiques sur les droits des peuples autochtones;

L'organisation de la célébration tournante de la Journée internationale des peuples autochtones.

Le Gouvernement de la République du Congo, conscient des critères qui régissent la présentation des candidatures aux différents postes des organes des Nations Unies, a l'honneur de nommer Monsieur Simon William M'vidouboulou.

Le profil du candidat est somme toute édifiant d'un point de vue de la considération morale, de l'intégrité et de l'expérience dans les domaines du droit international et de la justice pénale dans la mesure où il est magistrat hors catégorie et exerce, depuis mai 2008, les fonctions de Directeur des affaires juridiques internationales et de la coopération au sein du Ministère de la justice.

L'intéressé a conduit d'importantes missions à la Cour internationale de Justice (La Haye), à la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (Kampala, mai-juin 2010) et aux sessions de la Conférence des États-parties au Statut de Rome.

Telles sont les garanties de bonne exécution du mandat à la Commission du droit internationale des Nations Unies qui motivent la candidature du Congo.

Le Gouvernement de la République du Congo saisit cette occasion pour renouveler sa gratitude au Secrétaire général de l'ONU.

I. Données personnelles

Nom: M'viboudoulou Simon William
 Date et lieu de naissance: 12 février 1961 à Kiéni (Congo)
 Sexe: Masculin
 Nationalité: Congolaise

État civil: Marié, père de six (6) enfants

II. Postes actuellement occupés

- 1) Avocat général près la Cour des comptes et de discipline budgétaire
- 2) Directeur des affaires juridiques internationales et de la coopération, Ministère de la justice, des droits humains et de la réforme de l'État

III. Qualifications

- Magistrat hors catégorie, 3^e échelon;
- Membre sortant de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, mandat 2011-2013;
- Membre de l'Association congolaise du droit maritime (ACODM);
- Maîtrise des outils informatiques (Microsoft Word, Excel, PowerPoint et Publisher);
- Expression courante de l'anglais et du français comme langues de travail et de communication.

IV. Résumé des compétences professionnelles et expertise

Le candidat présente des aptitudes dans les domaines suivants:

- Pratique judiciaire (procès pénal et civil, procédure et jugement des affaires);
- Interprétation et appui à la domestication des instruments juridiques internationaux (droit humanitaire, droits des réfugiés, droits des peuples autochtones);
- Étude et élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires;
- Consultation juridique et arbitrage des conflits relevant du commerce maritime international;
- Préparation et négociation des instruments internationaux (bilatéraux et multilatéraux);
- Préparation et suivi des processus de ratification et de mise en œuvre des instruments pertinents;
- Maîtrise de l'informatique et des nouvelles technologies de la communication.

V. Résumé de l'expérience professionnelle

Au cours des 26 ans d'exercice de la magistrature congolaise, le soussigné a été éligible aux fonctions ci-après :

- Juge du siège du Tribunal de grande instance de Pointe-Noire (1989-1992);
- Juge d'instruction au Tribunal de grande instance de Pointe-Noire (1992-97);
- Président des tribunaux correctionnels de Dolisie (1998-1999) et d'Owando (1999-2009);
- Président de la chambre pénale de Cour d'appel de Brazzaville (2009-2013);

- Avocat général près la Cour des comptes (de juillet 2013 à ce jour).

L'expérience ainsi cumulée se résume comme suit :

a) En qualité de magistrat

- Observation et étude approfondie des facteurs de conflit;
- Maîtrise des procédures et techniques d'investigation en vue de la manifestation de la vérité;
- Aptitude à rechercher les fondements d'une décision de justice (traités internationaux, principes généraux de droit, coutume internationale, lois, travaux préparatoires, jurisprudence, doctrine des grands auteurs);
- Argumentation technique dans la résolution des problèmes, des débats et des délibérations d'assemblées générales;
- Encadrement des stagiaires et des collègues magistrats et personnels auxiliaires.

b) En qualité de directeur

L'intéressé occupe, depuis mai 2008, le poste de Directeur des affaires juridiques internationales et de la coopération au cabinet du Garde des sceaux, près le Ministre de la justice, des droits de l'homme et de la réforme de l'État.

L'expérience certifiée en droit international justifie son aptitude à la réalisation des tâches suivantes :

- Étude et l'analyse des dossiers soumis au département;
- Rédaction des notes de synthèse et d'information;
- Préparation des communications du ministre à l'attention du Conseil des ministres;
- Préparation et suivi des processus de ratification des instruments du droit international;
- Synthèse des débats et élaboration de comptes rendus, procès-verbaux et rapports;
- Encadrement des collaborateurs;
- Préparation approfondie aux travaux des commissions mixtes;
- Négociation d'instruments juridiques internationaux;
- Participation aux travaux des organisations internationales.

VI. Langues

- Français : excellent niveau écrit et parlé
- Anglais : bon niveau écrit et parlé

VII. Liste de publications

Le candidat a fortement contribué aux travaux de recherche universitaire à la fois au Congo et à l'étranger, notamment à l'Organisation des Nations Unies et aux

États-Unis d'Amérique. Il a publié les œuvres et donné les conférences suivantes dans le domaine du droit :

- « L'égalité des filiations en droit positif congolais », mémoire pour l'obtention du diplôme de la magistrature, Université Marien NGOUABI, 1988;
- « Les obligations des assujettis au registre de commerce et du crédit mobilier », communication délivrée au colloque du secteur économique informel, Pointe-Noire (Congo), avril 2010;
- « L'état du droit international et son impact sur les relations internationales mettant en scène des États africains », communication à l'Université Golden Gate de San Francisco [Californie (États-Unis d'Amérique)], février 2012;
- Étude sur la formulation de la stratégie et du plan d'action national pour la protection des personnes déplacées internes, Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, 2012-2013;
- « La protection des écosystèmes et la problématique de la survie des peuples de forêt: cas des populations autochtones du bassin du Congo », étude publiée sous l'autorité de l'Organisation internationale du Travail, janvier 2014;
- « Basiques et enjeux de la consultation juridique d'affaires », sous presse.

VIII. Autres renseignements

- Consultant national au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), chargé de formuler le volet juridique de la stratégie nationale de développement du secteur énergie en milieu rural en République du Congo (2007-2008);
- Consultant national, étude conjointe OIM-FNUAP-UNICEF sur la traite des êtres humains en République du Congo (mars-juillet 2013);
- Consultant à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (2012-2013).

Nguyen, Hong Thao (Viet Nam)

[Original : anglais et français]

Extrait d'une note verbale datée du 3 décembre 2015, reçue de la Mission permanente de la République socialiste du Viet Nam

...

Le professeur Nguyen Hong Thao est titulaire d'un doctorat de droit de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne). Il est également professeur de droit international depuis longtemps et est l'auteur de divers articles et chapitres d'ouvrages en anglais, français et vietnamien sur le droit international, en particulier le droit de la mer, le règlement des litiges frontaliers et la préservation et la gestion des ressources marines. Il est membre actif de nombreuses associations professionnelles, notamment l'Asian Society of International Law, la commission de rédaction de l'*Asian Journal of International Law* et le comité consultatif de l'*Asian Yearbook of International Law*. On trouvera en annexe le curriculum vitae du professeur Nguyen Hong Thao, en français et en anglais.

Au cours de sa longue carrière professionnelle, le professeur Nguyen Hong Thao s'est révélé un brillant diplomate et un éminent conseiller juridique du gouvernement. Il est actuellement l'Ambassadeur de la République socialiste du Viet Nam dans l'État du Koweït, après l'avoir été en Malaisie entre 2011 et 2014. Précédemment, il avait été Vice-Président du Comité national des frontières du Viet Nam. Pour avoir représenté le Viet Nam dans diverses négociations sur la délimitation frontalière et maritime, le professeur Nguyen Hong Thao dispose d'une longue expérience pratique de l'application du droit international.

Le Gouvernement vietnamien accorde un grand prix au travail de la Commission du droit international et est persuadé que, s'il est élu, l'Ambassadeur Nguyen Hong Thao ne ménagera aucun effort pour mettre ses vastes connaissances et sa riche expérience au service de la Commission et pour contribuer au développement progressif du droit international et à sa codification.

...

Curriculum vitae

Nguyen Hong Thao, né le 1^{er} décembre 1957, dans la province de Thai Binh (Viet Nam)

Nationalité : Vietnamiennne

Marié; 2 enfants.

Domaines de spécialisation : droit de la mer; règlement des contentieux territoriaux et frontaliers; Cours et tribunaux internationaux, organisations internationales, ONU; droit de l'environnement; Asie de l'Est; Asie du Sud-Est; Moyen-Orient

Langues : Vietnamien, anglais et français

Principales réalisations

Professeur de droit international de l'Académie de diplomatie du Viet Nam, spécialisé principalement dans le droit international public, le droit de la mer, les

organisations internationales et le droit de l'environnement, Nguyen Hong Thao a grandement contribué au développement du droit international au Viet Nam; ses études sur le principe d'équité, la ligne unique de délimitation maritime ou le développement conjoint ont été appliquées avec succès dans le règlement des contentieux maritimes régionaux.

Négociateur en chef : négociateur de l'équipe vietnamienne de négociation dans le cadre du Traité sur la démarcation de la frontière terrestre entre la République socialiste du Viet Nam et la République populaire de Chine (2008), du Traité sur la démarcation de la frontière terrestre entre la République socialiste du Viet Nam et la République démocratique populaire lao (2006), du Traité supplémentaire au Traité sur la démarcation de la frontière terrestre entre la République socialiste du Viet Nam et le Royaume du Cambodge (2005), de l'accord relatif au plateau continental conclu entre la République d'Indonésie et la République socialiste du Viet Nam (2003), et de l'accord de délimitation maritime conclu entre le Royaume de Thaïlande et la République socialiste du Viet Nam.

Consultant national dans le cadre de l'élaboration de lois relatives aux zones maritimes du Viet Nam en 2012, au Code maritime en 1990 et 2005, à la protection de l'environnement en 1994 et 2004, à la pêche en 2003, au pétrole en 1993 et 2000, et aux ordonnances sur la police maritime en 1998 et 2008.

Chef d'équipe des consultants nationaux et locaux pour les institutions et la législation environnementales dans le cadre d'une série de projets financés par des organismes internationaux tels que :

- Système de gestion de l'information relative aux programmes 3684 du Fonds pour l'environnement mondial/Programme des Nations Unies pour le développement (FEM/PNUD);
- Renforcement des capacités de diplomatie multilatérale dans le domaine du développement, PNUD, 2006;
- Plan national de mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, 2004-2005;
- Évaluation et renforcement des institutions de gestion des côtes, Gouvernement vietnamien/Banque asiatique de développement (TA 3830-VIE);
- Gestion environnementale des côtes et des zones maritimes en mer de Chine méridionale, phase 2, Banque asiatique de développement (ADB 5712-REG), 1998-2000;
- Gestion des déchets dangereux au Viet Nam, Agence nationale de l'environnement/Banque asiatique de développement, 1997-1998.

Membre des délégations vietnamiennes aux Conférences des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer à New York depuis 1997 et membre des ateliers sur la gestion des conflits possibles en mer de Chine méridionale (1989-2010).

Distinctions et prix

2012 Médaille de l'ordre du travail, catégorie III, décernée par le Président de la République socialiste du Viet Nam

- 2007 Médaille de l'ordre de l'amitié décernée par la République démocratique populaire lao
- 2005 Médaille de l'ordre de l'amitié décernée par le Royaume du Cambodge
- 2000 Prix de thèse INDEMER-2000 décerné par l'Institut du droit économique de la mer pour la meilleure thèse, *Le Viet Nam face aux problèmes de l'extension maritime dans la mer de Chine méridionale*, 1 000 pages, Septentrion Presses Universitaires, Villeneuve d'Ascq (France), 1997. Cette thèse a été publiée en français sous le titre *Le Vietnam et ses différends maritimes dans la mer de Bien Dong (mer de Chine méridionale)*, Institut du droit économique de la mer, Pedone, 2004, 334 pages.

Fonctions professionnelles et universitaires

- Depuis 2014 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République socialiste du Viet Nam auprès de l'État du Koweït
- Depuis 2009 Associate Professor (Maître de conférences) de l'Académie de diplomatie du Viet Nam.
- 2011-2014 Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République socialiste du Viet Nam auprès de la Malaisie.
- 2007-2011 Vice-président de la Commission nationale du tracé des frontières – Ministère des affaires étrangères
- 2005-2007 Directeur, Département des frontières occidentales, Commission nationale du tracé des frontières – Ministère des affaires étrangères
- 2000-2005 Directeur adjoint, Département des affaires maritimes, Commission nationale du tracé des frontières – Ministère des affaires étrangères
- 1996-2000 Directeur adjoint, Département des affaires maritimes, Comité sur les questions frontalières, Cabinet du Premier Ministre

Appartenance à des associations et institutions

- Depuis 2015 Membre de l'Association vietnamienne du droit international
- Depuis 2007 Membre de l'Asian Society of International Law (AsianSIL)
- Depuis 2007 Membre des organes directeurs de l'AsianSIL
- Depuis 1998 Membre de l'Association de développement du droit international en Asie
- Depuis 1996 Membre du Réseau régional relatif aux aspects juridiques de la pollution du milieu marin, Programme régional pour la prévention et la gestion de la pollution du milieu marin dans les mers de l'Asie de l'Est, FEM/PNUD/OMI
- Membre de l'Association des juristes du Viet Nam.
- 1989-1991 Secrétaire de l'Association vietnamienne pour la protection du milieu marin

Depuis 1989 Membre de l'Association vietnamienne pour la préservation de la nature et de l'environnement

Membre de l'Association vietnamienne pour la protection du milieu marin

Appartenance à des comités consultatifs et de rédaction

Depuis 2007 Membre du comité de rédaction de l'Asian Journal of International Law (AsianJIL)

Depuis 2001 Membre du comité consultatif du Asian Yearbook of International Law (AYBIL)

Poste de professeur invité

Mars-avril 1999 Université Paris Diderot-Paris VII, France

Formation

1999 Académie de droit international de La Haye, Centre d'études et de recherche sur le droit international des transports maritimes

1993-1996 Doctorat en droit, Université Paris I, Panthéon Sorbonne, Paris

1991-1993 Master en droit international et organisations internationales, Université Paris I, Panthéon Sorbonne, Paris

Master en archéologie, histoire et philosophie, Université Paris I, Panthéon Sorbonne, Paris,

Certificat de formation en droit international et droit de l'environnement, Académie de droit international de La Haye,

1988 Cours de formation sur le droit international et le droit de l'environnement, State and Law Institute, URSS

1976-1982 Licence en mécanique navale et navigation, Collège de navigation de Bakou, URSS

Principales publications

Ouvrages

1. *Le Viet Nam et ses différends maritimes dans la mer de Bien Dong (mer de Chine méridionale)*, Institut du droit économique de la mer, Pedone, 2004, 334 pages

2. *Nhung dieu can biet ve Luat bien (Connaissance du droit de la mer)*, Popular Police, Hanoi, 1997, 329 pages

3. *Giao trinh Luat quoc te (Manuel de droit international)*, Université de Hué, Viet Nam, 1997, 450 pages

4. *Luat bien (Droit de la mer)*, Université de Hué, Viet Nam, 1997

5. *Toa an Cong ly quoc te (Cour internationale de Justice)*, Chinh Tri Quoc Gia, 1999

6. *Bao ve moi trung bien – Van de va giai phap (Protection du milieu marin au Viet Nam – difficultés et solutions)*, Chinh Tri Quoc Gia, 2004
7. *Toa an Luat bien quoc te (Tribunal international du droit de la mer)*, Justice, 2006
8. *Viet Nam va Hoi dong bao an LHQ (Le Viet Nam et le Conseil de sécurité de l'ONU)*, National Politics, 2008
9. *Cong uoc Luat bien va chinh sach bien Viet Nam (Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982 et Politique maritime du Viet Nam)*, Chinh Tri Quoc Gia, 2008
10. *Bien gioi dat lien Viet Nam – Trung Quoc (La frontière terrestre entre le Viet Nam et la Chine)*, coauteur, National Politics, 2011

Chapitres d'ouvrages et articles référencés

Publiés en anglais

1. « The Vietnam and the law of the Sea 1982 », *Vietnam Law and Legal forum*, septembre-octobre 1997
2. « Thailand-Vietnamese boundary agreement », *Boundary and Security Bulletin*, vol. 5, n° 3, automne 1997, p. 74 à 78
3. « The Spratly islands question surfaces again », *Vietnam Law and Legal forum*, janvier 1998, vol. 4, n° 41, p. 22 à 27
4. « The 1982 Law of the Sea and the sea delineation between Vietnam and Thailand », *Vietnam social sciences*, vol. 3, n° 65, 1998, p. 43 à 52
5. « The Development of National Marine Policy in Vietnam, *Maritime Studies* », n° 101, juillet-août, 1998, p. 15 à 26
6. « China's maritime moves raise neighbors' hackles », *Vietnam Law & Legal forum*, juillet 1998, vol. 4, n° 47, p. 23 à 25
7. « The ordinance on the Vietnamese coast guard », *Maritime Studies*, décembre 1998
8. « Joint development in the Gulf of Thailand », *Boundary and Security Bulletin*, vol. 7, n° 3, automne 1999, p. 79 à 88
9. « The China-Vietnam Border Delimitation Treaty of 30 December 1999 », *Boundary and Security Bulletin*, vol. 8, n° 1, printemps 2000, p. 87 à 90
10. « The settlement of disputes in Bac Bo (Tonkin) Gulf », *Vietnam Law & Legal Forum*, janvier 2001 vol. 7, n° 77, p. 15 à 18
11. « Vietnam and the Code of Conduct for the South China Sea », *Ocean Development & International Law*, vol. 32, n° 2, 2001, p. 105 à 130
12. « On the Bill on the National Boundary », *Vietnam Law & Legal Forum*, mars 2003, vol. 9, n° 103, p. 22 à 25
13. « The 2002 Declaration on the conducts of parties in the South China Sea », *Ocean Development and International Law*, vol. 34, n° 3, avril 2003, p. 279 à 287

14. « Conservation and Management of Marine Resources in the Asia Pacific-Who is responsible? », *The International Journal of Marine and Coastal Law*, vol.19, n° 1, mars 2004, ISSN 0927-3522, p. 71 à 85
15. « The new legal order in the Tonkin Gulf », *Vietnam Law & Legal Forum*, juillet 2004, n° 119, p. 9 à 15
16. « Maritime delimitation in the Tonkin Gulf », *Ocean Development & International Law*, novembre 2004, vol. 11, n° 123, p. 2 à 12
17. Nguyen Hong Thao, Hoang Hai Oanh, « Ten years' implementation of the United Nations Convention on the Law of the Sea in Vietnam », *Vietnam Law and Legal forum* vol. 11 n° 123, novembre 2004, p. 2 à 12
18. Nguyen Hong Thao, Hoang Hai Oanh, « Implementation of Vietnam-China Agreement on Fishery cooperation – one year in retrospect », *Vietnam Law and Legal Forum*, vol. 36, janvier 2005
19. Ramses & Nguyen Hong Thao, « The management of Vietnam border's disputes: What impacts on its sovereignty and regional integration », *Contemporary Southeast Asia*, vol. 27, n° 3, décembre 2005, p. 427 à 449
20. Nguyen Hong Thao & Hoang Hai Oanh, « Legal aspects of the Supplementary Treaty to the 1985 Treaty on Boundary Delimitation between Vietnam and Campuchia », *Vietnam Law and Legal forum*, vol. 12, n° 137, janvier 2006, p. 17 à 20
21. « Maritime Security and Vietnamese Perspective », *The 5th Science Council of Asia (SCA)*, Proceedings, 11 au 13 mai 2005, p. 282 à 283
22. Nguyen Hong Thao & Ramses, « Settlement of border disputes: Favorable conditions for stability and development », *Vietnam Law and Legal Forum*, vol. 12, n° 143, juillet 2006, p. 6 à 11
23. « Building a Law on Maritime Zones of Vietnam », *Vietnam Law and Legal Forum*, vol. 12 n° 144, août 2006, p. 12 à 18, disponible à l'adresse suivante : <http://vietnamlawmagazine.vn/building-a-law-on-maritimezones-of-vietnam-3743.html>
24. Nguyen Hong Thao & Ramses, « Managing Vietnam maritime disputes », *Ocean Development & International Law (American)*, janvier 2007
25. Nguyen Hong Thao & Ramses, « Vietnam's Border Disputes – Assessing the Impact on Its Regional Integration », in Stephanie Balme et Mark Sidel, *Vietnam's new order International Perspectives on the State and Reform in Vietnam*, Palgrave 2007, p. 71 à 88
26. « Vietnam determines to acquire wealth from the sea », *Vietnam Law and Legal Forum*, vol. 13, n° 152, avril 2007, p. 13 à 16
27. « The Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea – 2002-2007 in RSIS », *Conference on the South China Sea Towards a cooperative management regime*, 16 au 17 mai 2007, Singapour
28. « Self-restraint and cooperation in the East Sea », *Vietnam Law and Legal Forum*, vol. 13, n° 155, juillet 2007, p. 12 à 17

29. Nguyen Hong Thao & Ramses Amer, « The South China Sea: Toward an ASEAN – China Code of Conduct », *Vietnam Law and Legal Forum*, vol. 14, n° 68, août 2008, p. 14 à 17
30. Ramses Amer et Nguyen Hong Thao, « Vietnam's border disputes: Legal and conflict management dimension », *Asian Yearbook of International Law*, vol. 12, Martinus Nijhoff Publishers, 2005-2006, p. 111 à 128
31. « The Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea: a Vietnamese perspective », 2002-2007, in Sam Bateman et Ralf Emmers, *Security and International Politics in the South China Sea. Towards a cooperative management regime*, Routledge Security in Asia Pacific Series, Londres et New York, 2009, p. 207 à 222
32. « A line runs through it: Vietnam and China complete boundary marking process », *Vietnam Law Legal Forum*, vol. 15 n° 176, avril 2009, p. 7 à 11, disponible à l'adresse suivante : <http://vietnamlawmagazine.vn/a-line-runs-through-it-vietnam-and-china-complete-boundary-marking-process-3227.html>.
33. Nguyen Hong Thao et Ramses, « A New Legal Arrangement For the South China Sea? », *Ocean Development & International Law (American)*, vol. 40 n° 4, 2009, p. 333 à 349
34. Ramses & Nguyen Hong Thao, « The Challenge of the Border Disputes of Cambodia, Laos and Vietnam and Regional Conflict Management », *Society for South-East Asian Studies (SEAS), The Austrian Journal of South-East Asian Studies/Osterreichische Zeitschrift für Sudostasienwissenschaften (ASEAS)*, septembre 2009
35. « A border of peace, friendship, stability and development », *Vietnam Law and Legal Forum*, février 2010, disponible à l'adresse suivante : <http://vietnamlawmagazine.vn/a-border-of-peace-friendship-stability-and-development-3384.html>
36. Ramses & Nguyen Hong Thao, « Regional Conflict management: Challenges of the Border disputes of Lao, Kampuchea and Vietnam », *Austrian Journal of South-East Asia Studies, ASEAS*, vol. 2, n° 2, 2009, p. 53 à 80, disponible à l'adresse suivante : http://www.seas.at/?page_id=546
37. « Claims to the outer limits of the continental shelf in the South China Sea », *Vietnam Law Legal Forum*, vol. 16, n° 187, mars 2010, p.10 à 15, disponible à l'adresse suivante : <http://vietnamlawmagazine.vn/claims-to-the-outer-limits-of-the-continental-shelf-in-the-south-china-sea-3601.html>
38. « Coastal States in the South China Sea and the Submission of the Outer limits of the Continental Shelves », *International Studies*, n° 22, juin 2010, p 65 à 79
39. « Vietnam and maritime delimitation », in Ramses Amer et Keyuan Zou (dir.), *Conflict Management and Dispute Settlement in East Asia*, Ashgate publishing Limited, p. 171 à 201
40. Nguyen Hong Thao & Ramses Amer (2011) « Coastal States in the South China Sea and Submissions on the Outer Limits of the Continental Shelf », *Ocean Development & International Law*, vol. 42, n° 3, p. 245 à 263, disponible à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1080/00908320.2011.592473>

41. « Good order at sea the challenges and priorities of Vietnam », in Joshua Ho et Sam Baterman, *Maritime challenges and priorities in Asia*, Routledge, London et New York, 2012, p. 158 à 179
42. « Vietnam's Position on the Sovereignty over the Paracels & the Spratlys: Its Maritime Claim », 4 mai 2012, *Journal of East Asia International Law*, vol. 5, n° 1, 2012
43. Nguyen-Dang Thang & Nguyen Hong Thao (2012): « China's Nine Dotted Lines in the South China Sea: The 2011 Exchange of Diplomatic Notes Between the Philippines and China », *Ocean Development & International Law*, vol.43, n° 1, p. 35 à 56, disponible à l'adresse suivante : <http://dx.doi.org/10.1080/00908320.2012.647490>
44. Ramses Amer & Nguyen Hong Thao, « Conflict resolution and dispute settlement in the South China Sea region », *Vietnam Law and Legal Forum*, novembre et décembre 2013, p. 9 à 12, janvier 14-18
45. « International Lawyer – A Dialogue with Judicial Wisdom », *Journal of East Asia and International Law*, vol. 7, n° 1, printemps 2014, p. 221 à 234
46. « East Sea: Why not examine the historical evidences? », *Vietnam Law and Legal Forum*, octobre 2014, disponible à l'adresse suivante : <http://vietnamlawmagazine.vn/news/east-sea-why-not-examine-the-historical-evidences/53ccc7e2-f397-41fb-82ef-4f717c379679.html>
47. « South China Sea : China's Floating Islands Next? », RSIS Singapore, disponible à l'adresse suivante : <https://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/rsis/co15109-south-china-sea-chinas-floating-islands-next/>
48. « Haiyang Shiyu 981 chess move and consequences in the East Sea », *Vietnam Law and Legal Forum*, vol. 20, n° 238, juin 2014, disponible à l'adresse suivante : <http://vietnamlawmagazine.vn/haiyang-shiyu-981-chess-move-and-consequences-in-the-east-sea-4903.html>
49. « Firm evidence proves Vietnam's sovereignty over archipelagoes », *Vietnam Law and Legal Forum* vol. 20, n° 238, juin 2014
50. « Vietnam – 20 years of implementation of the UNCLOS », *Vietnam Law and Legal Forum*, novembre 2014, p. 6 à 10
51. « The truth about who is the biggest aggressor in the South China Sea », *The Diplomat*, disponible à l'adresse suivante : <http://thediplomat.com/.../the-truth-about-aggression-in-.../>, 24 juin 2015; *Vietnam Law and legal forum*, août 2015, disponible à l'adresse suivante : <http://vietnamlawmagazine.vn/the-truth-about-who-is-the-biggest-aggressor-in-the-south-china-sea-3796.html>
52. Ramses Amer & Nguyen Hong Thao, « Conflict Resolution in the South China Sea: An Overview of Progress Made and Remaining Challenges », in Tran Truong Thuy & Le ThuyTrang (dir.), *Power, Law and Maritime Order in the South China Sea*, Lexington Books, Londres, 2015, p. 267 à 293
53. « Why the US-China summit failed on the South China Sea », disponible à l'adresse suivante : <http://thediplomat.com/2015/10/why-the-us-china-summit-failed-on-the-south-china-sea/>, page consultée le 9 octobre 2015

Parus en français

54. « Le premier accord de délimitation des frontières maritimes du Viet Nam », *Annuaire du droit de la mer*, Tome I, Institut du droit économique de la mer, Monaco, Pedone, 1996, p. 259 à 273
55. « Exploitation conjointe dans le golfe de Thaïlande », *Annuaire du droit de la mer*, tome III, Institut du droit économique de la mer, Monaco, Pedone, 1998, p. 221 à 235
56. « Les nouveaux accords sino-vietnamiens dans le golfe du Tonkin », *Annuaire du droit de la mer*, tome III, Institut du droit économique de la mer, Monaco, Pedone, 2000, p. 35 à 45
57. « La question de la pêche dans le golfe du Tonkin », *Annuaire du droit de la mer*, tome III, Institut du droit économique de la mer, Monaco, Pedone, 2001, p. 151 à 169
58. « Les délimitations maritimes concernant le Viet Nam : accords conclus et négociations en cours », *Le Viet Nam et la mer*, AAFV-Les Indes Savantes, 2002

Georg Nolte (Allemagne)

[Original : anglais]

Curriculum vitae

Depuis avril 2008	Professeur de droit international à l'Université Humboldt (Berlin)
Depuis janvier 2007	Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (Depuis 2012, Rapporteur spécial pour la question des accords et de la pratique futurs concernant l'interprétation des traités)
2013-2014	Chargé de cours invité, Princeton University
2010	Professeur invité, faculté de droit de l'Université d'État du sud de l'Oural (Tcheliabinsk)
2006-2007	Membre de la Wissenschaftskolleg zu Berlin (Institut des hautes études)
2004-2008	Professeur de droit international à l'Université de Munich
2004	Doyen de la faculté de droit de l'Université de Göttingen
2004	Professeur invité, Université Paris II (Panthéon-Assas)
2003-2004	Chercheur invité, All Souls College, Oxford
2000-2007	Membre de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise)
1999-2004	Professeur de droit international, Université de Göttingen
1992-1999	Maître de conférences, Institut Max Planck de droit international public et de droit public comparé (Heidelberg)
1992	Chargé de cours invité, faculté de droit de l'Université de New York
1991	Doctorat, Université de Heidelberg
1977-1982	Études de droit, Université libre de Berlin et Université de Genève
1959	Naissance à Bonn (Allemagne)

Affiliations

Président de Société allemande de droit international

Membre du Conseil d'administration de la Société allemande de recherches pour la paix

Membre du Conseil scientifique consultatif de la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP)

Membre de l'International Advisory Panel, Reporters and Counselors on Restatement of the Law Fourth, The Foreign Relations Law of the United States, de l'American Law Institute (États-Unis d'Amérique)

Membre du Conseil consultatif sur le droit international public du Ministère allemand des affaires étrangères

Membre du Centre sur l'état de droit du Centre de recherches en sciences sociales de Berlin (WZB)

Publications

(liste complète à l'adresse : <http://nolte.rewi.hu-berlin.de/pub>)

Monographies

Treaties and Subsequent Practice, Oxford University Press, 2013 (éditeur et principal rédacteur)

The Charter of the United Nations – A Commentary, Oxford University Press, 2012 (en collaboration avec Bruno Simma, Daniel-Erasmus Khan et Andreas Paulus)

Peace through International Law – The Role of the International Law Commission. A Colloquium at the Occasion of its Sixtieth Anniversary, 2009 (dir.)

Le droit international face au défi américain, Université Paris II (Panthéon-Assas), 2005

United States Hegemony and the Foundations of International Law, Cambridge University Press, 2003 (en collaboration avec Michael Byers)

Articles

“Article 51 (Self-Defense)”, in *The Charter of the United Nations – A Commentary* (dir. Bruno Simma, Daniel-Erasmus Khan, Georg Nolte et Andreas Paulus), Oxford, 3^e éd., 2012, p. 1397 à 1428 (en collaboration avec Albrecht Randelzhofer)

“Article 2 (7) (Duty of Non-Intervention)”, in *The Charter of the United Nations*, supra, Oxford, 3^e éd., 2012, p. 280 à 311

“International Law and the Rule of Law at the National Level”, in *Rule of Law Dynamics in an Era of International and Transnational Governance* (dir. M. Zürn, A. Nollkaemper et R. Peerenboom), Cambridge, 2012, p. 48 à 67 (en collaboration avec Helmut Philipp Aust)

“Persisting and Developing between Hope and Threat: International Law During the Past Two Decades and Beyond”, in *Select Proceedings of the European Society of International Law* (dir. J. Crawford/S. Nouwen), Oxford University Press, Oxford, 2012, p. 75 à 78

“Targeted Killing”, in *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (dir. Rüdiger Wolfrum), Heidelberg/Oxford, 2012, vol. IX, p. 763 à 769

“Intervention by Invitation”, in *The Max Planck Encyclopedia of Public International Law* (dir. Rüdiger Wolfrum), Heidelberg/Oxford, 2012, vol. VI, p. 282 à 288.

Nilüfer Oral (Turquie)

[Original : anglais]

NILÜFER ORAL, S.J.D.**ISTANBUL BILGI UNIVERSITY****Expérience professionnelle*****Faculté de droit de l'Istanbul Bilgi University–current***

Cours enseignés : droit international de l'environnement, droit du changement climatique, introduction au droit des États-Unis d'Amérique, introduction aux principes généraux du droit, introduction au droit des obligations, droit de la mer.

Centre de recherches sur le droit de la mer de l'Istanbul Bilgi University***Vice-Directeur***

Activités du Centre: droit de la mer, énergie, transports maritimes, navigation, questions liées à l'environnement marin. A lancé et organisé plusieurs conférences internationales sur l'expédition et le transport du pétrole. A participé à de nombreuses conférences internationales et publié d'innombrables ouvrages.

Ministère turc des affaires étrangères***Conseiller juridique***

Conseiller juridique et négociateur sur le changement climatique pour le compte du Ministère des affaires étrangères (COP15, COP16, COP17, COP 18 et COP 20)

Conseiller juridique dans l'affaire du *Mavi Marmara*; membre de l'équipe juridique du Ministère des affaires étrangères

Conseiller juridique pour la délégation turque à l'Organisation maritime internationale (1998-2002)

Cabinet d'avocats Aybay & Aybay, Istanbul (1997- 2002)

Poste occupé: avocat, spécialisé dans le droit maritime, le financement des navires et les transactions commerciales internationales. A représenté de grandes sociétés de transport maritime ou de production d'énergie et des gouvernements. A été le premier conseiller dans une OPA de télécommunications se chiffrant en milliards de dollars et y a représenté une grande société de télécommunications étrangère.

Affiliations professionnelles

Barreau de l'État de Californie (inactif)

Barreau de l'État du Texas (actif)

American Society of International Law

Société européenne de droit international

Formation

Docteur en droit international et en droit comparé, faculté de droit de la George Washington University, Washington

Diplôme d'études approfondies (DEA) en droit international privé, Université Paris I (Panthéon-Sorbonne)

Docteur en droit, membre du comité de rédaction du Law Review et mention, faculté de droit de l'Université de Santa Clara [Californie (États-Unis d'Amérique)]

Licence, Phi Beta Kappa et prix du recteur de l'Université de Californie, Berkeley (États-Unis d'Amérique)

Stages et conférences

Distinguished Fellow, Law of the Sea Institute, faculté de droit de l'Université de Californie, Berkeley

Stagiaire invité, Boalt School of Law, Université de Californie, Berkeley (janvier 2008)

Stagiaire, faculté de droit de l'Université de Virginie (janvier 2005)

Conférencier, Rhodes Academy for the Law of the Sea, Center for Oceans Law and Policy de l'Université de Virginie (2001, 2003 et 2006, 2011)

Litiges internationaux

Tribunal international du droit de la mer, avis consultatif, *Demande d'avis consultatif soumise par la Commission sous-régionale des pêches (CSRP)*, affaire n° 21, membre de l'équipe de rédaction juridique de l'UICN chargée de présenter le mémoire (2014)

Projets

Conseiller juridique, projet du Conseil turc de la recherche scientifique et technique (TUBITAK) pour la régénération de l'environnement après une pollution par les hydrocarbures (en cours)

Conseiller juridique, projet du TUBITAK sur le changement climatique (en cours)

Projet UE – Coopération européenne dans le domaine de la recherche scientifique et technique sur les nouveautés dans le domaine des activités économiques en mer

Conseiller juridique international, OMD-F 1680: renforcer la capacité de la Turquie de s'adapter au changement climatique (PNUD-PNUE)

Membre du Groupe d'experts euro-méditerranéen, Direction générale des affaires maritimes et de la pêche (DG MARE) de la Commission européenne (2008-2009); thème : améliorer la gouvernance de la Méditerranée

Conseiller juridique, projet du TUBITAK sur la gestion des eaux de ballast

Conseiller juridique, projet du TUBITAK pour le traitement de la pollution aux hydrocarbures

Expert juridique local, Projet de l'Union européenne sur l'appui à la transposition et à la mise en œuvre de la législation européenne sur la pollution par le déversement accidentel ou délibéré d'hydrocarbures et d'autres substances nocives en Turquie (depuis 2007)

Activités et affiliations internationales

Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Conseil consultatif sur les questions environnementales et sociales, Londres, membre (2014-2017)

Conseil de direction, Jon Van Dyke Institute, Richardson School of Law, Université de Hawaii

Conseiller de l'UICN pour l'Europe occidentale (2012-2016)

Président de l'Académie du droit de l'environnement de l'UICN (depuis 2013)

Conseil des gouverneurs de l'Institut international de l'océan, membre (2006-2012)

Coprésident, Commission du droit de l'environnement de l'UICN, Groupe de spécialistes des océans, des récifs côtiers et des récifs coralliens (depuis 2004)

Commission du droit de l'environnement de l'UICN, membre (depuis 2004)

Direction générale des affaires maritimes et de la pêche (DG MARE) de la Commission européenne, Groupe d'experts de la gouvernance de la Méditerranée (2008-2009)

Mediterranean Programme for International Environmental Law and Negotiation, Centre MEPIELAN, Athènes, Groupe d'étude (2005-2006)

Columbia University Center for Energy, Marine Transportation and Public Policy (New York), Groupe d'étude (2006-2008)

Publications internationales*Ouvrages*

Coresponsable de la série *International Straits of the World* (Brill/Martinus Nijhoff, depuis 2012)

David Caron et Nilüfer Oral, *Navigating Straits: Challenges for International Law* (Brill, Martinus Nijhoff, 2014)

Regional Co-operation for Protection of the Marine Environment under International Law: The Black Sea (Brill/Martinus Nijhoff, 2014)

Articles de revues et chapitres d'ouvrages

"Law of Naval Blockade and the Law of the Sea: A Critical Analysis", *Liber Amicorum Judge Hugo Caminos* (Brill, Pays-Bas, 2015)

"Forty years of the UNEP Regional Seas Programme: From Past to Future", in Rosemary Rayfuse (dir.), *Research Manual on International Marine Environment Law* (Edward Elgar, 2015), à paraître

"The Need for a Regional Framework for Marine Scientific Research in the Black Sea and Mediterranean", *Marine Genomics* (2014)

"Regional Co-operation in Regional in Enclosed and Semi-Enclosed Seas for Protection of the Marine Environment Under Article 123 of the 1982 UN Law of the Sea Convention: An Assessment", *30 Years After the Signature of the United Nations Convention on the Law of the Sea: The Protection of the Environment and*

the Future of the Law of the Sea, Marta Chantal Ribeiro (dir.), (Coimbra Editora, 2014) 419-440

"A PSSA for the Black Sea", 35 *University of Hawai'i Law Review* (2013); "The Regime of Straits: Safety, Security and Protection of the Marine Environment," in Harry S. Scheiber and Jin Hyun-Pak eds., *Regions, Institutions and Law of the Sea: Studies in Oceans Governance* (Brill Nijhoff, 2013)

"Implementing Part XII of the 1982 UN Law of the Sea Convention and the Role of International Courts", 401-420, *International Courts and the Development of International Law Essays in Honor of Tullio Treves*, (TMC Asser Press, 2013)

"1982 UNCLOS + 30: Confronting New Complexities in the Protection of Biodiversity and Marine Living Resources in the High Seas", in *Actes de la réunion annuelle de l'American Society of International Law*, vol. 106 (2012), 403-406

"Transit Passage Rights in the Strait of Hormuz and Iran's Threats to Block the Passage of Oil Tankers", *ASIL Insights*, Vol.16 (mai 2012), disponible à l'adresse <http://www.asil.org/insights120503.cfm>

Climate Change and Shipping: Problems of Regime Compatibility, in Myron H. Nordquist, John Norton Moore, Alfred H. A. Soons et Hak-So Kim (dir.) (Brill/Martinus Nijhoff, 2011)

La Convention sur le droit de la mer (coauteur), "Governance of the Protection of the Black Sea: A Model for Regional Cooperation", in *Environmental Security in Watersheds: The Sea of Azov, NATO Science for Peace and Security Studies* (2011), 159-171

"The Black Sea: a Time for Change", in *The World Oceans in Globalization*, Davor Vidas & Peter J. Schei (dir.) (Brill, 2011)

"Affaire relative à la délimitation maritime en mer Noire (*Roumanie c. Ukraine*), 3 février 2009, *International Journal of Marine and Coastal Law* 25 (2010), 115-141

"Non-Ratification of the 1982 LOS Convention: An Aegean Dilemma of Global and Environmental Consequence", *Berkeley Journal of International Law, Publicist*, avril 2009 (publication en ligne)

Coresponsable de la publication "International Ocean Governance in the 21st Century: Perspectives from the IUCN Commission on Environmental Law's Specialist Group on Oceans, Coasts and Coral Reefs", numéro special de *l'International Journal of Marine and Coastal Law*, vol. 23 (2008), 385-598

"Integrated Coastal Zone Management and Marine Spatial Planning for Hydrocarbon Activities in the Black Sea", *International Journal of Marine and Coastal Law*, vol. 23 (2008), p. 453 à 547

"Oil Transportation Security in the Black Sea and the Turkish Straits", 27 *Journal of International Logistics and Trade* (juin 2007), 27-45

Coresponsable de la publication *The Turkish Straits: Legal, navigation and environmental aspects* (TÜDAV, Istanbul, 2006)

"User Fees for Straits and Article 43 of the 1982 Law of the Sea Convention", 20 *Oceans Year Book*, 561 (2006)

"Protection of Vulnerable Marine Ecosystems In Areas Beyond National Jurisdiction: Can International Law Meet the Challenge?", in A. Strati, M. Gavouneli et N. Skourtos (dir.), *Time Before and Time After Unresolved Issues and New Challenges to the Law of the Sea* (Martinus Nijhoff, 2006), 85-108

Terror at Sea: Detection and Prevention- The New International Ship and Port Facility Security Code and the Amended SOLAS Chapter XI-2", in M. Nordquist, J.N. Moore et K. Fu (dir.), *Recent Developments in the Law of the Sea and China*, 335-350 (Martinus Nijhoff, 2005)

"Oil Transportation of Oil and Regional Environmental Policy", 11 *International Maritime Law*, 141-153 (2005)

"The Environmental Impact of Bringing Caspian Oil to the International Market", *Political Islam: Challenges for U.S. Foreign Policy*, Aspen Institute Publications (2005)

"Turkish Straits Bottleneck", *Lloyds Shipping Economist*, 5 avril 2005

"The Turkish Straits, Oil Transportation and Turkish Policy", *International Energy Policy, the Arctic and the Law of the Sea*, 143 (Martinus Nijhoff, 2005)

"The Turkish International Ship Registration", 1 *Baltic Maritime Law Quarterly* (2004);

"The Black Sea: A Case Study in Regional Cooperation", in M. H. Nordquist, J. N. Moore et S. Mahmoudi (dir.), *Proceedings of The Stockholm Declaration and Law of the Marine Environment 237* (Martinus Nijhoff 2002)

"The Black Sea: Regional Relations and the Protection and Protection of the Marine Environment", 169 *Turkish Review of Eurasian Studies* (Istanbul, 2002)

"Oil and Water: Oil and Transportation Challenges", in M.H. Nordquist et J.N. Moore (dir.), *Proceedings Current Marine Environmental Issues and the International Tribunal for the Law of the Sea* (Martinus Nijhoff, 2001)

"User Fees for Straits", in Bayram Ozturk et Nesrin Algan (dir.), *Proceedings of the International Symposium on the Problems of Regional Seas* (TÜDAV, Istanbul), mai 2001

Conférences et colloques internationaux

"Maritime Security in the Black Sea and the 1936 Montreux Convention", UC Berkeley Law of the Sea Institute, *Ocean Law and Policy: Twenty Years of Development under the UNCLOS Regime*, Madrid, 19 et 20 septembre 2014

"ITLOS Advisory Opinion #2", Colloque international, faculté de droit William S. Richardson de l'Université de Hawaï, Honolulu, 17 décembre 2013

"The Regional Legal Framework for Marine Scientific Research in the Black Sea and Mediterranean Sea", *Quarantième Congrès de la Commission internationale pour l'exploration scientifique de la mer Méditerranée*, Marseille (France), 28 octobre-1^{er} novembre 2013

"IUU Fishing and State Responsibility under international law", *Science, Technology and New Challenges to Ocean Law of the Sea Institute*, Université de Californie, Berkeley [Californie, États-Unis d'Amérique], 10-12 octobre 2013

"The Future We Want: Biodiversity protection, conservation and building capacity in environmental law", *International Colloquium on Rio +20 and Biodiversity, A Tribute to Ambassador Luiz Alberto Figuerdo Machado*, Brasilia, 26 avril 2013

Séminaire sur les activités offshore, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI) SciencesPo, Paris, 30 mai 2013

Animateur du débat "Stepping out of the politics: Legal solutions to maritime disputes in the Asian seas", Conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington, 3-7 avril 2013

"The relationship between energy security and environmental security for economic activities at sea", atelier sur la sûreté et la sécurité des activités économiques en mer (Coopération européenne en science et technologie – COST), Université de Glasgow (Royaume-Uni), 12 mars 2013,

"Perspectives on the South China Sea from the Aegean Sea", atelier sur la pratique des États dans les eaux archipélagiques, National Institute on South China Seas, Haikou (Chine), 28 février 2013

"PSSA for the Black Sea", Colloque de droit international en hommage au professeur Jon Markham Van Dyke, faculté de droit William S. Richardson de l'Université de Hawaii, 30 janvier-2 février 2013 (publication à paraître)

"Governance of Straits Used in International Navigation" – UNCLOS at 30", British Institute of International and Comparative Law, Belfast (Royaume-Uni), 22 et 23 novembre 2012 (publication à paraître)

"Regional Cooperation in enclosed and semi-enclosed seas under Article 123 of the 1982 United Nations Law of the Sea Convention: An Assessment paper presented at *30 Years of Signature of the United Nations Convention on the Law of the Sea: the protection of environment and the future of the Law of the Sea*", Porto (Portugal), 15-17 novembre 2012 (publication à paraître)

"Environment and Trade", cours sur les politiques commerciales régionales de l'OMC – CEECAC –, Istanbul, 5 octobre 2012

"Regional Sea Approaches to Marine Conservation: the positive experience from the Mediterranean and Yellow Seas", Congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN), Jeju (République de Corée), 7 septembre 2012

"Adopting Green Practices in Response to Oil Spills in Three Regions: the Black Sea", Congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN), Jeju (République de Corée), 7 septembre

"UNDP-GEF Medium-Size Project: Applying an ecosystem-based approach to fisheries management, Focus on seamounts in the southern Indian Ocean", Atelier sur la gestion, 16 et 17 juillet 2012

"The UNEP Regional Seas Programme: Bridging the Governance Gap", dixième Colloque annuel de l'Académie de droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles (UICN), *Global Environmental Law at a Crossroads*, 1^{er}-5 juillet 2012, faculté de droit Francis King Carey School de l'Université du Maryland [Baltimore (États-Unis d'Amérique)]

"1982 UN CLOS + 30: Confronting New Complexities in the Protection of Biodiversity and Marine Living Resources in the High Seas", Conférence annuelle de l'American Society of International Law, Washington, mars 2012

Global Coasts Challenges (UICN), Zanzibar, 5-9 mars 2012

Séminaire international "Towards a legal framework for the creation and management of cross-sectoral marine protected areas in areas beyond national jurisdiction", UICN, Agences des aires marines protégées, IDDRI SciencesPo, Nausicaa, Boulogne-sur-Mer (France), 9-21 septembre 2011

"Safety, Security and Environmental Protection in Straits Used in International Navigation: Is International Law Meeting the Challenge?", Université Bilgi d'Istanbul, 9-11 septembre 2011

"Marine Protected Areas in the Mediterranean Sea", atelier sur les zones marines protégées, Athènes, 3 et 4 mars 2011

"Improved Governance of the Eastern Mediterranean Sea", Groupe de spécialistes des océans de l'UICN, Istanbul, 16 et 17 mars 2011

Prévention des marées noires en mer Caspienne, "Oil Spill Prevention: Legal Framework", Astana (Kazakhstan), 17-19 février 2011

"Shipping and Climate Change", conférence de l'Institut maritime coréen sur la mondialisation et le droit de la mer, Washington, 1^{er} et 2 décembre 2010

"The regime of International Straits", conférence sur les institutions et les régions dans la gouvernance mondiale des océans

"Climate Change and the Mediterranean", atelier de l'UICN sur l'amélioration de la gouvernance de la mer Méditerranée, Procida (Italie), 30 septembre-3 octobre 2010

Pacem in Maribus XXXIII, conférence internationale "Oceans, Climate Change and Sustainable Development: Challenges to Oceans & Coastal Cities", Institut international de l'océan, Beijing, 2-4 septembre 2010

"Comment la coopération régionale peut-elle contribuer à la prévention, à la réduction et à la gestion du risque ?", conférence intitulée "Prévention des risques majeurs environnementaux en Méditerranée : routes et territoires", Université Nice-Sophia Antipolis, 27 et 28 mai 2010,

"Deepwater Horizon and legal implications for the Black Sea", deuxième Sommet pétrolier et gazier de la mer Noire (BSOGS 2010), Istanbul, 13 et 14 mai 2010

"Recent Developments and Case Studies in Coastal and Marine Law and Management", animateur des débats, cinquième Forum mondial sur les océans, les côtes et les îles, UNESCO, Paris, 3-7 mai

Atelier intitulé "Governance of the Mediterranean Sea: Meeting the Needs of the Future Today", codirecteur, onzième Réunion de recherche sur la Méditerranée, Université européenne, Florence (Italie), 24-27 mars 2010

Atelier de l'UICN intitulé "Towards an improved governance of the Mediterranean Sea", Istanbul, 21-24 janvier 2010

"Shipping and Improving Biodiversity in the Mediterranean Sea", cinquième colloque de Port-Cros, Porquerolles (France), 7-9 octobre 2009,

"Améliorer la gouvernance de la mer Méditerranée", Journée européenne de la mer, Palazzo Colonna, Rome, 18-20 mai 2009

"Maritime zones and good governance for the protection of the Mediterranean sea marine environment", Conférence internationale sur la protection de l'environnement marin et côtier, ILDA, Lisbonne, 20-22 mai 2009

"The Black Sea: A time for change", *World Ocean in Globalization: Challenges for Marine Regions*, Conférence internationale sur les affaires marines et le droit de la mer, Oslo, 21-23 août 2008

Atelier de l'Institut Fridtjof Nansen intitulé "Maritime traffic effects on biodiversity in the Mediterranean Sea", Istanbul, 22-24 septembre 2007

"The Black Sea Legal Regime for the Protection of the Marine Environment: What is Missing?", Conférence internationale de l'ICEF sur la protection et le développement durable des écosystèmes de la Méditerranée et de la mer Noire, Venise (Italie), 24-26 mai 2007

"Problems of compliance with the Barcelona Convention and its Related Protocols", Séminaire sur les aspects juridiques de la Convention de Barcelone et des protocoles y relatifs, MIO-ECSDE, Athènes, 26 et 27 octobre 2006

"Security of Transporting Caspian Oil in the Black Sea and Turkish Straits", *National Security, Natural Disasters, Logistics and Transportation: Assessing the Risks and Responses*, University of Rhode Island et GS-Consortium, Rhode Island (États-Unis d'Amérique), 25 et 26 septembre 2006

"Transport of Caspian Oil to Western Markets", conférencier invité à la School of International Policy de l'Université Columbia, 19 septembre 2006

"The Impact of Oil Transportation on the Black Sea", première Conférence scientifique biennale de la Commission de la mer Noire, sur le thème *Black Sea Ecosystem 2005 and Beyond*, Istanbul, 8-10 mai 2006

"Shipping in the Black Sea: Quality in the making?", quatrième Conférence internationale sur les transports dans la mer Caspienne et la mer Noire, Istanbul, 27 et 28 avril 2006

"Shipping, Environment and the Black Sea", troisième Sommet écologique international de la mer Caspienne et de la mer Noire, Istanbul, 24 et 25 novembre 2005

"The Impact of the IMO rules and recommendations and the Turkish Regulation on navigation regime through the Turkish Straits", séminaire sur le droit international, le droit communautaire et le droit turc des services de trafic navals, tenu sous l'égide du Sous-Secrétariat turc aux affaires maritimes, dans le cadre de l'appui au renforcement de la sécurité maritime en Turquie – projet de jumelage entre l'Espagne et la Turquie, Istanbul, 28-30 juin 2005

"Environmental Protection in the Black Sea", troisième Conférence internationale sur la protection écologique de la planète et exposition internationale d'innovations, d'inventions et de nouvelles technologies, sous l'égide du Centre international de recherche de Grèce, de l'Université d'Istanbul et de la Commission européenne, Istanbul, 8-11 juin 2005

"The Environmental Impact of Bringing Caspian Oil to the International Market", Conférence de l'Aspen Institute sur l'islam politique et ses défis pour la politique des États-Unis, Istanbul, 3 juin 2005

" A Project for the Prevention and Remedying Damage for the Black Sea and Mediterranean Sea Ecosystem", atelier sur la prévention et la réparation en droit de l'environnement des dommages environnementaux, Commission européenne, Forum de juges pour l'environnement et ICEF, Ostia Antica, 27-28 mai 2005

"The New International Ship and Port Facility Security Code", Points de droit de la mer dans les mers de Chine orientale et méridionale, Xiamen (République populaire de Chine), mars 2005

Environmental Governance in the Black Sea: Shipping and Oil Transportation", Conférence écologique de la mer Caspienne, participant à une table ronde, Istanbul, 25 et 26 novembre 2004

"Environmental Governance in the Black Sea", troisième Congrès mondial de l'UICN, Groupe de la gouvernance des océans, 17-25 novembre 2004

"The Need for Dialogue Between the Black Sea and the Mediterranean Sea Regions", Réunion internationale sur la protection des écosystèmes de la mer Noire et de la mer Méditerranée, Venise, octobre 2004

"Legal regime of the Turkish Straits", Congrès international de l'Association internationale des pilotes maritimes, Istanbul, 28 juin-2 juillet 2004

"Impact of the ISPS Code on the 1998 Turkish Straits Maritime Traffic Regulations and Navigational Rights", colloque de l'École navale turque sur le droit de la mer, Ankara, 22 et 23 juin 2004

« International Energy Policy, the Arctic and the Law of the Sea ». conférence du Center for Oceans Law and Policy (COLP), Président du groupe de travail, Saint-Petersbourg (Fédération de Russie), 24-26 juin 2004

"Black Sea and Oil Transportation", colloque écologique international, Burgas (Bulgarie), 7-11 juin 2004

"EU Policy for Energy Transportation in the Black Sea", Université technique du Moyen-Orient, 25-27 mai 2004

"Turkish Straits and Safety", Conférence de Lloyd's sur le transport en mer Noire, Sofia (3 et 4 novembre 2003)

The Turkish International Ship Registry", vingt-quatrième Conférence annuelle de l'Association internationale du barreau, San Francisco (États-Unis d'Amérique), 9 septembre 2003

"Marine Protected Areas Beyond National Jurisdiction - Time Before and Time After Unresolved Issues and New Challenges to the Law of the Sea", Association hellénique du droit international, Rhodes (Grèce), 20 juillet 2003

"Black Sea: Energy and the Environment", Université Bilgi d'Istanbul, 14 mai 2003

"Caspian Oil and the Turkish Straits", Center for Strategic and International Studies (CSIS), Washington, 1^{er} mars 2002

"The Legal Regime of the Turkish Straits - A Tale of Three Seas", Conférence sur les hydrocarbures de la mer Caspienne, Cambridge Energy Research Associates (CERA), Istanbul, juin 2001

"Transportation of Caspian Oil to Western Markets: The Turkish Role", Center for Strategic and International Studies (CSIS), Istanbul, 13 avril 1999

Connaissances linguistiques: anglais, turc et français (maîtrise parfaite).

Hassan Ouazzani Chahdi (Maroc)

[Original : anglais, arabe et français]

Extrait d'une note verbale datée du 4 mars 2016, reçue de la Mission permanente du Royaume du Maroc

...

Le Gouvernement du Royaume du Maroc est persuadé que, de par ses qualifications, compétences et connaissances solides, M. Ouazzani Chahdi apportera une contribution de poids aux importantes activités de la Commission du droit international.

...

Hassan Ouazzani Chahdi

Professeur de droit
Université Hassan II-Casablanca

Formation académique

Doctorat en droit Université Paris I-Panthéon-Sorbonne (Thèse honorée du prix Georges Scelle)	1977
Diplôme d'études supérieures de sciences politiques (D.E.S.) Université Paris II-Panthéon-Sorbonne	1970
Diplôme d'études supérieures de droit public (D.E.S.) Université Paris II-Panthéon-Sorbonne	1969
Licence en droit Faculté de droit de Rabat	1967
Certificat du Centre d'études et de recherches Académie de droit international de La Haye	1979
Certificat d'aptitude à la profession d'avocat (C.A.P.A.) Faculté de droit de Rabat	1970

Parcours universitaire, professionnel et associatif

Professeur de l'enseignement supérieur	1978-
Membre de la délégation marocaine pour l'élaboration de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples Gambie-Banjul	1981
Chef de Département de droit public faculté de droit de Casablanca	1984-1986
Directeur des assurances et de la prévoyance sociale Nommé par Feu le Roi Hassan II, Ministère des finances-Rabat	1986-1994
Président de la Commission nationale d'élaboration du projet du Code des assurances	1987

Membre du conseil d'administration de l'Association marocaine d'études et de recherches internationales	1984-1994
Président de l'Association marocaine des sciences administratives (AMSA)	1986-1990
Membre de la commission juridique du projet relatif à la liaison fixe à travers le détroit de Gibraltar	1987-1993
Vice-Président pour l'Afrique de l'Institut international des sciences administratives de Bruxelles 1989-1995	
Responsable de l'Unité de formation et de recherches (UFR) Études internationales, faculté de droit de Casablanca 1998-2003	
Membre désigné par le Premier Ministre dans la Commission consultative pour l'examen des questions de cumul entre les emplois de la fonction publique et les activités privées 1999	
Consultant de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) et du Centre africain de formation et de recherche administratives pour le développement (CAFRAD) : « Conception du système de gouvernance en Afrique »	2000
Conseiller à Diwan Al Madhalim (Médiateur du Royaume)	2002-2008
Conseiller auprès du Président du Conseil constitutionnel	2008-
Membre du Comité juridique international pour le projet de création d'une Cour constitutionnelle internationale	2013-
Membre du groupe de synthèse sur la gouvernance de la ville de Casablanca (Think-Tank) 2014-2015	
Vice-Président de l'Association internationale sécurité et coopération en Méditerranée (SECOMED) Paris	2014-
Vice-Président de l'Organisation Maroc-Afrique (OMA)	2010-
Consultant pour le Maroc du cabinet juridique Lefèvre Pelletier & Associés	2010-
Enseignements dispensés	
Université Hassan II – faculté de droit de Casablanca	
Master de recherche : « Nouvelles tendances du droit international »	
Cours : « La diplomatie bilatérale et multilatérale »	2015-
Cours : « Droit diplomatique et consulaire »	2008-2014
Maîtrise de recherche : « Droit constitutionnel et institutions politiques »	
Cours : « La démocratie locale »	2010-2014
D.E.S.A – Études internationales	
Cours : « Droits des investissements privés étrangers »	1998-2006

Licence en droit

Cours magistral : « Droit administratif et des sciences administratives » 1978-2005

Cours : « Le contentieux administratif » 1978-1982

Cours : « Les actes juridiques de l'administration » 2005-2012

D.E.S. de relations internationales

Cours : « Pratique diplomatique » 1979-1997

D.E.S. de sciences administratives

Cours : « L'administration et le droit » 1981-1982

Cours : « L'administration et le juge » 1982-1983

D.E.S.S de droit des assurances

Cours : « La réglementation et le contrôle des assurances » 1998-2000

Maîtrise : Droit administratif de développement

Cours : « Les relations entre le citoyen et l'administration » 2005-2008

École nationale d'administration et Institut supérieur de l'administration – Rabat

Cycle normal et cycle de formation continue

Cours : « La fonction publique et la science administrative » 1994-1996

Cours : « Droit administratif » 2003

Institut d'études judiciaires – Rabat

Formation continue pour les cadres du Ministère des affaires étrangères

Cours : « La pratique marocaine en matière de conclusion des traités internationaux » 1979-1983

Académie de droit international de La Haye

Session extérieure – Rabat

Cours : « La protection juridique des investissements privés étrangers » 1985

Centre de formation du Ministère des affaires étrangères et de la coopération

Formation continue pour les cadres du Ministère des affaires étrangères

Cours : « La conclusion et la ratification des traités : pratique du Maroc en la matière » 1994

Institut régional d'administration de Bastia (Corse)

Cours : « La fonction publique marocaine » 1998

Principales publications*La pratique marocaine du droit des traités – Essai sur le droit conventionnel marocain*, Paris L.G.D.J., 1982. Ouvrage honoré du prix Georges Scelle.*Droit administratif*, Casablanca, Imprimerie Naja el-Jadida, 275 pages (ouvrage publié grâce à une généreuse contribution de la Fondation Konrad Adenauer)

Les sources constitutionnelles des droits de l'enfant en tant que principes généraux de droit, Paris P.U.F. 1983, (Ouvrage collectif sur : *La protection internationale des droits de l'enfant*).

L'administration d'État au Maroc, Presse de l'Institut d'études politiques de Toulouse, 1984, (Ouvrage collectif sur : *L'histoire des grands services publics au Maroc de 1900 à 1970*, p. 187 à 232).

Droits de l'homme et administrations publiques : le cas du Maroc, Institut international des sciences administratives, (ouvrage collectif), Bruxelles, 1997, p. 159 à 198.

Évaluation du système de gouvernance au Maroc, (Rapport présenté dans le cadre d'un groupe de travail à la Commission économique pour l'Afrique « CEA », Rabat, Diwan 3000, janvier 2006).

Les relations maroco-américaines au 19^e siècle, in *Le Maroc de l'avènement de Moulay Abdelaziz à 1912*, Université d'été de Mohammedia. Casablanca, Imprimerie de Fédala, 1989, p. 117 à 130.

« Droits administratifs et droits de l'homme », *Mélanges en hommage au Professeur Mohammed Jalal Essaid*, vol. 3, publication de la faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de Rabat Agdal, Rabat, 2007, p. 76 à 96.

« La médiation entre le citoyen et l'administration au Maroc : le cas de Diwan Al Madhalim », *Mélanges en l'honneur du doyen Yadh Ben Achour*, Centre de publication universitaire, Tunis, 2008, p. 927.

Le statut avancé Maroc-UE : un instrument nouveau de partenariat, in *Les accords d'association entre l'Union européenne et les pays du Maghreb : état des lieux et perspectives dans une économie mondialisée*, Colloque international de Annaba 17 et 18 avril 2011, Remald, 2011, p.21.

La protection juridique de l'environnement en Méditerranée – le système de Barcelone, in *Convergences des politiques juridiques pour un développement commun dans l'espace euro-méditerranéen*, Séminaire international de Casablanca les 6, 7 et 8 octobre 2010, Paris, Coédition Remald-Publisud, 2012, p.70.

Le système de protectorat appliqué au Maroc et le droit international, in *États et sociétés au Maroc, les défis du monde moderne*, imprimerie Najah El Jadidad, Casablanca, 2015, p. 19.

« Le statut du juge constitutionnel au Maroc à la lumière de la nouvelle constitution et de la jurisprudence du Conseil constitutionnel », *Études en l'honneur du professeur Rafâa Benachour*, *Mouvements du droit*, t. I, Tunis Konrad Adenauer Stiftung, 2015, p. 507.

Auteur de nombreux articles de doctrine du droit international (droit des traités), du droit administratif et des droits de l'homme.

Encadrement et membre de jurys de thèses de doctorat en droit international, droit administratif, droits des investissements étrangers privés et droits de l'homme.

Compétences linguistiques

Arabe (langue maternelle)

Français : bilingue

Anglais : connaissances de base.

Ki Gab Park (République de Corée)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 27 mai 2016, reçue de la Mission permanente de la République de Corée

...

Le professeur Park, éminent expert du droit international, est actif dans le domaine du droit international depuis près de 30 ans. Depuis l'obtention du diplôme de l'Académie du droit international de La Haye en 1988 et du doctorat de droit international de l'Université Paris II en 1989, il a donné des conférences sur divers sujets de droit international dans plusieurs universités de prestige en Corée, au Canada, au Japon et en France, ainsi qu'à l'Institut Max Planck, au Luxembourg. Ses compétences portent sur toute une série de domaines du droit international, notamment les principes généraux du droit international, le droit aérien et le droit de l'environnement. Outre une connaissance approfondie du droit international, M. Park a une excellente connaissance de l'anglais et du français, indispensable pour participer aux débats de la Commission. Il excelle non seulement dans ses accomplissements notables dans le domaine académique, mais également dans sa vaste expérience de la pratique du droit international, acquise au gré de sa participation à toute une série de conférences et de négociations diplomatiques.

Au cours de son premier mandat à la Commission du droit international, le professeur Park a contribué au développement progressif du droit international et à sa codification en participant activement aux travaux de la Commission. Étant donné les nombreuses réalisations de M. Park et ses compétences exceptionnelles, le Gouvernement de la République de Corée est convaincu que M. Park continuera d'apporter une contribution de poids aux travaux de la Commission. Ses compétences et sa passion du droit international font de lui un candidat naturellement désigné à la réélection à ce poste important.

...

Curriculum vitae du Professeur Ki Gab PARK

Membre de la Commission du droit international

Candidat à un siège à la Commission pour la période 2017-2021

Données personnelles

Né en 1957, à Pusan (République de Corée)

Actuellement professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Corée (République de Corée)

Actuellement membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (2012-2016)

Formation

1976-1983 : Licence de droit et maîtrise de droit international, Université de Corée (République de Corée)

1983-1986 : Diplôme supérieur d'université (DSU) de droit international privé, de droit européen et de droit international public, Université Paris II (Panthéon - Assas)

1985 : Diplôme d'études approfondies (DEA) en droit international, Université Paris II

1988 : Diplôme de l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas)

1989 : Doctorat en droit, Université Paris II, avec mention

Expérience professionnelle

1990-1998 : Professeur à l'Université Hallym (République de Corée)

1990 : Section de langue française du Centre d'études et de recherches de droit international et de relations internationales, Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas): « Droits et obligations des pays riverains des fleuves internationaux »

1995 : Section de langue française du Centre d'études et de recherches de droit international et de relations internationales, Académie de droit international de La Haye: « Aspects internationaux des catastrophes naturelles et industrielles »

Depuis 1998 : Professeur à la faculté de droit de l'Université de Corée (République de Corée)

Juillet-août 1999 : Directeur d'études à la section de langue française de l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas)

Février 2003-avril 2004 : Professeur invité (conférences sur deux semestres) à l'Université de la Colombie britannique (Canada)

Mars-août 2007 : Chercheur invité à l'Université Waseda (Japon)

Avril 2007 : Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales de l'Université Paris II, pour une série de 10 cours sur le droit des organisations internationales

Mars-décembre 2011 : Professeur invité à l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne)

Octobre 2011, 2013, 2014 et 2015 : Facilitateur, Institut du droit nucléaire de l'AIEA

Janvier-février 2015 : chercheur invité au Max Planck Institute Luxembourg for International, European and Regulatory Procedural Law

Participation à des conférences et séminaires

« The Need for Establishing a Regional Cooperation Regime among Asian States for the Victims of Transboundary Nuclear Accidents », Actes de la Conférence sur la sécurité nucléaire en Asie, organisée à Séoul en octobre 1997 par le Ministère coréen des affaires étrangères (conférence donnée en anglais)

« La Convention sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires et les pays d'Asie : avantages et inconvénients de l'adhésion de la Corée », symposium international « Réforme de la responsabilité civile nucléaire », organisé à Budapest en 1999 par l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Agence de l'énergie

nucléaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques (conférence donnée en français)

« The Universality of Human Rights and Cultural Diversity », symposium international sur la culture orientale et l'évolution des droits de l'homme, Beijing, octobre 2002 (conférence donnée en anglais)

« Droit intertemporel en droit international », forum de la Fondation pour l'histoire de l'Asie du Nord-Est, septembre 2007 (conférence donnée en coréen)

« The Reform of the UN », symposium international : « Asia on Moving Forward », faculté de droit de l'Université de Kyoto et programme 21st Century COE, Kyoto (Japon), février 2008 (conférence donnée en anglais)

« Multiculturalism in Korean and International Law », Asian Society of International Law, section malaisienne, Kuala Lumpur, août 2008 (conférence donnée en anglais)

« Legal Problems Arising from the Dissolution of an International Organization: The Case of the Korean Peninsula Energy Development Organization », troisième Conférence bisannuelle de la Société européenne de droit international, Heidelberg (Allemagne), septembre 2008 (conférence donnée en anglais)

« Radioactive Waste Management Act (2008), Republic of Korea », Agence de l'OECD pour l'énergie nucléaire, Comité du droit nucléaire, Paris, mai 2009 (conférence donnée en anglais)

« Responsibility to Protect and the Korean Government », Asian Society of International Law, Université Meiji (Japon), novembre 2009 (conférence donnée en anglais)

« Analyse des théories du droit international moderne : études sur la fiction judiciaire », symposium de droit d'Anam, Séoul, novembre 2009 (conférence donnée en coréen)

« Une réinterprétation de l'histoire du droit international? », Tiers-Monde : Bilan et perspectives, Université Paris I, juillet 2010 (table ronde en français)

« GPS Interference Incident and Cyber Attack », troisième Symposium international sur le droit de la guerre, Séoul, octobre 2012 (conférence donnée en anglais)

« The Protection of Health Care in Armed Conflicts and other Emergencies: Applicable Legal Framework », réunion régionale sur la mise en œuvre du droit international humanitaire pour l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud-Est, CICR et Comité national chinois du droit international humanitaire, Beijing, juin 2013 (conférence donnée en anglais)

« The Korean War Armistice Agreement: Past, Present and Future », quatrième Symposium international sur le droit de la guerre, Séoul, octobre 2013 (conférence donnée en anglais)

« Report on Cyber Working Group Preparatory Meeting », Seoul Defense Dialogue, Ministère coréen de la défense, Séoul, octobre 2013 (conférence donnée en anglais)

« Cyber Operation and International Law », Société asiatique de droit international, New Delhi, novembre 2013 (conférence donnée en anglais)

« Emerging Military Threats against Korea and Legal Responses », cinquième Symposium international sur le droit de la guerre, Séoul, septembre 2014 (conférence donnée en anglais)

« Immunity of State Officials from Foreign Criminal Jurisdiction », Max Planck Institute for International, European and Regulatory Procedural Law, Luxembourg, février 2015 (conférence donnée en anglais)

« La protection des personnes en cas de catastrophe », Comité du droit nucléaire, Agence de l'OECD pour l'énergie nucléaire, Paris, juin 2015 (conférence donnée en français)

« The Protection of the Environment in relation to Armed Conflicts », dixième session sur le droit international humanitaire pour l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Nord-Est, CICR et Université de Corée, Séoul, août 2015 (conférence donnée en anglais)

Participation à des conférences et négociations diplomatiques internationales

1993-1997 : Comité permanent sur la responsabilité pour les dommages nucléaires, Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne

1994–aujourd'hui : Groupe d'experts gouvernementaux sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (actuellement Comité du droit nucléaire), Vice-Président depuis 2008, Agence de l'énergie nucléaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Paris

1994-1998 : Groupe de juristes chargé d'élaborer une annexe concernant la responsabilité pour les dommages environnementaux en Antarctique (Séoul, Le Cap (Afrique du Sud), Tromsø (Norvège), La Haye (Pays-Bas), etc.)

1996-1999 : Groupe de travail ad hoc de juristes experts chargé d'élaborer et de rédiger un projet de protocole sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages découlant des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, Programme des Nations Unies pour l'environnement/Convention de Bâle (Genève)

1999-2006 : Conseiller juridique du Gouvernement coréen pour le projet de réacteur à eau légère de la Korean Peninsula Energy Development Organization

Juillet-août 2002 : Conseiller juridique du représentant coréen à la Sous-Commission pour la protection et la promotion des droits de l'homme du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (Genève)

Depuis 2005 : Représentant de la République de Corée à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York)

Mai 2006 : Conférence de révision de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (New York)

Avril 2008 : Trente-troisième session du Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale (Montréal, Canada)

Avril 2009 : Conférence internationale de droit aérien organisée par l'Organisation de l'aviation civile internationale en vue de l'adoption du projet de Convention relative à la réparation des dommages causés aux tiers par des aéronefs (Montréal, Canada)

Depuis 2009 : Forum régional d'experts et de personnalités éminentes de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Bali, Beijing, Kuala Lumpur, Helsinki, Singapour, etc.)

Depuis 2011 : Groupe d'experts internationaux de la responsabilité nucléaire (INLEX), Agence internationale de l'énergie atomique (Vienne)

Affiliation à des sociétés savantes

Asian Society of International Law (*membre du Conseil d'administration depuis 2012)

Société européenne de droit international

Association de droit international (Comité international sur la responsabilité des organisations internationales, Comité du statut juridique des acteurs non étatiques dans le domaine de la sécurité internationale)

Association internationale du droit nucléaire

Japanese Society of International Law

Korean Society of International Law (*Président, 2012)

Société française pour le droit international

Distinctions honorifiques

1990 : Prix « Droit et économie du transport aérien et spatial » (France)

1991 : Lauréat de la Fondation internationale de la Francophonie (France)

1991 : Prix Lémonon, Académie des sciences morales et politiques (France)

Publications

Études relatives à la Commission du droit international

- « Mesures visant à renforcer les fonctions de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la codification et du développement du droit international », Cooperation for the Better World (Comité coréen pour le cinquantenaire de l'Organisation des Nations Unies), 1995, p. 495 à 544 (en coréen)
- « Travaux récents de la Commission du droit international », Revue de droit international de Corée (en coréen) :
 - Cinquante-septième session, 2005 : vol. 23 (avril 2006), p. 197 à 229
 - Cinquante-huitième session, 2006 : vol. 25 (avril 2007), p. 151 à 194
 - Cinquante-neuvième session, 2007 : vol. 28 (octobre 2008), p. 241 à 287
 - Soixantième session, 2008 : vol. 29 (avril 2009), p. 195 à 261
 - Soixantième et unième session, 2009 : vol. 31 (avril 2010), p. 149 à 240

- Soixantième-deuxième session, 2010 : vol. 33 (avril 2011), p. 213 à 296
 - Soixantième-troisième session, 2011 : vol. 35 (avril 2012), p. 177 à 270
 - Soixantième-quatrième session, 2012 : vol. 37 (avril 2013), p. 141 à 174./vol. 38 (2013.10), p. 183 à 210
 - Soixantième-cinquième session, 2013 : vol. 39 (avril 2014), p. 177 à 219
 - Soixantième-sixième session, 2014 : vol. 41 (avril 2015), p. 127 à 222
 - Soixantième-septième session, 2015 : vol. 43 (2016), p. 101 à 180
- Cours d'eau internationaux
 - « Le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation », Revue de droit international de Corée, vol. 3 (août 1994), p. 197 à 210 (en coréen)
 - Succession d'États
 - « La nationalité des personnes physiques relativement à la succession d'États », Revue coréenne de droit international, vol. 13 (août 2008), p. 221 à 239 (en coréen)
 - Responsabilité internationale des États ou des organisations internationales
 - « Comparaison des systèmes d'indemnisation internationaux en matière de protection de l'environnement », Revue de droit international de Corée, vol. 7 (février 1997), p. 27 à 50 (en coréen)
 - « Opinion de la République de Corée sur les projets d'articles concernant la responsabilité des États, adoptée provisoirement en seconde lecture », Revue de droit international de Corée, vol. 46 (juin 2001), p. 317 à 324 (en coréen)
 - « Responsibility of International Organizations », Revue de droit de l'Université de Corée, vol. 2 (août 2007), p. 67 à 105 (en anglais)
 - Application provisoire des traités
 - « Article 25 (application provisoire) de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités », Revue de droit international de Corée, vol. 39 (avril 2014), p. 107 à 133 (en coréen)
 - Réserves aux traités
 - « Guide de la pratique sur les réserves aux traités de la Commission du droit international (2011): commentaires et traduction en coréen », Revue de droit international de Corée, vol. 40 (octobre 2014), p. 219 à 258. (en coréen)
 - Méthodes de travail de la Commission du droit international
 - « Comment la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies sélectionne-t-elle les thèmes de son programme de travail ? : évaluation et perspectives », Journal de droit international de Corée, vol. 58, n° 4, (décembre 2013), p. 301 à 329 (en coréen)

Ouvrages

La protection de la souveraineté aérienne (Paris : A. Pedone, 1991), p. 403 (en français)

Droit privé international (Samwoo-Sa, 1996) (en coréen)

Recours judiciaires pour les victimes de la pollution de l'environnement (Sohwa, 1996) (en coréen)

Perspectives du droits international des droits de l'homme au XXIe siècle (Samwoo-Sa, 1999) (en coréen)

Droit international, vol. I (Böbmun-Sa, 1999) (en coréen)

Droit international, vol. II (Böbmun-Sa, 1999) (en coréen)

Droit international en matière de responsabilité nucléaire (Samwoo-Sa, 2001) (en coréen)

Observations et recommandations générales faites par les organes des Nations Unies créés en vertu d'instruments internationaux sur les droits de l'homme, Commission nationale coréenne des droits de l'homme, 2006 (en coréen)

1) Observations générales adoptées par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels

2) Observations générales adoptées par le Comité des droits de l'homme (Pacte international relatif aux droits civils et politiques)

3) Recommandations générales adoptées par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

4) Recommandations générales adoptées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

5) Observations générales adoptées par le Comité des droits de l'enfant

Étude des effets internationaux des actes unilatéraux des États en matière d'acquisition et d'abandon de la souveraineté territoriale, Institut maritime coréen, 2008 (en coréen)

La guerre et le droit international (Samwoo-Sa, 2010) (en coréen)

La responsabilité de protéger (Samwoo-Sa, 2010) (en coréen)

Perspectives du droits international au XXIe siècle (Samwoo-Sa, 2011) (en coréen)

Les actes des États coloniaux relativement aux litiges territoriaux: évaluation judiciaire de la Cour internationale de Justice, Institut maritime coréen, 2011 (en coréen)

Étude des éléments de preuve dans les affaires de litiges territoriaux portées devant la CIJ: litige territorial et maritime opposant le Nicaragua au Honduras dans l'affaire de la mer des Caraïbes, Institut maritime coréen, 2013 (en coréen)

« La protection des personnes en cas de catastrophe », *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, 2013, t. 368, p.281 à 455

Articles

- Théorie générale du droit international
 - « Internationalisation des systèmes juridiques », *in* *Interprétation sociale et scientifique de l'internationalisation* (1995), p. 155 à 183 (en coréen)
 - « L'état actuel du droit international public en Corée et la direction à suivre au XXIe siècle », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 9 (2000), p. 229 à 243(en coréen)
 - « La Corée et le droit international : bilan et perspectives », *Revue de droit international de Corée*, vol. 19 (janvier 2004), p. 1 à 23 (en coréen)
 - « Northeastern Asia and International Law in the 21st Century », *in* *Regards d'une génération de juristes sur le droit international* (A. Pedone, France, 2008), p. 287 à 302 (en anglais)
 - « Legal Problems Arising from the Dissolution of International Organizations », *in* *Select Proceedings of the European Society of International Law*, vol. 2, (Oxford University Press), 2010, p. 189 à 203 (en anglais)
- Relations entre le droit international et le droit national et les sources du droit
 - « Le traité d'application automatique, théories et cas d'espèce en France », *Revue de droit de Corée*, vol. 34 (1998), p. 113 à 142 (en coréen)
 - « Validité des traités », *Revue de droit international de Corée*, n° 21 (août 2005), p. 17 à 30 (en coréen)
 - « Relations entre le droit international et le droit national : exemples français », *Revue de droit international de Corée*, n° 28 (octobre 2008), p. 23 à 40 (en coréen)
- Succession d'États
 - « Formes finales de la succession d'États entre les deux Corées. Une analyse fondée sur le traité d'unification des Allemagnes de l'Est et de l'Ouest », *Revue de la Corée du Nord et de l'unification*, n° 1 (1993), p. 343 à 410 (en coréen)
 - « Étude comparée de la pratique du droit international par les deux Corées », *in* *Le droit international dans un monde en mouvement* (Bockyoungsa, 1993), p. 235 à 266 (en coréen)
 - « La succession d'États et les traités dans les modèles d'unification de la Corée », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 5 (1996), p. 101 à 128 (en coréen)
- Droit aérien, droit de la mer, droit de l'espace et Antarctique
 - « Statut juridique de l'espace aérien situé au-dessus de la mer territoriale et de la zone économique exclusive », *Revue de l'Université Hallym*, vol. 8 (décembre 1990), p. 361 à 384 (en coréen)
 - « Des usages abusifs de l'aviation civile, en particulier pour le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes », *Revue coréenne de droit aérien*, n° 3 (juillet 1991), p. 191 à 206 (en coréen)

« Étude comparée des accords de transport aérien entre la République de Corée et les pays d'Europe de l'Est », *Revue coréenne de droit international*, vol. 36, n° 2 (décembre 1991), p. 65 à 79 (en coréen)

« Formation de la souveraineté aérienne et problèmes connexes », *Revue de droit d'Anam*, vol. 1 (1993), p. 601 à 617 (en coréen)

« Questions sur la responsabilité environnementale dans l'Antarctique », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 4 (1994-1995), p. 53 à 80 (en coréen)

« Problèmes juridiques posés par l'utilisation de satellites de télécommunications en Asie du Nord-Est », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 8 (1999), p. 77 à 100 (en coréen)

« Commentaire sur la législation coréenne en matière de développement des activités spatiales », *Forum juridique du Ministère de la science et de la technologie*, Commission de l'Assemblée nationale pour les technologies de l'information et de la communication (février 2005) (en coréen)

« La mise au point de systèmes d'armes aériens sans pilote et les questions connexes du droit aérien militaire », *Revue juridique de l'armée de l'air*, n° 27 (janvier 2006), p. 61 à 77 (en coréen)

« Le droit de pêcher librement en haute mer existe-t-il encore? », *Revue juridique*, vol. 48, n° 1 (août 2007), p. 289 à 320 (en coréen)

« Perspectives de la haute mer au XXI^e siècle », *Journal de l'Institut de recherche*, Dokdo, vol. 5, (avril 2009), p. 53 à 55 (en coréen)

« Korea's Sovereignty on Dokdo Supported by International Law », *Korea Focus*, vol. 13, n° 3 (mars 2005), p. 104 à 115 (en anglais)

- Règlement international des conflits et usage de la force

« L'incident aérien du 3 juillet 1988 et le droit international », *Revue coréenne de droit international*, vol. 35, no 2 (décembre 1990), p. 185 à 200 (en coréen)

« L'invasion armée du Koweït par l'Iraq et la crise du Golfe (I) », *Études juridiques et commerciales transnationales*, n° 6 (janvier 1991), p. 101 à 120 (en coréen)

« Analyse de la crise du Golfe (II) », *Droit des relations internationales en transition* (Beopmoonsa, 1992), p. 541 à 564 (en coréen)

« La guerre d'Iraq de 2003 et le droit international », *Revue de droit de Corée*, n° 46 (avril 2006), p. 107 à 140 (en coréen)

« Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 et le système de sécurité collective des Nations Unies », *Revue de droit international de Corée*, n° 30 (2009), p. 75 à 107 (en coréen)

« Les actes illégaux commis par la Corée du Nord contre des nationaux sud-coréens et le droit international », *Revue de droit d'Anam*, n° 31 (2010), p. 353 à 392 (en coréen)

« Les événements du 11 septembre 2001 et l'ordre juridique international », *Revue coréenne de droit international*, vol. 35 (avril 2012), p. 29 à 59 (en coréen)

« Usage d'armes contre les aéronefs civils en vol et sécurité de l'aviation civile : le crash de l'avion MH17 de la Malaysia Airlines », *Revue de droit international de Corée*, vol. 59, n° 3 (septembre 2014), p. 83 à 108 (en coréen)

- Procédure des cours et tribunaux internationaux

« La notion de "date critique" dans le droit international », *Revue coréenne de droit international*, vol. 43, n° 2 (1998), p. 65 à 80 (en coréen)

« Règlement judiciaire et diplomatique des conflits entre États », *Revue coréenne de droit international*, vol. 11 (septembre 1999), p. 1 à 12 (en coréen)

« L'apparition de la notion de "contrôle efficace" dans la jurisprudence internationale », *Revue coréenne de droit international*, vol. 45, n° 2 (décembre 2000), p. 99 à 115 (en coréen)

« L'exception préliminaire dans la pratique de la Cour internationale de Justice », *Revue coréenne de droit international*, vol. 49, n° 3 (décembre 2004), p. 33 à 61 (en coréen)

« Conflits de juridiction provoqués par la multiplication des cours et tribunaux internationaux », *Revue de droit international de Corée*, n° 27 (2008), p. 1 à 18 (en coréen)

- Droits de l'homme et droit international humanitaire

« Droit humanitaire, droit de la guerre et droits de l'homme », *Revue de droit humanitaire*, n° 15 (juillet 1995), p. 123 à 134 (en coréen)

« Statut juridique des réfugiés de Corée du Nord », *Relations internationales*, n° 42 (juin 1997), p. 133 à 143 (en coréen)

« Questions juridiques concernant les "Chosunjok" (Sino-Coréens) en Corée », *Revue de droit de Kangwon*, vol. 14 (décembre 2001), p. 301 à 323 (en coréen)

« Droits de l'homme et terrorisme mondial », in *Les Nations Unies et la Corée au XXI^e siècle* (Séoul, Oreom, 2002), p. 451 à 471 (en coréen)

« Possibilités de protection des transfuges de Corée du Nord du point de vue du droit international des droits de l'homme », in *Immigrants en Corée possédant la nationalité chinoise et réfugiés nord-coréens* (Séoul, Fondation Baeksang, 2003), p. 167 à 190 (en coréen)

« Étude en vue de rendre opérationnels le Sous-Comité de la prévention et le Mécanisme national de prévention prévus par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants adopté en 2002 », *Revue de droit de Corée*, n° 45 (novembre 2005), p. 75 à 103 (en coréen)

« La Convention des Nations Unies contre la torture », in *Droit humanitaire international* (Séoul, Sechang, 2005), p. 129 à 147 (en coréen)

« L'application à l'armée coréenne de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », *Revue de droit de Corée*, n° 49 (octobre 2007), p. 207 à 237 (en coréen)

« Multiculturalism in Korean and International Law », *Revue de droit de l'Université de Corée*, vol. 5 (2009), p. 3 à 20 (en anglais)

« Justice transitionnelle et normes des droits de l'homme », *Ouvrage en l'honneur du professeur Shinya Murase: Aspects des études de droit international: réalisations et perspectives (2015)*, p. 351 à 377 (en japonais)

- Droit international environnemental et droit nucléaire

« Responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire », *Forum de droit de l'Université Hallym*, vol. 3 (1993), p. 49 à 68 (en coréen)

« Prévention de la pollution atmosphérique transfrontière dans le droit international », *Revue de droit international de Corée*, no 1 (1993), p. 40 à 80 (en coréen)

« La Convention sur la sûreté nucléaire », *Revue coréenne de droit international*, vol. 40, no 1 (juin 1995), p. 111 à 124 (en coréen)

« Révision du droit international en matière de réparation des dommages nucléaires : historique et teneur », *L'industrie nucléaire*, no 171 (mai 1997), p. 21 à 25 (en coréen)

« Les régimes internationaux de réparation en cas d'accident nucléaire transfrontalier », *Revue coréenne de droit international*, vol. 42, no 1 (1997), p. 115 à 141 (en coréen)

« Analyse juridique de l'accord de fourniture d'un projet de réacteur à eau légère à la République populaire démocratique de Corée », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 6 (1997), p. 21 à 57 (en coréen)

« Révision de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire » (1960), *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 7 (1998), p. 285 à 310 (en coréen)

« Usages pacifiques de l'énergie nucléaire et questions connexes », *in Dénucléarisation en Corée et droit international* (Sohwa, 1998), p. 249 à 306 (en coréen)

« Recours judiciaires internationaux en cas de dégâts environnementaux », *Revue de droit environnemental*, vol. 23, no 1 (septembre 2001), p. 33 à 61 (en coréen)

« Le Protocole au Traité sur l'Antarctique et son annexe sur la responsabilité », *Revue de droit de Corée*, no 37 (octobre 2001), p. 143 à 193 (en coréen)

« Questions liées à la responsabilité des installations de fusion nucléaire », avis juridique (2015) (en coréen)

- Cyberspace

« La guerre cybernétique et le droit international », *Revue coréenne de droit international*, vol. 32 (2010), p. 37 à 83 (en coréen)

« Manuel de Tallinn relatif à l'applicabilité du droit international à la guerre cybernétique : commentaires et traduction en coréen », *Revue coréenne de droit international*, vol. 37 (avril 2014), p. 185 à 224 (en coréen)

• Divers

« Problèmes juridiques liés à la notion de marché intérieur de l'Union européenne », *Études juridiques et commerciales transnationales*, no 4 (juin 1990), p. 70 à 85 (en coréen)

« La souveraineté des États membres et les compétences des communautés dans l'Acte unique européen de 1986 », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 1 (1991), p. 47 à 61 (en coréen)

« La coopération politique européenne entre États membres de la communauté européenne : l'article 30 de l'Acte unique européen (1986) », *Revue coréenne de droit international*, vol. 37, no (décembre 1992), p. 145 à 162 (en coréen)

« Différends territoriaux entre le Japon et les pays voisins », *Forum juridique de l'Université Hallym*, vol. 2 (1992), p. 159 à 171 (en coréen)

« Questions liées à l'indemnisation par le Gouvernement japonais des femmes réduites à l'esclavage sexuel », *Revue de droit du Japon*, vol. 6 (septembre 1992), p. 398 à 416 (en coréen)

« Critique de l'ouvrage de Kim Myung-ki, "La Conclusion d'un traité de paix coréen" », *Revue de droit international de Séoul*, vol. 1, no 1 (1994), p. 255 à 258 (en coréen)

« Succès, problèmes et perspectives du mouvement d'intégration économique régionale en Afrique », *Études régionales*, vol. 4, no 2 (1995), p. 79 à 116 (en coréen)

« A comprehensive and multilateral convention on the international disaster assistance: is it feasible now? », *Revue de droit de l'Université de Corée*, vol. 61 (2011), p. 41 à 94 (en coréen), article traduit en anglais et publié dans le *Zanzibar Yearbook of Law* (2012), République-Unie de Tanzanie.

Chris Maina Peter (République-Unie de Tanzanie)

[Original : anglais]

- I. Date et lieu de naissance** Le 14 avril 1954 à Shinyanga (Tanzanie)
- II. Nationalité** Tanzanienne
- III. Langues de travail** Anglais, swahili
- IV. Poste/fonctions actuels** Professeur de droit – University of Dar es Salaam (Tanzanie)

V. Principales activités professionnelles

Enseignement, recherche et services de conseil : droit international public; droits de l'homme; droit des réfugiés; groupes autochtones et minorités; droit international humanitaire; bonne gouvernance et primauté du droit; constitutionnalisme; droit de la mer; et droit de l'investissement

VI. Autres responsabilités

1. Membre de la Commission du droit international (CDI), Genève – depuis 2012
2. Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Genève – de janvier 2008 à janvier 2012
3. Président de l'International Governance Alliance (iGA), Kampala – depuis 2013
4. Président du Conseil d'administration de l'Open Society Institute East Africa (OSIEA), Nairobi – depuis 2011
5. Président et Administrateur du Zanzibar Legal Services Centre (ZLSC), Zanzibar (Tanzanie) – depuis juillet 2009
6. Directeur de la rédaction du *Zanzibar Yearbook of Law (ZYBL)* – depuis 2011
7. Membre du conseil de rédaction de l'*International Journal of Minority and Group Rights* – depuis 2007
8. Membre du comité consultatif de rédaction de l'*Annuaire africain de droit international*, Paris – depuis 2002
9. Membre du comité consultatif international de l'*East African Journal of Peace & Human Rights*, Kampala – depuis 1994

VII. Formation

1. Dr. Jura (doctorat en droit) Université de Constance (Allemagne), 1989
2. LL. M. (maîtrise en droit) University of Dar es Salaam (Tanzanie), 1984
3. LL. B. (licence en droit) University of Dar es Salaam (Tanzanie), 1980
4. Diplôme d'études supérieures Université de Cassel (Allemagne), 1990

VIII. Postes de chercheur et de chargé de cours invité

1. Professeur invité : Gujarat National Law University (Inde), novembre 2014
2. Expert sur les droits de l'homme : Commission nationale des droits de l'homme du Myanmar, Na Pi Tawa, août 2014
3. Professeur invité : China University of Political Science and Law (CUPL), Institute of Human Rights and Humanitarian Law, Beijing, juillet 2010
4. Professeur invité : Central European University (CEU), Département d'études juridiques, Budapest, mai 2010
5. Professeur-chercheur invité : Université de Bayreuth, Institut d'études africaines, Bayreuth (Allemagne), octobre-décembre 2007
6. Professeur invité de droit international et de droits de l'homme : Institut Raoul Wallenberg, Lund (Suède), septembre 2006-février 2007
7. Professeur-chercheur invité : Université de Hambourg (Allemagne), programme spécial de recherche (*Sonderforschungsbereich*), mars-juin 2003

IX. Liste de publications choisies parues récemment dans le domaine

1. « You Can Run – But You Cannot Hide: African Rulers and the International Criminal Court », in C. J. Mazinge (dir.), *Rule of Law Through Human Rights and International Justice: Essays in Honour of Adama Dieng*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2015, p. 271 à 296
2. « Civil Society and Constitution Making in Tanzania: A Tall Order », in T. Masiya et C. Mutasa (dir.), *Civil Society & Constitutional Reforms in Africa*, Harare, Mwengo Publications, 2014, p. 99 à 127
3. « The Position of the Law on Freedom of Religion in Tanzania: Submission by *Amicus Curiae* », *Zanzibar Yearbook of Law*, vol. 3, 2013, p. 309
4. « The African Charter on the Rights and Welfare of the Child » (avec Ummu Ally Mwalimu), in A. A. Yusuf et F. Ouguerouz (dir.), *The African Union: Legal and Institutional Framework – A Manual on the Pan-African Organization*, Leiden, Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2012, p. 477 à 493
5. « Accessing Justice by All Means: Individual Communications before UN Treaty Bodies – A Case Study of CERD », in M. C. Bassiouni et W. A. Schabas (dir.), *New Challenges for the UN Human Rights Machinery: What Future for the UN Treaty Body System and the Human Rights Council Procedures?* Cambridge, Anvers, Portland, Intersentia Publishing Ltd., 2011, p. 123

X. Consultant pour les institutions suivantes

1. L'Union africaine, sur l'interprétation du principe de compétence universelle et son application dans certains États membres de l'Union européenne à l'égard de l'Afrique et des peuples africains
2. L'Union africaine, en qualité d'observateur du procès de Lockerbie à Édimbourg (Royaume-Uni)
3. Le Ministère de la justice et des affaires constitutionnelles, sur l'examen du programme de réformes du secteur juridique

4. Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP), sur l'évaluation de la gouvernance des entreprises en Tanzanie
5. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), sur le VIH/sida et les droits de l'homme, et sur la bonne gouvernance et les droits de l'homme
6. Le Ministère du développement international du Royaume-Uni (DFID), sur le Civil Society Programme (CSP)
7. L'Union européenne et le Cabinet du Premier Ministre, sur les réfugiés et l'administration locale
8. L'Agence danoise de développement international (DANIDA), sur la réforme électorale en Tanzanie et sur la Commission for Human Rights and Good Governance (Commission des droits de l'homme et de la bonne gouvernance)
9. L'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI), sur la démocratie

Ernest Petrič (Slovénie)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 12 février 2016, reçue de la Mission permanente de la Slovénie

...

M. Ernest Petrič est actuellement juge à la Cour constitutionnelle de la République de Slovénie ainsi que professeur de droit international à la faculté des sciences sociales de l'Université de Ljubljana et à la faculté européenne de droit de Nova Gorica (Slovénie). Membre actif de la Commission du droit international depuis dix ans, il en a été le Président en 2009 et 2010. Depuis 2012, il est également membre de la Commission consultative pour l'examen des candidatures au poste de juge de la Cour pénale internationale. Fort d'une riche expérience universitaire dans le droit international, M. Petrič a publié sept ouvrages et plus de deux cents articles sur diverses questions relatives au droit international et aux relations internationales.

M. Petrič a également mené une carrière prestigieuse de diplomate, occupant les postes de Secrétaire d'État au Ministère slovène des affaires étrangères, d'ambassadeur de la République de Slovénie aux États-Unis d'Amérique, de Représentant permanent de la République de Slovénie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, d'Ambassadeur de la République de Slovénie en République d'Autriche et de Représentant permanent auprès des organisations internationales à Vienne et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

Le Gouvernement slovène est convaincu que sa longue pratique du droit international et son expérience universitaire en la matière apporteront une contribution notable aux travaux de la Commission du droit international. Conscient de l'importance que revêtent les activités de la Commission et de la continuité que requiert le travail hautement spécialisé de M. Petrič, le Gouvernement slovène, reconnaissant ses qualités et son expérience professionnelles hors pair, est fermement convaincu qu'en continuant d'être membre de la Commission, M. Petrič se révélera un des grands atouts de cet organe.

...

Curriculum vitae

Ambassadeur Ernest Petrič

Formation

- Doctorat en droit international, faculté de droit de l'Université de Ljubljana, 1965
- Études postuniversitaires à l'Université de Vienne, 1963-1964
- LL. M. (maîtrise en droit) avec mention, faculté de droit de l'Université de Ljubljana, 1960

Formation complémentaire

- Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg (Allemagne), 1979
- Académie de droit international de La Haye, 1973
- Wilton Park, 1972
- Institut de droit international de l'Université de Thessalonique (Grèce), 1972
- Université de Lund (Suède), 1958

Expérience professionnelle

- Juge (depuis 2008) et Président (de 2010 à 2013) de la Cour constitutionnelle de la République de Slovénie
- Professeur de droit international et de relations internationales à la faculté des sciences sociales de l'Université de Ljubljana (depuis 2008)
- Professeur de droit international à la faculté européenne de droit de Nova Gorica (Slovénie) (depuis 2008)
- Ambassadeur de la République de Slovénie en République d'Autriche et Représentant permanent de la République de Slovénie auprès des organisations internationales à Vienne (2002- 2008) et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (2002-2004)
- Représentant permanent de la République de Slovénie auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et Ambassadeur (non résident) de la République de Slovénie en République fédérative du Brésil (2000-2002)
- Secrétaire d'État au Ministère des affaires étrangères de la République de Slovénie (1997-2000)
- Ambassadeur de la République de Slovénie aux États-Unis d'Amérique et (non résident) aux États-Unis du Mexique (1991-1997)
- Ambassadeur de la République fédérative socialiste de Yougoslavie en République de l'Inde et (non résident) au Royaume du Népal (1989-1991)
- Professeur de relations internationales et de droit international à la faculté de sociologie, de sciences politiques et de journalisme de l'Université de Ljubljana (1986-1989)
- Professeur de relations internationales et de droit international à l'Université d'Addis-Abeba (1983-1986)
- Professeur de relations internationales et de droit international, responsable du département de sciences politiques et de relations internationales de la faculté de sociologie, de sciences politiques et de journalisme, à l'Université de Ljubljana (1972-1983)
- Enseignant-chercheur en relations internationales et droit international à la faculté d'études politiques de l'Université de Ljubljana (1965-1967)

Publications

- Auteur de sept ouvrages sur des sujets touchant au droit international et aux relations internationales
- Auteur de plus de 200 articles sur des sujets touchant au droit international et aux relations internationales et sur des sujets connexes

Compétences en matière d'encadrement

- Membre (depuis 2006) et Président (en 2009 et 2010) de la Cour internationale de Justice (CIJ) à Genève
- Membre de la Commission consultative pour l'examen des candidatures au poste de juge de la Cour pénale internationale (depuis 2012)
- Membre (2005-2007) et Président (2006-2007) du Conseil des Gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne
- Doyen de la faculté de sociologie, de sciences politiques et de journalisme de l'Université de Ljubljana (1987-1989)
- Directeur du centre de recherche de la faculté de sociologie, de sciences politiques et de journalisme de l'Université de Ljubljana (1987-1989)
- Membre (Ministre) du Conseil exécutif (Gouvernement) de la République socialiste de Slovénie, en charge de la science et de la technologie (1967-1972)
- Membre de l'Assemblée nationale slovène (1967-1972)

Expérience complémentaire en politique étrangère et en droit international

- Expert membre des délégations aux conférences générales de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)
- Représentant de la République fédérative socialiste de Yougoslavie au Comité de la politique scientifique et technologique de l'OCDE
- Membre du Comité yougoslavo-italien de coopération scientifique et technique
- Membre du Comité yougoslavo-grec de coopération scientifique et technique

Travaux de recherche

- Lauréat de bourses pour des travaux de recherche indépendante et des projets scientifiques sur des questions relatives au droit international et aux relations internationales, aux droits de l'homme, au règlement pacifique de différends entre États, à l'autodétermination, à la protection des minorités, aux expulsions, entre autres
- Décoré de la plus haute récompense pour travaux scientifiques (1977)

Langues

- Parle l'anglais, l'allemand, le serbe, le croate, le russe et l'italien

- Comprend le français et l'espagnol

Renseignements personnels

- Marié, trois enfants
- Décoré par la République fédérative socialiste de Yougoslavie, les États-Unis d'Amérique (État du Colorado) et la République d'Autriche. Décoré de la plus haute distinction civile de la République de Slovénie.

Aniruddha Rajput (Inde)

[Original : anglais]

Extrait d'une lettre datée du 17 février 2016, reçue de la Mission permanente de l'Inde

...

M. Aniruddha Rajput est doté d'une solide expérience du droit international public. Membre du Groupe d'experts de la Commission du droit de l'Inde, il bénéficie d'une longue expérience de la rédaction de textes de loi dans divers domaines, tels que l'arbitrage international ou le domaine sportif. Professeur invité à l'Indian Law Institute, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, chapitres, articles et documents de conférence consacrés à divers points de droit. Il a donné de nombreuses conférences sur le droit commercial, la législation bancaire et l'arbitrage international; dans le domaine du droit international, il est spécialisé, notamment, dans les sources du droit international, l'arbitrage international (interétatique), le droit de la mer, l'usage de la force, les règles et la pratique de l'ONU, le droit commercial international (règles de l'OMC), le droit international privé et l'arbitrage commercial international.

...

Expérience professionnelle

Depuis octobre 2006

- Avocat à la Cour suprême indienne
- Plaidoiries régulières devant la Cour suprême, diverses hautes juridictions, des tribunaux d'arbitrage nationaux et internationaux
- Principaux domaines d'intervention : droit international public et droit international privé. Autres domaines : droit de l'arbitrage, droit commercial, droit public, passation de marchés publics (appels d'offres). Arrêts publiés dans certains cas
- Conseil spécial de divers gouvernements à la Cour suprême

Droit international public

- Plaidoirie dans une affaire relative à l'extension de la juridiction sur le plateau continental (droit de la mer), *Aban Lyod Chiles Ltd. vs. Union of India*, 2008, *Supreme Court Cases*, vol. 11, p. 439
- Plaidoiries dans diverses affaires touchant à l'application des obligations internationales, notamment des traités relatifs aux droits de l'homme, par les tribunaux nationaux, telles que *Selvi vs State of Karnataka*, 2010, *Supreme Court Cases*, vol. 7, p. 263
- Conseil en matière d'actions pouvant être intentées devant les tribunaux des États-Unis au titre de l'*Alien Tort Claims Act* et devant les tribunaux britanniques au titre de la compétence universelle relativement à la violation des droits de certaines communautés par un État

- Conseil dans le cadre de deux procédures en cours devant les tribunaux des États-Unis au titre de l'*Alien Tort Claims Act*, qui soulèvent des questions de violation des obligations internationales

Autres fonctions

Commission indienne de réforme du droit

Membre du Groupe d'experts nommé par la Commission indienne de réforme du droit en vue d'examiner le modèle indien de traité d'investissement bilatéral et de formuler des observations à ce sujet

Rédaction de lois

- Membre du Comité de rédaction des règles d'arbitrage et de conciliation applicables devant le Tribunal d'arbitrage international de Londres (LCIA-India)
- Rédaction de la loi sur le sport de 2012 lors de sa deuxième révision (en cours d'examen devant le Parlement indien)
- Invitation par le Ministère indien de la justice à délibérer sur les propositions d'amendements à la loi d'arbitrage de 1996
- Conseil à la rédaction de diverses lois relatives aux industries extractives pour les administrations des États de l'Haryana et du Jammu-et-Cachemire
- Aide à la rédaction des règles d'arbitrage et de médiation appliquées par le Centre d'arbitrage de la Haute Cour de New Delhi

Enseignement

2010-12 : professeur invité, Indian Law Institute (ILI), New Delhi

- Cours d'arbitrage commercial international et de droit commercial international dispensés à des étudiants de troisième cycle de l'ILI, branche « recherche » de la Cour suprême de l'Inde
- Membre du Groupe d'experts chargé des lois d'arbitrage et des lois commerciales internationales
- Professeur invité d'hindi au Maharashtra Rashrtabhasha Sabha, Pune (Inde), de 2003 à 2005

Formation universitaire

2005-06, maîtrise de droit (LL.M), London School of Economics and Political Science

- Domaines proposés : droit international économique, introduction au droit international des affaires, réglementation juridique en matière informatique et théorie constitutionnelle
- Mémoire de droit international économique : « The relation between adverse effect and serious prejudice in Part III of the Subsidies and Countervailing Measures Agreement »; études sur la réglementation en matière informatique, « Proprietary Rights Over Virtual Items in Massive Multiplayer Online Role

Playing Games (MMORPG) »; et la théorie constitutionnelle, « Emergency and Erosion of Norms »

- Lauréat pour le Royaume-Uni et l'Europe du Nord de l'édition 2005 du concours de plaidoirie Elsa Moot Court
- Deuxième prix remporté lors de la finale mondiale du concours Elsa Moot Court qui s'est déroulé au siège de l'Organisation mondiale du commerce à Genève, en 2006. Classé parmi les 10 meilleurs étudiants se destinant au barreau

2003-05 Licence de droit (LL.B), ILS Law College, Pune (Inde)

- Mention très bien (60,50 %)
- Élu meilleur étudiant de l'année universitaire 2004/05 au terme d'une évaluation d'ensemble incluant les activités parallèles et extérieures aux études, l'esprit d'initiative, les qualités de chercheur, etc. La même année, ILS Law College élu meilleur établissement de l'année en Inde et noté A+ par le Conseil national d'évaluation et d'accréditation (NAAC)
- Lauréat pour l'Inde du Nord de l'édition 2004 du concours international de plaidoirie Phillip C. Jessup et représentant de l'Inde aux épreuves internationales de la compétition à Washington

2001-03 Licence de droit social (BSL), ILS Law College, Pune (Inde)

- Mention très bien (64,25 %)
- Classé quatrième meilleur étudiant de l'Université de Pune

2012-15 Doctorat, National University of Singapore (NUS)

- Sujet : liberté réglementaire et arbitrage dans le cadre des traités d'investissement
- Directeur : professeur M. Sornarajah (professeur de droit titulaire de la chaire C. J. Koh)
- Titulaire d'une bourse de recherche de 3^e cycle (2012-15)

2001-02 Licence ès lettres (hindi Pundit), Maharashtra Rashtrabhash, Pune (Inde)

- Obtenue au terme de six épreuves d'admission

Autres qualifications

- Cours d'été de l'Académie de droit international de Xiamen (Chine), juillet 2013. Obtention d'un certificat d'excellence et octroi d'une bourse complète
- Bourse d'études de la ville de La Haye, créée par le maire à l'intention des candidats aux cours de l'Académie de droit international
- Cours d'été sur le plateau continental, Université des îles Féroé, juin 2015. Obtention d'une bourse d'études et d'un diplôme

Publications universitaires

Ouvrages

- *India and Investment Treaty Arbitration* (ouvrage coécrit avec Shishir Dholakia, qui devrait être achevé en décembre 2016)
- *Integration of Jammu Kashmir: Legal, Constitutional and International Law Issues*, Oxford University Press (à paraître en 2016)

Articles et chapitres d'ouvrages

- « India and Investment Protection », in Chin Leng Lim (dir.), *Alternative Visions in the International Law on Foreign Investment: Essays in Honour of M Sornarajah*, Cambridge University Press (à paraître)
- « Types of ADR in Sports », in Justice Mudgal, *Law & Sports in India: Development, Issues and Challenges*, Lexis Nexis, 2010

Articles

- « Problems with the Jurisprudence of Iran-US Claims Tribunal on Indirect Expropriation », *ICSID Review-Foreign Investment Law Journal*, vol. 30, 2015, p. 589 à 615
- « International Commercial Arbitration and Investment Arbitration: Are they similar? », *International Dispute Resolution Journal of Gujarat National Law University*, premier numéro (à paraître)
- Compte rendu critique de Jingxia Shi, *Free Trade and Cultural Diversity in International Law*, Oxford & Portland, Hart Publishing, 2013, 337 pages, *Manchester Journal of International Economic Law*, vol. 10, 2013, p. 443 à 455
- « AES Summit Generation Limited and AES-Tisza Erőmű Kft. v. Hungary: The Scope of ad hoc Committee Review for Manifest Excess of Powers and Failure to State Reasons », *ICSID Review-Foreign Investment Law Journal*, vol. 28, 2013, p. 273 à 278
- « Defining Investments: A Developmental Perspective », *Indian Journal of Arbitration*, vol. 11, 2013
- « Advent of Investment Arbitration and Evolution of International Administrative Law », *Journal of Indian Law Institute*, vol. 54, 2012, p. 232 à 247
- Compte rendu critique de Sebastian López Escarcena, *Indirect Expropriation in International Law*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing Limited, 2014, *Asian Journal of International Law*, 2015 (5), p. 412 et 413
- Compte rendu critique de Reinmar Wolf, *New York Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards: Commentary*, Munich, C.H.Beck, 613 pages, *Indian Journal of International Law*, vol. 55, 2015, p. 297 et 298

Documents de conférence

- « Does the New Draft Indian Model Bilateral Investment Treaty balance Investment Protection with Regulation », table ronde tenue à la South Asian University, New Delhi, 17 avril 2015
- « Sole Effects Doctrine and Indirect Expropriation », congrès mondial sur le droit international organisé par la Société indienne de droit international, New Delhi, 9-11 janvier 2015
- « Investment Arbitration and the *Lex Specialis* Nature of the Jurisprudence of the Iran-United States Claims Tribunal » (document sélectionné pour représenter l'Université de Singapour), édition 2014 d'ATLAS Agora (réseau de doctorants en droit d'universités du monde entier), Université de Melbourne (Australie), juin 2014
- « Growing Similarities Between Commercial Arbitration and Investment Arbitration and Possibility of Investocommercial Arbitration », table ronde organisée par la National Law School de Bangalore (Inde), avril 2014
- « Enforcement of Commercial Arbitration Awards: Is Investment Arbitration the New Form? », quatrième conférence biennale de la Société indienne de droit international organisée en collaboration avec la Société asiatique de droit international, New Delhi, novembre 2013
- « The Myth of Multilateralism in International Investment Law », cinquième conférence internationale sur l'école de New Haven, City University of Hong Kong, 16-19 septembre 2013
- « Celebrating Diversity: Pluralism in Investment Treaties », dixième conférence de l'Asian Law Institute (ASLI), Bangalore (Inde), mai 2013

Conférencier invité

- Nombreuses conférences sur divers aspects du droit international public, l'arbitrage en matière d'investissements, le droit commercial international et le droit de l'Organisation mondiale du commerce, l'arbitrage commercial international, le droit commercial et le contentieux commercial, données dans diverses facultés de droit et autres institutions
- « Fundamentals of International Commercial Arbitration », ITM University, septembre 2013
- « Banking Laws in Comparative Perspective », membres du ministère public népalais, Indian Law Institute, février 2012
- « Arbitration Agreement » et « Applicable Laws in International Commercial Arbitration », National Law University, Jodhpur (Inde), 2011

Membre des organismes suivants

- Ordre des avocats à la Cour suprême
- Centre for International Law (CIL), Singapour (attaché de recherche)
- Asian Society of International Law
- British Institute of Comparative and International Law

- Young International Arbitrators Group (YIAG)
- Young International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID)

Domaines de spécialité en droit international

- Sources du droit international
- Droit international de l'investissement (arbitrage dans le cadre des traités d'investissement)
- Règlement des différends en droit international
- Arbitrage international (entre États)
- Droit de la mer
- Usage de la force
- Théorie et pratique du droit des Nations Unies
- Droit commercial international (droit de l'Organisation mondiale du commerce)
- Droit international privé/arbitrage commercial international.

August Reinisch (Autriche)

[Original : anglais]

Données personnelles

Né à Vienne, le 29 janvier 1965 (nationalité autrichienne)

Connaissances linguistiques

Anglais et allemand (maîtrise parfaite)

Français (connaissances élémentaires, bon niveau de compréhension)

Italien (connaissances élémentaires)

Formation

1991 Doctorat en droit, Université de Vienne
1990 Maîtrise de philosophie, Université de Vienne
1989 Maîtrise d'études de droit international, NYU
1988 Licence en droit, Université de Vienne

Qualifications professionnelles

1998 *Venia docendi* en droit international public et en droit européen,
Université de Vienne
1994 Diplôme de l'Académie de droit international de La Haye
1990 Admission aux barreaux de l'État de New York et de l'État du
Connecticut

Expérience professionnelle*Université de Vienne*

Depuis 2010 Doyen en charge des relations internationales de la faculté de droit
Depuis 2006 Directeur du programme de maîtrise en études de droit international
Depuis 2005 Chef de la Section de droit international et de relations
internationales
Depuis 2005 Chef adjoint du Département de droit européen, de droit
international et de droit comparé
2004-2006 Doyen en charge des relations internationales de la faculté de droit
2003-2004 Chef adjoint du Département de droit international et de relations
internationales
Depuis 1998 Professeur de droit international et de droit européen
1990-1998 Assistant à l'Institut de droit international et de relations
internationales

Autres activités professionnelles

Professeur invité à l'Université de Sydney (Australie) (organisations internationales, février 2009, 2011, 2012, 2013, 2015)

Professeur adjoint au Centre de Bologne de la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies/Johns Hopkins University à Bologne (Italie), cours de droit communautaire, organisations internationales et droit économique international (1999-2010)

Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales de l'Université Paris II (Panthéon-Assas) (2008)

Professeur invité de droit international et de droit européen, Bocconi University à Milan (Italie) (2003 et 2004)

Chargé de recherche et conférencier invité à l'University of New South Wales à Sydney (Australie), cours de droit international public, de droit commercial international, de droit international des investissements et des organisations internationales (1999, 2000, 2002, 2005, 2007)

Chargé de recherche et professeur adjoint à la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies/Johns Hopkins University à Washington, droit communautaire (1996)

Conférencier à l'Académie diplomatique autrichienne de Vienne (1993-2004)

Conférencier à la Donau-Universität Krems (Autriche) (depuis 1997)

Bureau du Conseiller juridique au Ministère autrichien des affaires étrangères (1992-1993)

Mentor de l'équipe du tribunal fictif de droit européen de l'Université de Vienne (1992-1995)

Conférencier à l'Université de Vienne (depuis 1991)

Assistant to the Director of the International Studies Program of the University of Vienna (1991-1995)

Clerkships at Federal Courts in Vienna (1990/91)

Conférences et exposés

- 2014 Conférence à l'occasion du dixième anniversaire de la Société européenne de droit international, Université de Vienne
- 2012 « EU and Investment Agreements – Open Questions and Remaining Challenges », Université de Vienne, en collaboration avec l'Université de Siegen et l'Université de Halle-Wittenberg, Vienne (juin)
- 2012 « Transnational Judicial Dialogue of Domestic Courts on International Organizations », Université de Vienne (avril)
- 2008 « Challenging Acts of International Organizations before National Courts », Université de Vienne (novembre)

« Investment and Commercial Arbitration – Similarities and Divergences », Forum sur l'arbitrage de Vienne, Université de Vienne (novembre)

2007 « Standards of Investment Protection », Université de Vienne

Consultation et arbitrage

Membre de la délégation autrichienne à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Sixième Commission (affaires juridiques), New York (2013)

Membre de la délégation autrichienne à la soixante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Sixième Commission (affaires juridiques), New York (2012)

Membre de la délégation autrichienne à la vingt-sixième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève (décembre 1995)

Arbitre du Groupe pour la restitution de biens selon la loi sur le fonds autrichien des règlements généraux, Vienne (depuis 2001)

Arbitre et expert juridique dans divers cas d'arbitrage relatif aux investissements

Membre des groupes de conciliateurs et d'arbitres du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), Washington

Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye

Affiliations

Conseil universitaire pour le système des Nations Unies

American Bar Association

American Society of International Law

Deutsche Gesellschaft für Internationales Recht (Société allemande de droit international), membre du Conseil de direction depuis 2005

Association d'études européennes

Société européenne de droit international, membre du Conseil exécutif depuis 2008

Association de droit international (membre de l'ancien Committees on Accountability of International Organizations and on International Law on Foreign Investment, member du Groupe d'étude sur l'insolvabilité des États et Rapporteur du Groupe d'étude sur le rôle des instruments de droit non contraignant dans le droit international des investissements), Président, depuis 2008, de la section autrichienne de l'Österreichischer Völkerrechtstag (Association autrichienne d'avocats internationaux)

Barreaux de l'État du Connecticut et de l'État de New York

Membre associé de l'Institut de droit international

Publications

Auteur d'innombrables contributions bibliographiques, documents scientifiques et articles spécialisés, le professeur Reinisch est en outre l'auteur ou coauteur d'une série d'ouvrages, dont on trouvera ci-dessous une liste non exhaustive :

The Conventions on the Privileges and Immunities of the United Nations and its Specialized Agencies, A Commentary (dir.), Oxford University Press, 2016

The Privileges and Immunities of International Organizations in Domestic Courts, Oxford University Press, 2013, 376 p.

Österreichisches Handbuch des Völkerrechts (Manuel autrichien de droit international) (dir.), Vienne, Manz, 5^e éd., 2013, vol. I, 774 p.; vol. II, 812 p.

« Transnational Judicial Conversations on the Personality, Privileges and Immunities of International Organizations – An Introduction », in A. Reinisch (dir.), *The Privileges and Immunities of International Organizations in Domestic Courts* 1-16, Oxford University Press, 2013

« The Impact of International Law on IIA Interpretation », in A. de Mestral/C. Levesque (dir.), *Improving International Investment Agreements* 323-341, Abingdon (Royaume-Uni)/New York (États-Unis): Routledge, 2013

« The Scope of Investor-State Dispute Settlement in International Investment Agreements », 21 *Asia Pacific Law Review* 3-26, 2013

« The Future Shape of EU Investment Agreements », 28 *ICSID Review - Foreign Investment Law Journal* 179-196, 2013

Essentials of EU Law, Cambridge University Press, 2^e éd., 2012, 281 p.

« Articles 30 and 59 of the Vienna Convention on the Law of Treaties in Action. The Decisions on Jurisdiction in the Eastern Sugar and Eureko Investment Arbitrations », in 39(2) *Legal Issues of Economic Integration* 157-177, 2012

« A History of the Doctrine of Odious Debts: Serving Individual/Bilateral or Community Interests? », in U. Fastenrath/R. Geiger/D.-E. Khan/A. Paulus/S. v. Schorlemer/Ch. Vedder (dir.), *From Bilateralism to Community Interest. Essays in Honour of Judge Bruno Simma* 1225-1240, Oxford University Press, 2011

« Privileges and Immunities », in J. Klabbers/A. Wallendahl (dir.), *Research Handbook on the Law of International Organizations* 132-155, Cheltenham (Royaume-Uni)/Northampton (États-Unis), Edward Elgar, 2011

« How Narrow are Narrow Dispute Settlement Clauses in Investment Treaties? », in 2 *Journal of International Dispute Settlement* 115-174, 2011

Challenging Acts of International Organizations Before National Courts, Oxford University Press, 2010, 302 p.

« Aid or Assistance and Direction and Control between States and International Organizations in the Commission of Internationally Wrongful Acts », in 7 *International Organizations Law Review* 63-77, 2010

« Necessity in Investment Arbitration », in 41 *Netherlands Yearbook of International Law* 137- 158, 2010

Essential Questions in EU Law, Cambridge University Press, 2009, 255 p.

Recent Developments in International Investment Law, Paris, Pedone, 2009, 81 p.

« The Immunity of International Organizations and the Jurisdiction of their Administrative Tribunals' », in *7 Chinese Journal of International Law* 285-306, 2008

« Administrative Tribunals and Questions of Jurisdiction and Immunity », in UNAT (dir.), *International Administrative Tribunals in a Changing World. United Nations Administrative Tribunal Conference 51-72*, Londres, Esperia Publications Ltd., 2008

« The Immunity of International Organizations and the Jurisdiction of Their Administrative Tribunals », document de travail 2007/11, *Global Administrative Law Series*, disponible à l'adresse suivante : <http://iilj.org/publications/documents/2007-11.GAL.Reinisch.web.pdf>.

« The International Relations of National Courts: A Discourse on International Law Norms on Jurisdictional and Enforcement Immunity », in Reinisch/Kriebaum (dir.), *The Law of International Relations, Liber Amicorum Hanspeter Neuhold* 289-309, Utrecht, Eleven International Publishing, 2007

« Terrorism and Human Rights: EU Anti-Terrorism Measures from an ECHR Perspective », in *6 Baltic Yearbook of International Law* 249-261, 2006

International Organizations before National Courts, Cambridge University Press, 2000, 449 p.

Juan José Ruda Santolaria (Pérou)

[Original : espagnol]

Conseiller juridique principal du Ministère des affaires étrangères du Pérou depuis 2007 et membre de la Cour permanente d'arbitrage, également depuis 2007. Professeur de droit international public à la Pontificia Universidad Católica del Perú, il a été Directeur de l'Instituto de Estudios Internacionales de cet établissement, de 2006 à 2009

I. Études

- Docteur en sciences des religions, Universidad de Deusto à Bilbao (Espagne). Mention très honorable
- Licenciado español en Derecho a mérito de homologación (diplôme espagnol de premier cycle en droit obtenu par équivalence)
- Bachiller en Derecho (Bachelier en droit) de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP) à Lima et avocat. Mention très honorable avec félicitations du jury
- Diplômé de l'école jésuite du Colegio de La Inmaculada (Lima), où il a suivi des études primaires et secondaires

II. Activités professionnelles et académiques récentes

- Conseiller juridique du Cabinet spécialisé affecté au Bureau ministériel, Ministère des affaires étrangères du Pérou (depuis janvier 2011)
- Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères du Pérou (de juin 2007 à janvier 2011)
- Secrétaire de la Commission consultative ad hoc du Ministère des affaires étrangères du Pérou sur la délimitation maritime avec le Chili (de 2007 à 2014)
- Membre de la délégation du Pérou auprès de la Cour internationale de Justice (La Haye) dans le cadre du processus de délimitation maritime avec le Chili
- Membre de la Cour permanente d'arbitrage (La Haye)
- Premier juge suppléant du Pérou à la Cour de justice de la Communauté andine
- Membre de l'Ilustre Colegio de Abogados (ordre des avocats) de Lima, et ancien membre de sa commission de droit international
- Membre de l'Institut hispano-luso-américain de droit international (IHLADI)
- Membre en titre de l'Academia Interamericana de Derecho Internacional (siège de Lima)
- Membre à vie de la Fédération inter-américaine des avocats (FIA)
- Membre associé de la Sociedad Peruana de Derecho Internacional
- Membre du Consorcio Latinoamericano de Libertad Religiosa

- Sous-Directeur (février 2001-août 2006) et Directeur (août 2006-février 2009) de l'Instituto de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP)
- Membre en titre de la section d'histoire et d'art de l'Instituto Riva-Agüero (Escuela de Altos Estudios de la PUCP), et membre de son conseil exécutif (1998-2001), en qualité de coordonnateur des relations extérieures
- Membre du Seminario Interdisciplinar de Estudios Religiosos de la PUCP
- Professeur associé au département de droit de la PUCP, à la faculté de droit de laquelle il dirige la chaire « Questions de droit international ». A également enseigné à la PUCP le droit international public, à la faculté de droit et dans le cadre du programme de maîtrise en sciences politiques (mention relations internationales), le processus d'intégration et un séminaire de mémoire dans le cadre du programme de maîtrise en droit international économique
- Ancien professeur à l'Academia Diplomática del Perú (Questions de droit international et modules sur le règlement des différends et le droit de la mer), à la faculté de droit de l'Universidad Peruana de Ciencias Aplicada (UPC), et à l'Instituto de Gobierno de l'Universidad de San Martín de Porres (Lima)
- En outre, en dehors du Pérou, a donné des cours et des séminaires à l'Universidad San Pablo CEU (Madrid), à l'Universidad de Alcalá de Henares (Madrid), à l'Universitat Pompeu Fabra et l'Universitat Autònoma de Barcelona (Barcelone, Espagne), à l'Universidad de Deusto (Bilbao, Espagne), à l'Universidad Iberoamericana (Mexico), à l'Universidad Adolfo Ibáñez (Viña del Mar, Chili), à l'Universidad Católica de Valparaíso (Valparaíso, Chili), à l'Université de Santiago du Chili (Santiago) et à l'Université pontificale Javeriana (Bogotá), ainsi qu'à l'École diplomatique de Madrid et à l'Académie diplomatique de Vienne, entre autres établissements
- Il a reçu des distinctions du Gouvernement espagnol, qui l'a décoré de la croix d'officier de l'Ordre du mérite civil (2001), ainsi que du Gouvernement péruvien, qui l'a élevé au grade de grand-croix de l'Ordre du soleil du Pérou (2015), de grand-croix de l'Ordre du mérite des services distingués (2011) et de grand-croix de l'Ordre du mérite du service diplomatique du Pérou José Gregorio Paz Soldán (2015). De même, il a été décoré de la croix de l'Ordre du mérite naval du Pérou, au grade de grand-officier (2014), et a reçu le grade de commandeur de l'Ordre militaire d'Ayacucho (2014)
- La Pontificia Universidad Católica del Perú lui a remis la médaille d'honneur Padre Jorge Dintilhac (2014), tandis que l'Asociación de Egresados y Graduados (association des diplômés) de cette université lui a accordé la mention d'ancien élève distingué (2014). Il a aussi été reconnu par le Colegio de Abogados (ordre des avocats) d'Arequipa (Pérou) (2014) et l'Asamblea Nacional de Rectores del Perú (Assemblée nationale des recteurs du Pérou) (2014)

III. Exposés et communications lors de congrès internationaux

- Conférences au Conseil supérieur de la recherche scientifique (Madrid), à l'Académie diplomatique autrichienne – programme de spécialisation à l'intention d'experts en relations internationales (Vienne), au Circolo di Roma,

à l'Università degli studi Roma Tre, et à l'ambassade du Pérou près le Saint-Siège (Rome), ainsi qu'à l'Universidad de Deusto et à l'Ilustre Colegio de Abogados del Señorío de Vizcaya (Bilbao, Espagne)

- Participation aux dîners « hora europea » – Hotel Ritz de Barcelone (soutenus par Àmbit Maria Corral et Universitas Albertiana)
- Intervention en qualité d'orateur ou d'intervenant lors de diverses activités organisées par l'Instituto Riva-Agüero et l'Instituto de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú (PUCP) (Lima)
- Participation au vingtième congrès de l'Institut hispano-luso-américain de droit international (IHLADI), à Manille en septembre 1998
- Participation à la trente-cinquième conférence de la Fédération inter-américaine d'avocats, à Mexico en juin 1999
- Participation aux Primeras Jornadas Chileno-Peruanas de Historia del Derecho, à l'Universidad Católica de Valparaíso (Chili) en novembre 2000
- Participation au vingt et unième congrès de l'IHLADI, à Tegucigalpa en novembre-décembre 2000
- Participation au vingt-deuxième congrès de l'IHLADI, à San Salvador en septembre 2002. Secrétaire de la commission sur les procédures contre les États et l'immunité de juridiction
- Participation aux Jornadas de Derecho Internacional, organisées par l'Organisation des États américains, le Ministère péruvien des affaires étrangères et l'Academia Diplomática del Perú, à Lima en novembre 2003
- Participation au quatrième colloque du Consorcio Latinoamericano de Libertad Religiosa, organisé par la faculté de droit de la PUCP sur le thème « La Presencia de lo Religioso en el Ámbito Público », à Santiago en août 2004
- Coordination du séminaire intitulé « Subregión Andina y Contexto Internacional: Reflexiones desde un Enfoque Euroandino » et participation à celui-ci avec la présentation d'une analyse comparative des systèmes européen et interaméricain de protection des droits fondamentaux, à Lima en septembre 2004. Cette activité s'inscrivait dans le cadre du projet de l'Observatorio Andino, organisé par la Chaire UNESCO en ressources humaines pour l'Amérique latine de l'Universidad de Deusto et l'Instituto de Estudios Internacionales de la PUCP, sous les auspices de l'ambassade d'Espagne au Pérou et de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI)
- Participation au vingt-troisième congrès de l'IHLADI, à Quito en septembre 2004. Secrétaire de la commission sur la Charte démocratique interaméricaine
- Intervention en qualité de conférencier aux journées « Seguridad y Derechos Humanos en la Comunidad Andina », sur le thème « Reflexiones sobre la función consultiva en el sistema interamericano de protección de los derechos humanos » à Bilbao (Espagne), Chaire UNESCO en ressources humaines pour l'Amérique latine de l'Universidad de Deusto en février 2005. Cette activité s'inscrivait dans le cadre du projet de l'Observatorio Andino, avec l'Instituto de Estudios Internacionales de la PUCP

- Participation au vingt-quatrième congrès de l’IHLADI, à Grenade (Espagne) en août 2006. Secrétaire de la commission sur l’histoire et l’actualité de la compétence juridictionnelle pénale internationale : passé et présent
- Participation aux journées sur « Las prácticas de la resolución de conflictos en América Latina », organisées par la Chaire UNESCO en ressources humaines pour l’Amérique latine de l’Universidad de Deusto, à Bilbao (Espagne) en mars 2007, sous les auspices de l’Observatorio para las Relaciones América Latina-Unión Europea (OBREAL) et du groupe Santander
- Organisation de diverses activités et participation à de nombreuses autres dans le cadre des préparatifs du cinquième sommet des chefs d’État et de gouvernement des pays d’Amérique latine et des Caraïbes et de l’Union européenne entre 2006 et 2008, qui ont contribué à la coordination entre l’Instituto de Estudios Internacionales de la PUCP, le Ministère des affaires étrangères du Pérou, l’Observatorio para las Relaciones América Latina-Unión Europea (OBREAL) et d’autres institutions européennes et latino-américaines
- Membre du comité organisateur du deuxième sommet des entreprises d’Amérique latine, des Caraïbes et de l’Union européenne tenu à Lima en mai 2008 et organisé par la Confederación Nacional de Instituciones Empresariales Privadas del Perú (CONFIEP). Dans ce cadre, a également pris une part active au groupe de travail qui a rédigé le document final soumis pour examen aux chefs d’État et de gouvernement participant au cinquième sommet ALC-UE de mai 2008
- Participation au vingt-cinquième congrès de l’IHLADI à Córdoba (Argentine) en septembre 2008
- Organisation d’activités académiques et participation à celles-ci dans le cadre des préparatifs de la réunion au sommet de l’Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) qui s’est tenue à Lima, en novembre 2008
- Participation aux Jornadas sobre América Latina, à l’occasion du quinzième anniversaire de la Chaire UNESCO en ressources humaines pour l’Amérique latine de l’Universidad de Deusto, à Bilbao (Espagne) en mars 2009
- Participation au deuxième European Forum of the Fort Copacabana Conference, EU-Latin America Security & Defence Cooperation: The Responsibility to Protect and International Peace Missions, tenu à Paris en juin 2009 et organisé par la Chaire MERCOSUR de sciences po et l’Institut d’études de sécurité

IV. Conférences et cours dispensés

- A donné diverses conférences dans des pays d’Amérique et d’Europe
- Professeur à la trente-troisième session du programme extérieur de l’Académie de droit international de La Haye, tenue à Lima en décembre 2005
- Professeur du stage annuel sur le droit international organisé par le Comité juridique interaméricain de l’Organisation des États américains, tenu à Rio de Janeiro (Brésil), en août 2008
- Professeur du cours intitulé « Tendencias Actuales en el Derecho Internacional: Programa Regional de Desarrollo de Capacidades para la

Promoción del Derecho Internacional », organisé à Lima en juillet 2009 par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et l'Academia Diplomática del Perú, sous les auspices du Ministère des affaires étrangères et de la coopération d'Espagne

V. Cours de spécialisation

- Études de doctorat à l'Universidad de Deusto, à Bilbao (Espagne) de 2001 à 2003

VI. Ouvrages

- Auteur du livre *Los Sujetos de Derecho Internacional: El Caso de la Iglesia Católica y del Estado de la Ciudad del Vaticano*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, Instituto de Estudios Internacionales, 1995

VII. Chapitres de livre

- Coauteur y coéditeur du livre *Cincuenta años de la Declaración Universal de Derechos Humanos*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, Instituto de Estudios Internacionales, Instituto Riva-Agüero, 1999
- Auteur de : « Relaciones Iglesia-Estado: Reflexiones sobre su marco jurídico », in M. Marzal, C. Romero et J. Sánchez (dir.), *La Religión en el Perú al filo del milenio*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, Seminario Interdisciplinar de Estudios Religiosos, 2000
- Auteur de : « Reflexiones sobre el Acuerdo Peruano-Ecuatoriano de 1998 a propósito de la demarcación de la frontera terrestre común », in S. Namihas (dir.), *El Proceso de Conversaciones para la Solución del Diferendo Peruano-Ecuatoriano*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, Instituto de Estudios Internacionales, Instituto Riva-Agüero, 2000
- Auteur de : « Las relaciones del Perú con la Santa Sede: Una presentación de los aspectos mas significativos hasta la misión de Bartolomé Herrera », in F. Denegri, *Félix Denegri Luna: Homenaje*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, 2000
- Auteur de : « Una mirada al Oriente siguiendo las impresiones de Riva-Agüero », in M. Guerra et O. Holguín, *Sobre el Perú: Homenaje a José Agustín de la Puente Candamo*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, 2002
- Auteur de : « Algunas reflexiones sobre las relaciones del Perú con la Santa Sede después de 1870 », in *Iglesia, Estado y sociedad internacional: Libro homenaje a D. José Giménez y Martínez de Carvajal*, Madrid, Universidad San Pablo CEU, 2003
- Auteur de : « El Derecho Internacional Humanitario y el Derecho Internacional de los Derechos Humanos », in F. Novak (dir.) *Derecho Internacional Humanitario*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú/Fondo Editorial, Instituto de Estudios Internacionales, 2003
- Auteur de : « Breves impresiones sobre la actuación pública de Basadre a la luz del Archivo del Ministerio de Relaciones Exteriores », in S. O'Phelan

Godoy, *Homenaje a Jorge Basadre: El hombre, su obra y su tiempo*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, Instituto Riva-Agüero, Universidad del Pacífico, Instituto Cultural Peruano Norteamericano, 2005

- Auteur de : « Algunas reflexiones en materia de asilo », repris dans le livre intitulé *Asilo, Refugio y Desplazamiento Interno: Comentarios a la nueva legislación peruana* publié par l'Instituto de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Lima, 2006
- Auteur de : « Una mirada al tratamiento de la libertad religiosa en el sistema interamericano de protección de los derechos humanos », in J. G. Navarro Floria (dir.), *Estado, Derecho y Religión en América Latina*, Buenos Aires, Marcial Pons Argentina, 2009
- Auteur de : « La protezione della libertà religiosa nella Convenzione americana dei diritti dell'uomo », in J. G. Navarro Floria et D. Milani (dir.), *Diritto e religione in America Latina*, Bologne, Istituto Italo-Latinoamericano (IILA), Società editrice il Mulino, Consorcio Latinoamericano de Libertad Religiosa, 2010

VIII. Collaborations à des publications numériques

- J. J. Ruda Santolaria « Vatican and the Holy See », in *Oxford Bibliographies in International Law*, New York, Oxford University Press, 2016

IX. Articles de revue

Auteur des articles suivants :

- « La Iglesia Católica y el Estado Vaticano como Sujetos de Derecho Internacional », in *Archivum Historiae Pontificiae*, n° 35, Rome, Pontificia Universidad Gregoriana, 1997
- « Algunas reflexiones a propósito de la Ciudadanía de la Unión Europea », in *Agenda Internacional* (revue de l'Instituto de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú), n° 10, Lima, janvier-juin 1998
- « Algunas reflexiones en materia de nacionalidad », in *Ius et Veritas*, (revue d'étudiants de la faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú), n° 17, Lima, 1998
- « Algunas reflexiones sobre la actuación de la Santa Sede en la solución de controversias internacionales », in *Revista de Conflictología. Una herramienta para la paz*, n° 1, Barcelone, Edimurtra, avril 2000
- « Las Relaciones entre la Iglesia y el Estado a la luz de las Constituciones peruanas del siglo XIX », in *Revista de Estudios Histórico-Jurídicos*, n° 24, Valparaíso, Universidad Católica de Valparaíso, 2002
- « Algunas consideraciones sobre la historia de las relaciones del Perú con la Santa Sede », in *Revista Peruana de Derecho Internacional*, n° 21, Lima, Sociedad Peruana de Derecho Internacional, janvier-avril 2003 (en commémoration du cent cinquantième anniversaire des relations entre le Pérou et le Saint-Siège)

- « Conflictos, solución de controversias y fenómeno religioso: algunas reflexiones en voz alta », repris dans *Anales de Derecho UC – Actas del IV Coloquio del Consorcio Latinoamericano de Libertad Religiosa*, 1^o édition, Santiago, Pontificia Universidad Católica de Chile, 2005
- « Estado Vaticano: breves reflexiones en la perspectiva de sus 75 años de existencia », in *Ius Inter Gentes* (revue d'étudiants de la faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú), n^o 2, Lima, 2005
- « Reflexiones en torno a la V Cumbre ALC-UE », en *Chasqui, el correo del Perú – Boletín Cultural del Ministerio de Relaciones Exteriores del Perú*, n^o 12, Lima, mai 2008
- « El Acuerdo entre la Santa Sede y la República del Perú », en *Revista General de Derecho Canónico y Derecho Eclesiástico del Estado*, n^o 22, Madrid, Iustel, janvier 2010

X. Travaux de recherche publiés

- J. J. Ruda et F. Novak « El tráfico ilícito de drogas en el Perú : una aproximación internacional ». Texte publié dans M. E. Salamanca (dir.), *Las prácticas de la resolución de conflictos en América Latina*, Bilbao, Universidad de Deusto, 2007, ainsi que comme document de travail de l'Institut de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima, 2008, et dans *El mapa del narcotráfico en el Perú*, Lima, Instituto de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú, 2009
- J. J. Ruda « Algunas reflexiones en torno al lavado de dinero », texte publié comme document de travail de l'Institut de Estudios Internacionales de la Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima, 2009

XI. Renseignements personnels

- Date et lieu de naissance : le 6 juin 1965 à Lima.

Gilberto Vergne Saboia (Brésil)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 10 mars 2016, reçue de la Mission permanente du Brésil

...

M. Saboia est membre actif de la Commission du droit international depuis 2007 et bénéficie d'une expérience approfondie dans le domaine du droit international, comme il ressort de son curriculum vitae en annexe à la présente note.

...

Membre actif de la Commission du droit international depuis 2007, Gilberto Vergne Saboia est né à Rio de Janeiro le 16 mai 1942. De langue maternelle portugaise, il possède également une très bonne connaissance de l'anglais, du français et de l'espagnol. Diplômé de la faculté de droit de l'Université catholique de Rio de Janeiro, il rejoint en 1966 le Département des affaires étrangères brésilien en qualité de troisième secrétaire, après avoir terminé ses études à l'Instituto Rio Branco, l'académie diplomatique du Brésil. En 1982, candidat à un poste à responsabilité, il soutient un mémoire sur « La protection internationale des droits de l'homme » et est admis.

En tant que diplomate, Gilberto Saboia a été affecté à l'ambassade du Brésil à Washington et à Guatemala. Il a également travaillé à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des États américains à Washington, et occupé les postes d'Ambassadeur et de Vice-Représentant permanent du Brésil auprès des organisations internationales ayant leur siège à Genève (de 1993 à 1998) et d'Ambassadeur du Brésil en Suède et en Lettonie (de 1998 à 2000). D'octobre 2003 à avril 2008, il a été Ambassadeur du Brésil aux Pays-Bas, où il a coordonné le Groupe de travail de l'Assemblée des États *parties* au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, et Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. De 2008 à 2010, il a également été Ambassadeur du Brésil en Hongrie et de 2011 à 2012, Président de la Fondation Alexandre de Gusmão (FUNAG), une institution liée au Ministère brésilien des affaires extérieures qui œuvre à la promotion des travaux universitaires et de recherche dans le domaine des relations internationales.

Gilberto Saboia bénéficie d'une solide expérience des instances multilatérales et de connaissances spécialisées dans les domaines juridique et politique et en matière de droits de l'homme. Délégué auprès du Sous-Comité juridique des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (en 1980 et 1981), il a également participé à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires qui a adopté la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988.

Membre de la délégation brésilienne à l'OEA, il a participé aux travaux de la Commission des questions juridiques et politiques du Conseil permanent et de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues de l'OEA.

Dans la sphère des droits de l'homme, il a été élu expert à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des

minorités (de 1990 à 1993), Président du Comité de rédaction de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne (en 1993) et Président de la cinquante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (en 1996). Il a été chargé de présenter le premier rapport du Brésil au Comité des droits de l'homme (en 1996) et le dixième rapport au CERD. Il a dirigé les délégations brésiliennes aux réunions et conférences internationales sur les droits de l'homme et autres questions connexes, telles que la Commission des droits de l'homme des Nations Unies ou le Comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

À la tête de la délégation brésilienne à la Conférence sur la création d'une cour criminelle internationale (à Rome en 1998), il a participé au Brésil à un séminaire de juges et de juristes chargé d'examiner les incidences constitutionnelles et législatives de la ratification du Statut de Rome par ce pays.

En tant que Secrétaire d'État aux droits de l'homme (en 2000 et 2001), poste du Ministère de la justice conférant le rang de membre du Cabinet, Gilberto Saboia a préconisé la mise en œuvre du Programme national sur les droits de l'homme et coordonné, en qualité de Président de la Commission nationale, les travaux préparatoires menés au Brésil en vue de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban en 2001. Il a également préparé le lancement de la Campagne nationale contre la torture et s'est attaché à renforcer le Programme national de protection des témoins et des victimes d'infractions. Il a dirigé l'Autorité nationale brésilienne chargée de mettre en œuvre à l'échelle nationale la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

En sa qualité de Sous-Secrétaire général aux affaires politiques du Ministère brésilien des affaires étrangères, Gilberto Saboia a pris part, de janvier 2002 à septembre 2003, à des consultations politiques de haut niveau avec l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, la Chine, Cuba, la Fédération de Russie, l'Inde, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République islamique d'Iran et la Thaïlande. Il a coordonné, au niveau des vice-ministres, les travaux du Groupe des amis du Secrétaire général de l'OEA pour le Venezuela. Il a également fait office de Coordonnateur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes à l'occasion du Sommet de l'Union européenne et pour le Groupe de Rio. Il a représenté le Gouvernement brésilien en qualité d'observateur à la deuxième réunion de chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue à Maputo en 2002.

À la Commission du droit international, M. Saboia a activement participé aux débats et aux négociations sur les sujets inscrits à l'ordre du jour de la Commission, que ce soit en séance plénière, dans le cadre des réunions du Comité de rédaction qu'il a présidé en 2014, ou dans les groupes de travail.

M. Saboia a écrit plusieurs articles sur la création de normes relatives aux droits de l'homme au Brésil et en Amérique latine et sur les questions liées à la lutte contre le racisme et les autres formes de discrimination et d'intolérance. En 2015, il a été élu membre du Curatorium, organe consultatif de l'Académie de droit international du Brésil.

Pavel Šturma (République tchèque)

[Original : anglais]

Professeur/Docteur en droit

Né à Prague le 21 juillet 1963

Nationalité : tchèque

Formation et qualifications

1981-1985	Faculté de droit de l'Université Charles de Prague
1985	Diplôme de droit (avec mention)
1986-1992	Faculté de philosophie de l'Université Charles de Prague, maîtrise de philosophie et d'économie
1986-1989	Études et recherches de troisième cycle à l'Institut de droit de l'Académie tchécoslovaque des sciences de Prague Thèse de doctorat sur la responsabilité internationale au regard des conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international
1990	Doctorat
1990-1991	Institut des hautes études internationales de l'Université Paris II
1991	Certificat de recherches approfondies
2001	Doctorat en droit (sujet de thèse : la Cour pénale internationale et la poursuite des crimes de droit international)
Depuis 2002	Professeur de droit international (nommé par le Président de la République tchèque)

Recherche, enseignement et autre expérience professionnelle

2006-2014	Vice-Président de la faculté de droit
Depuis novembre 2012	Professeur au département de droit international, faculté de droit de l'Université Charles de Prague
Depuis septembre 1997	Directeur du Département de droit international, faculté de droit de l'Université Charles de Prague (à temps plein) Chargé de recherche principal à l'Institut de droit de l'Académie tchèque des sciences de Prague (à temps partiel)
Depuis 1996	Professeur associé (maître de conférences) de droit international et relations internationales, faculté de droit de l'Université Charles de Prague
1995-1996	Chargé de cours au Département de droit international, faculté de droit de l'Université Charles de Prague

	Chargé de recherche principal à l'Institut de droit de l'Académie tchèque des sciences (à temps partiel)
1993-1995	Fonctionnaire international à l'Office des Nations Unies à Vienne (PNUCID)
Octobre-décembre 1992	Chargé de cours invité, faculté de droit de l'Université Masaryk de Brno
Août-septembre 1992	Stage de formation au Conseil de l'Europe (Secrétariat de la Commission européenne des droits de l'homme) à Strasbourg
1990-1992	Chargé de recherche à l'Institut de droit de l'Académie tchécoslovaque des sciences

Auteur et coauteur de 16 ouvrages et de plus de 140 articles et études sur le droit international et européen, publiés pour la plupart en tchèque mais également en anglais et en français, en République tchèque et dans d'autres pays.

Affiliations et expérience professionnelle

A. Responsabilités au sein d'institutions gouvernementales et internationales

- Membre de la Cour permanente d'arbitrage, sise à La Haye
- Membre du Conseil législatif du Gouvernement tchèque (2000-2007)
- Membre du Conseil des droits de l'homme du Gouvernement tchèque (2007-2013)
- Membre du groupe de conseillers extérieurs du Ministre des affaires étrangères (1998-2002)
- Membre du réseau UE d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux (2003-2006)
- Membre de la Commission du droit international (2012-2016) dont il a été le premier Vice-Président en 2013

B. Participation à d'importantes négociations, et fonctions de représentation de la République tchèque

- Membre de la délégation tchèque à la Conférence de Rome sur la création d'une cour pénale internationale (1998)
- Membre, puis chef de la délégation tchèque auprès du Comité spécial sur l'élaboration d'une convention contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 1999-2000)
- Membre de la délégation tchèque à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 2008, 2009, 2010 et 2011)

C. Autre expérience professionnelle

- Membre du groupe d'experts ayant rédigé l'avis du Gouvernement tchèque dans l'affaire *Banković*, jugée par la Cour européenne des droits de l'homme (2000)

- Avocat au barreau tchèque, a plaidé devant la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Zehnalová et Zehnal c. République tchèque* (2002)
- Expert et/ou co-conseil dans plusieurs procédures d'arbitrage, notamment les affaires *Československa obchodní banka, a.s. c. Slovak Republic* et *HICEE B.V. c. République slovaque*

D. Expérience en tant que professeur invité et chargé de cours à l'étranger

- Directeur d'études, session d'été de l'Institut de droit international public et de relations internationales, Thessalonique (Grèce) (1999)
- Professeur invité à l'Université Paris-Sud (XI) (2001)
- Académie européenne d'été, Grenoble (France) (2001 et 2003)
- Chargé de cours à l'Université de Salzbourg (Autriche), programme ErasmusSocrates (2002, 2003 et 2008)
- Chargé de cours à l'Université de Teramo (Italie), programme de maîtrise internationale en droit pénal international (2002, 2003 et 2007)
- Professeur invité à la faculté de droit de l'Université de Bratislava (depuis 2005)
- Chargé de cours, programme d'été sur le droit international humanitaire, Varsovie (2007)
- Chargé de cours, trente-neuvième session d'été de l'Institut international des droits de l'homme, Strasbourg (France) (2008)
- Chargé de cours à l'Université de Sienne (Italie) (2008)
- Rapporteur national sur l'incidence des lois uniformes sur la protection et la préservation du patrimoine culturel, Congrès de l'Académie internationale de droit comparé, Mexico (2008)
- Rapporteur national sur la protection des investissements étrangers, Congrès de l'Académie internationale de droit comparé, Washington (2010)
- Participation aux congrès de l'Association de droit international (2000, 2002, 2004, 2006, 2008, 2010 et 2012) et membre du Comité pour la création d'une cour pénale internationale

E. Affiliation à des associations scientifiques

- Président de la Société tchèque du droit international
- Directeur d'études de la branche tchèque de l'Association de droit international
- Secrétaire du Comité tchèque de l'Association internationale des sciences juridiques
- Membre de l'Académie internationale de droit comparé
- Membre de la Société américaine de droit comparé
- Membre de la Société française pour le droit international

- Membre de la Société européenne de droit international (SEDI)

F. Distinctions

- Décoré Chevalier de l'ordre national du Mérite par le Président de la République française (2004)

Connaissances linguistiques

Langue maternelle : tchèque

Bonne connaissance de l'anglais, du français et du russe

Connaissance partielle de l'allemand, de l'espagnol et du slovaque

Patricia Galvão Teles (Portugal)

[Original : anglais]

Données personnelles

Née le 29 septembre 1970 à Lisbonne

Mariée, mère de deux enfants

Nationalité portugaise

Portugais (langue maternelle); anglais, français et espagnol (parlé et écrit), italien (très bonne compréhension)

Diplômes

- | | |
|------|--|
| 2002 | Doctorat en droit international de l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève (Suisse); thèse intitulée « East Timor and international law: a contribution to the study of how the international legal order deals with the violations infringed upon it » (directeurs de thèse: Georges Abi-Saab et Lucius Caflisch/Marcelo Kohen; examinateur externe: Bruno Simma) |
| 1995 | Maîtrise de droit international de l'Institut universitaire de hautes études internationales; thèse intitulée « Obligations <i>erga omnes</i> in international law » |
| 1993 | Licence de droit de la faculté de droit de l'Université de Lisbonne |

Expérience professionnelle et postes occupés

- | | |
|---------------------|---|
| Fonctions actuelles | Conseillère juridique principale au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères du Portugal (depuis 2015) |
| Depuis 2016 | Membre de la Cour permanente d'arbitrage |
| 2015-2008 | Conseillère juridique à la Représentation permanente du Portugal auprès de l'Union européenne, à Bruxelles

Spécialités : questions juridiques et institutionnelles ayant trait, en particulier, à l'application du Traité de Lisbonne; procédures d'infraction engagées contre la République portugaise; groupes de travail sur la Cour de justice européenne, les droits fondamentaux, les droits de l'homme, l'Organisation des Nations Unies, le droit international public, la Cour pénale internationale, le droit de la mer, la protection des données et la propriété industrielle (marques et brevets) |
| 2008-2001 | Consultante en droit international au Département juridique du Ministère portugais des affaires étrangères |

Coordonnatrice au Département juridique des questions de droit international, responsable de l'établissement de la position du Portugal aux réunions juridiques internationales (2008-2004)

Membre de la délégation portugaise à la Sixième Commission (Questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies (2007-2002), y compris pendant la Semaine du droit international et lors de l'examen du rapport de la Commission du droit international (CDI), responsable de l'élaboration des observations du Portugal sur le rapport annuel de la CDI

Membre de la délégation portugaise au Comité des conseillers juridiques sur le droit international public/Groupe de travail sur le droit international du Conseil de l'Europe (2008-2004)

Membre de la délégation portugaise aux travaux de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, du Processus de Princeton et du Groupe de travail sur le crime d'agression (2008-2006)

Membre de la délégation portugaise au Groupe de travail sur le droit international public de l'Union européenne et aux groupes de travail de l'Union européenne sur le droit international et la Cour pénale internationale (2008-2003)

Auteur d'avis juridiques sur des questions diverses, notamment: liens entre le droit international, le droit européen et le droit national; privilèges et immunités des agents diplomatiques, des États, des organisations internationales et des organismes de l'Union européenne; droit de la mer; droits de l'homme; droit international humanitaire; nationalité; droit des traités; application provisoire des traités

Négociatrice et rédactrice de conventions internationales (multilatérales et bilatérales, p. ex. la Convention des Nations Unies sur l'immunité juridictionnelle des États et de leurs biens, et des accords de siège signés avec l'État portugais), et élaboration pour le compte du Portugal de procédures de ratification nationales de plusieurs conventions (p. ex. la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969)

Participation à des négociations de règlement des différends et de médiation faisant intervenir l'État portugais dans le cadre d'institutions européennes ou internationales (p. ex. la médiation d'experts dans un différend opposant l'Agence européenne pour la sécurité maritime à la République portugaise)

2007

Présidence du Groupe de travail sur le droit international public de l'Union européenne et vice-présidence des groupes de travail de l'Union européenne sur le droit international et la Cour pénale internationale lors de la présidence portugaise de l'Union européenne; coordonnatrice, au Département

	juridique du Ministère portugais des affaires étrangères, des questions liées à la présidence portugaise de l'Union européenne
2004	Membre de la délégation portugaise auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (<i>Serbie-et-Monténégro c. Portugal</i>)
2002-1999	Membre de la délégation portugaise à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, y compris lors de la présidence portugaise de l'Union européenne en 2000
1999	Membre de la Mission portugaise d'observation des élections au Timor oriental, organisées par l'ONU après la conclusion de l'Accord de New York, en mai 1999, entre le Portugal et l'Indonésie
1997-1995	Conseillère juridique du Secrétaire d'État à la défense nationale
1995	Assistante de la délégation portugaise aux audiences de la Cour internationale de Justice dans l'Affaire relative au Timor oriental (<i>Portugal c. Australie</i>)

Expérience dans l'enseignement et la recherche

Postes actuellement occupés

	Professeure auxiliaire de droit international et de droit européen aux départements de droit et de relations internationales de l'Université autonome de Lisbonne (depuis 2002). Enseigne actuellement le droit international public et le droit européen (études de licence), les tendances du droit international et la notion de « guerre juste » en droit international (étude de maîtrise), et le droit international dans la région ibéro-américaine (hautes études)
	Professeure invitée de droit international à la faculté de droit de l'Universidade Nova de Lisbonne (depuis 2015). Enseigne actuellement le droit international humanitaire (programme de maîtrise) et le droit pénal international (programme licence)
2013	Chargée de cours pour les travaux en anglais de la session d'été sur le droit international public de l'Académie de droit international de La Haye. Membre du jury d'examen, conjointement avec le professeur James Crawford [Université de Cambridge (Royaume-Uni)], Yves Daudet [Secrétaire général de l'Académie et professeur émérite de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne)] et Samantha Besson [Université de Fribourg (Suisse)]
Depuis 2009	Chercheuse et membre du Conseil scientifique d' <i>Observare</i> (Observatoire des relations extérieures de l'Université autonome de Lisbonne). Chercheuse inscrite auprès de la Fondation portugaise pour la science et la technologie

	<p>Membre de la Commission de rédaction et spécialiste de référence pour <i>Janus.Net</i>, revue en ligne de relations internationales</p> <p>Coresponsable d'un projet de recherche en cours sur la justice pénale internationale</p> <p>Participe à deux autres projets internationaux de recherche : « Economic Spaces, Security Spaces » (sur la question de la souveraineté au XXI^e siècle) et « Institutional Security in the African Region » (sur la notion de « responsabilité de protéger » selon l'Union africaine, l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne)</p>
2008-2002	<p>Enseignante au programme de maîtrise sur la guerre et la paix dans les nouvelles relations internationales à l'Université autonome de Lisbonne (cours sur la notion de « guerre juste » en droit international et sur les droits de l'homme)</p> <p>Enseignante au programme de licence en droit et relations internationales à l'Université autonome de Lisbonne (cours de droit international public, de droit international privé et d'introduction au droit, et cours sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire)</p> <p>Membre du Conseil de direction de l'Observatoire des relations extérieures de l'Université autonome de Lisbonne et co-coordonnatrice du projet de recherche de l'Observatoire sur les axes de la politique extérieure du Portugal</p> <p>Coordonnatrice en matière juridique d'un cours de préparation à la carrière diplomatique, organisé par l'Université autonome de Lisbonne, et chargée de cours de droit international public</p> <p>Enseignante au programme de maîtrise sur les nouvelles frontières du droit à l'ISCTE – Instituto Universitário de Lisboa (cours sur la mondialisation et le droit international)</p> <p>Enseignante au cours de préparation des officiers de l'armée de l'air portugaise et au cours pour officiers d'état-major de l'Institut des hautes études militaires (cours sur le droit international et l'usage de la force et cours sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire)</p> <p>Enseignante au programme de maîtrise sur le service social à l'ISCTE – Instituto Universitário de Lisboa (teaching “Human Rights and Social Service”)</p>
Depuis 2006	<p>Superviseure et membre du jury de thèse (maîtrise et doctorat) à l'Université autonome de Lisbonne, à l'ISCTE – Instituto Universitário de Lisboa et à la faculté de droit de l'Université catholique de Porto. Membre du jury du concours pour la formation des juges au Centre d'études judiciaires</p>

Depuis 1997 Oratrice régulière lors de conférences, cours et tables-rondes organisés par l'Association de droit international, l'Organisation des Nations Unies, la Société portugaise de droit international, l'Institut diplomatique portugais, l'Institut de la défense nationale, des instituts militaires, diverses universités portugaises ou étrangères, le Parlement national, le Ministère de la justice, la Croix-Rouge portugaise, l'Autorité chargée de la protection civile, la Fondation Gulbenkian, etc.

Thèmes fréquemment abordés: droit international; Organisation des Nations Unies; droits de l'homme et droit fondamentaux; droit international humanitaire; Timor-Leste; élaboration du droit international; usage de la force; mondialisation et droit international; droit des traités; responsabilité de l'État

1997-1996 Professeure de droit international au Département des relations internationales de l'Université autonome de Lisbonne

Autre expérience académique

2015-2014 Membre du Comité scientifique créé à l'occasion de l'ouvrage de J. Grignon (dir.), « Hommage à Jean Pictet », éditions Yvon Blais/Schulthess, 2016

2013 Membre du jury pour les écritures au concours brésilien du Système interaméricain des droits de l'homme

2012 Membre du jury au concours régional consacré au droit international humanitaire (tribunal fictif) organisé par le Comité international de la Croix-Rouge à Sarajevo

2012-2011 Conférencière du programme d'assistance technique et d'échange d'informations (TAIEX) pour l'élargissement de l'Union européenne en Croatie, en Serbie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, sur la nouvelle structure institutionnelle de l'Union européenne consécutive au Traité de Lisbonne

Depuis 2002 Membre du Comité pour le concours Jean-Pictet – Formation et simulations de droit international humanitaire : organisation des sessions, sélection des équipes, élaboration des cas de simulation et membre du jury pour plusieurs sessions tenues en anglais et en français, y compris du jury des examens finals

1998 Participante au séminaire de la Commission du droit international à Genève

1995 Assistante à l'Institut de droit international pour l'organisation de la session tenue à Lisbonne

1995/1993 Participante à la session de droit international public de l'Académie de droit international de La Haye

Affiliations

Membre de la Société portugaise de droit international

Membre de l'Association de droit international et du Comité de l'Association sur le droit international et l'élévation du niveau des mers

Membre de l'American Society of International Law

Membre de l'Institut hispano-luso-américain de droit international

Fondatrice et présidente de l'Instituto para a Promoção do Direito Internacional Humanitário e dos Direitos Humanos

Bourses

Programme Praxis XXI du Gouvernement portugais

Fondation Gulbenkian (Portugal)

Fundação Oriente (Portugal)

Institut universitaire de hautes études internationales (Suisse)

Expérience de consultante

2004 Consultante auprès du cabinet d'avocats PLMJ (António Maria Pereira, Sáragga Leal, Oliveira Martins, Júdice & Associados)

2002-1999 Consultante auprès du cabinet d'avocats Miguel Galvão Teles, João Soares da Silva & Associados

1999 Consultante auprès de l'UNICEF sur la Convention relative aux droits de l'enfant

1999-1997 Consultante auprès de la Croix-Rouge portugaise

1995 Consultante auprès du cabinet d'avocats Frère Cholmeley

1994 Consultante pour la Commission européenne ayant participé à des missions en Zambie et au Malawi pour la révision des traductions des traités du Marché commun de l'Afrique orientale et australe et de la Zone d'échanges préférentiels pour l'Afrique orientale et australe

1994 Traductrice indépendante de textes juridiques pour la Commission européenne

Publications

« O contributo das Nações Unidas e da Comissão do Direito internacional para a formação do direito internacional: breve balanço por ocasião do 70º aniversário da Organização das Nações Unidas », *Thémis* (à paraître)

« The work of the International Law Commission (ILC) in the present quinquennium (2012-2016) and possible future topics: How to remain relevant in the 21st century », *Annuaire de droit international 2014-2015* (à paraître)

« Responsibility of States: A “containment strategy” for turning the ILC Draft Articles into a Convention », *Annuaire de droit international 2014-2015* (à paraître)

« A Responsabilidade Internacional do Estado por Factos Ilícitos: o longo caminho para uma Convenção? », in *Questões de Responsabilidade Internacional – Atas da Conferência na Universidade do Minho* (à paraître)

« Comitologia », *Encyclopédie de l’Union européenne* (à paraître)

« A regulação jurídica da violência: o legado da Primeira Guerra Mundial », deuxième Congrès international d’*Observare* – La guerre mondiale et les relations internationales: 100 ans après 1914, Fondation Calouste Gulbenkian, juillet 2014 (à paraître)

« Segurança Ambiental e Ordem Internacional – O Direito Internacional em constante tensão e inovação », discours inaugural de la IV Rencontre luso-espagnole de professeurs de droit international public et de relations internationales, Séville, juin 2014, in P. A. Fernández Sánchez et al., *Seguridad medioambiental y orden internacional: IV Encuentro Luso-Español de Profesores de Derecho Internacional Público y Relaciones Internacionales*, Atelier, Barcelone (2015) 17-39

« The International Criminal Court and the evolution of the idea of combating impunity: an assessment 15 years after the Rome Conference », *Janus.net* 5/2 (2014-2015)

« As sanções e as relações entre as ordens jurídicas internacional e europeia », *Boletim da Faculdade de Direito da Universidade de Coimbra, LXXXVIII-II* (2012) 881-898

« As relações entre a ordem jurídica internacional e a ordem jurídica europeia/comunitária: o caso das sanções/medidas restritivas », in *Estudos em Homenagem a Miguel Galvão Teles – vol. I*, Almedina, Coimbra, 2012

« Comentário ao Artigo 24º do Tratado de Funcionamento da União Europeia (Iniciativa de Cidadania) », in M. Lopes Porto et G. Anastácio, *Tratado de Lisboa – Anotado e Comentado*, Almedina, Coimbra, 2012

« A Aliança das Civilizações: a sua criação », *Janus* 2009

« Globalização e novas fronteiras do Direito Internacional », in M. E. Gonçalves et P. Guibentif, *Novos Territórios do Direito – Europeização, Globalização e Transformação da Regulação Jurídica*, Principia, Estoril (2008) 99-114

« O fim do projeto constitucional e a pausa para reflexão » et “Multinacionais e Direitos Humanos” (coauteur), *Janus* 2008

Política Externa Europeia? Consequências para Portugal, Edual, Lisbonne, 2007 (coauteur)

« O que mudou no direito internacional (1997-2007) », *Janus* 2007

« A PESC nos Tratados: Antecedentes e Evolução », “Os instrumentos e Atores da PESC”, “A PESC nos debates da Convenção Europeia” et “O que prevê a Constituição Europeia sobre a PESC”, *Janus* 2006

« Alice no País das Maravilhas ou breve história de um processo no Tribunal Internacional de Justiça: Sérvia e Montenegro c. Portugal e outros Membros da NATO sobre a Legalidade do Uso da Força », *Revista “Negócios Estrangeiros”*, 8 (2005) 31-40 (coauteur)

« Intervenção humanitária e legítima defesa preventiva: as novas guerras justas? », *Janus 2005*

« Portugal e o Tribunal Internacional de Justiça », « Portugal e a Resolução Pacífica de Conflitos » et « Portugal e os Direitos Humanos » (coauteur), *Janus 2004*

« A ordem jurídica internacional em transição? Multilateralismo vs. unilateralismo e a intervenção militar no Iraque », in A. Menezes Cordeiro *et al.* (dir.), *Estudos em Homenagem ao Professor Doutor Inocêncio Galvão Telles*, vol. IV, Almedina, Coimbra, 2003

« A ONU e o combate ao Terrorismo », « Terrorismo e Direitos Humanos », « A intervenção estrangeira no Afeganistão e o Direito Internacional » et « As Nações Unidas e a Questão Palestiniana », *Janus 2003*

« Tratados internacionais e política externa (1996-2001) » (coauteur) et « Timor-Leste e Direitos Humanos » (coauteur), *Janus 2002*

« Autodeterminação em Timor-Leste: Dos Acordos de Nova Iorque à consulta popular de 30 de Agosto de 1999 », *Documentação e Direito Comparado – Boletim do Ministério da Justiça 79/80* (1999) 381-454

« De Nuremberga a Roma: a repressão internacional dos crimes de guerra e dos crimes contra a humanidade » (coauteur) et « A Reforma das Nações Unidas » (coauteur), *Janus 1999-2000*

« Portugal: Política de Defesa e Política Externa » (coauteur) et « Portugal e o controlo e a redução do armamento » (coauteur), *Janus 1998*

« Tratados internacionais e política externa (1986-1996) » (coauteur) et « Controlo internacional do respeito pelos Direitos Humanos em Portugal » (coauteur), *Janus 1998*

I. Brownlie, *Princípios de Direito Internacional Público*, Fundação Calouste Gulbenkian, Lisbonne, 1998 (traduction collective)

« O estatuto jurídico de Timor-Leste: um *case study* sobre as relações entre os conceitos de autodeterminação e soberania », *Política Internacional 15/16* (1997) 193-248.

« The interaction between treaty and custom in international law », *O Direito 129* (1997) 269-311

« Obligations erga omnes in international law », *Revista Jurídica da Associação Académica da Faculdade de Direito de Lisboa 20* (1996) 73-137

Auteur de diverses entrées pour les encyclopédies *Verbo*, *Pólis* et *Luso-Brasileira* sur, notamment, les Conventions de Genève, les conférences de Genève, la guerre, l'ONU, Timor-Leste, les droits de l'homme, la Cour européenne des droits de l'homme, la Convention européenne sur l'immunité des États, la Cour permanente d'arbitrage, l'OTAN, les organisations non gouvernementales et le Parlement européen

Distinctions

Mention honorable au concours de la Latin Union/Foundation for Science and Technology pour la traduction, en collaboration avec I. Brownlie, de l'œuvre « Princípios de Direito Internacional Público » (*Principes de droit international public*), Fondation Calouste Gulbenkian, Lisbonne, 1998

Mention honorable au concours Aristides Sousa Mendes de l'Association de diplomates portugais pour l'écrit intitulé « O estatuto jurídico de Timor-Leste: um case study sobre as relações entre os conceitos de autodeterminação e soberania » (*Le statut juridique du Timor oriental: étude de cas sur le lien entre les notions d'auto-détermination et de souveraineté*), *Política Internacional* 15/16 (1997) 193-248.

Dire D. Tladi (Afrique du Sud)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 18 décembre 2015, reçue de la Mission permanente de la République d'Afrique du Sud

...

Le Gouvernement sud-africain accorde une grande importance à l'action menée par la Commission du droit international et à la contribution qu'elle a apportée au fil des ans au développement et la codification progressifs du droit international. Aussi croit-il fermement à la nécessité de nommer uniquement les candidats les plus qualifiés à la Commission. Comme il ressort du curriculum vitae en annexe, le professeur Tladi est parfaitement qualifié pour servir la Commission du droit international. Membre de la Commission et Rapporteur spécial pour la question du *jus cogens*, M. Tladi est un universitaire accompli, doté d'une solide expérience pratique. Actuellement professeur de droit international à l'Université de Pretoria et Conseiller spécial du Ministre des relations internationales et de la coopération, M. Tladi a été Conseiller juridique principal (droit international) entre 2006 et 2013. Parallèlement, il a été Conseiller juridique de la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies, de 2009 à 2013. En cette qualité, il a représenté l'Afrique du Sud – à plusieurs reprises en tant que chef de la délégation sud-africaine – à un certain nombre de conférences diplomatiques internationales.

L'expérience universitaire du professeur Tladi s'étend sur trois continents, puisque celui-ci est diplômé d'institutions d'Afrique du Sud, des États-Unis d'Amérique et des Pays-Bas. Il a publié de nombreux articles spécialisés ayant fait l'objet d'un examen collégial et de nombreux chapitres dans des ouvrages consacrés à divers domaines du droit international.

...

Curriculum vitae de Dire Tladi

Dire Tladi est titulaire d'une licence de droit (LLB) de l'Université de Pretoria, d'une maîtrise (LLM) de droit international de l'Université du Connecticut (États-Unis) et d'un doctorat en droit international de l'Université Erasmus de Rotterdam (Pays-Bas). Il est professeur de droit international au Département international de l'Université de Pretoria et chargé de recherche à l'Institut de droit comparé et de droit international de cette même université. Il occupe également un poste de professeur extraordinaire à l'Université de Stellenbosch (Afrique du Sud). Il a été professeur invité à l'Université de Kobe (Japon) en avril 2015, et l'Université Humboldt de Berlin lui a proposé un poste de chargé de recherche principal d'octobre 2015 à janvier 2016. Récemment, il a également été invité par le Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye à dispenser un cours spécial lors de la session d'été de 2020.

M. Tladi a été élu à la Commission du droit international en 2011 pour un mandat de cinq ans, au cours duquel il a activement participé aux travaux menés sur tous les sujets. À une exception près, il a fait partie tous les ans du Comité de rédaction, de tous les groupes de travail et du groupe de la planification. En 2013, à la soixante-cinquième session, il a été élu à la présidence du Comité de rédaction.

En 2014, à la soixante-sixième session, il a été désigné pour travailler avec le Rapporteur général de la Commission. En 2013, M. Dire a proposé au groupe de travail chargé du programme de travail à long terme d'étudier le sujet du *jus cogens* qui a été ajouté au programme l'année suivante. En 2015, à sa soixante-septième session, la Commission a décidé d'inscrire ce sujet à son ordre du jour et de nommer M. Tladi Rapporteur spécial sur la question.

De 2006 à 2013, Dire Tladi a occupé le poste de conseiller juridique principal au Département de la coopération et des relations internationales du Gouvernement sud-africain. En sa qualité de diplomate, il a représenté l'Afrique du Sud à plusieurs conférences internationales sur les océans et le droit de la mer notamment, à la Cour pénale internationale et aux réunions de l'Union africaine entre autres. À ce titre, il a été à la tête de la délégation sud-africaine lors des négociations sur la fusion de la Cour africaine de justice avec la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. De 2009 à 2013, il a rempli la fonction de conseiller juridique à la Mission permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, notamment lorsque l'Afrique du Sud a été élu membre non permanent du Conseil de sécurité en 2011 et 2012.

Depuis qu'il a quitté le Département, Dire Tladi a continué de pratiquer le droit international. À ce titre, il fait partie de l'équipe de conseillers juridiques des anciens Présidents Chissano, Mogae et Mbeki, qui participe à la médiation mise en œuvre dans le différend relatif à la frontière du lac Malawi/Nyasa. Il est également le conseiller spécial pour les affaires juridiques de la Ministre des relations internationales et de la coopération, Maite Nkoana-Mashabane. Il a été membre de l'équipe internationale d'experts juridiques qui a œuvré dans le cadre du projet de l'OCDE relatif à l'érosion de la base d'imposition et du transfert de bénéfices. Il est l'auteur d'une soixantaine d'articles de revues savantes et de plusieurs chapitres d'ouvrages (voir annexe jointe). Il a été récemment nommé rédacteur en chef adjoint de l'annuaire de droit international d'Afrique du Sud (*South African Yearbook of International Law*). Il siège au comité de rédaction de diverses revues juridiques internationales telles que *The Law and Practice of International Tribunals*. Il a fait des exposés dans le cadre de divers séminaires et conférences organisés aux quatre coins du monde. En mai 2015, il a prononcé un discours liminaire sur la justice pénale africaine et internationale à la onzième réunion d'un groupe de travail sur le droit pénal international à Berne.

Annexe

Liste de publications et de travaux de recherche

Articles

« The Immunity Provisions in the AU Amendment Protocol: Separating the (Doctrinal) Wheat from the Normative (Chaff) », *Journal of International Criminal Justice*, vol. 13, n° 1, 2015, p. 3*

« National Commissioner of the South African Police Service v Southern African Human Rights Litigation Centre (Sup Ct App S Afr) – Introductory Note », *International Legal Materials*, vol. 54, 2015, p. 152

« A horizontal Treaty on Cooperation in International Criminal Matters: The next step for the evolution of a comprehensive international criminal justice system? », *Southern African Public Law*, vol. 29, 2015, p. 368*

- « Complementarity and Cooperation in International Criminal Justice », *ISS Paper Series*, 24 novembre 2014*
- « ICC and the UNSC: Point Scoring and the Cemetery of Good Intentions », *ISS Today*, 10 octobre 2014
- « What will Africa make of its Opportunity to Lead the ICC », *ISS Today*, 30 juillet 2014
- « When Elephants Collide it is the Grass that Suffers: Cooperation and the Security Council in the Context of AU/ICC Dynamics », *African Journal of Legal Studies*, vol. 7, 2014, p. 381*
- « State Practice and the Making and (Re)Making of International Law: The Case of the Legal Rules Relating to Marine Biodiversity in Areas Beyond National Jurisdiction », *Journal of State Practice and International Law*, vol. 1, 2014, p. 97
- « The Nonconsenting Innocent State: The Problem With Bethlehem's Principle 12 », *American Journal of International Law*, vol. 107, 2013, p. 570*
- « The ICC Decisions on Chad and Malawi: On Cooperation, Immunities and Article 98 », *Journal of International Criminal Justice*, 2013, p. 199*
- « Security Council, the use of force and regime change: Libya and Cote d'Ivoire », *South African Yearbook of International Law*, vol. 37, 2012, p. 22*
- « On the Al Qaida/Taliban Sanctions Regime: Due Process and Sun Sets », *Chinese Journal of International Law*, vol. 10, 2011, p. 771*
- « Kampala, the International Criminal Court and the Adoption of a Definition for the Crime of Aggression: A Dream Deferred », *South African Yearbook of International Law*, vol. 35, 2010, p. 180*
- « Civil Liability in the Context of the Cartagena Protocol: To Be or Not to Be (Binding) », *International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics*, vol. 1, 2010, p. 15*
- « The African Union and the International Criminal Court: The Battle for the Soul of International Law », *South African Yearbook of International Law*, vol. 34, 2009, p. 57*
- « Marine Genetic Resources on the Deep Seabed: The Continuing Search for a Legally Sound Interpretation of UNCLOS », *International Environmental Law-Making and Diplomacy 2008*, p. 65*
- « The Right to Diplomatic Protection, The Von Abo Decision and One Big Can of Worms: Eroding the Clarity of Kaunda », *Stellenbosch Law Review*, vol. 1, 2009, p. 12*
- « Fuel Retailers, Sustainable Development and Integration: A Response to Feris », *Constitutional Court Review*, vol. 1, 2008, p. 255*
- « South African Lawyers, Values and the New Vision of International Law: The Road to Perdition is Paved with Laudable Goals », *South African Yearbook of International Law*, vol. 33, 2008, p. 167*

- « Strict Positivism, Moral Arguments, Human Rights and the Security Council: South Africa and the Myanmar Vote », *African Human Rights Law Journal*, vol. 1, 2008, p. 23*
- « Corporates and the Flexible Mechanisms in the Climate Change Regime: The Privatisation of Sustainable Development? », *South African Yearbook of International Law*, vol. 32, 2007, p. 396*
- « Some Notes on South Africa's Participation in the Law of the Sea: 2006-2007 », *SA Law Teachers Bulletin*, 2007
- « Reflection on Genetic Resources, Benefit Sharing and the Law of the Sea », *Journal of International Maritime Law*, 2007, p. 183*
- « The Act of State Doctrine in South Africa: Has *Kaunda* settled a vexing question? » (with P. Dlagnekova), *SA Public Law*, vol. 22, p. 444*
- « Reflections on the Rule of Law in International Law: The Security Council, International Law and the Limits of Power », *South African Yearbook of International Law*, 2006, p. 231*
- « Will of State, Consent and International Law: Piercing the Veil of Positivism » (with P. Dlagnekova), *SA Public Law*, 2006, p. 111*
- « The Biosafety Protocol and the Promotion of Sustainable Development: With One Hand It Giveth, With The Savings Clause It Taketh », *Comparative and International Law Journal of Southern Africa*, 2006, p. 83*
- « Financing Sustainable Development: The Global Environment Facility », *SA Law Teachers Bulletin*, 2006, p. 25
- « Understanding Kyoto », février 2005, *Without Prejudice*, p. 3 (lettre à la rédaction)
- « What Impact on Global Climate Change Will Kyoto's Entry into Force Have? », *Codicillus*, 2005, p. 42
- « Strong Sustainable Development, Weak Sustainable Development and the Earth Charter: Towards a More Nuanced Framework of Analysis », *South African Journal of Environmental Law and Policy*, 2004, p. 17*
- « International Law for Sustainable Development: Somber Reflections on World Bank Efforts », *South African Yearbook of International Law*, 2004*
- « IMF Conditionality, Debt and Poverty: Towards a "Strong" Anthropocentric Model of Sustainable Development », *South African Mercantile Law Journal*, 2004, p. 31*
- « Strong Sustainability, Weak Sustainability, Intergenerational Equity and International Law: Using the Earth Charter to Redirect the Environmental Ethics Debate », *South African Yearbook of International Law*, 2003, p. 200*
- « Intragenerational Equity: A New Name for International Justice? », *Fundamina*, 2003, p. 197*
- « World Summit on Sustainable Development — Food for Legal Thought? » (with Bray and Moodley), *Codicillus*, 2003

- « One Step Forward, Two Steps Back in the Constitutionalisation of the Common Law: *Afrox Health Care case* », *SA Public Law*, 2002, p. 473*
- « Of Course for Humans: A Contextual Defense of Intergenerational Equity », *South African Journal of Environmental Law and Policy*, 2002, p. 177*
- « Breathing Constitutional Values into the Law of Contract: Freedom of Contract and the Constitution », *De Jure*, 2002, p. 306*
- « Can the Wolf Protect the Lamb? Trade as an Instrument Towards Sustainable Development », *South African Yearbook of International Law*, 2002, p. 149*
- « The Liability Protocol to the Basel Convention on Transboundary Movement of Hazardous Wastes: An Overview », *South African Journal of Environmental Law and Policy*, 2000, p. 202*
- « The Case Concerning the Vienna Convention on Consular Relations: Reviving the Debate on the Efficacy of the ICJ », *South African Yearbook of International Law*, 2000, p. 232*
- « The Quest to Ban Hazardous Waste Import in Africa: First Bamako and Now Basle », *Comparative and International Law Journal of Southern Africa*, 2000, p. 210*
- « Americans Indians and the US Constitution: Helpful Pointers in a Raging South African Dilemma », *De Jure*, 2000, p. 259*
- « Deconstruction of Myths III », *Fundamina, Special Edition, Law in Africa Conference*, 1999, p. 34
- « Legal Pluralism or a New Repugnancy Clause » (with Ph Thomas), *Comparative and International Law Journal of Southern Africa*, 1999, p. 354*

Ouvrages et chapitres d'ouvrages

- « The Interpretation of Treaties in an International Law-Friendly Framework: The Case of South Africa », in Helmut Aust et Georg Nolte (dir.), *The Interpretation of International Law in Domestic Courts: Uniformity, Diversity and Convergence* (à paraître en 2015)
- « The United Nations Charter and the South African Legal Order », in de Wet, Hestermeyer et Wolfrum (dir.), *The Implementation of International Law in Germany and South Africa*, 2015
- « Challenges and Opportunities in the Implementation of the Supplementary Protocol: Reinterpretation and Re-imagination », in Akiho Shibata (dir.), *International Liability Regime for Biodiversity Damage*, 2014
- Blood in the Sand of Justice*, 2014, (fiction)
- « Oceans Governance: A Fragmented Regulatory Framework », in Pierre Jacquet, Rajendra Pachauri et Laurence Tubiana (dir.), *A Planet for Life 2011 – Oceans*, 2011
- « Sustainable Development, Integration and the Conflation of Values: The Fuel Retailers case », in Duncan French (dir.), *Sustainable Development and Global Justice*, octobre 2010

« Flexible Mechanisms », in V I Grover (dir.), *Global Warming and Climate Change: Ten Years On Years After Kyoto and Still Counting*, 2008

Sustainable Development in International Law: An Analysis of Key Environmental Instruments, 2007

« Environmental Rights » (avec Loretta Feris), in Danie Brand et Christoff Heyns (dir.), *Socio-Economic Rights Constitutional and International Law*, 2005

« Breathing Constitutional Values into the Law of Contract: Freedom of Contract and the Constitution », in Bělovský et Skřejpek (dir.), *The Roman Law Tradition in Societies in Transition*, 2003

Muaz Ahmed Tungo (Soudan)

[Original : anglais]

Curriculum vitae

Données personnelles

Tungo, Muaz Ahmed

Barrister et solicitor à la Haute-Cour et à la Cour constitutionnelle du Soudan

Formation

- | | |
|------|---|
| 1998 | Doctorat en droit international, faculté de droit de l'Université de Cambridge, Wolfson College (Royaume-Uni) |
| 1991 | Maîtrise en études diplomatiques, Université de Westminster [Londres (Royaume-Uni)] |
| 1986 | Diplôme de sciences juridiques et politiques, faculté des sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université Hassan II [Casablanca (Maroc)] |

Expérience

- | | | |
|-----|--|-------------------|
| 1. | Vice-Président de tribunal, compétent pour le droit international et les litiges (y compris les poursuites judiciaires engagées aux États-Unis; l'arbitrage devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements et la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale, à Paris, et les affaires portées devant la Cour pénale internationale) | (2014-2015) |
| 2. | Jurisconsulte expert, Ministère qatarien de la justice (Doha) | (6 décembre 2014) |
| 3. | Rapporteur, Conseil consultatif pour les droits de l'homme | (2011-2015) |
| 4. | Rapporteur, Commission nationale du droit humanitaire | (2011-2015) |
| 5. | Chef du Bureau technique du Cabinet du Ministre de la justice, Ministère soudanais de la justice (Khartoum) | (2008-2011) |
| 6. | Chef de la Section juridique de la White Nile (5B) Petroleum Operating Company Ltd. (Khartoum) | (2009-2011) |
| 7. | Membre des équipes du Gouvernement soudanais chargées de négocier avec leurs homologues sud-soudanais | (2005-2015) |
| 8. | Solliciteur général en matière de droit international et de traités (juge à la Haute-Cour), Ministère soudanais de la justice (Khartoum) | (1998-2008) |
| 9. | Barrister at Law et Solliciteur général | (1998) |
| 10. | Rédaction de nombreux traités, accords et lois types | (1998-2015) |

Fonctions du Conseil consultatif pour les droits de l'homme

Aux termes du décret portant création du Conseil consultatif des droits de l'homme, le Conseil a pour tâches de :

- Donner à l'État des conseils et avis spécialisés dans le domaine des droits de l'homme;
- Mener les études et recherches nécessaires dans le domaine des droits de l'homme et donner suite aux demandes reçues;
- Demander tout complément d'information et de données aux organes gouvernementaux ou à tout autre entité pertinente;
- Participer à des conférences régionales et internationales ainsi qu'aux comités nationaux pertinents;
- Prendre les dispositions nécessaires pour préparer les visites de personnes et d'organisations liées aux droits de l'homme;
- Établir les rapports internes, régionaux ou internationaux requis en vertu des obligations découlant de traités internationaux ou régionaux relatifs aux droits de l'homme;
- Coopérer avec les divers organismes des Nations Unies, l'Union africaine et la Ligue des États arabes dans le domaine des droits de l'homme.

Fonctions de la Commission nationale du droit humanitaire

Aux termes du décret portant création de la Commission nationale du droit humanitaire, la Commission a pour tâches de :

1. Veiller à l'application du droit international humanitaire en rédigeant des projets de loi, des règlements et autres textes conçus pour assurer le respect des engagements internationaux découlant du droit international humanitaire;
2. Examiner les règlements internes et toute modification requise pour l'incorporation de dispositions de droit humanitaire dans la législation nationale, et en proposer l'approbation aux autorités exécutives et législatives;
3. Recommander la ratification d'instruments de droit international humanitaire;
4. Faciliter l'exécution d'obligations découlant de ces textes de loi, en particulier en revoyant et en conseillant des législations nationales et des administratives (répression de violations du droit humanitaire, protection d'emblèmes, garanties applicables aux personnes sous protection);
5. Conseiller et surveiller la divulgation et la formation dans le domaine du droit international humanitaire (destinées aux forces armées, à la police, aux fonctionnaires, aux organisations humanitaires, aux membres des professions juridique et médicale, aux écoles et universités, aux journalistes et au public en général);
6. Coordonner et stimuler les activités du gouvernement et d'autres organismes afin de renforcer et de divulguer le droit humanitaire;

7. Tenir à jour une liste de membres du personnel spécialisé en droit humanitaire et assurer la liaison avec d'autres commissions nationales et organismes intergouvernementaux ainsi qu'avec le CICR.

Devoirs et responsabilités exercés en tant que Solliciteur général compétent en droit international (juge à la Haute-Cour) dans les domaines suivants :

1) *Droit commercial et économique international*

Dans ce domaine du droit international, mes fonctions ont porté sur la rédaction, l'étude, l'analyse et l'interprétation, ainsi que la fourniture d'avis juridiques et de mémorandums à tous les organes gouvernementaux sur le droit commercial et économique international et sur les conventions, traités, accords et statuts d'organisations y relatifs. J'ai également rédigé, étudié, analysé et présenté des mémorandums juridiques relatifs à des accords de prêt émanant d'États souverains ou d'institutions financières internationales et régionales, en plus de soumettre au Conseil des ministres le texte définitif de projets de loi dans le cadre de procédures de ratification ou d'adhésion. En outre, j'ai été chargé d'examiner, avant leur signature et leur adoption par le Ministère de l'énergie et des mines, les concessions pétrolières et gazières au Soudan.

En tant que membre de la Commission qui a préparé l'adhésion du Soudan à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et chef du Département juridique, j'ai rédigé le projet législatif, proposé l'amendement de certains instruments en vigueur et élaboré de nouveaux projets de loi pour veiller au respect des conditions et faciliter l'adhésion du Soudan à l'OMC.

2) *Droit coutumier international, droit des traités, traduction et réforme judiciaire*

Dans ce domaine du droit international, mes fonctions ont porté sur la rédaction, l'étude, l'analyse et l'interprétation, ainsi que la fourniture d'avis juridiques et de mémorandums relatifs au droit international, aux conventions, aux traités, aux accords et aux organisations, dans les domaines autres que le droit commercial international, à tous les organes gouvernementaux, et de traduire ces documents en anglais ou en arabe. J'ai également rédigé des projets de loi dans le cadre de procédures de ratification ou d'adhésion et établi des mémorandums et des avis juridiques concernant l'incorporation de certaines dispositions du droit international dans la législation nationale. En outre, j'ai suivi l'évolution récente du droit international, notamment du droit international de l'environnement, et les travaux de la Commission du droit international, de la Cour internationale de Justice, de la Cour internationale d'arbitrage et de l'Organisation consultative juridique afro-asiatique.

3) *Organisations internationales*

Dans ce domaine du droit international, mes fonctions ont porté sur la rédaction, l'étude, l'analyse et l'interprétation, ainsi que la fourniture d'avis juridiques à tous les organes gouvernementaux sur les aspects juridiques des relations du Soudan avec les organisations internationales dont il est membre ou dont il envisage de devenir membre et la traduction en anglais ou en arabe des instruments et documents juridiques émanant de ces dernières. J'ai également établi des projets de loi dans le cadre de procédures de ratification ou d'adhésion et établi

des avis juridiques concernant l'incorporation de certaines dispositions du droit international dans la législation nationale.

4) *Droit international humanitaire et droit pénal international*

J'étais chargé de rédiger, d'étudier, d'analyser, d'interpréter et de fournir des avis juridiques à l'ensemble des organismes d'État sur tous les aspects du droit pénal international, ainsi que des traités et décisions juridiques et judiciaires. J'ai également rédigé des projets de ratification et d'adhésion et formulé des avis sur l'adoption de certaines dispositions internationales dans les législations nationales et sur leur compatibilité avec le droit interne. Le droit international des droits de l'homme et les instruments, traités et accords relatifs au droit humanitaire relèvent également de mes responsabilités.

5) *Traités bilatéraux*

J'étais chargé de représenter le Ministère au cours de toutes les phases de préparation et de négociation au sein des hautes commissions et des commissions ministérielles conjointes, avec les pays amis. En 2000, j'ai établi plusieurs projets d'accords bilatéraux, de mémorandums d'accords et de programmes d'action pour divers ministères et départements; j'étais également chargé d'élaborer, d'étudier, d'analyser, d'interpréter et de donner des avis juridiques à l'ensemble des organismes d'État sur tous les traités et accords bilatéraux couvrant un vaste éventail de sujets, en coordination avec les autres sections. J'ai également élaboré des projets de ratification et d'adhésion, rédigé des mémorandums et formulé des avis juridiques sur leur compatibilité avec le droit interne. J'ai participé à toutes les commissions ministérielles conjointes avec les autres États ou délégué mes pouvoirs à des experts.

6) *Cours d'eau internationaux et sous-section du bassin du Nil*

J'étais chargé d'élaborer, d'étudier, d'analyser, d'interpréter et de rédiger des mémorandums et de donner des avis juridiques à tous les organismes d'État sur tous les accords et traités bilatéraux et régionaux ayant trait au bassin du Nil ou encore au droit international de la mer, au droit maritime national et international, aux eaux du Nil, aux eaux de surface et à la coopération avec les Grands Lacs. J'ai également élaboré des projets de ratification et d'adhésion, donné des avis et rédigé des mémorandums sur la compatibilité de ces accords et traités avec le droit interne.

7) *Frontières internationales*

J'étais chargé d'élaborer, d'étudier, d'analyser, d'interpréter, de rédiger des mémorandums et de donner des avis juridiques à l'ensemble des organismes d'État sur tous les traités et accords bilatéraux ou régionaux ayant trait au tracé et à la démarcation des frontières intérieures ou des frontières internationales avec les pays voisins. J'ai également participé au règlement de différends frontaliers.

Quelques travaux

1. Ai dirigé des équipes de recherche sur la récupération des frontières Nord-Sud; Archives nationales du Soudan, Khartoum; Public Records Office, Royal Geographic Society, Universités de Durham et d'Oxford (2005-2013)

2. Documents, ateliers, conférences et exposés au Centre d'arbitrage de Khartoum, au Centre d'arbitrage du Soudan et dans d'autres centres d'arbitrage ou universitaires sur diverses questions, en particulier le règlement pacifique de différends internationaux, les principes juridiques de la délimitation des frontières, la valeur de preuve des cartes dans les litiges frontaliers et le règlement des différends dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, le droit de l'environnement et le droit de la mer (2006-2015)
3. Ai dirigé des équipes de recherche sur la récupération des frontières de l'Abyie; Archives nationales du Soudan, Khartoum; Public Records Office, Royal Geographic Society, Universités de Durham et d'Oxford (2007-2008)
4. Ai dirigé des équipes de recherche sur la récupération des frontières du Darfour; Archives nationales du Soudan, Khartoum; Public Records Office, Royal Geographical Society, Universités de Durham et d'Oxford (2005-2007)

Rédaction

1. Rédacteur en chef, *Journal of Human Rights and Humanitarian Law*, Département des droits de l'homme et du droit humanitaire (2013-2015)
2. Rédacteur adjoint, Sudan Focus Newsletter (1992-1997)

Administration

- Au Ministère de la justice, j'étais chargé de diriger de 25 à 40 conseils à divers niveaux, y compris des chefs de service et de section. The relevant supporting staffs were between 20 to 30 administrative staff including paralegal staff
- Ai mis sur pied le Département du droit international et des traités au Ministère de la justice (1998)
- Ai aidé à organiser la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, instance créée en 2004 par onze États membres de la région des Grands Lacs pour le règlement des conflits armés, le maintien de la paix, de la sécurité et de la stabilité, et la mise en place des fondements de la reconstruction après-conflit dans la région. Les États membres sont l'Angola, le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, le Soudan et la Zambie (2004-2006)
- Ai aidé à instaurer, le 7 juin 2007, le Programme frontière de l'Union africaine, dans le cadre de la première Conférence de ministres africains chargée des questions frontalières. La Conférence a adopté une déclaration et des modalités de mise en œuvre, approuvées par le Conseil exécutif à Accra. Le 25 mars 2010, la Commission a convoqué la deuxième Conférence de (2006-2007)

ministres de l'Union africaine chargée des questions frontalières, à Addis-Abeba. Les ministres ont adopté la déclaration et ses modalités de mise en œuvre, qui ont été approuvées par le Conseil exécutif à Kampala, le 23 juillet 2010

En tant que Solliciteur général, ai réinstauré le Département des droits de l'homme (2010-2015)

En tant que chef de secteur (Vice-Président de tribunal), ai mis sur pied le Secteur des litiges de droit international (2014-2015)

Publications

Ouvrages

1. *The Concept of Shura in the Islamic Jurisprudence* (2014)

2. *Traités internationaux : guide et manuel de la conclusion, ratification, adhésion, incorporation et interprétation* (en arabe) (2013)

3. *Décision d'experts sur la délimitation de l'Abyie au vu de l'histoire et des principes de droit* (en arabe) (2013)

4. *Responsibilities of States in International Humanitarian Law*, article publié dans le *Justice Journal*, vol. 16, Khartoum, juin 2007 (2007)

5. *Le litige frontalier soudano-égyptien: le triangle d'Halaib et les saillants de Wadi Halfa en droit international* (ISBN 99942-50-07-8), Khartoum University Press, Khartoum, 2005 (en arabe) (2005)

6. *The Ilemi Triangle: Sudan-Kenya Disputed International Boundary*, publié en 2008 par la Khartoum University Press, Université de Khartoum, 2008 (ISBN99942-50-16-7) (2008)

7. *Darfur Boundaries in a Historical Context*, en collaboration avec Ibrahim Musa M. Hamdoun, publié en 2012 pour la Commission foncière du Darfour (2014)

8. *The International Criminal Court and deviation from International Law* (2012)

Sélection d'articles

5. *Plusieurs analyses de décisions de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine*; écrits et articles publiés dans le *Justice Journal* et le *Human Rights and Humanitarian Law Journal* (2001-2015)

6. *Composition and Competence of Boundary Demarcation Commissions*, article publié dans le *Justice Journal*, 2003 (2003)

7. *Sudan - Ethiopian Boundary in a Historical Perspective*, cahier établi pour la partie soudanaise de Commission des frontières soudano-éthiopiennes (2002)

8. *The Extra Territorial Application of National Law*, article publié dans le *Justice Journal* (2001)
9. *Peaceful Settlement of International Boundary Disputes*, écrit publié par le *Center for Strategic Studies Journal*, vol. 16, Khartoum, août 1998 (1998)
10. *Halaib Dispute*, écrit publié par le *Center for Strategic Studies Journal*, vol. 10, Khartoum, août 1998 (1997)
11. *Halaib Dispute*, écrit publié par le *Center for Strategic Studies Journal*, vol. 10, Khartoum, août 1998 (1997)

Rapports officiels publiés pour le compte du Conseil consultatif pour les droits de l'homme

J'ai établi de nombreux rapports pour divers organes des Nations Unies et organes de traités régionaux et ai publié les documents suivants :

1. Premier rapport périodique du Soudan au Conseil des droits de l'homme de l'ONU (2010)
2. Quatrième et cinquième rapports du Soudan établis en application de l'article 62 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, 2008-2012 (2011)
3. Rapport du Soudan établi conformément au Plan arabe de valorisation de la culture des droits de l'homme (plan régional) (2011)
4. Rapport du Soudan sur la suite donnée au Plan arabe de valorisation de la culture des droits de l'homme (plan régional) (2012)
5. Douzième et seizième rapports périodiques du Soudan établis en application de l'article 9 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (2013)
6. Deuxième et troisième rapports périodiques du Soudan établis en application des articles 16 et 17 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 2003-2008 (2013)
7. Quatrième rapport périodique du Soudan établi en application de l'article 40 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 2003-2008 (2013)
8. Plan national des droits de l'homme du Soudan, 2013-2023 (2013)
9. Rapport d'examen périodique à mi-parcours du Soudan au Conseil des droits de l'homme de l'ONU (2013)
10. Premier rapport périodique du Soudan établi en application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, 2012-2015 (2014)

Rapports annuels – Conseil consultatif pour les droits de l’homme

1. Conseil consultatif pour les droits de l’homme – rapport annuel 2010-2011 (2011)
2. Conseil consultatif pour les droits de l’homme – rapport annuel 2012 (2012)
3. Conseil consultatif pour les droits de l’homme – rapport annuel 2013 (2014)
4. Plan national pour la protection et la promotion des droits de l’homme au Soudan 2013-2023 (Conseil consultatif pour les droits de l’homme) (2013)
5. Guide législatif des droits de l’enfant au Soudan (2011)
6. Les sanctions unilatérales des États-Unis contre le Soudan et leurs incidences néfastes sur la jouissance des droits de l’homme (2013)

Enseignement

1. Université de Khartoum; faculté de hautes études. (2005-2008)
Cours enseignés : droit international public et droit international des droits de l’homme; supervision des recherches faites par les étudiants de maîtrise
2. Université de Khartoum, faculté de droit. Cours enseignés : (2005-2008)
droits de l’homme et islam
3. El Nilian University, faculté de droit. Cours de droit (2005-2008)
international public pour étudiants de droit
4. Nile Valley University, faculté de droit et supervision des (2000-2014)
études de la charia faites par les étudiants de maîtrise, et examinateur externe
5. Université africaine; faculté de droit et supervision des (2000-2014)
études de la charia faites par les étudiants de maîtrise, et examinateur externe

Affiliations

1. Commission ayant préparé l’adhésion du Soudan à (2000-2014)
l’Organisation mondiale du commerce (OMC), présidence
2. Commission conjointe chargée du tracé des frontières entre (2000-2014)
le Soudan et l’Éthiopie
3. Commission chargée du tracé de la frontière entre le Nord et (2005-11)
le Sud du Soudan
4. Commission chargée du tracé de la frontière au nord du (2006-11)
Darfour
5. Comité gouvernemental soudanais chargé des questions liées (2006-)
à la CPI

6. Comité gouvernemental soudanais des zones frontalières litigieuses (2014-)
7. Candidature à la Commission du droit international de l'ONU appuyée par la République du Soudan (2011)
8. Commission chargée du tracé de la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud (2014-)

Consultations

1. White Nile (5B) Petroleum Operation Company (2009-2011)
2. Société de télécommunications nationale (2003-2005)
3. Groupe du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) au Ministère du commerce extérieur (1998-2008)
4. Conseiller juridique de la Société de développement et des services du Kordofan occidental (2004-2013)
5. Conseiller juridique de l'État du Kordofan méridional (2008-2012)
6. Conseiller juridique des comités ministériels de la République du Soudan et de la République du Soudan du Sud (2011-2014)

Participation à des conférences et réunions

J'ai assisté à plusieurs conférences et réunions en Afrique, en Asie et en Europe consacrées au droit international, aux droits de l'homme et aux différends frontaliers :

1. Conférence de signature par des personnalités politiques de haut rang de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée [Palerme (Italie)] (2002)
2. Nombreuses réunions de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (2002-2008)
3. Rédaction du Pacte et de 12 protocoles de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (2003-2004)
4. Rédaction de l'instrument juridique unique portant fusion de la Cour de justice de l'Union africaine et de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (2012)
9. Commission de rédaction juridique de l'Union africaine (ministres de la justice) (2000-2013)
10. Sessions du Conseil des droits de l'homme de l'ONU [Genève (Suisse)] (2010-2015)
11. Sessions de l'Union africaine sur les droits de l'homme et des peuples (2010-2015)

Analyses bibliographiques

- 1994-98 Diverses analyses bibliographiques dans *Monthly News Analysis Sudan Focus*, revue mensuelle de référence publiée à Londres

- 1- *The Benefits Of Famine: A Political Economy Of Famine And Relief In Southwestern Sudan, 1983-1989*, David Keen, Princeton University Press, États-Unis, dans *Sudan Focus*, vol. 2, n° 14, 15 avril 1995
- 2- *The Politics Of The Two Sudans: The South And The North 1821-1969*, Deng D. A. Ruay, Scandinavian Institute Of African Studies, Uppsala (Suède), dans *Sudan Focus*, vol. 2, n° 14, 15 avril 1995
- 3- *Eritrea And Neighbours In The 'New World Order'*, Tesfatsion Medhanie, Brenmer African Studien, Hamburg (Allemagne), dans *Sudan Focus*, vol. 2, n° 19, 15 octobre 1995
- 4- *Sudan: Conflict And Minorities*, Peter Varney et consorts, Minority Rights Group, Londres, dans *Sudan Focus*, vol. 2, n° 19, 15 octobre 1995
- 5- *The Dervish Wars: Gordon & Kitchener In The Sudan 1880-1898*, Robin Neillands et John Murray, Cambridge University Press, Cambridge (Royaume-Uni), dans *Sudan Focus*, vol. 3, n° 6-7, juin- 15 juillet 1996
- 6- *Winds Of Change: The End Of Empire In Africa*, Trevor Royle et John Murray, Londres, dans *Sudan Focus*, vol. 3, n° 10, 15 novembre 1996
- 7- *The Sudan Strategic Report 1996*, Centre For Strategic Studies, Khartoum, dans *Sudan Focus*, vol. 4, n° 8, septembre 1997.
- 6- *Border Identities: Nation States at International Frontiers*, Thomas Wilson, analyse bibliographique publiée dans *Sudan Focus*.

Emmanuel Ugirashebuja (Rwanda)

[Original : anglais]

M. Emmanuel Ugirashebuja a des compétences avérées et une solide expérience dans le domaine du droit international et, de ce fait, satisfait pleinement aux critères requis pour devenir membre de la Commission du droit international.

M. Ugirashebuja est, depuis juin 2014, Président de la Cour de justice d'Afrique de l'Est. Avant d'être détaché à la Cour par le Gouvernement rwandais et d'en devenir, six mois plus tard, le Président, il a été doyen et maître de conférences à la faculté de droit de l'Université du Rwanda. Tout en étant doyen de la faculté de droit, il a également été membre du Conseil supérieur de la magistrature et du Conseil suprême de procureurs du Rwanda. Il a par ailleurs été désigné par la Communauté d'Afrique de l'Est membre d'une équipe d'experts chargée d'examiner les craintes, difficultés et préoccupations suscitées par la Fédération politique de l'Afrique de l'Est. Invité, notamment, à donner des conférences ou à rédiger des documents pour la Harvard University, l'Université de Dar es-Salaam, la Strathmore University, l'Université d'Édimbourg et la Makumira University, M. Ugirashebuja est membre des comités de rédaction de plusieurs revues universitaires et est l'auteur de plusieurs documents universitaires et documents de conférence. Arbitre ou expert dans des cas d'arbitrage ou de médiation internationaux ou nationaux, il est membre du Conseil international du droit de l'environnement, de l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles. Titulaire d'un doctorat décerné en 2008 par l'Université d'Édimbourg (avec le professeur Alan Boyle comme directeur de thèse), il est boursier des cours d'été Draper Hills de l'Université de Stanford.

M. Ugirashebuja est tenu en haute estime par les plus éminents experts du droit international, s'étant distingué parmi les milieux universitaires. Récemment, il s'est porté, en collaboration avec ses collègues de l'Université de Leyde (Pays-Bas), auteur d'un livre intitulé "EAC Law, Institutional, Substantive and Comparative EU Law Aspects", qui sera publié aux éditions Brill. Membre d'une équipe de chercheurs mondiaux qui a entrepris une étude sur le cadre juridique des droits de l'homme et de l'environnement applicable aux entreprises européennes exerçant leurs activités en dehors de l'Union européenne, demandée par l'UE et placée sous la direction de l'Université d'Édimbourg, M. Ugirashebuja a été récemment désigné au Brésil pour faire partie d'une équipe de juges et de savants chargée d'aider à l'élaboration d'instruments constitutifs du Global Judicial Institute for Environment. En 2015, il a été invité à participer à une table ronde, lors de la Conférence africaine pour le développement, à Harvard. Il a également pris part, dans le cadre du groupe Afrique de la Harvard Kennedy School, à des débats sur le renforcement des capacités juridiques, la gouvernance après les conflits et les solutions intégrées aux problèmes juridiques que connaît la région de l'Afrique de l'Est. En tant que membre de l'équipe d'experts de la Communauté d'Afrique de l'Est, M. Ugirashebuja a aidé à rédiger une constitution type pour la région. Consulté à plusieurs reprises par les Ministères rwandais des affaires étrangères et de la justice, l'Institut rwandais de la pratique juridique et le PNUD pour la formation dans le domaine de l'applicabilité du droit international dans le système juridique rwandais, il a été invité à prononcer le discours-programme de nombreuses conférences consacrées à des questions de droit international.

M. Ugirashebuja parle couramment l'anglais et a une bonne connaissance du français.

Eduardo Valencia-Ospina (Colombie)

[Original : anglais et espagnol]

Membre de la Commission du droit international (CDI)

Rapporteur spécial de la CDI sur la protection des personnes en cas de catastrophe

Président de la Sociedad Latinoamericana de Derecho Internacional (SLADI)

Lieu de naissance

Cali (Colombie)

Langues

Espagnol (langue maternelle), anglais et français (parlés, lus et écrits)

Titres universitaires

Baccalauréat, Colegio de Santa Librada, Cali, 1956 (1950-1956)

Doctorat en sciences juridiques, Université pontificale Javeriana, Bogotá, 1962 (1957-1961)

Doctorat en sciences économiques, Université pontificale Javeriana, 1962 (1957-1961)

Diplôme spécialisé en droit et économie du travail, Université pontificale Javeriana, 1961

Diplôme délivré à l'issue d'un séminaire sur le droit américain à l'intention des juristes colombiens, Université méthodiste du Sud, Dallas, 1961

Diplôme délivré à l'issue du programme pour les étudiants étrangers, Université Yale, New Haven, 1962

Maîtrise en droit, faculté de droit de l'Université d'Harvard), Cambridge, États-Unis, 1963 (1962-1963), spécialisation en droit international

Études spécialisées de troisième cycle en droit international, faculté de droit de l'Université d'Harvard (1963-1964)

Prix et distinctions

Médaille d'or « General Santander » décernée au meilleur étudiant du Colegio de Santa Librada (1956)

Première place à la faculté de droit de l'Université pontificale Javeriana (1961)

Bourse de l'ICETEX accordée pour chacune de ses cinq années d'études à la faculté de droit de l'Université pontificale Javeriana

Bourse Fulbright, 1962

Bourse de l'Université Harvard, 1962-1963

Bourse de l'Organisation des États américains, 1963-1964

Chevalier de l'Ordre des villes confédérées, titre décerné par le Gouvernement fédéral de Cali (1995)

Médaille d'or « José Félix Restrepo », la plus haute décoration décernée par l'Université pontificale Javeriana (1997)

Chevalier de l'Ordre Javeriana, titre décerné par l'Association des anciens élèves de l'Université pontificale Javeriana (1997)

« Commentaries on World Court's Decisions, 1987-1996 », Kluwer Law International, 1998 (ouvrage qui lui est dédié), publié par Kluwer Law International (1998)

Premier membre honoraire du T.M.C. Asser Instituut, La Haye (2001)

Universitaire invité du Centre of International Studies de la faculté de droit de l'Université de New York (2001)

Grand-croix de l'Ordre de San Carlos, décernée par le Président et le Ministre des affaires étrangères de la République de Colombie (2001)

Membre honoraire de l'Académie colombienne de droit international (2009)

Président de la Sociedad Latinoamericana de Derecho Internacional (LASIL/SLADI)

Expérience professionnelle

I. Après sa carrière en tant que fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies (2000- aujourd'hui)

Membre de la CDI :

2006 : élu par la CDI au poste laissé vacant suite à la démission de Bernardo Sepúlveda (Mexique)

2007-2011 : élu par l'Assemblée générale

2011-2016 : élu par l'Assemblée générale

2007 : élu Rapporteur spécial de la CDI sur la protection des personnes en cas de catastrophe

2008 : Rapport préliminaire (A/CN.4/598)

2009 : Deuxième rapport (A/CN.4/615 et Corr.1)

2010 : Troisième rapport (A/CN.4/629)

2011 : Quatrième rapport (A/CN.4/643 et Corr.1)

2012 : Cinquième rapport (A/CN.4/652)

2013 : Sixième rapport (A/CN.4/662)

2014 : Septième rapport (A/CN.4/668)

Consultant en droit international, notamment dans des procédures judiciaires et arbitrales internationales, auprès du Gouvernement colombien et de plusieurs autres États (2000 à ce jour) et auprès du cabinet d'avocats Eversheds Frère Cholmeley (Londres, Paris) (2000-2010)

Conseil de la Colombie dans plusieurs affaires portées devant la Cour internationale de Justice

Rédacteur en chef et collaborateur du journal *The Law and Practice of International Courts and Tribunals*, Martinus Nijhoff/Brill, Leiden, Boston

Rédacteur en chef de la série *International Litigation in Practice*, Martinus Nijhoff/Brill, Leiden, Boston

II. Avant son entrée à l'ONU

Assistant juridique auprès du Solliciteur général, Conseil d'État colombien (1961-1962)

Collaborateur au cabinet d'avocats Ropes & Grey, Boston (1963)

III. Carrière à l'ONU (1964-2000)

A. Cour internationale de Justice (1984-2000)

Greffier, élu le 19 février 1987 et réélu le 17 février 1994, pour des mandats de sept ans avec rang de Sous-Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Greffier adjoint, élu le 11 avril 1984, pour un mandat de sept ans

Alors que M. Valencia-Ospina exerçait ses fonctions, la Cour a été saisie des affaires suivantes :

Affaires contentieuses

1. Affaire de la délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)
2. Affaire du plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)
3. Affaire du différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)
4. Affaire des activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (*Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*)
5. Demande en révision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 dans l'affaire du plateau continental (*Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne*)
6. Affaire relative à des actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Costa Rica*)
7. Affaire relative à des actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Honduras*)
8. Affaire du différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras), requête du Nicaragua à fin d'intervention
9. Affaire de l'Elettronica S. p. A. (ELSI) (*États-Unis d'Amérique c. Italie*)
10. Affaire de la délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (*Danemark c. Norvège*)
11. Affaire de l'incident aérien du 3 juillet 1988 (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*)

12. Affaire de certaines terres à phosphates à Nauru (*Nauru c. Australie*)
13. Affaire relative à la sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (*Guinée-Bissau c. Sénégal*)
14. Affaire du différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)
15. Affaire relative au Timor oriental (*Portugal c. Australie*)
16. Affaire de la délimitation des frontières maritimes entre la Guinée-Bissau et le Sénégal (*Guinée-Bissau c. Sénégal*)
17. Affaire du passage par le Grand-Belt (*Finlande c. Danemark*)
18. Affaire de la délimitation maritime et des questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (*Qatar c. Bahreïn*)
19. Affaire relative à des questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni*)
20. Affaire relative à des questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique*)
21. Affaire des plateformes pétrolières (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*)
22. Affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie*)
23. Affaire relative au projet de Gabcikovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)
24. Affaire de la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria [*Cameroun c. Nigéria*; Guinée équatoriale (intervenant)]
25. Affaire de la compétence en matière de pêcheries (*Espagne c. Canada*)
26. Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des essais nucléaires (*Nouvelle-Zélande c. France*)
27. Affaire de l'Île de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)
28. Affaire relative à la Convention de Vienne sur les relations consulaires (*Paraguay c. États-Unis d'Amérique*)
29. Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998 dans l'affaire de la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (*Cameroun c. Nigéria*), exceptions préliminaires
30. Affaire relative à la souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)
31. Affaire Ahmadou Sadio Diallo (*République de Guinée c. République démocratique du Congo*)
32. Affaire LaGrand (*Allemagne c. États-Unis d'Amérique*)
33. Affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Belgique*)

34. Affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Canada*)
35. Affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. France*)
36. Affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Allemagne*)
37. Affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Italie*)
38. Affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Pays-Bas*)
39. Affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Portugal*)
40. Affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Espagne*)
41. Affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Royaume-Uni*)
42. Affaire relative à la licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. États-Unis d'Amérique*)
43. Affaire relative aux activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Burundi*)
44. Affaire relative aux activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Ouganda*)
45. Affaire relative aux activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Rwanda*)
46. Affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Croatie c. Serbie*)
47. Affaire de l'incident aérien du 10 août 1999 (*Pakistan c. Inde*)

Avis consultatifs

48. Demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies
49. Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'Accord du 26 juin 1947 relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies
50. Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies
51. Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé
52. Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires
53. Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme

B. Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (Bureau des affaires juridiques), New York (1964-1984)

Nommé juriste adjoint de 2^e classe, septembre 1964

Juriste hors classe, démission en mars 1984

1. Assistance juridique aux organes de codification et conférences des Nations Unies

Membre du Secrétariat des conférences et organes suivants :

Commission du droit international (depuis 1966, 18 sessions consécutives), Secrétaire adjoint de la Commission depuis 1981; Secrétaire du Comité de rédaction depuis 1976

Sixième Commission de l'Assemblée générale (depuis 1966, 18 sessions consécutives), Sous-Secrétaire; Secrétaire du Comité de rédaction et des groupes de travail établis concernant les questions suivantes :

Projet de convention sur les missions spéciales (1968-1969)

Projet de convention sur la prévention et la répression des infractions commises contre les agents diplomatiques et autres personnes ayant droit à une protection internationale (1973)

Projet de déclaration sur le droit d'asile (1965-1967)

Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1969), Assistant spécial auprès de M. H. Waldock, expert-conseil; Sous-Secrétaire du Comité plénier

Conférence des Nations Unies sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales (Vienne, 1975), Sous-Secrétaire du Comité de rédaction

Conférence de plénipotentiaires sur l'asile territorial (Genève, 1977), Secrétaire du Comité de rédaction

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités (Vienne, 1977-1978), Secrétaire du Comité de rédaction

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État (Vienne, 1983), Secrétaire du Comité plénier et du Comité de rédaction

Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (1966-1970), Sous-Secrétaire

Comité spécial des Nations Unies pour la question de la définition de l'agression (1967-1972), Sous-Secrétaire

Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1996 (1973, 1977), Sous-Secrétaire

Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies (1975), Sous-Secrétaire.

2. Recherches, études et publications sur des sujets liés au droit international

A notamment participé à l'établissement des documents et publications des Nations Unies ci-après :

« Pratique suivie par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique en ce qui concerne leur statut juridique, leurs privilèges et leurs immunités » (A/CN.4/L.118 et Add.1 et 2; *Annuaire de la Commission du droit international, 1967*)

Sixième rapport sur les relations entre les États et les organisations internationales (A/CN.4/241 et Add.1 à 6); *Annuaire de la Commission du droit international, 1971*)

« Examen du programme et des méthodes de travail de la Commission du droit international » (A/7209/Rev.1, annexe; *Annuaire de la Commission du droit international, 1968*)

« Examen du programme de travail de la Commission du droit international » (A/CN.4/230; *Annuaire de la Commission du droit international, 1970*)

« Examen d'ensemble du droit international » (A/CN.4/245/Rev.1; *Annuaire de la Commission du droit international, 1971*)

« La succession d'États aux traités multilatéraux » (A/CN.4/200 et Add.1 et 2; A/CN.4/210; A/CN.4/225; *Annuaire de la Commission du droit international, 1968, 1969 et 1970*);

« La succession d'États en matière de traités bilatéraux » (A/CN.4/229; A/CN.4/243 et Add.1; *Annuaire de la Commission du droit international, 1970 et 1971*)

« Examen du rôle de la Cour internationale de Justice » (A/8382, 1971)

« Terrorisme international » (A/C.6/418 et Add.1, 1972)

Enquête sur les règles en vigueur du droit international relatives à l'interdiction ou à la restriction de l'emploi de certaines armes (A/9215, vol. I et II, 1973)

Asile diplomatique (A/10139, partie II, 1975)

« Documentation concernant la succession d'États », *Série législative des Nations Unies*, vol. 14 (ST/LEG/SER.B/14)

« Documentation concernant la succession d'États dans les matières autres que les traités », *Série législative des Nations Unies*, vol. 17 (ST/LEG/SER.B/17)

Recueil des sentences arbitrales, vol. XIV (publication des Nations Unies, numéro de vente F.65.V.4)

Recueil des sentences arbitrales, vol. XV (publication des Nations Unies, numéro de vente F.66.V.3)

Recueil des sentences arbitrales, vol. XVI (publication des Nations Unies, numéro de vente E/F.69.V.1)

La Commission du droit international et son œuvre, 3^e éd., 1980 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.80.V.11)

Projet de recherche sur certaines circonstances excluant l'illicéité autres que la « force majeure » et le « cas fortuit » (à savoir l'état de nécessité, la légitime défense, le consentement et l'application légitime d'une sanction)

Projet de recherche sur la clause de la nation la plus favorisée

Projet de recherche sur le statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique

Autres écrits

Algunas Consideraciones Jurídicas y Económicas Suscitadas por el Tema de la Actuación Estatal, éd. La Meta, Bogotá, 1962

Legal Problems in Commodities Trade: The International Coffee Agreement, Cambridge, États-Unis, 1963

« Le droit et son interprète », in *Guy Ladreit de Lacharrière et la politique juridique extérieure de la France*, éd. Masson, Paris, 1989

« The International Court of Justice and International Environmental Law », in *Asian Yearbook of International Law*, vol. 2, 1994

« The Use of Chambers of the International Court of Justice », in *Essays in Honour of Sir Robert Jennings*, Cambridge University Press, 1995

« The Role of the International Court of Justice in fifty years of the United Nations », in *The Hague Yearbook of International Law*, vol.8, 1995

« Aspects conceptuels et pratiques de la codification et du développement progressif du droit international : évolutions et priorités » in *Le droit international comme langage des relations internationales* (publication des Nations Unies, numéro de vente T.96.V.4)

« International Law and the Information Era », in *Contemporary International Law Issues: Conflicts and Convergences*, La Haye, T.M.C. Asser Instituut, 1996

« Financing, Administering and Making Known the Work of the Court », in *Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice*, Martinus Nijhoff Publishers/UNITAR, 1997

« Nueva Aproximacion al Uti Possedetis Juris », dans *Quaestiones juridicae*, n°13, Bogotá, 1997

« The Role of the International Court of Justice in the Pact of Bogotá », dans *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda*, éd. Kluwer, La Haye, 2000

« The role of the International Court of Justice in disputes relating to the Law of International Watercourses », dans *Proceedings of the First Regional Latin-American Conference of the International Law Association*, São Paulo, 1999

« La preuve devant les tribunaux internationaux », in *International Law Forum du droit international*, vol. I, 1999

« La Bibliothèque », in *International Law Forum du droit international*, vol. IV, 2000

« Non-governmental Organizations and the International Court of Justice », in *Civil Society, International Courts and Compliance Bodies*, T.C.M. Asser Press, 2005

« International Boundary Delimitation and the Law of Treaties », dans *Boundary Negotiation and Dispute Resolution*, IBRU, CD-ROM, Durham, Royaume-Uni, 2005

« Agents before International Courts and Tribunals », dans *Max Planck Encyclopedia of International Law*, Oxford University Press, 2006

« The Pact of Bogotá », dans *Max-Planck Encyclopedia of International Law*, Oxford University Press, 2007

Avant-propos à plusieurs ouvrages sur divers sujets tels que les procédures devant la Cour internationale de Justice, le droit international de l'environnement et le droit international relatif aux catastrophes.

Activités diverses

Assistant spécial du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies à ses vingt-huitième (1973), trente-troisième (1978) et trente-huitième sessions (1983)

Représentant de l'Organisation des Nations Unies à la vingt-deuxième Conférence internationale de la Croix-Rouge, Téhéran (1973)

Participant, au nom du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, aux tables rondes d'experts sur le droit des réfugiés à l'Institut international de droit humanitaire, San Remo (1978) et Florence (1979)

Membre du Comité des publications de l'Organisation des Nations Unies

Membre des délégations de la Cour internationale de Justice aux trente-neuvième (1984) à cinquante-quatrième (1999) sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies

Observateur pour la Cour internationale de Justice aux réunions du Comité consultatif juridique afro-asiatique à Arusha en 1985, à Beijing en 1989 et à Islamabad en 1992

Observateur pour la Cour internationale de Justice au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (La Havane, 1990)

Observateur pour la Cour internationale de Justice à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992)

Délégué au dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Vienne, 2000)

Représentant de la Cour d'arbitrage de la Chambre internationale de commerce (Paris) à la dix-neuvième Conférence diplomatique de la Conférence de La Haye de droit international privé (2001)

Président du jury (à Washington) et juge (à l'ONU, New York) lors des finales mondiales du concours Jessup International (concours de plaidoiries simulées) et président du jury lors des finales néerlandaise et colombienne (La Haye, Bogotá)

Juge au concours Telders (procès simulé en droit international) (Leiden)

Membre honoraire du Comité de rédaction du *Leiden Journal of International Law*

Membre honoraire du Comité de rédaction du *Colombian Yearbook of International Law*

Membre du Conseil consultatif de rédaction pour le futur *Latin-American Yearbook of Public International Law* (Genève)

Membre du Comité de nomination pour le Prix de La Haye de droit international

Membre du Conseil d'administration de la Manfred Lachs Foundation (Pays-Bas)

Membre du Comité directeur du projet sur les cours et tribunaux internationaux (Universités de New York et de Londres)

Membre du Comité consultatif pour le projet « Désignation, élection et nomination des juges internationaux : procédure et légitimité » (University College, Londres)

Participant à la réunion d'experts de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires sur la loi type sur l'aide internationale en cas de catastrophe (Genève)

Participant aux tables rondes d'experts sur la protection temporaire, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (San Remo)

Participant à la table ronde sur le droit international des interventions lors de catastrophes (Genève)

Membre du Comité consultatif de l'Initiative Nansen sur les personnes déplacées au niveau international (Genève)

Membre du Groupe consultatif pour le Cadre d'action de Hyogo 2 (Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes de Sendai)

Participant en tant que président ou intervenant principal à de multiples conférences internationales, colloques, tables rondes, symposiums et ateliers sur des sujets intéressant le droit international

Exposés présentés

Vingtième et trente-deuxième programmes extérieurs de l'Académie de droit international de La Haye (Bogotá, 1998, et Manille, 2001)

Vingt-troisième cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain (Rio de Janeiro, 1996)

Chaire Wolfson au Dean Rusk International Law Center (Université de Géorgie)

Programme de formation relatif au projet sur les cours et tribunaux internationaux, faculté de droit de l'Université de Pretoria

Programme de formation relatif au projet sur les cours et tribunaux internationaux, Ministère des affaires étrangères, Téhéran

International Boundaries Research Unit de l'Université de Durham (Royaume-Uni), ateliers à Paris (2003) et Durham (2005)

Hommage à Rafael Altamira au nom de la Cour internationale de Justice (Alicante)

Séminaire ONU/UNITAR organisé avec le programme de l'Académie de droit international de La Haye

Programme de hautes études à l'Office des Nations Unies à Genève

Séminaire de droit international organisé parallèlement aux sessions annuelles de la Commission du droit international à Genève

Séminaire organisé par l'UNITAR à New York à l'intention des délégués

Séminaire organisé par le Département de l'information de l'Organisation des Nations Unies (New York) à l'intention de groupes d'étudiants invités

Cours de droit international sur les catastrophes (San Remo)

Réunion consultative de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sur la législation et les catastrophes (Toluca)

Universités (facultés de droit) et autres établissements universitaires

Université pontificale Javeriana, Colegio del Rosario y de Los Andes (Bogotá, Colombie); Asser Instituut et Institut des études sociales (La Haye), Universités de Leiden, d'Amsterdam, de Rotterdam et d'Utrecht (Pays-Bas); Universités de Boston, de Californie (Davis), de Géorgie (Athens), d'Harvard (Cambridge), de Yale (New Haven), Université de New York, City College de l'Université de la ville de New York, Université Vanderbilt (Nashville) (États-Unis); Universités d'Oxford, de Glasgow, de Durham, de Londres, King's College, Queen Mary College, faculté des études orientales et africaines, London School of Economics, British Institute of International Law (Royaume-Uni); Institut de hautes études internationales et du développement, Académie de droit international humanitaire et de droits humains à Genève (Suisse); Universités de Buenos Aires et d'El Salvador (Argentine); Université de Vienne (Autriche); Institut de droit public et de science politique, Fondation Getulio Vargas (Rio de Janeiro) et Université de São Paulo (Brésil); Institut interaméricain des droits de l'homme et Université pour la paix (San José); Académie diplomatique (Quito); Institut diplomatique (Le Caire); Centre de droit économique international et européen (Thessalonique, Grèce); Université d'Ispahan (Iran); Universités de Milan et de Bologne, Scuola Superiore Sant'Anna (Pise) et Institut international de droit humanitaire (San Remo) (Italie); Université Atheneum (Manille); Université Cardinal Wyszyński et faculté d'économie (Varsovie); Université Nicolas Copernic (Torun) (Pologne).

Associations et autres institutions

Cour suprême (Cali); Association des étudiants et anciens élèves de l'Académie de droit International de La Haye; Société hispanique des Pays-Bas; Association du barreau de la ville de New York et American Association of Maritime Law (États-Unis); Association cubaine pour les Nations Unies (La Havane); Société égyptienne de droit international (Le Caire); Société roumaine pour les relations internationales (Bucarest); Association mondiale des anciens boursiers et stagiaires de l'ONU (Genève); Sections grecque et brésilienne de l'Association de droit international (Athènes et São Paulo).

Affiliation aux associations suivantes

Association de droit international

Président du Groupe d'étude sur la responsabilité des organisations internationales (2005-2012)

Membre du Comité sur la responsabilité des organisations internationales

Membre du Groupe d'étude sur l'indépendance des tribunaux internationaux

American Society of International Law

Sociedad Latinoamericana de Derecho Internacional

Marcelo Vázquez-Bermúdez (Équateur)

[Original : anglais et espagnol]

Extrait d'une lettre datée du 3 février 2016, reçue de la Mission permanente de l'Équateur

...

L'Ambassadeur Marcelo Vázquez-Bermúdez a activement contribué aux travaux de la Commission du droit international. Actuellement, il est le rapporteur de la Commission et a été le président de son Comité de rédaction et président du Groupe de travail sur les réserves aux traités, qui a achevé l'élaboration du Guide de la pratique sur la question. L'Équateur est fermement convaincu que M. Vázquez-Bermúdez, s'il est réélu, continuera d'apporter une contribution constructive au travail de cet important organe.

M. Marcelo Vázquez-Bermúdez est un éminent juriste doté d'une longue expérience académique et pratique du droit international. Professeur d'université, il a été Conseiller juridique au Ministère équatorien des affaires étrangères et à la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies. Il est membre de la Cour permanente d'arbitrage et de diverses sociétés savantes, et a présidé plusieurs réunions importantes, notamment la huitième Réunion des parties à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, la première Réunion des États parties à la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique et la troisième Conférence des États parties à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Actuellement, il est Représentant permanent suppléant de l'Équateur auprès de l'Organisation des États américains.

...

Date et lieu de naissance : Le 12 mars 1964 à Biblián (Équateur)

Formation

Avocat et docteur ès jurisprudence

Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Ecuador, Quito

Maîtrise de droit international

Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima

Académie diplomatique du Chili « Andrés Bello », Santiago

Diplôme, prix du meilleur étudiant étranger

Droit international

Columbia University, New York

Commission du droit international

- Membre de la Commission du droit international (2006-2011, et depuis 2013)
- Rapporteur de la Commission du droit international (2015-2016)
- Président du Groupe de travail de la Commission chargé de rédiger le Guide de la pratique sur les réserves aux traités (2011)

- Président du Comité de rédaction de la Commission du droit international (2009-2010)
- Participant à la table ronde sur la responsabilité des organisations internationales pour faits internationalement illicites, tenue à Genève à l'occasion de la réunion des conseillers juridiques des organisations internationales et des membres de la Commission (2009)
- Membre du Comité de rédaction de la Commission du droit international pour les questions suivantes : crimes contre l'humanité, protection des personnes en cas de catastrophe; accords et pratique ultérieurs dans le contexte de l'interprétation des traités, expulsion des étrangers, détermination du droit international coutumier, responsabilité des organisations internationales pour faits internationalement illicites, application provisoire des traités, clause de la nation la plus favorisée, obligation d'extrader ou de poursuivre, immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère, protection de l'atmosphère, droit des aquifères transfrontières, effets des conflits armés sur les traités, protection de l'environnement en rapport avec les conflits armés

Cour permanente d'arbitrage de La Haye

Depuis 2013

Membre du Groupe national équatorien de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye

Fonctions actuelles

Ambassadeur, représentant suppléant de l'Équateur auprès de l'Organisation des États américains (OEA), depuis 2014

- Connaissances pratiques approfondies du droit interaméricain, de l'OEA et de ses institutions, telles que la Cour interaméricaine des droits de l'homme et la Commission interaméricaine des droits de l'homme
- Participation à des sessions de l'Assemblée générale de l'OEA et à plusieurs réunions du Conseil permanent, de commissions et de groupes de travail, auxquels il a apporté une contribution constructive

Expérience professionnelle

2012-2013

Ambassadeur, Conseiller juridique au Ministère équatorien des affaires étrangères

Vice-Ministre des affaires étrangères par intérim (à plusieurs reprises)

- Avis juridiques en droit international dispensés aux autorités ministérielles
- Assistance juridique pour la négociation de traités et d'autres instruments internationaux, ainsi que pour leur application
- Négociation de l'Accord sur la délimitation maritime entre l'Équateur et le Costa Rica et participation aux réunions techniques bilatérales organisées pour déterminer les frontières maritimes entre les deux pays

- Chef de la délégation équatorienne à la réunion préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ONU, Genève
- Chef de la délégation équatorienne à la septième réunion ministérielle de la Communauté des démocraties, Oulan-Bator
- Chef de la délégation équatorienne du Groupe de travail de l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR) sur les droits de l'homme
- Représentant du Ministère des affaires étrangères au sein du Groupe interinstitutions chargé d'élaborer le dossier devant être présenté à la Commission des limites du plateau continental par l'Équateur en vue d'étendre son plateau continental au-delà des 200 milles marins
- Coordinateur des consultations interinstitutions sur la politique extérieure équatorienne à l'OEA
- Représentant de l'Équateur au sein du Groupe d'experts de haut niveau de l'UNASUR sur le règlement des différends relatifs aux investissements, chargé de négocier l'accord sur la création du Centre de l'UNASUR pour le règlement des différends relatifs aux investissements
- Membre du groupe de travail chargé de mener des études juridiques à l'appui de la Déclaration des Présidents équatorien et péruvien reconnaissant le golfe de Guayaquil en tant que baie historique
- Participation, en qualité de Vice-Ministre des affaires étrangères par intérim, à la réunion du Dispositif de consultations politiques entre l'Équateur et la République de Corée, au niveau vice-ministériel (2012)
- Chef de la délégation équatorienne aux réunions du Comité binational du Programme de conversion de la dette entre l'Équateur et l'Espagne (2012-2013)
- Chef de la délégation équatorienne à la réunion d'experts intergouvernementaux pendant laquelle ont été négociés les Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et aux autres infractions connexes, ONU, Vienne (2012)

2006-2011

Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Paris

- Président de la troisième Conférence des États parties à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (juin 2011)
- Président de la septième réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention de La Haye pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé (novembre 2009)
- Président de la première réunion des États parties à la Convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique (mars 2009)
- Vice-Président de la Conférence générale de l'UNESCO, Paris (2007 et 2009)

- Représentant de l'Équateur auprès du Conseil exécutif de l'UNESCO (2006-2007)
- Membre de l'Organe consultatif d'experts en droit de la mer de la Commission océanographique intergouvernementale
- Membre du Conseil du Bureau international d'éducation, Genève

2003-2006

Conseiller juridique au Ministère équatorien des affaires étrangères

- Avis juridiques dispensés aux autorités ministérielles et aux chefs des missions diplomatiques de l'Équateur à l'étranger
- Assistance juridique pour la négociation de traités et d'autres instruments internationaux, ainsi que pour leur exécution
- Rédaction d'avis juridiques dans le domaine du droit international
- Présentation au Congrès du contenu et du champ d'application des traités signés, pour approbation préalable à la ratification

1998-2003

Conseiller juridique de la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York

- Représentant de l'Équateur auprès de la Sixième Commission (Questions juridiques) de l'Assemblée générale (cinquante-troisième à cinquante-septième sessions)
- Vice-Président de la Sixième Commission de l'Assemblée générale (cinquante-cinquième session)
- Vice-Président du Comité spécial sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé et Coordonnateur des consultations menées dans ce domaine, lors des cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de l'Assemblée générale
- Coordonnateur des négociations sur la résolution 56/83, intitulée « Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite », adoptée par l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session, en 2001
- Coordonnateur des négociations sur la résolution 55/153, intitulée « La nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États », adoptée par l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session, en 2000
- Chef de la délégation équatorienne à la réunion plénière de l'Assemblée générale sur le point de l'ordre du jour intitulé « Les océans et le droit de la mer ». A négocié plusieurs résolutions sur la question, notamment sur l'exploitation durable des pêches
- Chef de la délégation équatorienne aux réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1999-2003

- Chef de la délégation équatorienne aux réunions du Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, 2000-2003
- Chef de la délégation équatorienne ayant pris part aux négociations de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire
- Chef de la délégation équatorienne aux 10 sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, de 1998 à 2002. A participé aux négociations de divers instruments, dont le Règlement de procédure et de preuve, les éléments des crimes, l'Accord de siège, le règlement de l'Assemblée des États parties et l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour pénale internationale
- Chef de la délégation équatorienne à l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Membre du Bureau (2002-2003)
- Représentant de l'Équateur à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000
- Représentant de l'Équateur à la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects (2001)
- Représentant de l'Équateur à la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies (1999). A participé aux négociations qui ont conduit à l'adoption du document détaillant les principes et les lignes directrices sur la création de zones exemptes d'armes nucléaires

Négociation de l'Accord de paix entre l'Équateur et le Pérou

1998

Coordonnateur du deuxième groupe de négociations sur l'intégration frontalière, le développement et le voisinage. Il s'agit de l'un des quatre groupes chargés de négocier l'Accord de paix de 1998 qui a réglé le différend territorial opposant l'Équateur au Pérou.

Les négociations se sont tenues au Département d'État américain à Washington, ainsi qu'à Quito et à Lima.

Commission sur le voisinage et les relations bilatérales

1995-1997

Coordonnateur de la Commission sur le voisinage entre l'Équateur et la Colombie et sur les relations bilatérales entre l'Équateur et le Pérou et entre l'Équateur et le Chili (Ministère équatorien des affaires étrangères)

A négocié des accords et des arrangements bilatéraux sur divers sujets, notamment l'entraide judiciaire, l'intégration et la santé

Ambassade de l'Équateur au Pérou

1990-1994

Deuxième et Premier Secrétaire.

Rapporteur de la troisième réunion des ministres des affaires étrangères de la Commission permanente du Pacifique Sud, Lima (1993)

Ministère des affaires étrangères

1986-1989

- Chef de la délégation équatorienne à la septième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, Kingston (1989)
- Chef de la délégation équatorienne au Comité juridique de la Commission permanente du Pacifique Sud, Bogotá (1989)
- Département du droit de la mer, Troisième Secrétaire (1986-1987). A défini la position de l'Équateur dans le domaine du droit de la mer

Activités universitaires

- Enseignant à la faculté de droit de l'Universidad Andina Simón Bolívar, Quito (2012 et 2004-2005)
- Enseignant à la Pontificia Universidad Católica del Ecuador (1995-1998) et à l'Universidad Internacional SEK (1998), Quito
- Chargé de conférences en droit international et en droit de la mer à l'Institut national d'études supérieures, pour la Marine équatorienne et à l'Académie de diplomatie (1995 et 2006)
- Intervenant lors du premier séminaire sur le droit international humanitaire et la Cour pénale internationale organisé à l'intention des fonctionnaires par le Comité international de la Croix-Rouge et le Ministère équatorien des affaires étrangères, Quito (août 2004)
- Conférencier intervenant sur la coopération internationale dans le domaine judiciaire et l'extradition, lors du séminaire à l'intention des procureurs organisé par le Bureau du Procureur général, Quito (mai 2005)
- Chargé de conférences invité à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève (juillet 2008)
- Intervenant lors de l'atelier organisé en préparation d'une convention pour la prévention et la répression des crimes contre l'humanité, International Nuremberg Principles Academy, Nuremberg (Allemagne) (novembre 2015)
- Chargé de conférences dans le cadre du Cours régional de droit international des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Montevideo (avril 2016)

Publications

« Las Naciones Unidas y la represión de la financiación del terrorismo: convenciones y resoluciones », Pontificia Universidad Católica del Perú, 2002

Los Océanos y el derecho del mar: consideraciones para la agenda del Ecuador, Académie de diplomatie, Quito, 2002

Divers articles et conférences sur le droit international

Autres activités dans les domaines international et juridique

- Président du Comité juridique de la Commission nationale équatorienne pour les affaires maritimes et le droit de la mer (2004-2006)
- Chef de la délégation équatorienne chargée des négociations sur le mécanisme de règlement des différends au titre de l'Accord de libre-échange entre l'Équateur et les États-Unis (2004)
- Membre du Conseil d'administration du Fonds commun pour les produits de base, organisation internationale établie à Amsterdam, créée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (2003-2005)
- Représentant de l'Équateur au treizième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, Kuala Lumpur (2003)
- Autorité centrale équatorienne pour la Convention interaméricaine sur les commissions rogatoires (2004-2006)
- Autorité nationale équatorienne pour l'application de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées (2006)

Associations professionnelles

Membre de la Sociedad Latinoamericana de Derecho Internacional

Membre de la Sociedad Americana de Derecho Internacional

Membre du Colegio de Abogados del Ecuador

Langues

Espagnol, anglais et français

S. Amos Wako (Kenya)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 13 mai 2016, reçue de la Mission permanente de la République du Kenya

...

M. Wako a été le premier Vice-Président de la Commission en 2015.

...

Bref curriculum vitae

1. Fonctions actuelles

Membre de la Commission du droit international et premier Vice-Président de cette instance en 2015

Sénateur et Président de la Commission permanente sénatoriale des affaires juridiques et des droits de l'homme

2. Procureur général du Kenya (13 mai 1991-27 août 2011)

Procureur général de la République du Kenya lors d'une période de transition historique pour le pays. À ce titre, il :

A supervisé le processus de révision de la Constitution, qui a conduit, le 27 août 2010, à la promulgation de la nouvelle Constitution; a entrepris un programme ambitieux de réformes législatives qui ont porté sur pratiquement toutes les lois du pays, y compris les lois d'application de la nouvelle Constitution;

A engagé des poursuites, notamment dans des affaires de corruption et de piraterie.

• Action au plan international

- i) 1994-1997 : Président du Groupe des 77 pour les questions concernant le droit international de la mer
- ii) 1997-1998 : Président de l'Autorité internationale des fonds marins
- iii) Juin 1998 : Chef de la délégation kényane à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale, élu Vice-Président de la Conférence
- iv) 2005 : Président de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique
- v) Avril 2009 : Président de la Conférence d'examen de Durban, à Genève
- vi) Chef de la délégation du Kenya à de nombreuses conférences régionales et internationales consacrées aux droits de l'homme, au droit de la mer et aux mécanismes d'établissement de rapports créés au titre des divers traités internationaux

• **Action au plan régional**

- i) 1993-97 : Président de la réunion décisive des ministres de la justice et des procureurs généraux à l'issue de laquelle le texte du Traité du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a été rédigé
- ii) 1997-1998 : Président de la réunion des ministres de la justice et des procureurs généraux à l'issue de laquelle le texte du Traité portant création de la Communauté de l'Afrique de l'Est a été rédigé; le Protocole de 2004 sur l'Union douanière et le Protocole de 2009 sur le marché commun
- iii) 2004 : Président du Comité pour la création accélérée d'une Fédération de l'Afrique de l'Est (nommé par les chefs d'État des pays d'Afrique orientale pour élaborer une feuille de route pour la création d'une future Fédération de l'Afrique de l'Est)

3. Autres activités exercées sur le plan international

- i) 1982-2004 : Membre représentant l'Afrique au Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture
- ii) 1982-1992 : Premier Rapporteur spécial thématique de la Commission des droits de l'homme sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires
- iii) 1984-1991 : Membre du Comité des droits de l'homme de l'ONU, élu Vice-Président en 1991
- iv) 1998 : Nommé par le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, membre du Groupe de personnalités éminentes mandaté pour se rendre en Algérie et recueillir des informations en vue de clarifier la situation dans ce pays
- v) 1993 : Nommé Président de la Commission d'enquête sur le massacre commis près d'Harbel (Libéria), à la suite d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU
- vi) 1993 : Nommé membre du Groupe consultatif international pour le Prix des droits de l'homme à la mémoire de Robert F. Kennedy
- vii) 1981-1991 : Membre de la Commission internationale de juristes
- viii) 1984-1991 : Membre de la Commission des affaires internationales du Conseil œcuménique des Églises
- ix) 1990 : Président de la Conférence biennale de l'Association internationale du barreau, tenue à New York
- x) 2002-2003 : Nommé membre de l'équipe technique chargée par le Secrétaire général du Commonwealth de rédiger les principes de Latimer House relatifs à la responsabilité

des trois pouvoirs de gouvernement et aux relations entre ceux-ci

- xi) Depuis 1995 : Membre du Conseil international pour l'arbitrage commercial

4. Autres tâches

• Au plan régional

- i) Membre du Comité d'experts qui a rédigé la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples
- ii) Membre du Comité d'experts qui a rédigé la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant
- iii) 1978-1981 : Secrétaire général de l'Association du barreau africain

• Au plan national

- i) 1972-1991 : Avocat dans le prestigieux cabinet est-africain Kaplan & Stratton, où il s'est occupé d'affaires constitutionnelles et civiles et de litiges soumis à l'arbitrage commercial international
- ii) 1979-1981 : Président de la Law Society of Kenya
- iii) 1984-1988 : Président de l'Association of Professional Societies in East Africa

5. Études

- i) Licence en droit (avec mention) (LL.M.), University of East Africa (1969)
- ii) Avocat près la Haute Cour du Kenya (1970)
- iii) Senior Counsel (2003)
- iv) Licence en sciences économiques (avec mention honorable) (B. Sc), Université de Londres
- v) Fellow de l'International Academy of Trial Lawyers (États-Unis) (1977)
- vi) Fellow du Chartered Institute of Arbitrators (Londres) (1983)
- vii) Maîtrise de droit de l'Université de Londres, spécialisation en droit international

6. Titres honorifiques

- i) Membre honoraire à vie de Wiltshire Bar Association [Californie (États-Unis d'Amérique)]
- ii) Elder of the Burning Spear (EBS)
- iii) Elder of Golden Heart (EGH)
- iv) Membre honoraire de l'Indian Society of International Law.

Nugroho Wisnumurti (Indonésie)

[Original : anglais]

Extrait d'une note verbale datée du 23 octobre 2015, reçue de la Mission permanente de la République d'Indonésie

...

La Mission permanente de la République de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de faire savoir que l'ambassadeur Wisnumurti, diplomate de carrière depuis plus de trente ans et spécialiste du droit international, a servi, notamment, en qualité de premier vice-président (2009) puis de président de la Commission du droit international (2010-2011) ainsi que de membre du Groupe spécial de l'Organisation mondiale du commerce chargé d'examiner la plainte déposée contre la Chine au sujet de mesures relatives à l'exportation de matières premières (métaux rares) (2010-2011), du Comité consultatif sur la délimitation des frontières maritimes (2006) et du Groupe de haut niveau sur la réforme des Nations Unies (2005).

...

Curriculum vitae

Ambassadeur Nugroho Wisnumurti

Candidat de l'Indonésie à la réélection à la Commission du droit international (2017-2021)

Indonésien exerçant des fonctions diplomatiques depuis 1968

Formation

1988 : Diplômé de la 21^e promotion de l'Institut LEMHANNAS (Institute for National Resilience) avec distinction du jury (prix « Seroja »)

1973 : Diplômé de la faculté de droit de Columbia University (Maîtrise de droit)

1965 : Diplômé de la faculté de droit de l'Université d'Indonésie (maîtrise de droit)

Expérience professionnelle

Depuis le 1^{er} janvier 2012 Conseil au cabinet d'avocats Ali Budiardjo, Nugroho et Reksodiputro (ABNR)

2012-2016 Membre de la Commission du droit international

Juillet 2010-avril 2011 Président de la Commission du droit international

29 mars 2010-1^{er} avril 2011 Membre du Groupe spécial de l'Organisation mondiale du commerce chargé du règlement des différends, affaire *Chine – Mesures relatives à l'exportation de diverses matières premières*

2009 Premier Vice-Président de la Commission du droit international

2007-2011	Membre de la Commission du droit international
Depuis 2006	Membre du Comité consultatif sur la détermination des frontières maritimes mis en place par le Ministère indonésien des affaires étrangères
2005	Membre du Groupe de haut niveau sur la réforme de l'ONU, créé par le Président de la République d'Indonésie
29 octobre 2004- 31 décembre 2008	Maître de recherche, Centre for Strategic and International Studies (CSIS)
Depuis le 1 ^{er} juin 2004	Chargé de cours en droit international et diplomatie à la faculté de droit de l'Université d'Indonésie
1 ^{er} avril 2004-2011	Associé au cabinet d'avocats Ali Budiardjo, Nugroho, et Reksodiputro (ABNR)
Janvier 2002- décembre 2004	Membre du Groupe de personnalités éminentes pour la lutte contre les armes légères et de petit calibre
4 septembre 2000- janvier 2004	Ambassadeur et Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'ONU et d'autres organisations internationales ayant leur siège à Genève (Suisse)
Janvier 1999- décembre 2003	Membre du Conseil consultatif du Secrétaire général pour les questions de désarmement
Mai 1997-mai 2000	Directeur général des affaires politiques au Ministère des affaires étrangères de la République d'Indonésie
1995-1996	Représentant de l'Indonésie auprès du Conseil de sécurité de l'ONU
Août 1995 et novembre 1996	Président du Conseil de sécurité
Septembre 1992- avril 1997	Ambassadeur et Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'ONU à New York, et Ambassadeur en Jamaïque, aux Bahamas, au Guatemala et au Nicaragua
1992-1995	Président du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés
1991-1992	– Membre du Groupe d'experts chargé d'étudier les conceptions et politiques de sécurité défensive – Membre du Groupe d'experts du Mouvement des pays non alignés au sein du Centre Sud sur l'action de l'ONU en faveur de la coopération internationale
1989-1992	Ambassadeur et Représentant permanent adjoint de l'Indonésie auprès de l'ONU à New York
1987- 1989	Directeur de la Division des affaires juridiques et des traités au Ministère des affaires étrangères de la République d'Indonésie
1982-1986	Ministre conseiller de la Mission permanente de l'Indonésie auprès de l'ONU et d'autres organisations internationales à Genève

	– Chef adjoint de la délégation indonésienne à la Conférence du désarmement, Genève
	– Coordinateur de groupes de travail chargés de négocier certains aspects du projet de convention sur l'interdiction des armes chimiques
1977-1990	Négociateur et négociateur en chef des accords conclus avec les pays voisins sur la délimitation maritime et sur la pêche
1977-1982	Directeur adjoint de la Division des affaires juridiques et des traités au Ministère des affaires étrangères de la République d'Indonésie
1974-1982	Membre et Secrétaire de la délégation indonésienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer
1972- 1977	Troisième Secrétaire, puis Second Secrétaire de la Mission permanente de l'Indonésie auprès de l'ONU à New York
1971-1974	Membre de la délégation indonésienne auprès du Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale
1968	Entre au Ministère des affaires étrangères
1966-1968	Haut fonctionnaire au Ministère de l'industrie

M. Wisnumurti est l'auteur de nombreux articles et communications relatifs au droit international et aux affaires internationales, qui ont été publiés (en anglais ou en indonésien) dans des revues nationales et internationales. On en trouvera quelques exemples ci-après :

- « The Delimitation of Maritime Boundaries: Problems and Issues », *The Frontier of the Seas: the Problem of Delimitation*, The Ocean Association of Japan, 1980;
- « The Impact of the 1982 Convention on the Law of the Sea on the Foreign Policy of Indonesia », communication présentée à l'Institut Lemhannas (Institute for National Resilience), en 1988;
- « The Regime of Archipelagic Waters in the UN Convention on the Law of the Sea », *Political Science Journal*, 1988;
- « The Promotion and Protection of Human Rights in Indonesia: the Role of the Department of Foreign Affairs », *Caraka Journal*, vol. II, n° 1, 1999;
- « A More Effective United Nations in the 21st Century », communication présentée au séminaire national intitulé « Vers un monde pacifique, juste et prospère : le rôle de l'ONU face aux défis et changements mondiaux », 2005;
- « UN High-Level Panel on Threat, Challenges and Change: Problems and Prospects for UN Reform », communication présentée à la dix-neuvième table ronde Asie-Pacifique, Kuala Lumpur, 31 mai-3 juin 2005;

- « Security in the Straits of Malacca and Singapore: Threats and Challenges », communication présentée au Forum du MIMA (Maritime Institute of Malaysia) sur les priorités de la Malaisie et de l'Indonésie en matière de sécurité dans le détroit de Malacca, Kuala Lumpur, 28 septembre 2005;
- « Asian-African Solidarity and Partnership: Facing the Challenges of the 21st Century », in Bantarto Bandoro (dir.), *The Afro-Asian Movement: its Relevance, Aspirations and Strategies*, CSIS, 2005;
- « UN Secretary General 2007-2012 : an Asian Candidate? », *Gatra Magazine*, octobre 2005;
- « UN Reform: Success and Failure », *Indonesian Journal of International Law*, vol. 3, n^o 1, octobre 2005;
- « Regional Cooperation on Countering Proliferation », communication présentée à la cinquième Conférence générale du Conseil de sécurité et de coopération dans l'Asie et le Pacifique, Jakarta, 6-7 décembre 2005;
- « Nuclear Energy and Non-Proliferation: What are the Risks? », communication présentée à la troisième Réunion du Groupe de travail chargé de la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, Conseil de sécurité et de coopération dans l'Asie et le Pacifique, Singapour, 26-27 mars 2006;
- « United Nations Reform: Challenges in the 21st Century », conférence donnée à la faculté de droit de l'University of Pancasila, 1^{er} novembre 2007;
- « Maritime Security Issues in Southeast Asia: an Indonesian Perspective », communication présentée au Symposium international sur la sécurité maritime, Université maritime mondiale, Malmö (Suède), 12-14 novembre 2007;
- « Responsibility to Protect: an Emerging Norm of International Law », Hadi Soesastro et Clara Joewono (dir.), *The Inclusive Regionalist*, Center for Strategic and International Studies, 2007;
- « Indonesia's Efforts in the Codification and Progressive Development of International Law », communication présentée au séminaire intitulé « Réflexions à propos du cinquième anniversaire de l'*Indonesian Journal of International Law* », 23 octobre 2008;
- « Indonesian Diplomacy in facing Fundamental Changes in the International Strategic Environment », communication présentée à une réunion du conseil d'administration de l'Institut Lemhannas, 16 février 2009;
- « The International Law Commission and Indonesia's Interest », communication présentée aux conférences annuelles de l'Université Pajajaran de Bandung en l'honneur du professeur Mochtar Kusumaatmadja, 18 mars 2009;
- « Indonesian diplomacy facing the changes in the world strategic environment », conférence donnée à la faculté de droit de l'Université Pajajaran de Bandung, 21 avril 2009;
- « International Law and Indonesia's Interest », communication présentée lors d'un séminaire à l'Institut Lemhannas, 23 juin 2009;

- « International Law : its Codification and Progressive Development », conférence donnée au Centre pour l'éducation et la formation, Ministère des affaires étrangères, 23 octobre 2009;
- « Indonesian Diplomacy in the Regional Context », communication présentée lors d'une table ronde, Institut Lemhannas, 3 décembre 2009;
- « The role of the International Law Commission in the progressive development of international law and its codification », exposé présenté lors de la première Conférence internationale sur le développement progressif du droit international, organisée par le Centre des études de droit international, faculté de droit, Université d'Indonésie, Depok, 4-5 octobre 2010;
- « The UN Security Council and the Responsibility to Protect as an emerging norm of International Law », conférence donnée à la faculté de sciences sociales et politiques de l'Université d'Indonésie, Jakarta, 9 décembre 2010;
- « The International Law Commission Articles on State Responsibility: a Reflection of Customary International Law », communication présentée lors de la Conférence internationale sur le développement progressif du droit international, faculté de droit de l'Université Pajajaran, Bandung, 26 septembre 2013.

Michael Wood (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

[Original : anglais]

Sir Michael Wood, Chevalier commandeur de l'ordre de Saint-Michel et Saint-Georges

Date de naissance : 1947

Diplômes universitaires : M. A. et L.L. B. (maîtrise ès lettres et licence en droit) de l'Université de Cambridge

Admission au barreau : Gray's Inn (1968)

Doyen de Gray's Inn : 2000

Michael Wood est membre de la Commission du droit international depuis 2008 et son Rapporteur spécial pour la détermination du droit international coutumier depuis 2012; maître de recherche du Centre de droit international Lauterpacht de l'Université de Cambridge, et avocat au cabinet 20 Essex Street Chambers de Londres (pratique dans le domaine du droit international public, y compris devant les cours et tribunaux internationaux).

Fonctions antérieures

Conseiller juridique adjoint (1970), puis conseiller juridique (1999-2006) au Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth

Conseiller aux affaires juridiques à la Mission du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1991-1994)

Membre de la délégation britannique à diverses conférences et réunions internationales, y compris l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil de sécurité de l'ONU, la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, les négociations « 2 + 4 » sur la réunification de l'Allemagne, les pourparlers de Dayton et de Rambouillet, l'Assemblée et le Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins, et l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale

Président du Comité des conseillers juridiques en matière de droit international public, du Conseil de l'Europe; Président de la vingt-neuvième réunion consultative du Traité de l'Antarctique [Édimbourg, Royaume-Uni]

Autre expérience professionnelle

Agent et conseil devant la Cour internationale de Justice

Agent du Royaume-Uni dans l'affaire *Lockerbie (Libye c. Royaume-Uni)*

Agent du Royaume-Uni dans l'affaire concernant la *Licéité de l'emploi de la force (Serbie et Monténégro c. Royaume-Uni)*

Conseil de l'Ukraine dans l'affaire de la *Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)*

Conseil du Kosovo pour l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la *Conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo*

Conseil du Pérou dans l'affaire du *Différend maritime (Pérou c. Chili)*

Conseil de la Belgique dans l'affaire relative aux *Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)*

Conseil de la Colombie dans deux affaires engagées en 2013 (*Nicaragua c. Colombie*)

Conseil du Timor-Leste dans l'affaire des *Questions concernant la saisie et la détention de certains documents et données (Timor-Leste c. Australie)*

Agent et conseil devant le Tribunal international du droit de la mer

Agent du Royaume-Uni dans l'affaire de *l'usine MOX (Irlande c. Royaume-Uni)*

Conseil du Myanmar dans l'affaire concernant la *Délimitation de la frontière maritime du golfe du Bengale (Bangladesh c. Myanmar)*

Conseil du Royaume-Uni dans l'affaire *Responsabilités et obligations des États qui patronnent des personnes et des entités dans le cadre d'activités menées dans la Zone*

Conseil du Royaume-Uni dans l'affaire de la *Commission sous-régionale des pêches*

Conseil de la Côte d'Ivoire dans l'affaire *Maritime Delimitation (Ghana c. Côte d'Ivoire)*

Jurisconsulte auprès de divers tribunaux internationaux d'arbitrage

Conseil de l'Inde dans l'arbitrage sur la *Délimitation de la frontière maritime du golfe du Bengale (Bangladesh c. Myanmar)*

Conseil de la Slovénie dans l'arbitrage sur la *Frontière maritime et territoriale entre la République de Croatie et la République de Slovénie (Croatie c. Slovénie)*

Conseil du Royaume-Uni dans l'arbitrage sur *l'Aire marine protégée des Chagos (Maurice c. Royaume-Uni)*

Conseil de l'Italie dans l'affaire de *l'Enrica Lexie (Italie c. Inde)*

Agent et conseil devant la Cour européenne des droits de l'homme

Agent du Royaume-Uni dans de nombreuses affaires portées devant la Commission européenne et la Cour européenne des droits de l'homme, notamment l'affaire *Soering*

Conseil de la Turquie dans l'affaire *Demopoulos et autres c. Turquie*

Nombreuses publications, notamment :

« The Convention on the Prevention and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, including Diplomatic Agents », vol. 23, *International and Comparative Law Quarterly* (1974)

The Legal Status of Berlin (1987)

« The Interpretation of Security Council Resolutions », *Max Planck Yearbook of United Nations Law*, vol. 2 (1998)

« Northern and Western European Maritime Boundaries », in Colson/Smith, *International Maritime Boundaries*, vol. V (2005)

« Nécessité et légitime défense dans la lutte contre le terrorisme : quelle est la pertinence de l'affaire de la *Caroline* aujourd'hui? », in *La nécessité en droit international*, Société française pour le droit international, Colloque de Grenoble (2006)

« The International Tribunal for the Law of the Sea and General International Law », *International Journal of Marine and Coastal Law*, n° 22 (2007)

Trois conférences sur le thème « Conseil de sécurité de l'ONU et droit international » (2006), à consulter sur le site Web du Centre de droit international Lauterpacht de l'Université de Cambridge

« The Security Council and International Criminal Law », *Romanian Journal of International Law/Revista Română de Drept Internațional*, vol. 5 (2007)

« The General Assembly and the International Law Commission: What Happens to the Commission's Work and Why? », in I. Buffard, J. Crawford, A. Pellet et S. Wittich (dir.), *International Law Between Universalism and Fragmentation*

The International Law Commission 1999-2009 (2010, en collaboration avec A. Pronto)

« The Principle of Non-intervention », 29 *Leiden Journal of International Law* (2009)

« The Law of Treaties and the UN Security Council: Some Reflections », in E. Cannizzaro (dir.), *The Law of Treaties beyond the Vienna Convention* (2011)

« What Is Public International Law? The Need for Clarity about Sources », 1 *Asian Journal of International Law* (2011)

« The Immunity of Official Visitors », 16 *Max Planck Yearbook of United Nations Law* (2012)

« Self-defense Against Nonstate Actors: Reflections on the "Bethlehem Principles" », 107 *American Journal of International Law* (2013) (en collaboration avec E. Wilmshurst)

« The role of the UN Security Council in relation to the use of force against terrorists », in L. van den Herik, N. Schrijver (dir.), *Counter-Terrorism Strategies in a Fragmented International Legal Order. Meeting the Challenges* (2013)

« "Weighing" the Articles on Responsibility of International Organizations », in M. Ragazzi (dir.), *The Responsibility of International Organizations. Essays in Memory of Sir Ian Brownlie* (2013)

« The International Law on the Use of Force. What Happens in Practice? », 53 *Indian Journal of International Law* (2013)

« Do International Organizations Enjoy Immunity Under Customary International Law », 10 (2013)

International Organizations Law Review

M. Wood (dir., en collaboration avec M. Milanović), *The Law and Politics of the Kosovo Advisory Opinion* (2015) « International Organizations and Customary International Law », 48, *Vanderbilt Journal of Transnational Law* (2015)

Diverses entrées de l'*Encyclopédie de droit international Max Planck* et contributions à la Médiathèque de droit international de l'Organisation des Nations Unies.
